

La commission Church
publie un rapport édulcoré
sur la C.I.A.

LIRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,20 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 11 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 18 p. ; France, 18 fr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 300 L. ; Japon, 120 y. ; Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ÉCLAIRÉS
75207 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6397-23 Paris
Tél. Paris n° 630072
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

M. GROMYKO À PARIS

La visite de trois jours que M. Gromyko a commencée ce mardi, à Paris, est la première du ministre soviétique des affaires étrangères en France depuis l'automne 1974, lorsqu'il avait accompagné M. Brejnev à Rambouillet. Depuis qu'il est devenu, en 1973, membre du bureau politique soviétique, M. Gromyko s'est fait plus rare : mais, d'une manière générale, les rencontres franco-soviétiques, tant « au sommet » qu'au niveau ministériel, ont en quelque peu tendance à s'espacer ces dernières années.

Ce phénomène est normal à l'heure où la politique de détente cherche son second souffle et où la coopération économique bilatérale bute sur l'accroissement du déficit soviétique. Néanmoins, plusieurs raisons nous poussent aujourd'hui le Kremlin à améliorer ses relations avec Paris. Prémierement parce qu'un froid durable — au moins jusqu'à l'élection américaine de novembre — s'est installé dans leurs relations avec Washington, les dirigeants de Moscou retrouvant plus volontiers leurs interlocuteurs en Europe, et d'abord en France, pays qui, comme le rappelle l'agence Tass, a inventé le terme de « détente » aujourd'hui récusé par le président Ford.

Il s'agit aussi de dissiper l'impression négative qu'avait pu laisser la visite de M. Giscard d'Estaing en U.R.S.S. en octobre 1975. Au lendemain de la conférence d'Helsinki, tout chef d'État occidental se serait sans doute vu signifier de la même manière que les espoirs exagérés en matière de libre circulation des idées et des hommes ou de détente idéologique se heurtaient à une fin de non-recevoir. Mais les Soviétiques ne peuvent ignorer la bonne volonté, quelquefois un peu déconcertante, dont M. Giscard d'Estaing fait preuve à leur égard, par exemple lorsqu'il laisse entendre que certains progrès de l'unité européenne seraient subordonnés à leur assentiment.

M. Gromyko cherchera à encourager son interlocuteur dans ces dispositions, mais il va se heurter cette fois à un obstacle nouveau et délicat du fait de l'attitude du parti communiste français. Aux critiques, communes à beaucoup d'autres partis européens, qu'il adresse à l'U.R.S.S. pour ses manquements à la démocratie, M. Marchais et ses amis en ajoutent en effet une autre, que leur est particulière, à propos de la politique étrangère : ils la jugent trop amicale à l'égard du gouvernement français actuel, lui reprochant de ne pas remarquer, comme le rappelle indirectement « l'Humanité » de ce mardi, « les orientations atlantiques de l'Elysée et ses efforts pour accuser la division de l'Europe ». Les tensions qui « vont exactement à l'encontre d'une véritable détente ».

Le ministre soviétique sera-t-il influencé par ces critiques ? L'U.R.S.S. n'a pas pour habitude de se laisser dicter sa conduite par ses amis ni de mélanger relations entre partis et entre gouvernements. Il lui faut cependant en tenir compte et ménager ce qui peut encore être sauré d'inter-nationalisme prolétarien. Aussi bien, si ses représentants font savoir qu'ils n'acceptent pas la thèse selon laquelle, comme le disent les communistes français, la France a « réintégré l'OTAN », ils admettent que des pressions sont exercées en ce sens dans les milieux atlantiques. De même l'agence Tass, commentant la visite de M. Gromyko, fait-elle allusion au « caractère de classe » des politiques suivies dans les deux capitales, ce qui explique à ses yeux les divergences entre les deux pays.

Le ministre soviétique a en tout cas un bon moyen de payer tribut aux positions des uns et des autres : tout en rendant hommage à la politique du gouvernement français, il mettra sans doute l'accent plus que par le passé sur les « réserves » encore inexploitées offertes à une extension de la coopération entre les deux pays.

M. Kissinger annonce des mesures sévères contre la Rhodésie

M. Kissinger, qui poursuit sa tournée en Afrique, a présenté ce mardi 27 avril, à Lusaka, selon l'agence A.P., un « plan » concernant la Rhodésie, qui prévoit notamment une application plus stricte des sanctions par les États-Unis et une aide financière au Mozambique voisin. Ces mesures visent à accentuer les pressions sur le régime de M. Ian Smith et à l'inciter à accepter l'accession au pouvoir de la majorité noire. Le premier ministre annoncerait d'ailleurs mardi soir, selon A.P., l'entrée dans son gouvernement de plusieurs personnalités noires.

Le secrétaire d'État devait rencontrer mardi après-midi M. Joshua Nkomo, dirigeant de l'Alliance nationale (A.N.C. (African National Congress)), avant de quitter la Zambie pour le Zaïre.

Selon une dépêche A.P. datée de Lusaka, M. Kissinger a présenté ce mardi 27 avril dans la capitale zambienne, lors d'un déjeuner offert par le président Kaunda, un plan en dix points pour « une solution juste et durable » du problème rhodésien. Auparavant, le chef de la diplomatie américaine avait lancé un avertissement contre toute tentative d'une super-puissance visant à réaliser « ses aspirations à l'hégémonie » sur ce continent. « Nous avons la conviction profonde que le destin de l'Afrique doit appartenir aux Africains », a déclaré M. Kissinger.

Le plan américain exprime d'abord le soutien de Washington à l'appel lancé par les autorités britanniques en faveur de l'accession au pouvoir de la majorité noire dans les deux ans qui viennent.

Le secrétaire d'État a ensuite réaffirmé que M. Ian Smith devait comprendre que les États-Unis ne soutiendraient en aucune façon, et à aucun moment, le gouvernement rhodésien contre les mouvements africains de libération.

En troisième lieu, toujours selon l'agence A.P., M. Kissinger a annoncé que l'administration de Washington demanderait que les touristes américains quittent la Rhodésie, et, notamment, le chrome, de la liste des sanctions préconisées par les Nations unies. La Rhodésie, qui possède 80 % des réserves mondiales de chrome et de platine, tire d'importantes revenus des 80 000 tonnes de chrome qu'elle exporte chaque année vers les États-Unis. La suspension de ces achats poserait donc d'importants problèmes à son économie.

Le « plan Kissinger » prévoit aussi une recommandation aux ressortissants américains de quitter la Rhodésie, en leur précisant qu'ils ne bénéficieraient d'aucune protection en cas de guerre. Quant aux touristes américains, ils seront dissuadés de se rendre dans l'ancienne colonie britannique (avec deux cent quatre-vingt mille visiteurs en 1975, le tourisme rhodésien est en pleine expansion).

Enfin, les États-Unis offriront une assistance aux réfugiés qui s'établiront dans les pays africains voisins, et proposeront au Mozambique 125 millions de dollars (58 millions de francs) pour pallier les difficultés économiques résultant de la fermeture de la frontière entre ce pays et la Rhodésie.

(Lire la suite page 6.)

Mme Saunier-Seïté fait des concessions

La grève des étudiants continue dans la plus grande partie des universités et centres universitaires, contre la réforme du deuxième cycle. L'Union nationale des étudiants de France (UNEF, ex-Renouveau) appelle les étudiants à revenir sur les campus, désertés de plus en plus malgré la proximité de la fin d'année universitaire, tandis qu'approche la période des examens. La « coordination » des comités de grève se réunit ce mardi 27 avril à Paris.

Mme Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'État aux universités, a fait de son côté plusieurs concessions en réponse à huit demandes de la commission permanente de la conférence des présidents d'université. Mais elle a maintenu l'arrêt réformant le deuxième cycle.

(Lire nos informations, pages 12-13.)

Un entretien avec M. d'Ornano sur la recherche scientifique

« LA FRANCE DEVRAIT REJOINDRE LES PAYS D'IMPORTANCE COMPARABLE DANS LES ANNÉES 1980 »

Pour la recherche scientifique comme pour les autres secteurs d'activité la préparation du VII^e Plan vient de s'achever.

Au cours d'un entretien accordé au « Monde », M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, a expliqué la politique scientifique qu'il compte mettre en œuvre dans les prochaines années. Comme l'avaient décidé les deux conseils restrictifs qui se sont tenus en 1975, la priorité est accordée à l'État. Le gouvernement entend assurer un renouvellement régulier et stable des chercheurs publics de 3 % par an et mettre fin à l'insécurité des personnels hors statut. Sur le plan budgétaire, M. d'Ornano estime que la situation est satisfaisante. Le gouvernement souhaite notamment protéger la recherche fondamentale et la recherche universitaire. Mais, compte tenu sans doute de l'incertitude qui plane sur l'ampleur de la reprise économique, M. d'Ornano hésite à se prononcer sur le rythme de croissance des budgets.

(Lire page 18.)

Seize ans de politique agricole ambiguë

Cette semaine est particulièrement chargée pour le monde agricole. Après la menace de démission des maires de l'Aude et la prise de position du Centre national des jeunes agriculteurs contre l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun (le Monde a publié, mardi 27 avril, le conseil d'administration de l'Office national interprofessionnel de vins de table, créé le 8 avril dernier).

Le ministre devait, dans l'après-midi, entamer avec les députés un débat prévu pour se terminer mercredi. Ce même mercredi, il doit

rencontrer ses collègues européens à Luxembourg pour tenter de remédier à l'accélération des dépenses agricoles de la C.E.E., provoquée par la dépréciation de la livre et de la lire. Le même jour, les vitiiculteurs du Languedoc organisent à Montpellier un vaste rassemblement, avec la participation des organisations syndicales et professionnelles, dans le cadre d'une journée - ville morte - destinée à attirer l'attention sur les problèmes économiques et viticoles, en particulier du Midi. Au moment où le VII^e Plan propose une nouvelle augmentation de la production agricole durant le quinquennat qui commence, le monde paysan s'interroge.

I. — « Tu ne seras pas paysan »

par ALAIN GIRAUDO

dix-huit ans, le monde rural s'en est trouvé bouleversé, comme ce village pyrénéen.

(Lire la suite page 34.)

UNE AUTOBIOGRAPHIE DE JEAN DUVIGNAUD

Le « Ça » sauvage

En se faisant anthropologue de lui-même, Jean Duvignaud restitue un passé, le sien, et toute une époque. Il écrit « Je » en précisant qu'il a été « rétif à l'usage de la première personne » ; mais il n'a pas à s'excuser. Et d'autant moins, peut-on dire par fiction grammaticale, que ce « Je » est aussi un « nous ». Celui d'une génération intellectuelle venue à l'adolescence au cours des années 30, mise à l'épreuve par la guerre et la défaite, tentée dans l'espérance par la libération, puis condamnée au parcours des déshérences. L'arrière-plan, ce sont les grandes scènes de notre histoire à dressée depuis 1938 jusqu'à l'après-mai 1968.

Le récit, vif et nerveux, rebondit à chacune de ces circonstances. Depuis le temps d'une enfance qui a pour décor La Rochelle et la Vendée, s'enracine dans un terroir, naît d'une famille où le métier enseignant règle la promotion sociale. Duvignaud aurait pu assurer la conti-

nuité ; il l'a fait d'une certaine manière, puisqu'il est professeur de sociologie à l'université de Tours, mais il a davantage provoqué des ruptures. L'événement, sous la forme de la débâcle de 1940 qui contraindrait au non-alignement, vint renforcer ce choix. Il n'aurait pas suffi, sans une fougue à courir l'abolu que le lycéen philosophe entretenait par la lecture de Spinoza, provocateur d'action et de création, et l'étudiant par celle de Hegel, metteur en scène de la conscience déchirée et du destin. Dès ce moment, Duvignaud se constitue passeur de limites, explorateur des territoires de la création multiple et de ceux où se déploie la diversité des civilisations. Essayiste, romancier, auteur dramatique et scénariste, d'une part, sociologue attaché au déchiffrement de la nouveauté et de la différence, d'autre part.

GEORGES BALANDIER.

(Lire la suite page 22.)

AU JOUR LE JOUR INCONVÉNIENTS

En somme, M. Soares est arrivé le premier, mais il n'est pas arrivé vraiment tout seul. Cela signifie-t-il qu'il va d'abord essayer de gouverner le premier, quitte à changer d'avis s'il n'y arrive pas tout seul ? Et, dans ce cas, fera-t-il route avec ceux qu'il trouve trop à droite ou avec ceux qu'il trouve trop à gauche ? Cruel dilemme.

Mais il reste une solution qui étonnerait au Portugal de se retrouver dans une situation de type italien ou 19^e République : ce serait que M. Soares soit candidat à la présidence de la République. Ainsi le Portugal brûlerait les étapes et passerait tout de suite à sa 7^e République.

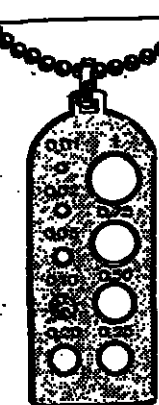
Dans les deux cas il y a des inconvénients.

BERNARD CHAPUIS.

Au Liban

M. RAYMOND EDDÉ EST OFFICIELLEMENT CANDIDAT À LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

(Lire page 2.)



A partir de 700 F

COMBIEN DE CARATS FAIT LE DIAMANT DE VOTRE MEILLEURE AMIE ?

Vous pourriez vous amuser à l'estimer vous-même le jour où vous porterez au cou ce « calibre à pierres », réplique en or de celui qu'utilisent les joailliers. Fred y a déjà servi un diamant.

Mais il se fera un plaisir de le remplacer par celui que vous a légué votre grand-mère si vous le désirez.

FRED JOAILLER
6, rue Royale
Paris 8^e
Tél. : 260.30.65.

Boutique FRED : 84, Champs-Élysées - HOTEL LOEWS - Monte-Carlo
HOTEL BYBLOS - Saint-Tropez - Aéroport d'Orly.

PROCHE-ORIENT

Liban

M. Raymond Eddé est officiellement candidat à la présidence de la République

Au troisième jour de la nouvelle trêve, trente personnes ont été tuées, lundi 28 avril, et quarante-trois autres blessées dans Beyrouth et sa banlieue. On a, d'autre part, découvert trente et un cadavres. Les tirs et les explosions d'obus se sont poursuivies de manière sporadique tout au long de la « ligne de démarcation » qui sépare en deux la capitale libanaise.

Beyrouth. — La bataille présidentielle est déjà entrée dans sa phase décisive. Les principaux candidats en présence multiplient les contacts avec tous les partis, y compris ceux avec lesquels ils étaient en rupture de ban. M. Raymond Eddé, chef du « Bloc national », a rencontré lundi le Père Charbel Kassab, le supérieur général de l'ordre des moines maronites et principal allié des partis chrétiens de droite. A l'issue de cette entrevue, le leader des chrétiens modérés a déclaré : « Je ne me présenterai aux présidentielles que lorsque je serai sûr des résultats ». Peu de temps après, le comité exécutif du « Bloc national » annonçait officiellement la candidature de M. Eddé à la présidence de la République. M. Kamal Joumblat, le chef de file de la gauche libanaise, a tenu pour sa part à rappeler à tous les « présidentiables » que l'issue de la guerre civile ne saurait se traduire par le seul départ d'un chef d'Etat, si disarbitré soit-il. « Si nous avons consenti tant de sacrifices ne mes humains, a-t-il dit, c'est à la fois pour déjouer le complot ourdi contre la résistance palestinienne, mais c'est aussi

Dans une déclaration à l'envoyé spécial à Beyrouth de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., a affirmé qu'« une médiation, quelle qu'elle soit, américaine ou française, n'aboutirait pas à la paix au Liban ni à la stabilité, et elle serait une porte ouverte à un protectorat étranger dans ce pays arabe ».

De notre correspondant

pour dater le Liban de nouvelles institutions prévues dans notre programme de réformes.

Après avoir souligné que le Parlement actuel ne représentait pas la nation, et que tous les leaders traditionnels libanais réunis avaient moins d'assises populaires que le plus petit des partis progressistes, M. Joumblat s'est déclaré hostile à tout candidat qui ne s'engagerait pas à mettre en application le programme minimum de la gauche. Parmi les « présidentiables », a-t-il ajouté, faisant allusion à M. Raymond Eddé, « il y en avait un que nous tenions pour valable. Voilà qu'il se dérobe en nous faisant savoir qu'il ne peut, en bon démocrate, anticiper sur les projets et décisions qui devraient relever du ressort exclusif du futur gouvernement et de son chef, le premier ministre. Ce dernier, qui, selon la tradition, doit être musulman sunnite, serait ainsi appelé à gouverner effectivement le pays. De plus, tout le monde sait que, parmi les candidats à la présidence, il n'y en a pas un seul qui soit à la hauteur, un seul qui ait compris les aspirations des masses laborieuses, un seul qui ne soit pas frappé d'immobilité ». M. Joumblat a laissé entendre que les douze députés progressistes du Parlement pourraient s'abstenir lors de l'élection présidentielle. « L'abstention, a-t-il souligné, signifie la poursuite de l'affrontement à tous les niveaux ».

A propos de M. Bechir Gemayel

Plusieurs lecteurs nous ont écrit pour s'étonner d'un passage de l'article de James Sazima, dans le Monde du 2 avril, dans lequel celui-ci, par suite d'une mauvaise présentation typographique résultant d'une mauvaise transmission avec Beyrouth, paraissait prendre à son compte les propos que lui avaient tenus des leaders musulmans sur le compte de M. Bechir Gemayel, et qu'il se contentait de rapporter : les résultats de l'enquête que nous avons effectuée n'étant en rien l'affirmation selon laquelle le fils du chef des Kataeb a l'habitude de dérober les cadavres de ses adversaires politiques et de poser les têtes sur le tableau de bord de sa voiture.

Vos cheveux : Et s'il restait vraiment quelque chose à faire ?

Un homme, à l'aise dans la vie et dans son métier parle : « Cheveux ? Calvitie ? Comment ces mots peuvent-ils encore exister de nos jours. Alors qu'il est facile de les effacer tant du dictionnaire que de la vue de tout un chacun. Il ne viendrait à l'idée d'aucune personne raisonnable ayant perdu tragiquement ses dents de rester édentée. Sur le plan pratique comme sur le plan esthétique, cela est insupportable. Pourquoi alors accepter le phénomène quand il s'agit de cheveux. Quelques hommes assument un crâne dégarni dont ils tentent de tirer un effet de coquetterie. Mais les autres ? Ils restent figés. Lassés par de nombreuses tentatives infructueuses, ils acceptent une situation qu'ils savent pourtant particulièrement traumatisante. C'est René Molinari qui parle. Et il sait de quoi il parle. Depuis plus de 15 ans il a fait du cheveu sa spécialité, presque un sacerdoce. Il est allé à l'extrême limite de ses recherches, au risque même de s'endormir à vie. Mais il a trouvé. Son procédé s'appelle Capill'hair. Le nom n'est pas original (ce n'est pas son métier) mais le procédé, lui, l'est tout à fait. Ce n'est pas une transplantation qui demande du temps et beaucoup, beaucoup de patience. Ce n'est pas non plus un postiche ou une perruque, deux formules qui engendrent de nombreuses contraintes. Capill'hair est une véritable chevelure, fixée à jamais. Une chevelure avec laquelle on peut se coiffer normalement, se laisser décoiffer normalement, se baigner normalement, etc. Voici un numéro de téléphone pour vous informer : 073.74.37. C'est celui de l'institut capillaire de René Molinari (36, rue Godot de Mauroy, 75009 Paris). Pas un institut lapon à l'œil. Un petit institut de véritables professionnels où des cabinets isolés et une discrétion totale vous sont assurés, ainsi que des conseils au demeurant parfaitement gratuits, donnés par un homme qui a déjà compris votre problème.

Les propos de M. Joumblat ont jeté la consternation dans les milieux parlementaires, qui se perdent en conjectures sur leur signification. Chercherait-il, en habile technicien, à faire pression sur le futur chef de l'Etat pour lui faire accepter le programme de la gauche ? Certains observateurs évoquent d'autre part une déclaration du député progressiste M. Zaher El Khattib, l'un des principaux lieutenants de M. Joumblat, à la dernière réunion du Parlement, il y a quinze jours, au cours de laquelle celui-ci avait voté la loi portant amendement de l'article 73 de la Constitution. « C'est la dernière fois que la Chambre se réunit, avait alors déclaré M. Khattib. Il va falloir s'attendre désormais à des changements quantitatifs dans les rangs du pays contrôlés par le mouvement national. Elles seront soumises à une administration autonome, et tout retour au statu quo ante doit être définitivement exclu ».

EDOUARD SAAB.

La guerre civile libanaise a fait une nouvelle victime dans les milieux de la presse : le rédacteur en chef de l'hebdomadaire palestinien Falastin Al Saoudi, M. Rachad Abdel Hafez, a été tué, samedi 24 avril, par un franc-tireur. Agé de vingt-neuf ans, membre du Front populaire de libération, M. Hafez est le quatrième journaliste palestinien tué pendant la guerre civile. Celle-ci a déjà fait quatorze morts et douze blessés parmi les membres de la presse. (A.F.P.)

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le rapport de la commission Church sur la C.I.A. se montre plus conciliant que prévu

De notre correspondant

Après quinze mois de travaux, la commission d'enquête du Sénat américain, présidée par M. Church, a publié lundi 27 avril son rapport sur les activités des services de renseignements. A la demande de la C.I.A., la commission a censuré plusieurs passages de son rapport et a censuré, pour raison de sécurité, et ne pas divulguer des informations qu'elle jugeait « intéressantes ».

Washington. — La commission Church a publié lundi son rapport sur les services de renseignements, au moment où se manifeste, aux Etats-Unis, une certaine tendance au nationalisme, dont M. Reagan, candidat de la droite républicaine, cherche à tirer parti en dénonçant les « abus » de la C.I.A. Cependant, la publication du rapport a surtout mis en évidence les divisions de la commission. Deux de ses membres républicains, dont le sénateur Goldwater, ont refusé de signer le document en considérant qu'il portait un grave préjudice à la politique américaine. Trois sénateurs démocrates, en revanche, ont exprimé leurs regrets que les passages censurés, à la demande de la C.I.A., pour raisons de sécurité, aient empêché de révéler l'étendue des fautes de l'agence et la disproportion entre le coût de ses opérations clandestines et le « maigre bénéfice » qu'elle en a souvent retiré.

De même, par 6 voix contre 5, la commission Church a renversé sa position en acceptant le plaidoyer de M. Bush, nouveau directeur de la C.I.A., demandant que le budget des activités clandestines ne soit pas révisé. C'est au Sénat qu'il appartiendra de se prononcer sur ce point en séance plénière.

La conversion de M. Church

Le rapport a été accueilli avec mauvaise humeur par les assistants et les conseillers de la commission, qui reprochent au sénateur Church d'avoir songé à sa candidature personnelle en vue de sa candidature, et qui, finalement, tenant compte du changement de climat politique, aurait cédé aux pressions du gouvernement et accepté des compromis avec la C.I.A.

Les déclarations de M. Bush sur l'« esprit de coopération » qui avait marqué les relations entre la C.I.A.

et la commission, justifient partiellement les soupçons. En tout cas, le rapport note que, à la demande du gouvernement, la commission a consenti à ne pas divulguer des informations qu'elle considérait, elle, comme importantes. La volonté de conciliation avec l'exécutif est évidente. Dans ce rapport, la violence des critiques initiales a été atténuée. Certes, le gaspillage, le lentur, l'inefficacité des services sont dénoncés, mais le document fait état également de « bonnes » et « saines » des services : sous un amas de recommandations (cent quatre-vingt-trois) figure celle de réduire sensiblement le nombre des opérations secrètes qui devraient être menées en tenant compte des objectifs clairement définis de la politique étrangère, et seulement « dans des circonstances extraordinaires, quand les autres moyens sont insuffisants ». Mais la commission se garde de suggérer qu'on annonce tous ces renseignements à la presse. Les Etats-Unis doivent garder la possibilité de réagir à une menace grave et imprévue à leur sécurité nationale par des moyens clandestins.

Propositions de réformes

La commission, d'autre part, enonce certaines portes ouvertes en préconisant des mesures de contrôle des activités de la C.I.A. déjà contenues dans l'ordonnance prise par le président Ford le 18 février dernier. Mais la suggestion qu'un nouveau comité de surveillance du Congrès soit informé à l'avance des opérations clandestines a déjà été rejetée dans le projet de loi actuellement à l'étude au Capitole. Pourtant, le rapport de la commission Church apporte des précisions inédites sur les opérations clandestines (on tout neuf cents depuis 1961), qui ont, au demeurant, considérablement diminué depuis les années 50, époque à laquelle la C.I.A. dépensait environ 200 millions de dollars annuellement pour le financer.

Le rapport donne quelques lumières sur l'utilisation par les services de renseignements de journalistes (une cinquantaine), d'hommes d'Eglise (une vingtaine) et d'universitaires (des centaines) en soulignant que la

DIPLOMATIE

LA VISITE DU PRÉSIDENT GEISEL EN FRANCE

« Les relations franco-brésiliennes sont une affaire de cœur »

déclare M. Giscard d'Estaing

Le général Ernesto Geisel, président de la République du Brésil, après avoir déposé une gerbe à l'Arc de triomphe, a eu, ce mardi matin 27 avril, un second entretien avec M. Giscard d'Estaing. Reçu ensuite à l'Hôtel de Ville de Paris, il devait offrir dans la soirée un dîner en l'honneur du président de la République.

Lundi, les deux chefs d'Etat ont eu un entretien d'une heure et demie en tête à tête consacré à la situation internationale et surtout à la coopération économique, technique et culturelle franco-brésilienne.

Le président brésilien a inauguré depuis ses appartements du palais du Trianon à Ver-

sailles la ligne de téléphone automatique entre le Brésil et la France. De son côté, M. Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, a reçu son collègue brésilien, M. Azeredo. La conversation a porté sur les problèmes africains et notamment l'Angola, le dialogue Nord-Sud et le Liban, qui intéressent particulièrement les Brésiliens en raison de l'importante colonie libanaise qui vit au Brésil.

La visite de M. Geisel, qui regagnera son pays vendredi et reviendra la semaine prochaine en Europe pour une visite officielle à Londres, continue de susciter en France de vives protestations.

« Les relations franco-brésiliennes sont une affaire de cœur. Une même culture. Deux conflits mondiaux et des épopées ont scellé plus qu'une amitié, une affection », a dit M. Giscard d'Estaing, en accueillant, lundi matin, à Orly, M. Geisel.

« Au cours du dîner qu'il a offert dans la soirée à l'Élysée, en l'honneur du président brésilien, le président de la République a notamment déclaré : « Le monde moderne a cessé de se borner à l'Europe et à ses dépendances (...). Partout ont surgi de nouvelles nations, de nouveaux centres de décisions, de nouveaux pôles de croissance. Il est impossible, à qui veut voir et agir, d'ignorer que les problèmes ont changé de dimension et se posent désormais à l'échelle mondiale. Comme toute évolution, celle-ci est un risque en même temps qu'une chance. Le risque est celui de l'incompréhension et de l'affrontement. La chance, celle d'une coopération plus active et d'une solidarité plus étroite. »

« Dans cette époque de transition et d'ajustement, la France et le Brésil ont un rôle à jouer la France, parce qu'il se trouve qu'elle a hérité de nombreux États à la vie internationale, le Brésil, parce qu'il est une synthèse, peut-être unique, de peuples, de races, de cultures, venus de tous les horizons. »

« C'est pourquoi nous nous félicitons de constater le parallélisme

de nos vues sur les grands problèmes du monde. C'est pourquoi nous nous félicitons aussi de la collaboration qui s'est accrue entre nos deux pays dans le cadre de la conférence sur la coopération économique internationale, en vue de l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial plus rationnel et plus juste. »

Parlant du développement du Brésil, M. Giscard d'Estaing a poursuivi : « L'entreprise est immense. Personne ne doute qu'elle soit à la mesure de vos moyens, la France moins que quiconque, elle qu'a toujours attiré le dynamisme brésilien et qui est elle-même en pleine période de renouvellement. »

Une ère nouvelle dans les relations entre les deux peuples

Dans sa réponse, le président Geisel a dit : « Le Brésil part d'une réalité historique, sociale et culturelle différente de la réalité française mais, lorsqu'il procède à l'évaluation de ses destinées nationales, il arrive à des conclusions qui rendent son entente avec la France, exceptionnellement propice. Le peuple brésilien possède, profondément enraciné, des sentiments de fidélité à ces mêmes valeurs, inhérentes à la civilisation occidentale, à laquelle la

France a apporté son concours. (...) Cette communauté de sentiments à la source de la coopération de plus en plus nos peuples. »

« Le gouvernement brésilien voit les relations internationales contemporaines sous une optique réaliste et pragmatique qui l'empêche de se laisser séduire par des simplifications utopiques ou catastrophiques. (...) »

« Ce n'est pas seulement sur le plan économique que nous retrouvons les nations confédérées dans des compartiments qui correspondent mal à leurs dimensions, et par conséquent, à leurs aspirations et à leurs possibilités. (...) Sur le plan politique aussi, existe la tendance à figer les catégories, tel ce qui se produit avec la notion même de monde occidental. Ce n'est pas sans appréhension que nous constatons dans les pays les plus développés des signes d'une certaine inclination vers l'isolement qui pourrait conduire les pays en voie de développement à se désintéresser de l'univers occidental. (...) »

« J'anticipe pour nos deux pays des gains bénéfiques à la suite des efforts que nos gouvernements mettent en œuvre en vue d'élargir leur coopération bilatérale dans différents domaines. (...) En vérité tout semble indiquer que nous sommes au seuil d'une ère nouvelle dans les relations entre nos deux peuples. »

Les protestations des évêques d'Arras et de Perpignan

Les évêques d'Arras et de Perpignan ont protesté contre la visite en France du président Geisel.

Dans une lettre au président de la République du Brésil, Mgr Huyghe, évêque d'Arras, écrit :

« Je veux joindre aussi ma voix à celle de mes frères évêques du Brésil et, si possible, à celle de tous ceux qui n'ont pas de voix à force de souffrir. Permettez-moi de vous dire, monsieur le président, que la priation habituelle des droits de la personne humaine et l'emploi de la torture comme moyen de gouvernement ternissent gravement l'image internationale de votre pays. L'âme d'un pays qui fait en la fois de visiter, j'y garde des amitiés très chères. Je souhaite tellement que le Brésil puisse être un pays où les habitants vivent libre et en possession de leurs droits. »

« Permettez-moi aussi de vous parler comme chrétien. Bien que nous n'appartenions pas à la même confession, nous sommes, l'un et l'autre, disciples du Christ. C'est au nom de Celui qui mourut sous la torture que je vous demande instamment de respecter les hommes et de leur rendre les droits qui devraient rester à tout jamais inaliénables. »

« Vous n'êtes pas, certes, le premier chef d'un pays où règne la torture à venir en France en visite officielle. Mais vous êtes le

premier à être chrétien. C'est à ce titre que je me permets de vous écrire. »

De son côté, Mgr L'Houérou, évêque de Perpignan, déclare notamment :

« (...) La France reçoit beaucoup d'hommes d'Etat étrangers dont l'attitude par rapport à la liberté religieuse est digne de réprobation. C'est regrettable, mais il n'y a pas d'ambiguïté. Elle reçoit cette fois-ci le chef d'un pouvoir militaire qui croit pouvoir utiliser la religion pour conforter sa politique. Or celle-ci, les faits sont là, s'appuie sur de tels moyens et aboutit à un tel enrichissement des riches, à une telle misère des pauvres, que l'épiscopat du pays ne cesse, avec un grand courage, de la dénoncer comme contraire aux droits de l'homme et aux règles élémentaires d'un vrai développement. Il ne faudrait pas que cette visite, accueillie avec courtoisie, soit pour les chrétiens du Brésil ressentie comme un dénouement de questions essentielles qu'ils posent à leur gouvernement. »

La Fédération protestante de France a émis une déclaration de la visite du président brésilien. « Les Églises protestantes, souligne-t-elle dans un communiqué, sont constamment alertées sur le sort de tant de prisonniers politiques et l'usage systématique de la torture auquel ils sont soumis dans ce pays. »

Le F.E.T.U., la Fédération de l'éducation nationale, la C.F.P.T., l'Union nationale des juristes catholiques Pax Romana, le Comité de solidarité France-Brazil ont également protesté contre la visite du président du Brésil en France. (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Angola

M. LOPO DO NASCIMENTO, premier ministre de la République populaire d'Angola, se rendra en visite officielle en France, fin du mois de juillet, à l'annonce lundi 26 avril à Tokyo le porte-parole du ministère japonais des Affaires étrangères. — (A.F.P.)

Vietnam

LE CONGRES CONSTITUTIF DE L'UNION GENERALE DES VIETNAMIENS EN FRANCE, qui s'est réuni les 24 et 25 avril, a élu un comité permanent dont le secrétaire général est M. Lap Ba Chau. Un comité des présidents a, d'autre part, été élu : il comprend notamment le vénérable Man Da La, le colonel Tran Dinh Lan, le peintre Le Ba Dang, le compositeur Nguyen Thien Dao, l'architecte Vo Thanh Nghia et M. Huynh Trung Dong, ancien président de l'Union des Vietnamiens en France.

Comores

M. TUEN TCHEN TOUNG, ambassadeur de Chine à Madagascar, vient de séjourner pendant une semaine à Moroni, où il a été reçu par M. Ali Sollih, chef de l'Etat. La Chine s'est déclarée prête à renforcer ses « liens d'amitié et de coopération » avec les Comores, avec lesquelles elle a établi des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs. — (Reuter.)

AUX « PRIMAIRES » DE PENNSYLVANIE M. CARTER AFFRONTÉ SES RIVAUX DÉMOCRATES

HENRI PIERRE.

Des élections « primaires » se déroulent ce mardi 27 avril en Pennsylvanie. La bataille est importante pour les candidats démocrates à l'investiture. M. Jimmy Carter affronte ses rivaux déclarés, MM. Udall et Jackson, et, indirectement, M. Humphrey, toujours non candidat mais soutenu par l'organisation politique des syndicats. La « machine » du parti démocrate fait en Pennsylvanie un nouvel et peut-être ultime effort pour arrêter la course de M. Carter. — (Contrap.)

سكنا في الامم

De notre correspondant

De notre correspondant

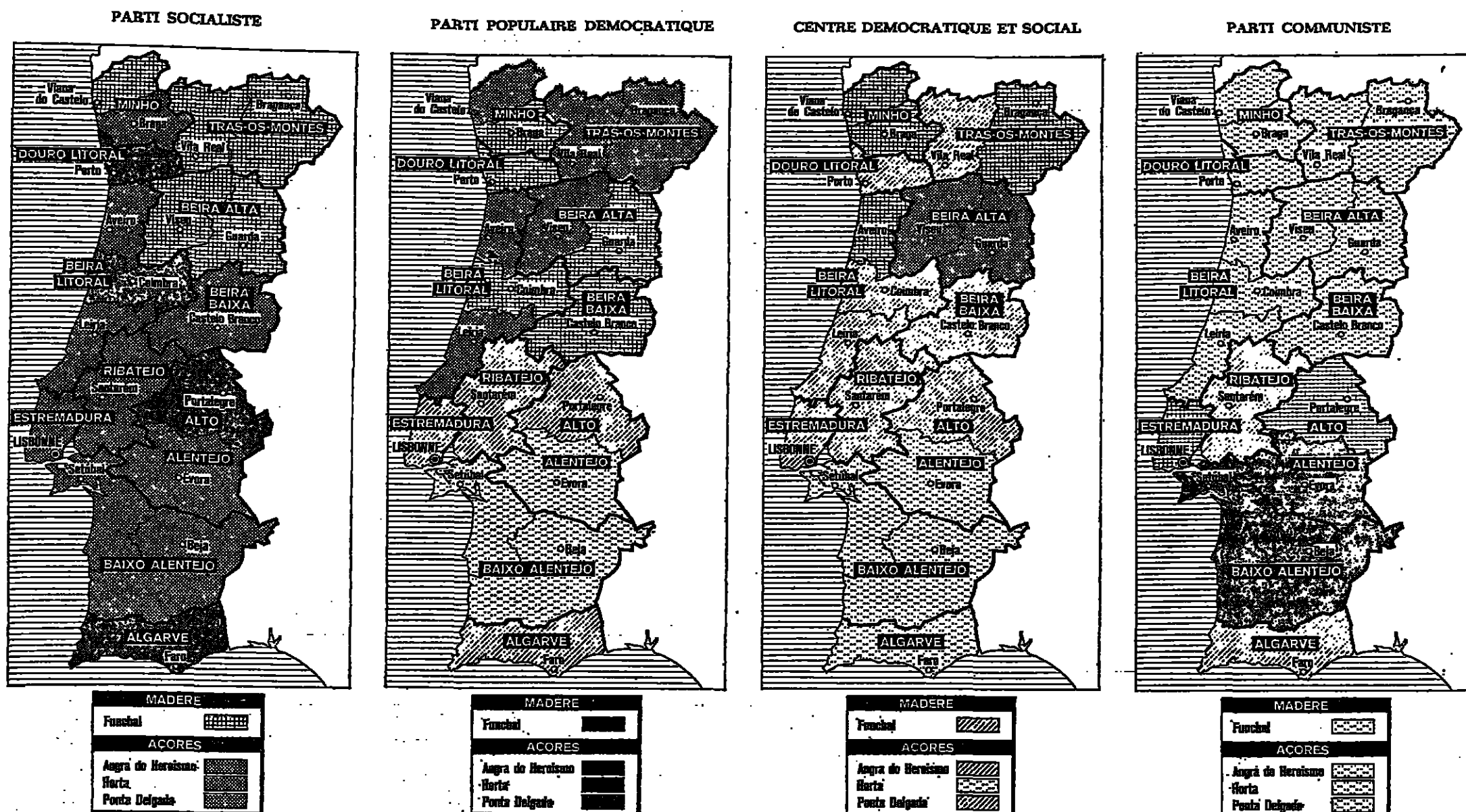
M. Dimitri Oustinov?

De notre correspondant

(De notre correspondant.)
Vienne. — Profitant du congrès

CALMANN-LÉVY

LA RÉPARTITION DES VOIX AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PORTUGAISES









Parti d'implantation nationale, le P.S. recueille des voix aussi bien au sud qu'au nord du Tage, dans les villes et dans les campagnes, dans le littoral industrialisé et dans l'intérieur rural, dans les régions où prédominent les « latifundia » et dans les régions de petites propriétés. Pourtant une partie de son électorat s'est déplacée en direction d'autres partis : vers le P.C.F. et l'Alcaláza et la ceinture industrielle de la capitale, vers le G.D.S. dans les régions

Si le transfert des voix en faveur du P.C.F. peut être considéré comme une tentative de « voter utile à gauche », celui dont a bénéficié le C.D.S. traduit plutôt la fin des votes « de circonstance » qui, en 1975, avaient privilégié le parti socialiste, jugé le plus apte à combattre l'« emprise communiste ». Néanmoins, le P.S. a bien réagi à l'« assaut » de la droite dans les régions du nord et du nord-est du pays.

Deuxième parti du Portugal, le P.F.D. a soutenu des progrès de la droite. Au nord, beaucoup de ses sympathisants ont préféré voter C.D.S. Au sud, le P.F.D. n'a pas tellement bénéficié d'une certaine déstabilisation, qui, dans les régions de l'Alentejo, avait permis aux modérés et à la droite de se manifester plus librement.

LÉGENDE

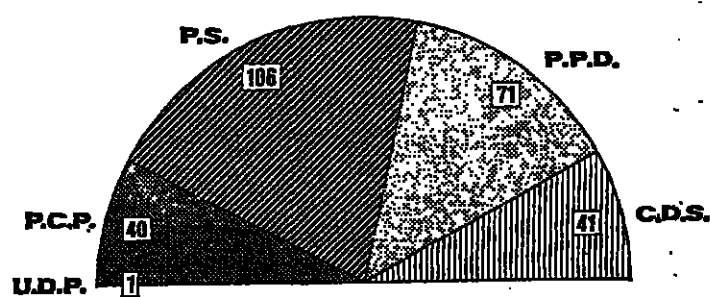
	moins de 10%
	de 10 à 20%
	de 20 à 30%
	de 30 à 40%
	de 40 à 50%
	supérieur à 50%

On attendait avec curiosité les résultats électoraux d'un parti de droite qui, en 1975, n'avait pratiquement pas pu faire campagne. Ces résultats — 15,9 % du total des voix exprimées, — s'ils marquent un net progrès, ont néanmoins déçu ceux qui, à droite, espéraient un « triomphe » du C.D.S.

Le C.P.S. progresse d'une manière spectaculaire dans les régions de l'intérieur, au nord du Tage — Viseu, Vila-Real, Bragança. Son influence reste pourtant faible dans les grandes villes. Ce renforcement de la droite, au nord, et du P.C.P., au sud, a confirmé la coupure en deux du Portugal. A deux projets politiques antagonistes correspondent des bases sociales et géographiques bien distinctes.

Progrès spectaculaire du P.C.P. dans les régions où il était déjà le plus fortement implanté : l'Alentejo, la région industrielle de Lisbonne. Dans une période incertaine, il y a eu probablement mobilisation du parti considéré comme le meilleur défenseur des « conquêtes révolutionnaires ». Le P.C. reste pourtant un parti régionaliste et sa pénétration demeure très faible dans de vastes régions du nord.

LA RÉPARTITION DES SIÈGES A L'ASSEMBLÉE



PRECISIONS. — Sur la foi de renseignements communiqués par le consulat général du Portugal à Paris, nous avons écrit (*le Monde* du 24 avril) que les Portugais émigrés à l'étranger seraient représentés à l'Assemblée législative, par huit députés. Il s'agit en fait

de quatre députés (deux représentant les Portugais émigrés en Europe, deux représentant les Portugais vivant dans le reste du monde; ainsi, d'ailleurs, qu'il avait précisé le lendemain, notre correspondant à Lisbonne (*Monde* daté 25-26 avril 1976).

M. FRANÇOIS MITTERRAND : l'erreur historique du P.C.P.

M. François Mitterrand a été conduit à commenter, à plusieurs reprises, les élections au Portugal au cours de ses interventions à l'Assemblée. Il avait l'habitude de dire qu'il était l'invité de la République, et il avait regretté qu'il n'y ait pas d'accord entre les socialistes et les communistes portugais et a mis en garde les uns et les autres. Il lui avait dit : « Ce sont des erreurs historiques » et « se sont trompés d'époque » et il avait répété à plusieurs reprises : « Ce n'est pas de la Russie que c'était passé dans la Russie de Lénine. Le premier secrétaire du P.S. a dialogué en fin de compte avec le second secrétaire. M. Mario Soares qui, de Lisbonne, lui a déclaré :
« Durant la campagne électorale, nous avons pris l'engagement de ne pas faire d'alliance ni avec le parti communiste ni avec la droite. Nous avons déjà dit que nous ne pourrions pas nous marier avec eux. Nous ne pouvons pas nous abstenir. Le nouveau président

de la République, élu le 7 juin, va inviter l'Assemblée à former le gouvernement. Alors nous allons le former. Nous ferons du socialisme, peut-être avec des indépendants, cités, même militaires éventuellement, et nous nous présenterons devant l'Assemblée. Nous nous sommes engagés et nous ne pouvons pas déshonorer le programme et nos propres chefs. Aux autres partis de dire s'ils sont d'accord avec nous. (...)

M. Jacques Dommanet, secrétaire général de la Fédération des républicains indépendants, estime de son côté que : « La démocratie a gagné au Portugal, mais la seconde République n'est d'un an, les électeurs portugais qui ont voté en très grand nombre, ont infligé une sévère défaite au parti communiste et à ses alliés. »

● *M. Jacques Dominati, secrétaire général de la Fédération des républicains indépendants, estime de son côté que : « La démocratie a gagné au Portugal. Pour la seconde fois en moins d'un an, les électeurs portugais qui ont voté en très grand nombre, ont infligé une sévère défaite au parti communiste et à ses alliés. »*

**Ecole des
Attachés de Direction
EAD**

L'EAD vous rend opérationnel.
L'EAD vous donne une formation économique de base et vous propose, en outre, cinq options en prise directe sur le développement de l'entreprise :

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Etude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations publiques

– Commerce international
Les candidats titulaires
d'une licence ou d'une maîtrise
sont admis directement en
2^e année.
Parallèlement à notre
formation, il est possible de
suivre la préparation au D.E.C.S.
(Diplôme d'Etudes Comptables
Supérieures), organisée par un
établissement affilié

ECONOMIE ADMINISTRATION DEVELOPPEMENT

EAD
Enseignement supérieur et

8, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 742.66.24 – 742.86.61.

Demandez dès maintenant notre documentation :

Nom _____ Prénom _____
 Adresse _____
 Niveau d'études _____

Une situation privilégiée.

Orly et Roissy sont bien desservis.
Des liaisons par routes, autoroutes, voies
ferrées. Depuis Orly et Roissy, 400 villes sont
desservies dans le monde dont
200 quotidiennement.
Orly et Roissy le centre de votre réseau
de distribution.

AEROPORT DE PARIS
Fret information
326 10 00



vient de paraître
le nouvel album
LUCKY LOKE



EMPEREUR SMITH
GOSCINNY • MORRIS

dargaud éditeur - chez votre libraire

[illegible]

EUROPE

Les résultats complets au Portugal

Les résultats des élections du 25 avril 1976 ne seront définitifs et officiellement proclamés que lorsqu'on connaîtra les quatre sièges attribués aux Portugais vivants à l'étranger. En ce qui concerne le Portugal, les résultats donnés, ce mardi, par le ministère de la communication sociale à Lisbonne

étaient les suivants : inscrits, 6 480 201 ; exprimés, 5 090 896 ; participation, 83,29 %. On tira ci-dessous la répartition des voix et des sièges par parti et le rappel des résultats des élections à la Constituante du 25 avril 1975.

	VOIX		POURCENTAGE		NOMBRE DE DÉPUTÉS ÉLUS	
	1975	1976	1975	1976	1975	1976
Parti socialiste (P.S.)	2 145 382	1 871 462	37,87	35,01	115	106
Parti populaire démocratique (P.P.D.)	1 494 575	1 283 390	26,38	20,91	80	71
Centre démocratique et social (C.D.S.)	433 153	848 266	7,65	15,87	16	41
Parti communiste (P.C.)	789 639	788 084	12,53	14,59	30	40
Union démocratique populaire (U.D.P.)	44 546	90 507	0,79	1,69	1	1
Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat (M.R.P.P.)	"	35 751	"	0,67	"	"
Alliance ouvrière et paysanne (A.O.C.)	"	15 506	"	0,29	"	"
Front socialiste populaire (F.S.P.)	66 161	41 020	1,17	0,78	"	"
Mouvement de la gauche socialiste (M.G.S.)	57 682	38 814	1,02	0,38	"	"
Parti révolutionnaire des travailleurs (P.R.T.)	"	5 144	"	0,10	"	"
Ligue communiste internationaliste (L.C.I.)	10 732	16 093	0,19	0,30	"	"
Parti démocrate chrétien (P.D.C.)	"	27 921	"	0,52	"	"
Parti populaire monarchiste (P.P.M.)	31 889	27 879	0,56	0,52	"	"

Certains partis qui avaient présenté des candidats l'année dernière se sont abstenus cette année ; d'autres, au contraire, sont entrés pour la première fois en lice. Le parti communiste portugais marxiste-léniniste (P.C.M.L.) a participé à la campagne électorale mais n'est retenu en faveur de l'Alliance ouvrière et paysanne (A.O.C.). Il a toutefois obtenu 14 639 voix, soit 0,29 %.

Deux organisations d'extrême gauche présentes au dernier scrutin se sont fondées cette année dans l'Union démocratique populaire (U.D.P.) : le Front

électoral communiste (F.E.C.M.L.) et le parti de l'unité populaire (P.U.P.). Le Mouvement démocratique portugais (M.D.P.) avait appelé, quant à lui, à voter pour le parti communiste portugais (P.C.P.), dont il a toujours été très proche. Contrairement aux attentes, les socialistes ont obtenu la majorité absolue des voix. Le mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat (M.R.P.P.) et l'Alliance ouvrière et paysanne (A.O.C.) ont obtenu respectivement 15 506 et 35 751 voix, soit 0,29 et 0,67 %.

RÉACTIONS ET COMMENTAIRES

BONN : satisfaction et soulagement

De notre correspondant

Bonn. — Le gouvernement fédéral allemand et les trois grands partis de la R.F.A. se félicitent du résultat des élections portugaises. « Le scrutin a confirmé de manière impressionnante la primauté des partis démocratiques », a déclaré M. Bolling, secrétaire d'Etat à l'information. « Les Portugais peuvent compter à l'avenir sur la solidarité de la R.F.A. ». Pour M. Kohl, président de l'Union chrétienne-démocrate, « les forces du Centre démocratique ont des chances de gagner du terrain ». Le parti libéral espère que « la victoire convain-

cente » des démocrates permettra de former « un gouvernement stable, sans possibilité d'influence des communistes ».

Quant au parti social-démocrate, il accueille le résultat à la fois avec satisfaction et soulagement. La victoire des socialistes constitue « une contribution décisive au renforcement de la démocratie », a écrit M. Brandt, président du S.P.D., dans un télégramme adressé à M. Mario Soares. Pour cela, le P.S. portugais a droit « à nos remerciements et à nos sympathies ». M. Brandt estime qu'un « gouvernement démocratique fort » est nécessaire pour résoudre les problèmes portugais.

Les élections au Portugal ont été suivies avec beaucoup d'attention par les sociaux-démocrates allemands dont la stratégie politique se trouvait aussi mise à l'épreuve. Le S.P.D. considère un peu comme un protégé le P.S. portugais qui a été créé en 1972 à Bad-Münsterheigel, près de Bonn, dans une maison appartenant à la Fondation Friedrich-Ebert, proche du parti.

Il ne lui a ménagé ni ses conseils politiques ni son soutien moral et financier. Quelques mois seulement après la « révolution des œillets », le S.P.D. déconseillait aux amis de M. Soares de suivre la voie du P.S. français en cherchant une alliance avec les communistes. Il était, au contraire, partisan de la confrontation idéologique avec le P.C. et si le gouvernement de Bonn a promis, parmi les premiers gouvernements européens, une aide financière au Portugal, cette aide n'est devenue effective qu'après la chute du général Goncalves.

Sans doute les sociaux-démocrates allemands ont-ils parfois partagé les craintes des États-Unis sur l'avenir du Portugal. Mais ils n'ont jamais voulu considérer que la partie était perdue et qu'il fallait, selon l'expression de M. Brandt, « rayer le Portugal de la carte de l'Occident et de l'Europe démocratique ». D'un autre côté, une victoire des forces de droite au Portugal aurait jeté dans l'esprit des autres socialistes européens un doute sur la politique préconisée par les Allemands. Le P.S. restant le premier parti portugais, le S.P.D. peut continuer à citer le Portugal en exemple.

DANIEL VERNET.

RADIO-FRANCE : crise d'autorité.

« En fait, la société portugaise ne sera plus jamais ce qu'elle était : un pays de démocratie directe, appuyée par les armées, a été balayée en novembre. Mais la classe ouvrière a pu, au pouvoir, le principe de l'action populaire demeure vivant dans les usines, dans certaines campagnes. »

« Comme l'écrit l'Expresso, un des journaux les plus importants de Lisbonne : « Le Portugal a souffert avant tout d'une crise d'autorité. Et l'histoire est là pour montrer que les crises d'autorité conduisent généralement à un excès d'autorité. »

(R. SABLIER.)

AFRIQUE

M. Kissinger annonce des mesures sévères contre la Rhodésie

(Suite de la première page.)

Le gouvernement américain avait déjà pris position à plusieurs reprises en faveur de l'accès au pouvoir

de la majorité noire en Rhodésie. Mais en prévoyant une application plus stricte des sanctions et une aide financière au Mozambique, le plan Kissinger « va sensiblement plus loin, même s'il accorde un répit de deux ans au régime de M. Smith. »

« Plus que n'importe quelle région du globe, a déclaré encore M. Kissinger, l'Afrique témoigne que l'ère coloniale est du domaine du passé. » Lundi, le chef de la diplomatie américaine n'avait pas caché sa satisfaction en quittant Dar-Es-Salam, étape jugée importante en raison de l'attitude très réservée de la Tanzanie à l'égard des États-Unis : « Mes conversations avec le président Nyerere, a-t-il dit, ont été parmi les plus instructives que j'ai jamais eues ».

Une mission du Comité de décolonisation de l'ONU va se rendre dans cinq pays africains pour s'entretenir avec les représentants de mouvements de libération et les dirigeants de ces pays de problèmes de la Rhodésie et de la Namibie. La mission se rendra successivement, sur l'invitation des gouvernements intéressés, en Tanzanie, en Zambie, au Botswana, au Mozambique et en Éthiopie. — (A.F.P.)

Le comité N'Krumah organise une conférence-débat sur le thème : La pensée de N'Krumah et la révolution africaine, ce mardi 27 avril, à 20 h. 30, à la Maison du Portugal, cité universitaire, 7, boulevard Jourdan, et 2, avenue de Gentilly, Paris-14^e (métro Cité-Universitaire).

RESTRICTIONS A LA LIBERTÉ DE LA PRESSE A SALISBURY

Salisbury (U.P.I.). — Le gouvernement rhodésien a annoncé, lundi 26 avril, que les journaux et la radio seraient soumis désormais à une forme de censure qui se justifie par « l'intense pression psychologique exercée sur la Rhodésie ».

Il n'y aura pas de censure préalable, mais les journalistes recevront des instructions détaillées ce qui ne doit pas être publié, c'est-à-dire des informations concernant « la défense, la sécurité publique, l'ordre public, les intérêts économiques de l'État », ou susceptibles d'alarmer l'opinion. Les journalistes qui contreviendraient à ces instructions feraient à leurs risques et périls. En cas de doute, ils pourront soumettre préalablement leur article à un « comité national de sécurité » placé sous la responsabilité du ministre de l'Intérieur.

Le comité aura pouvoir de faire saisir par la police, à l'avance ou après coup, toute publication contenant un article contrevenant à la nouvelle réglementation.

Tchad

Le général Malloum accuse les partis de gauche français d'aider la rébellion

NDjamena (A.F.P.). — Dans une interview à la télévision française (TF 1) rendue publique lundi 26 avril à NDjamena, le général Félix Malloum, chef de l'État tchadien, a accusé l'Algérie, la Libye et les partis de gauche français de soutenir le Front de libération du Tchad (FROLINAT).

Le FROLINAT, a expliqué le général Malloum, n'est pas un front de libération, car « si on libère une colonie, on ne libère pas un pays souverain ».

Pour le chef de l'État, le FROLINAT a pris naissance en 1968 pour renverser le régime du président Tombalbaye, que les forces armées tchadiennes ont abattu lors du coup d'État du 13 avril 1975. Or le Conseil supérieur militaire (organe suprême de l'État), qui n'a pas confisqué le pouvoir (...), a tenu la main à ceux qui sont en rébellion pour qu'en-semble ils puissent donner des nouvelles institutions à ce pays.

Après avoir accusé la Libye d'occuper illégalement « la bande d'Azoum » (territoire tchadien se trouvant au nord du Tibesti, et limitrophe de la Libye), le général Malloum n'a pas exclu que la rébellion dissimule des visées économiques.

« Il a expliqué que, si le Tchad était un pays côtier, l'exploitation du pétrole aurait pu déjà commencer. Pour que le pétrole soit rentable, a-t-il ajouté, il faut un pays riche, un milliard de barils par an. « Nous n'en sommes qu'à la moitié ou aux deux tiers. »

Après avoir énuméré les di-

verses tendances du FROLINAT — celles d'Hissène Habré, d'el Baghali et d'Abba Siddick — le général Malloum a estimé qu'au sein de cette dernière, il existait en outre deux factions, l'extrême et l'intermédiaire. « Abba Siddick ne commande que son petit bureau », a-t-il ajouté. « Il a un bureau à Alger et un autre à Tripoli. C'est à partir de ces deux bureaux qu'il recrute des combattants. Les partis français de gauche appuient le FROLINAT, et nous nous en rendons compte. »

Maroc

Le roi a promu de nombreux officiers ayant servi au Sahara occidental

De notre correspondant

Rabat. — Le colonel Ahmed Dlimi, qui depuis le mois d'août 1974, commandait la zone militaire sud, a été promu, le lundi 26 avril, par le roi Hassan II, colonel-major. Il retrouve ses fonctions de directeur des aides de camp du souverain, titre qu'il avait d'ailleurs conservé au cours de la brigade de parachutistes liée à l'action menée pendant plus de deux ans par le Maroc dans l'affaire du Sahara occidental. Le colonel Abdelhak Bricel, commandant la brigade de parachutistes, a été promu au grade de colonel. Le lieutenant-colonel Farid Chraïbi, qui a commandé le secteur de Jdiria, où il a subi des harcèlements avant que Mahbas ne soit occupé par l'armée marocaine, a été promu au grade de colonel. Le commandant de la gendarmerie royale (qui prit une part active à l'encadrement de la « marche verte »), le lieutenant-colonel Housni Benidiane est également promu au grade supérieur ainsi qu'un autre de ses chefs, le lieutenant-colonel Farid Chraïbi.

Après que le dernier bastion de forte résistance, celui de Gueliz-Zemmour, eut été réduit (Le Monde du 23 avril), le roi avait voulu marquer par ces promotions la fin d'une phase de la mission confiée à l'armée. « Durant l'année écoulée, a-t-il dit en adressant ses remerciements aux nouveaux promoteurs, les forces armées royales ont été appelées à entreprendre beaucoup d'actions, puisque ces forces sont capables de faire plus que cela. La tâche que nous leur avons confiée était certes ardue, car elles étaient appelées à consentir des sacrifices durant deux années, dans des conditions et un climat pénibles et dans des conjonctures politiques qui nécessitaient d'observer une position de non guerre ni paix, position qui est en effet très délicate pour n'importe quel armé, sans qu'elle a une conduite et une discipline exemplaires et si elle est pleinement consciente du devoir national et des problèmes du pays. »

Le souverain a rendu hommage à la « conduite exemplaire » du colonel Dlimi et lui a adressé, ainsi qu'aux officiers qui ont servi sous ses ordres, ses remerciements et ceux du gouvernement et du peuple marocain.

LOUIS GRAVIER.

Les présidents Sékou Touré de Guinée, Ould Daddah de Mauritanie et Moussa Traoré du Mali, se réuniront probablement cette semaine à Bamako pour discuter du problème du Sahara occidental, a-t-on appris, lundi 26 avril, dans les milieux informés de la capitale malienne. Cette rencontre consacrerait le rôle de médiateur du Mali, qui attend, vendredi, la visite de M. Bouteflika, ministre algérien des affaires étrangères. — (Reuters.)

ANGLAIS ESPAGNOL

AUDIO-VISUEL

Etudiants, Adultes, Entrepreneurs.
• Parts : ouverture de nouveaux cours
• Espagne : stages intensifs en juillet et août.

BOURSES D'ÉTUDES F.I.L.E.

Renseignements et inscriptions
C.E.F.P., 9, bd de Bonne-Nouvelle,
75005 PARIS - Tél. : 233-67-68

ESPAGNOL - ANGLAIS

CAPELOU
TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT

DUCAL
EXPOSITION ET DEMONSTRATION

CAPELOU Distributeur
MAGASIN DE VENTE
37, Av. de la République
Paris 13^e - Métro PARENTHEAUX
Tél. 357.48.35

(Publi-Mat)

BAC 6 semaines pour réussir

Une formule « à la carte »
Maths-Phys., Eco., Soc. Nat., revendus intensives toutes sections. Formule « à la carte » proposée par D. Guernier, 2 bis, rue de la République, 75001 Paris (750 F les 6 semaines).
S.O.S. - MATH - 87, bd Saint-Michel, Paris 5^e.
Tél. 336-93-34 - 336-30-76.

مكتبة الامم المتحدة

AFRIQUE

La Rhodésie à vingt contre un

II. — UN ÉTAT SANS NATION

De notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE POMONTI

Près de la frontière mozambicaine, les fermiers européens de Rhodésie connaissent l'insécurité et sont obligés de se barricader chez eux à la tombée de la nuit. Des centaines d'adolescents noirs sont passés récemment à la guérilla que mène, contre le régime minoritaire de M. Ian Smith, l'armée du peuple de Zimbabwe. (Le Monde - 27 avril).

Salisbury. — Roger, le nouveau restaurateur français d'Avondale, banlieue résidentielle de Salisbury, refuse, chaque samedi soir, autant de clients qu'il en accueille. Véritable baisse de chaudière, les propriétaires de Vumba, l'hôtel Leopard Rocks, offrent sa forêt, une vue splendide sur un lac artificiel situé de l'autre côté de la frontière du Mozambique, des appartements spacieux, un terrain de golf, une piscine, des dîners aux chandelles, le tout pour une demi-pension de quelque 60 francs par tête. Souvent propriétaires de petits avions personnels, les fermiers de la région de Chiredzi partagent leur temps entre leurs plantations de canne à sucre et des vacances en Europe.

Si les Africains n'ont pas sauté à pied sur une route après la tombée de la nuit, de peur de se faire dévaliser, l'Européen peut y abandonner sans risque sa voiture. Un couple qui vit dans une propriété isolée à une trentaine de kilomètres au sud de la capitale n'a pas encore songé à installer des serrures. Les enfants des fermiers grandissent dans les pensionnats les plus luxueux, les plus accueillants et les mieux organisés qui soient. Les grands propriétaires fonciers ne sont pas les seuls, tant s'en faut, à disposer d'une piscine et d'un court de tennis dans leur jardin. Les Portugais réfugiés du Mozambique ou d'Angola — quelque deux mille résidents — forment le premier tiers de « petits Blancs » d'une société européenne qui jouit de l'un des plus hauts niveaux de vie du monde.

« Rhodésie is super », la « Rhodésie est formidable » proclament les papillons collés aux vitres des

voitures européennes. C'est encore vrai, même après dix années de sanctions économiques internationales. Plus de six millions d'Africains, dont la moitié au moins vivent dans les Tribal Trust Lands, offrent une main-d'œuvre à très bon marché. La Rhodésie vend son chrome aux États-Unis, son tabac dans le monde entier, sa viande et ses produits agricoles en Afrique noire. Elle produit déjà ses propres vins. Une industrie légère — le quart du produit national brut au bout de dix ans — satisfait l'essentiel des besoins des deux cent soixante dix mille Européens ; les Renault et les Citroën les plus grands / Voyez sur la frontière du Mozambique. Si la société européenne fait parfois penser à une horloge arrêtée depuis de nombreuses années, avec ses concours hippiques du samedi et ses dîners dansants en robes longues, elle jouit inconsciemment du confort le plus moderne, de la télévision, des supermarchés, sans oublier un réseau de communications remarquable.

Aussi comprend-on aisément le soul de M. Smith de laisser son pays, quoi qu'il advienne, entre des mains responsables et civilisées. Le premier ministre s'est encore engagé dans son dernier message de nouvel an. Il y a bien quelques fautes de syntaxe, mais une lettre publiée par le *Rhodésian Herald*. « Les Rhodésiens sont les plus grands / Voyez les statistiques. Elles vous diront que nous avons le plus haut taux de divorce du monde, des cotés d'Israël, que nos alcooliques complètent parmi les plus alcoolisés, et que nous atteignons le taux de sécurité routière le plus bas. » Mais, comme le remarque un directeur d'entreprise européenne, « j'ai deux choses que je ne connais pas un endroit au monde où je pourrais être plus agréablement ». La Rhodésie des Européens se conjugue volontiers au superlatif. Reste à savoir « qui paie la note », selon l'expression d'un avocat africain, membre de l'African National Council (tendance Muzorewa).

milliers de fermiers africains, huit mille cinq cents seulement sont propriétaires d'entreprises commerciales, leurs produits. Le reste du territoire se partage entre des parcs nationaux, des forêts et les fermes de quelque six mille cinq cents Européens. Le taux de phylométrie sur les terres africaines est vingt-six fois inférieur à celui des « terres blanches ». En 1975, les crédits alloués aux fermiers européens ont été de cent quarante fois supérieurs à ceux dont ont bénéficié les Africains. Le salaire moyen de l'Européen est, en général, dix fois celui de l'Afri-

siens sont pourvus par le corps électoral européen. Aux dernières élections législatives, le Front rhodésien a obtenu cinquante-sept mille voix (80 % des votants) et

L'isolement pathétique des Blancs...

Selon une source qualifiée, le nombre des Africains en détention préventive, pour des raisons de sécurité, s'élève à près d'un millier et certains s'y trouvent depuis plus de dix ans. Dans une brochure publiée l'an dernier par la commission Paix et Justice, — groupe multi-racial animé par

emporté les cinquante sièges européens, ce qui lui donne les moyens de gouverner seul un pays de près de sept millions d'habitants, et ce qui fait dire à Mgr Lamont que « la Rhodésie est une monstruosité politique : c'est un État sans nation ».

après leur évacuation » et de la « destruction des habitations, des possessions et des cultures » des paysans.

Ces informations passent, après de la plupart des Européens de Rhodésie, pour de la « propagande communiste ». Une minorité seulement admet, comme nous le dit un riche fermier de Penhalonga, qu'il existe des « injustices flagrantes ». Les autres rappellent que le niveau de vie de « leurs Noirs » est un des plus élevés d'Afrique et que les « townships » de Salisbury sont « luxueux » si on les compare aux « taudis » de Luanda. Mgr Lamont juge cet état d'esprit « pathétique » : « Les Européens ignorent ce qui se passe. Ils sont isolés par la radio, la télévision, leurs journaux. Ils sont isolés physiquement, leurs écoles sont séparées des Africains, et les relations avec les Africains sont celles du maître et du serviteur. Ils sont isolés par la langue, moins de 5 % d'entre eux ont un dialecte local. Si c'est cela la chrétienté, je ne puis alors m'empêcher de sympathiser avec ceux de mes frères africains qui sont Radio Moscow ».

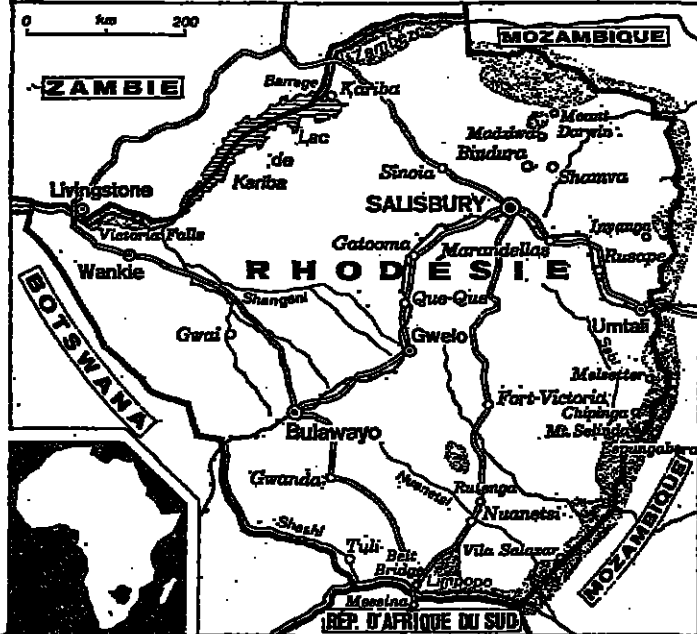
L'isolement de l'Européen de Rhodésie est l'une des raisons de son entêtement envers tout interlocuteur, même modéré. Ainsi, M. Joshua Nkomo, le chef de file « intérieure » de l'I.A.N.C., est assez représentatif d'un embryon de bourgeoisie africaine relativement fortunée. Un rapport qu'il a acquis récemment une belle villa à Bulawayo, la deuxième ville du pays. Or, même les représentants du parti rhodésien, — qui traduit le courant modéré et minoritaire de la société européenne — estiment que M. Nkomo en demande encore trop lorsqu'il réclame l'accession de la majorité au pouvoir dans un délai de deux ans. « Nous acceptons la majorité noire, mais nous ne voulons pas d'un régime de parti unique de type mozambicain », nous a dit l'un d'entre eux.

Un directeur de société européenne nous décrit son évolution : « En 1965, j'étais contre l'U.D.I. mais, depuis lors, je me suis posé quelques questions. On m'a annoncé si souvent le début de la 11^e ! Lorsque la commission Piersa a publié son rapport en 1972, quand la frontière zambienne a été fermée en janvier 1973, lorsque les accords ont été signés à Lusaka en décembre 1974, quand le Mozambique est devenu indépendant et communiste en juin suivant... Aujourd'hui, après la fermeture de cette frontière par Samora Machel, on me le prédit encore une fois. » Pour lui, comme pour la majorité des Européens, mais avec peut-être moins de conviction que par le passé, « la Rhodésie est toujours formidable ».

Le temps n'est pas encore révolu des week-ends sur le lac Kariba, à la frontière de la Zambie, ou aux chutes Victoria. Beaucoup d'enfants ont été fêter Pâques chez des grands-parents ou un oncle installés en Afrique du Sud. South African Airways et Air Rhodesia ont affiché complet une semaine à l'avance. Pâques de cacao, les œufs de Pâques étaient châtés dans les vitrines de Salisbury, mais le soir, autour des piscines des quartiers résidentiels, le whisky, les vins du Portugal et du Cap coulaient à flots.

L'imbricatio laisse perplexe un chef d'entreprise européen, né sur place et pourtant sans trop d'illusions : « Quand le samedi, dit-il, deux de mes ouvriers un peu tares se disputent, ils viennent instinctivement me trouver pour que je les départage. Je hurle que s'ils se battent, je les renverrai tous les deux. Le lundi, quand ils sont enfin desolés, ils viennent se faire pardonner. Je me dis que je suis leur père et mère. Y a-t-il quelque chose de particulier dans les relations entre Blancs et Noirs de Rhodésie ? Ou, bien sûr, un beau matin, me couper la gorge ? Je n'en sais rien. » Il ajoute, après un temps de réflexion : « Peut-être, plus simplement, demandons-ils à l'ouvrier du voisin de venir le faire à leur place. »

Prochain article : L'ÉVEIL DU ZIMBABWE



La Rhodésie couvre une superficie de 330 000 kilomètres carrés. La population compte de dix à six millions de Noirs, suivant les estimations, et deux cent soixante-dix mille Blancs. Les principales ressources économiques sont le minerai de chrome et le tabac. Les zones qui figurent en gris sur cette carte représentent les régions où opèrent les guérilleros.

calin, et cet écart tend à se creuser. « On peut dire que la Rhodésie figure parmi les pays aux inégalités de revenus les plus fortes », note la Whitson Foundation de Salisbury dans un rapport publié fin mars. En 1974, l'agriculture africaine n'a contribué qu'à 5,5 % du produit national brut, le reste étant réparti entre, d'autre part, une idée des progrès de l'économie : 44,7 % (services), 25,2 % (industrie manufacturière), 11,2 % (agriculture et forêts européennes), 7,2 % (mines) et 6 % (construction).

M. Ian Hume, ancien expert rhodésien de la Banque mondiale, revenant l'an dernier au berceau pour animer la Whitson Foundation, a calculé que les sanctions économiques internationales imposées au régime de M. Smith ont coûté à la Rhodésie au moins 700 millions de dollars américains, en l'espace de dix ans, du fait de l'absence d'aide étrangère. « Vous pouvez doubler ce chiffre, si vous tenez compte des versements privés étrangers que l'aide aurait suscités », nous dit-il. Tandis que le salaire moyen d'un Africain s'élève à 400 dollars rhodésiens par an (3 200 FF), celui d'un ouvrier agricole dans une ferme européenne est évalué, en moyenne, à 158 dollars (1 100 FF), compte tenu de la fourchette de l'égalité raciale. « Tout Africain peut être arrêté, détenu, condamné à huis clos et exécuté, sans que même son nom soit publié ».

Les réserves africaines ont acquis un statut légal en 1968, et le premier pas en direction d'une ségrégation foncière a été franchi avec l'adoption du Land Apportionment Act, en 1931, soit huit ans après l'accession à l'autonomie interne de la colonie de la Couronne britannique, qui portait alors le nom de Rhodésie du Sud. La répartition actuelle des sols, qui donne à une fonctionnaire de la Rhodésie l'air d'un puzzle compliqué — est déclinée par le Land Tenure Act de 1968, qui adopte quatre ans après la proclamation unilatérale de l'indépendance par le Front rhodésien de M. Smith, parti fondé en 1962, avec l'aubaine d'imposer « le développement séparé des races ».

La Constitution de 1969, toujours en vigueur, prévoit l'élection d'un Parlement. Seize députés sur soixante-et-un sont africains, et huit d'entre eux sont choisis par des collèges électoraux constitués par des chefs africains dont la nomination reçoit la sanction du gouvernement. Les cinquante autres

Mgr Lamont, — plusieurs cas de sévices commis par les forces de l'ordre ont été cités. Ce rapport fait notamment état du « harcèlement délibéré, par l'armée de l'air rhodésienne, de villages

« En 1974, l'agriculture africaine n'a contribué qu'à 5,5 % du produit national brut, le reste étant réparti entre, d'autre part, une idée des progrès de l'économie : 44,7 % (services), 25,2 % (industrie manufacturière), 11,2 % (agriculture et forêts européennes), 7,2 % (mines) et 6 % (construction).

M. Ian Hume, ancien expert rhodésien de la Banque mondiale, revenant l'an dernier au berceau pour animer la Whitson Foundation, a calculé que les sanctions économiques internationales imposées au régime de M. Smith ont coûté à la Rhodésie au moins 700 millions de dollars américains, en l'espace de dix ans, du fait de l'absence d'aide étrangère. « Vous pouvez doubler ce chiffre, si vous tenez compte des versements privés étrangers que l'aide aurait suscités », nous dit-il. Tandis que le salaire moyen d'un Africain s'élève à 400 dollars rhodésiens par an (3 200 FF), celui d'un ouvrier agricole dans une ferme européenne est évalué, en moyenne, à 158 dollars (1 100 FF), compte tenu de la fourchette de l'égalité raciale. « Tout Africain peut être arrêté, détenu, condamné à huis clos et exécuté, sans que même son nom soit publié ».

Les réserves africaines ont acquis un statut légal en 1968, et le premier pas en direction d'une ségrégation foncière a été franchi avec l'adoption du Land Apportionment Act, en 1931, soit huit ans après l'accession à l'autonomie interne de la colonie de la Couronne britannique, qui portait alors le nom de Rhodésie du Sud. La répartition actuelle des sols, qui donne à une fonctionnaire de la Rhodésie l'air d'un puzzle compliqué — est déclinée par le Land Tenure Act de 1968, qui adopte quatre ans après la proclamation unilatérale de l'indépendance par le Front rhodésien de M. Smith, parti fondé en 1962, avec l'aubaine d'imposer « le développement séparé des races ».

La Constitution de 1969, toujours en vigueur, prévoit l'élection d'un Parlement. Seize députés sur soixante-et-un sont africains, et huit d'entre eux sont choisis par des collèges électoraux constitués par des chefs africains dont la nomination reçoit la sanction du gouvernement. Les cinquante autres

Des inégalités considérables...

Le gouvernement consacre vingt fois plus de fonds à l'éducation d'un enfant européen qu'à celle d'un Africain. L'école n'est gratuite que pour le Blanc : 85 % seulement des enfants africains de la tranche d'âge sept-quatorze ans fréquentent une école, et

14 % terminent le cycle primaire. Le pourcentage des Africains admis dans le secondaire et dans le nombre des lauréats aux examens. Les réserves africaines occupent la moitié de la superficie du pays. Sur six cent soixante mille Za-

« Les vautours »

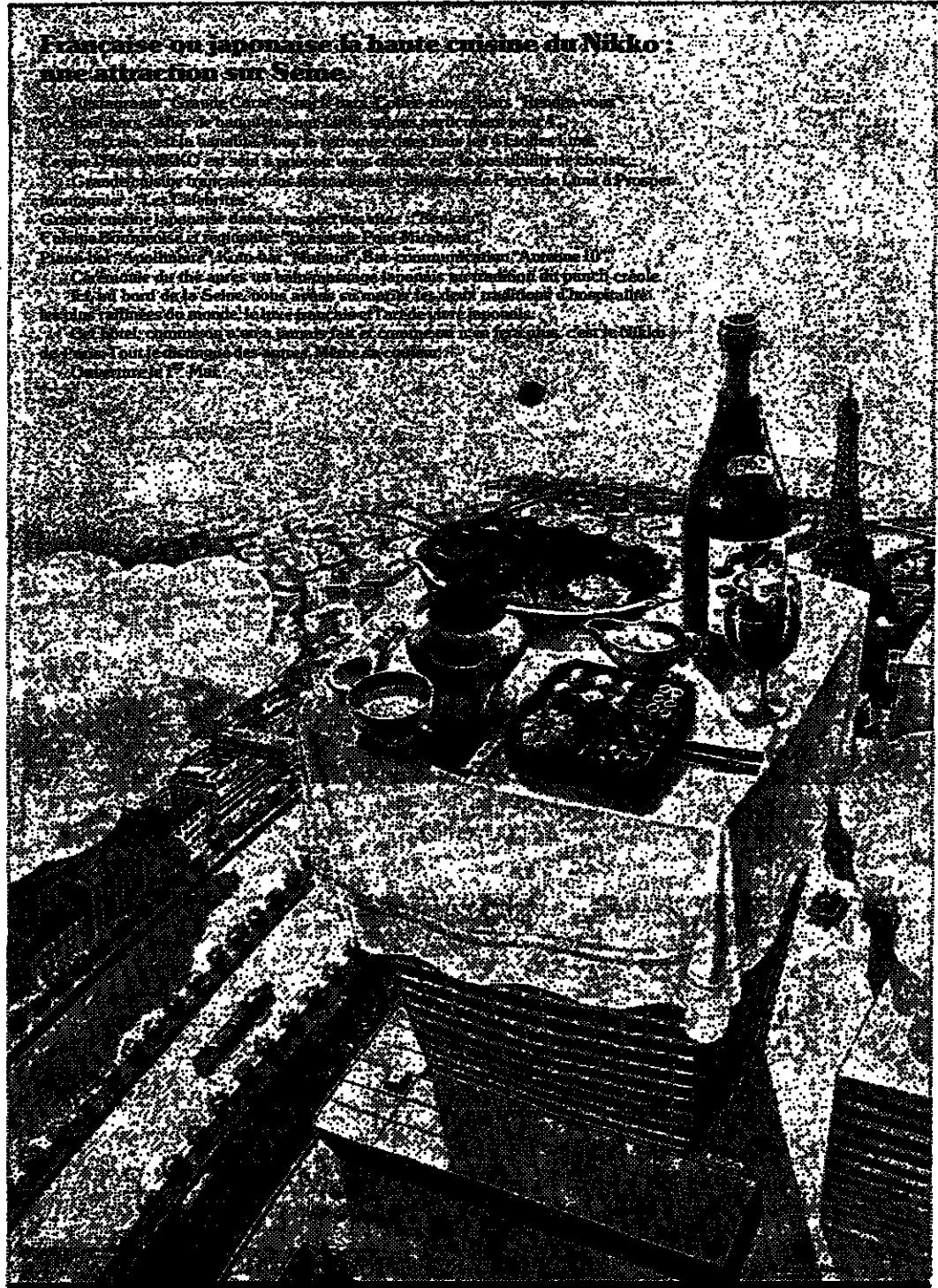
« En dépit des dévances qu'ils nous rapportent, la Rhodésie peut en général se passer des hordes de journalistes étrangers qui viennent régulièrement nous examiner à travers leurs microscopes déformants. (...) Ils ne sont pas tous honnêtes ou responsables. Certains sont, en fait, des menteurs. Honneux chasseurs de titres et faiseurs de troubles, ils sont un déshonneur pour leur profession. »

Intitulé « Les vautours », ce commentaire du *Rhodésian Herald*, le seul quotidien de Salisbury, rend assez fidèlement l'opinion que l'Européen moyen de Rhodésie se fait de la presse occidentale. Le gouvernement de M. Smith a, de son côté, lancé une campagne de « guerre antipsychologique » pour contrer l'effet « des diatribes déformées et des demi-vérités » émanées selon lui par les mass media du monde entier. Plus de deux cent vingt mille exemplaires d'une lettre-circulaire en six langues ont été postés dans la capitale.

« Une grande partie de la presse mondiale ne veut pas imprimer la vérité sur la Rhodésie », peut-on notamment y lire. Il est très rare qu'un journaliste occidental soit refusé à l'aéroport de Salisbury, et l'Européen d'ici lui réserve, le plus souvent, une très généreuse hospitalité. Mais les échanges de propos peuvent être acrimonieux.

« Si vous êtes celui qui rapporte correctement les faits, mes félicitations ! », lancera un ministre à un journaliste américain, comme entrée en matière. Dans une société privée de journaux étrangers, même sud-africains — ils ne parviennent que sur abonnement — les coupures de presse qui circulent provoquent des réactions qui vont de l'amertume à l'écœurement.

Une minorité d'Européens voient, tout de même, les choses sous un angle différent. « Certains journaux étrangers impriment des exagérations », mais n'y a-t-il pas le plus souvent un fond de vérité dans ce qu'ils disent ? Bien sûr, nous ne sommes pas près de l'admettre », rétorque un lecteur, dans une lettre adressée au *Rhodésian Herald*. Et il a beau jeu de rappeler que, étant donné l'attitude des mass media locaux, « nous sommes si ignorants de ce qui se passe dans ce pays que, pour la plupart des Rhodésiens, c'est un choc d'apprendre ce qui est censé se passer ici ». Invités constamment à justifier ce qu'ils n'ont pas tous écrit, les journalistes occidentaux réagissent parfois avec philosophie. Certains d'entre eux se sont fait imprimer des tee-shirts qui portent, sur la poitrine, leur dénomination du jour : « Les vautours ». — J.-C. P.



Hôtel Nikko de Paris. Un 4 étoiles comme on n'en fera plus.

AIR ALLIANCE

vivre la différence

☐ HAITI 12 jours 3.470F

☐ MEXIQUE-GUATEMALA 22 jours avec voiture et chauffeur 7.890F

☐ PEROU-BOLIVIE-PARAGUAY-BRESIL 21 jours 9.200F

Nom _____

Adresse _____

Code Postal _____

Ville _____

4 rue de l'Échelle, 75001 Paris
3615, rue de Valenciennes, 75006 Paris
Tél. : 280.74.93 et 44.69 - 325.78.25
ou chez votre agent de voyages

cocher la brochure que vous aimeriez recevoir U.A. 744

M. Mitterrand précise la portée et les limites d'une « expérience socialiste à la française »

M. François Mitterrand a été, lundi 26 avril, l'invité d'Europe 1 et a ainsi eu l'occasion de commenter, au cours des différents journaux de la journée diffusés par cette station les principaux aspects de l'actualité (le Monde du 27 avril). Le premier secrétaire du P.S. a traité de la situation en Italie, de l'évolution du P.C.F., du projet de loi sur les plus-values, des prochaines élections municipales, de la crise universitaire. Il a dialogué avec M. Mario

Soares et a commenté la conférence de presse de M. Giscard d'Estaing, en rendant hommage, notamment, aux qualités d'orateur de télévision du président de la République. Il a expliqué qu'une éventuelle victoire de la gauche aux élections législatives ne remettrait pas en cause le mandat du président de la République, mais que celui-ci devrait appeler à la tête du gouvernement l'un des responsables de la nouvelle majorité. Il a répondu également aux critiques du président de la République sur le refus de

l'opposition d'accepter le dialogue qui lui était proposé.

Hôte de l'ACADI (Association de cadres dirigeants de l'industrie pour le progrès social et économique), qui avait organisé le même jour un déjeuner-débat sur le thème « L'entreprise et ses dirigeants dans la cité socialiste », M. Mitterrand a précisé et expliqué devant plus de deux cents responsables de l'industrie les grandes lignes de l'« expérience socialiste à la française » qu'il entend mener en cas de vic-

toire de la gauche aux élections législatives.

Au cours d'un long exposé, le premier secrétaire du parti socialiste, qui a également répondu à quelques questions, a successivement évoqué l'évolution de la société capitaliste, « qui n'est plus une société libérale », le programme commun, qui sera appliqué mais n'est pas « une rupture avec la société de profit », et l'autogestion, « réconciliation du socialisme et de l'individu » qui sera mise en route progressivement.

Outre ses déclarations de la matinée, notamment sur une éventuelle victoire de la gauche en France et les affaires Agret et Goldmann, reprises dans nos éditions du 27 avril, M. Mitterrand a estimé que l'évolution de la situation en Italie pourrait modifier l'échecement très progressif vers un système autogéré. Avant de développer ces thèmes, le premier secrétaire du parti socialiste s'était livré à une analyse critique de la société capitaliste : « Nous ne sommes déjà plus dans une société libérale. Le grand capitalisme a détruit, parce que c'était dans sa nature intime, les règles de la concurrence et de la liberté d'entreprendre. Il a plié les agents économiques sous sa règle et enfoncé l'économie dans des contractions qui obligent le pouvoir à intervenir de façon technocratique. Pour une part, le socialisme est déjà inscrit dans les faits. »

« Les nationalisations et la planification serviront à orienter l'économie de marché, non à la remplacer »

Que peuvent attendre les cadres dirigeants d'une expérience socialiste à la française ? Essentiellement quatre choses, a répondu M. Mitterrand lors du déjeuner-débat organisé par l'ACADI : « L'application du programme commun, le respect de l'économie de marché, l'installation chez nous d'une société plus fraternelle, enfin l'achèvement très progressif vers un système autogéré. »

En cas de victoire de la gauche, a poursuivi M. Mitterrand, le parti socialiste tiendra ses engagements. Le programme commun sera appliqué. Le crédit et neuf grands groupes industriels (1) seront nationalisés, mais « l'économie de

marché continuera à présider au destin de l'économie française. Le monde occidental n'a de cette façon, il ne s'agit pas de s'en extraire. »

« Ce que nous visons seulement, a poursuivi M. Mitterrand, c'est la maîtrise, par un effort de nationalisation limitée et par la planification, de quelques pôles de domination. Notre planification ne visera pas à réglementer dans le détail, mais à donner les grandes orientations après les concertations nécessaires. Il serait inintelligent et orgueilleux de prétendre tout savoir et tout ordonner. Un petit groupe d'experts ou un parti ne peuvent sans danger tenir notre avenir dans leurs mains. Notre économie est un organisme complexe et il faut laisser à la vie son domaine : ce sera la planification démocratique. Pour ces raisons, nous maintiendrons un large secteur privé. Il faut, d'autre part, que les sociétés nationales tendent à être autre chose que des sociétés d'Etat. Il faut également développer le secteur concurrentiel. »

Le premier secrétaire du parti socialiste a ensuite évoqué l'autogestion : « La responsabilité est le stade supérieur de la liberté », a

déclaré M. Mitterrand, qui a poursuivi : « Dans la société actuelle, on assiste en même temps à une concentration du pouvoir et à une rétraction du savoir. Le parti socialiste entend au moyen de l'autogestion diffuser le savoir en même temps que le pouvoir. » Il serait cependant utopique de vouloir passer brutalement du système actuel au système autogestionnaire. Le processus autogestionnaire pourrait être mis en place très progressivement, grâce, par exemple, à des mesures prises de cinq ans en cinq ans.

M. Mitterrand a encore précisé qu'il souhaitait que les dirigeants d'entreprises soient élus par les représentants des travailleurs et du capital dans le secteur privé, et par les représentants de la collectivité et des travailleurs dans le secteur public, « à condition que les travailleurs soient majoritaires ». A propos de l'autorité du chef d'entreprise, le leader socialiste a ajouté : « Si la délégitimation, avant de décider, doit être multiple, le principe de la décision doit être respecté. »

(1) Dassault, Roussel-Uclaf, Rhône-Poulenc, I.T.T.-France, Thomson-Bondt, Borel-Albi, P.U.F., Saint-Gobain - Pont-à-Mousson, C.G.E.

« Je ne suis pas marxiste »

M. Mitterrand fait rectifier auprès des cadres dirigeants de l'industrie. Ils étaient quelque deux cent cinquante — parmi lesquels des responsables de grandes entreprises nationales, voire transnationales — à assister, lundi, au déjeuner-débat de l'ACADI (1). Devant une salle plus curieuse que favorable, le leader socialiste s'est efforcé, une heure et demie durant, de convaincre ces hommes — qui, le plus souvent, gèrent sans posséder — qu'ils auraient un rôle déterminant à jouer dans la société socialiste qu'il veut construire.

Pour M. Mitterrand, la société actuelle n'a plus de libéralisme que le nom : l'objet du programme commun n'est pas de supprimer l'économie de marché ; l'autogestion se mettra en place progressivement. C'est autour de ces trois grands thèmes que le député de la Nièvre a construit son propos.

L'essentiel du capitalisme du monde occidental est présentement concentré en quelques mains, a-t-il souligné en commençant. Le grand capital a pratiquement détruit les règles normales de la concurrence. Comment dans ces conditions parler encore de libéralisme ? Comment parler de liberté, lorsqu'un groupe bancaire, rachetant une entreprise industrielle, peut, d'un trait de plume, modifier toute son équipe dirigeante ? A ces questions une seule réponse, pour lui : le socialisme. Comment y parvenir ?

« Le programme commun sera totalement appliqué en cas de victoire de la gauche », a confirmé M. Mitterrand. Ce qui signifie que le crédit ainsi que neuf groupes industriels dominants des secteurs d'activité seront nationalisés. Y aura-t-il d'autres nationalisations ? Non, répond le premier secrétaire du parti socialiste, sauf entrave délibérée aux règles de la concurrence ou exigence de l'intérêt national. « Tout le reste sera le secteur privé. »

Y a-t-il là l'annonce d'un collectivisme bureaucratique ? « Voilà bien le malentendu entre nous », réplique M. Mitterrand : après le programme commun n'ira-t-on pas vers une société autoritaire, bureaucratique ?... Le leader socialiste estime que non, et note que, précisément, « beaucoup de théoriciens socialistes reprochent au programme commun de n'être pas socialiste » dans la mesure où, selon eux, « il ne crée pas une rupture avec la société de profit », puisqu'il n'organise pas le contrôle bureaucratique de l'économie.

Reste l'autogestion. A ce propos, M. Mitterrand commence par un rappel : le projet autogestionnaire « est la réconciliation entre le socialisme et l'individu ». C'est dire qu'il ne saurait être abandonné. Mais « l'autogestion ne se décrète pas » ; elle n'est pas « rejetée dans un impossible avenir », mais s'installera « progressivement »...

Convaincu, chateaux, M. Mitterrand a donc manifestement le meilleur de lui-même face à cet auditoire inhabituel. Il s'est efforcé de rassurer, en se présentant plus comme un homme d'ouverture, un humaniste, que comme un doctrinaire. « Je ne suis pas marxiste », a-t-il rappelé, devant un auditoire où cette déclaration prenait tout son poids.

A-t-il gagné ?... Oui, si l'on considère que l'essentiel était, à cette première rencontre, de mieux faire connaissance. Non si l'on s'en rapporte aux réactions de la salle, qui a accueilli par des mouvements divers certains de ses propos. Pour quelques questions formulées par écrit, combien d'interrogations n'ont pas été formulées, qui brûlaient sans doute les lèvres des convives : Qui décidera de l'intérêt national conduisant à d'autres nationalisations que les neuf prévues ? Comment concilier liberté d'entreprendre et contrôle total du crédit ? De quelle marge de manœuvre disposera le parti socialiste vis-à-vis des communistes ?... Ce dernier point semblait particulièrement préoccuper un des participants, qui disait à son voisin, en se dirigeant vers la sortie : « M. Mitterrand n'est pas marxiste, mais Marchais, lui, le reste, même s'il a abandonné la dictature du prolétariat... »

PHILIPPE LABARDE.
(1) 16, rue de Monceau, 75008 Paris.

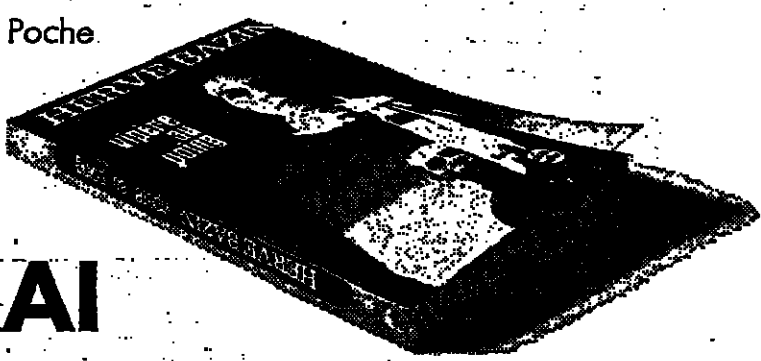
Ce n'est pas un hasard si Le Livre de Poche est le plus souvent choisi...

C'est en effet la seule collection qui propose à ses lecteurs 2.000 titres, 800 auteurs français et étrangers, classiques ou contemporains.

Un choix inégalé dans les genres les plus divers : romans, nouvelles, policier, théâtre, histoire, jeux, humour, mots croisés, encyclopédies, méthodes de langues étrangères, bricolage, mode, beauté, santé, sports, cuisine, tourisme, etc.

25 millions de volumes par an ! Vraiment ce n'est pas un hasard si Le Livre de Poche est le plus souvent choisi !

LE LIVRE DE POCHE LE VRAI



LA CHÉTIÈRE

POLICE

DANS UNE INTERVIEW A R.T.L.

Nous avons relevé 80% d'étudiants parmi les « éléments incontrôlés » indique M. Michel Poniatowski

La progression de la criminalité et de la délinquance a sensiblement diminué au cours des deux dernières années : interrogé à ce propos par R.T.L. le lundi 26 avril, M. Michel Poniatowski a déclaré que l'augmentation annuelle des crimes et délits, qui avait été de 12 à 13 % entre 1972 et 1974, était tombée à 3 ou 4 % depuis cette date. Le ministre de l'Intérieur a exprimé l'espoir de voir en 1976 une « stabilité », ou même une « baisse » de la criminalité et de la délinquance.

Les efforts déjà accomplis ont porté leurs fruits, estime M. Poniatowski, notamment pour ce qui concerne la sécurité dans le métro où le nombre des agressions a diminué de 40 %. A l'avenir, les systèmes nouveaux de surveillance — comme l'illustre — seront développés et prioritairement donnés au métro (transmissions, vidéos, cyclo-moteurs).

M. Poniatowski a d'autre part rappelé les récentes manifestations de rue qui ont eu lieu à Paris et l'existence « d'éléments incontrôlés » responsables de violences et de déprédations : « Très souvent, ce sont les gens de la même origine, à-t-il dit. Par exemple, dans les dernières manifestations d'étudiants, il y avait des organisations étudiantes avec leur police propre et, en dehors de cela, il y avait des étudiants, je dirais anarchistes, qui travaillaient pour leur compte personnel et étaient presque tous des étudiants nés dans le quartier et n'obéissent à aucune organisation et se livrant à toutes ces déprédations. Ce sont ceux-là que, chaque fois, on a essayé d'arrêter et — pas à la dernière manifestation, mais à celle d'avant — il y a eu deux

cent vingt interpellations et nous avons relâché 80 % d'étudiants. (...) Vous vous trouvez d'une part avec une manifestation encadrée, organisée, qui dans les derniers cas s'est déroulée pour leur compte dans un état d'anarchie trop marqué. Contre ceux-là nous avons pris toutes les mesures que nous pouvions prendre, c'est-à-dire, que nous les avons arrêtés et, dans beaucoup de cas, nous les avons remis à la justice. A partir de ce moment-là, la police n'est plus concernée, le ministère de l'Intérieur n'est plus concerné non plus par ce qui se passe. »

Tout en comprenant l'exaspération des commerçants dont les magasins ont été détruits « par ce genre de spectacles », le ministre de l'Intérieur déclarait : « Je ne tolérerai cependant jamais l'organisation de milices ou de groupes d'autodéfense. Les casseurs, qui sont aussi les provocateurs, s'inscrivent à l'issue de leurs méfaits au milieu des manifestants. Il est alors difficile de les interpellés sans prendre le risque de blesser les personnes ou de neutraliser la manifestation qui est un droit de notre démocratie. »

TÉMOIGNAGE

A Saint-Germain-en-Laye

« VOUS AIDIEZ MONSIEUR MORALEMENT »

Deux lecteurs, M. Dupuy, conservateur des musées nationaux, et M. Bouvet, cadre administratif, nous ont adressé le témoignage suivant :

Le 21 avril 1976, vers 18 h. 15, à la sortie du R.E.R. à Saint-Germain-en-Laye, un policier bouscule une vieille femme, probablement vendue à la sauvette accompagnée d'une petite fille.

Devant le comportement du policier et les pleurs de la fillette, la foule s'agasse, et un badaud, M. D., fait poliment remarquer au policier : « Faites attention, vous traumatisez cet enfant. »

Que n'a-t-il pas fait là ! Le policier abandonne sa proie, qui se sauve et exige les papiers du passant qui les lui montre et se remet à courir. Ce moment arrive des renforts : deux policiers, plus un inspecteur en civil. Un autre badaud, M. B., qui n'avait rien fait, se rend compte que le policier a fait rien et, est désigné au hasard à ce renfort et prie à son tour de présenter ses papiers, ce qu'il fait immédiatement et sans aucune protestation.

L'officier de police ordonne alors de conduire les deux hommes au commissariat, c'est-à-dire que, encadrés des quatre policiers, ils doivent traverser la foule du R.E.R. et faire, sous escorte, ce court chemin dans une petite ville de grande banlieue où tout le monde se connaît.

Retenu au commissariat, M. B. offre à M. D., son témoignage et, nécessaire, et demande au policier, auteur de l'incident : « Je n'ai rien dit, rien fait, pourquoi de contrôle, cette conduite en ville. » Réponse du policier : « Je ne pouvais arrêter cinquante personnes et vous aidez monsieur moralement. J'en ai vu un autre dans la foule que je connais... un jour, il sera là. »

De cela, il apparaît : a) que M. B., a bien été pris au hasard, en otage ; b) qu'un nouveau délit vient d'être inventé : « N'a rien dit, n'a rien fait, mais apporte un soutien moral. »

De tels agissements sont, nous le espérons, illégaux en France. Que faire ? Protester, nous le faisons... et après ?

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Savignat.

Imprimé à Paris, 127, rue de la Harpe, 75005. 1975. Reproduction interdite de tous droits, sans autorisation. Commission paritaire des journaux et publications : n° 57457.

JUSTICE

DEVANT LA COUR D'ASSISES DE LA SOMME

Les experts psychiatres ont constaté une « évolution considérable » de la personnalité de Pierre Goldman depuis son arrestation

De notre envoyé spécial

Amiens. — Pierre Goldman : une affaire et un personnage, dont le procès aura fait beaucoup de passions. Que l'on s'en félicite ou que l'on s'en indigne, que Pierre Goldman lui-même le veuille ou non, la nature et les éléments du débat engagé depuis un an et demi paraissent assez extraordinaires, et tant est que la moindre affaire criminelle puisse ne pas l'être.

La présence de quatre cars de la gendarmerie mobile dans la cour du Palais

Ce qui distingue cette affaire tient essentiellement à la vigueur et à l'ampleur du débat d'une décision de justice. Il faut croire que le doute qui pesait sur celle-ci — en fait et non en droit — a été levé par la décision de la Cour d'assises de la Somme. Les principales accusations portées contre lui, et qui ont emporté la décision du jury de Paris, n'ont jamais semblé vraiment incontestables, même si elles étaient accablantes. Ni les témoignages, ni les éléments de preuve, ni même les précisions n'ont pu convaincre totalement de la culpabilité de Pierre Goldman. Le seul fait qui soit à nouveau jugé aujourd'hui signifie que ce doute lui a malgré tout profité. En cinq jours d'audience, il appartient à l'accusé comme à ses défenseurs, M^{rs} Georges Klejman, Emile Poliak et Jean Lesselin de convaincre à leur tour les jurés de la Somme qu'il doit en être ainsi de manière définitive.

Le processus de « révision » du procès de Pierre Goldman a commencé par une clameur, celle qui a accueilli le verdict rendu dans la nuit du 13 au 14 décembre 1974. Cette manifestation, de surprise et de colère devant la gravité relative de la peine, est le signal de toute une campagne de soutien en faveur du condamné. Un comité de défense devait être immédiatement créé, des réunions d'information ont été organisées. Condamnant les incidents « obscurs » et « factuels », qui avaient marqué la conclusion d'un procès, M. Jean Lecanuet, ministre de la justice, annonçait alors l'ouverture d'une information contre X pour outrages à magistrats.

Un témoignage déchiré

Cependant Pierre Goldman se déclarait indigne par « le tumulte fait autour de son nom » et metait un frein à certaines manifestations tandis que ses conseils introduisaient une demande d'acquittement de faux contre le procès-verbal des audiences dans lequel ils dénonçaient des anomalies. La demande devait être refusée au mois de juillet 1975. Mais finalement, en novembre et au prix d'un net revirement de jurisprudence, la chambre criminelle de la Cour de cassation décidait d'annuler l'arrêt condamnant Pierre Goldman, au motif que le procès-verbal n'avait pas été daté selon les prescriptions de la loi. En fait, les magistrats de la Cour suprême n'avaient peut-être pas évité de considérer le fond de l'affaire.

Entre-temps, Pierre Goldman, qui avait déjà manifesté son intention de maîtriser les moyens

de justice, de nombreux policiers en civil qui contrôlaient l'accès à la salle d'audience des étudiants en droit — non grévistes. — dont les services ont été requis pour placer le public, le président de la cour tenant à s'assurer lui-même de l'installation de quelque soixante journalistes ; tout cela révélait lundi 26 avril, à Amiens, l'importance donnée au nouveau procès Goldman, renvoyé

de sa défense, venait de publier en octobre les *Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France* (1). De sa prison, il se « résignait » à écrire afin « d'assurer personnellement la lutte pour son acquittement ». Ce livre devait être cité à de multiples reprises au cours de la première journée du procès d'Amiens. Comme les divers événements qui ont suivi sa première comparution, ce témoignage « déchiré », aussi nécessairement partisan que lucide, pèsera sans doute sur l'ensemble des débats à venir. Ainsi que la demande M. Jacques Basse, substitut général, ce document est à présent versé au dossier. Il en est le seul élément nouveau, car il s'agit bien de refaire le procès et sur les mêmes bases. C'est-à-dire que l'acte d'accusation n'a pas changé depuis le mois de décembre 1974.

Après de longs incidents de procédure, la majeure partie de la première audience a été consacrée à la personnalité de l'accusé. Pierre Goldman, pour la dernière fois, a dû répondre des mêmes appréciations portées sur lui. Elles sont sans nuances quand l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation les résume, seules de cette manière : « Il est considéré par ses proches et ses camarades comme très intelligent, mais exalté, contestataire et agité, révolté sur lui-même et en révolte permanente avec la société et la famille. » Il est précisé plus loin que les médecins psychiatres « ont constaté qu'il avait une personnalité fragile caractérisée par des périodes subnormales séparées par des accès paroxystiques. En raison de sa fragilité, il peut être dangereux dans une certaine mesure ».

Aujourd'hui, l'avis de ces mêmes psychiatres — qui l'ont longuement examiné — paraît singulièrement différent lorsqu'il vient de déposer à la barre des témoins sur lui-même et en révolte permanente avec la société et la famille. Il est précisé plus loin que les médecins psychiatres « ont constaté qu'il avait une personnalité fragile caractérisée par des périodes subnormales séparées par des accès paroxystiques. En raison de sa fragilité, il peut être dangereux dans une certaine mesure ».

Le regard noir et vit, le visage anguleux et sévère, Pierre Goldman s'est présenté tel qu'il son premier procès, distillant mal la tension et l'émotion qui l'animent par une attitude parfois nonchalante et pleine d'assurance. Cet homme d'une intelligence brillante et exceptionnelle, selon le docteur Rommaji, qui a obtenu pendant sa détention une maîtrise d'espagnol, une licence de philosophie, et prépare en cette matière

devant la cour d'assises de la Somme après que la Cour de cassation ait annulé, le 20 novembre dernier, pour un vice de procédure, l'arrêt rendu un an plus tôt par la cour d'appel de Paris. Le 14 décembre 1974, Pierre Goldman avait été condamné à la réclusion criminelle à vie pour trois agressions à main armée — qu'il avait reconnues — et deux meurtres — dont il se déclare innocent — commis dans une pharmacie parisienne, boulevard Richard-Lenoir, le 19 décembre 1968.

une thèse de doctorat, fait à tout moment preuve d'une grande rigueur dans ses propos. Avec beaucoup de clarté, il tente d'expliquer le cheminement de ses expériences d'adulte, son enfance abandonnée et blessée. Ce fils d'un couple de résistants juifs déclare : « Je suis né et mort le 22 juin 1944 ».

Toujours avec réserve et avec pudeur — souvent excessives lorsqu'il s'agit de faire comprendre son comportement à des jurés, — il décrit son errance de désolation et de désespoir, sa recherche d'absolu dans un militantisme politique, qui devait le conduire à la clandestinité, de l'Union des étudiants communistes à la guérilla urbaine au Venezuela. Autant d'échecs dont il ne paraît pas responsable, ou qui ne sont pas tous de son fait.

Lorsqu'on lui demande d'expliquer sa situation à la veille des faits dont il est accusé, cet homme exigeant et dévoué, qui refuse catégoriquement certains témoignages trop « personnels » ou l'évocation de quelques aspects de sa vie privée, ne veut en aucun cas livrer certains noms : des points qui pourtant pourraient manifestement servir sa défense s'ils étaient exprimés.

Mais si se livre parfois, quand par exemple il reconnaît qu'il est devenu « sans aucun doute un gangster ». Et il ajoute : « Je me sentais dans une espèce de néant politique. J'avais besoin d'argent et, désespéré, je me suis lancé dans le vol à main armée. » Il ajoute encore cependant, fidèle à lui-même : « Mais je n'ai pas expliqué cela. De toute façon, il ne s'agit que d'hypothèses... »

FRANCIS CORNU.

L'importance d'une partie civile

Le procès de Pierre Goldman fait décidément plus appel au droit que l'annonçait a priori un dossier où, plus que jamais, seul compte de savoir si l'accusé a ou non tué une pharmacienne et son employée. Car pour les trois autres agressions — que reconnaît depuis l'origine Pierre Goldman — on pourrait dire sans abus que, en terme de jurisprudence « moyenne », après six années de détention subies avant jugement, leur sanction est déjà purgée.

Dans l'univers de la cour d'assises, tout entier dominé par l'intime conviction, le droit, il est à peine besoin de le rappeler, fut déterminant lorsque la Cour de cassation annula l'arrêt de la cour d'assises de Paris et rappela que le procès-verbal d'assises devait, comme le prescrit la loi, être daté et que cette datation constituait la « formalité substantielle » d'une pièce essentielle.

Le droit, on l'a retrouvé lorsque s'est posée lundi la question de savoir si l'une des victimes survivantes, le brigadier Quinet, qui se porta au secours des occupants de la pharmacie, pouvait intervenir dans le cours du deuxième procès pour « tenter d'établir la culpabilité de l'accusé ». Cette définition tirée de la doctrine de la cour de cassation indique l'importance d'une telle demande.

A première vue, la démarche paraît étrange. En continuation de l'audience pénale achevée le 14 décembre 1974 la cour d'assises de Paris a, en effet, rendu le 8 janvier 1975 contre Pierre Goldman un arrêt civil accordant notamment au brigadier près de 130 000 F de dommages et intérêts. Aucun pourvoi en cassation n'ayant été retenu par la Cour suprême contre cette décision, celle-ci est réputée acquiescée investie de « l'autorité de la chose jugée ». Telle n'est pas l'opinion du brigadier Quinet et de ses conseils pour qui l'état de santé de leur client s'est aggravé. Mais ils ne pourront établir —

exigence évidente soulignée par la défense approuvée de la tête par le président — que l'aggravation est postérieure à l'arrêt du 8 janvier 1975. Outre « l'intérêt moral », les avocats font valoir « l'impératif juridique » qui résulterait, le cas échéant, de la confrontation d'un arrêt pénal ordonnant des réparations civiles au regard d'un arrêt amical qui viendrait à déclarer que l'accusé n'est pas coupable.

Les lacunes de la présidence

Bon après, le ministère public insistera sur l'utilité de « dépasser le débat » et estimera, par une intervention en trois points : 1) que la nouvelle demande est recevable ; 2) devant la cour d'assises de la Somme (et non devant le juge civil) puisque « la salubre parole n'est pas épuisée » ; 3) que la cour est libre de statuer sur-le-champ ou bien de renvoyer la décision à un nouvel arrêt civil qui suivra l'arrêt sur la culpabilité.

Par la voix de M. Lesselin, du barreau d'Amiens, la défense répondra bien sûr une telle conception en indiquant que joindre au fond « c'est la accélération ». C'est pourtant, après un long délibéré, ce que fient les trois magistrats professionnels, les jurés étant exclus par la loi de l'examen de ces subtiles questions. Ainsi, vers-t-on le brigadier Quinet d'exprimer en qualité de partie civile alors que, aux termes du procès, ceux qui l'auront souverainement autorisés à s'exprimer, pourront, tout aussi souverainement, juger le fait acquis, que l'autorisation a été, par eux, donnée à tort.

Cette décision chère-chou est à l'image d'une présidence essentiellement exécutrice. M. Georges Klejman ira jusqu'à tancer le président, M. Guy Tabardel, indécis et souriant, incertain de son dossier au point de reconnaître par deux fois son examen insuffisant de l'affaire : l'avocat lui reprochera vivement des généralisations aussi aventurées que répétées.

PHILIPPE BOUCHER.

Le directeur du casino de Quiberon est accusé. Le casino de Quiberon, où l'on pratiquait pendant la saison d'été le jeu de la boule, vient d'être fermé par mesure administrative. Le directeur, M. Jacques Crauthier, a été inculpé de dissimulation de recettes, et trois de ses employés d'abus de confiance et de vol. On ignore pour l'instant le montant des sommes dissimulées.

AU DEPART DE ROISSY

Paris-Nice 6 vols quotidiens Air France.

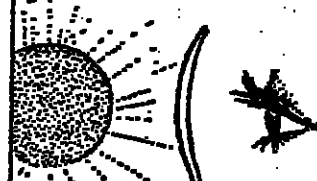
Paris → Nice	Nice → Paris
08 h 50	10 h 10
11 h 05	12 h 35
13 h 20	14 h 40
16 h 00	17 h 20
20 h 00	21 h 30
21 h 00	22 h 20

Nice → Paris	Paris → Nice
07 h 30	08 h 50
11 h 00	12 h 20
13 h 20	14 h 50
15 h 30	16 h 50
18 h 10	19 h 30
20 h 00	21 h 30

Pour vos réservations, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France (M. 535.61.67).

AIR FRANCE

Pour encore mieux protéger vos yeux



le nouveau verre STUDIO T une exclusivité LEROY

Réalisé dans une matière filtrante et traitée spécialement, il exerce une double protection contre la lumière directe solaire ou artificielle et contre les reflets parasites provoquant l'éblouissement.

Se fait dans toutes les corrections, simple et double foyer.

LEROY Opticien 104 Champs-Élysées

27, bd St-Michel - 11, bd du Palais 18, bd Hausmann - 147, r. de Rennes 127, lg St-Antoine - 156, r. de Lyon 5, pl. des Ternes - 30, bd Barbès

صكنا من الامل

A ROME

Neuf ans, sept mois et dix jours de prison pour le meurtrier de Pier Paolo Pasolini

De notre correspondant

Rome. — Reconnu coupable du meurtre de Pier Paolo Pasolini, Giuseppe Pelosi a été condamné lundi 26 avril, par le tribunal pour mineurs de Rome à neuf ans, sept mois et dix jours de prison. L'enquête n'est pas close pour autant puisque les juges se déclarent payés que plusieurs personnes avaient participé à ce crime. Aucun élément n'a permis jusqu'à présent de les identifier. Le tribunal s'est donc contenté de reconnaître « un homicide volontaire avec le concours d'inconnus ».

L'accusé n'a pas accueilli cette sentence avec la dévotion dont il fit preuve pendant la plus grande partie du procès : il a éclaté en sanglots et s'est mis à crier. Son avocat a dénoncé « une sentence injuste et une grave erreur judiciaire », pour laquelle sera fait appel.

Agé de dix-huit ans, Pelosi avait reconnu les faits dès le 3 novembre 1975 le lendemain du meurtre du cinéaste, dans un terrain vague d'Ostia. Il en donnait l'explication suivante : « Pasolini

n'a fait des avances, j'ai refusé. Il m'a attaqué. Je l'ai alors frappé de bois qui se trouvait à ma portée ».

On s'étonne cependant qu'un notaire, de la forte de Pasolini ait pu être mortellement blessé par les coups portés par un adolescent. La partie civile avançait une explication : le cinéaste aurait été assassiné par plusieurs personnes, puis, pour masquer le crime, écrasé par sa propre automobile au volant de laquelle la police devait retrouver Giuseppe Pelosi.

Les avocats de la défense demandaient l'acquiescement de leur client, compte tenu de son jeune âge, mais surtout de son état mental. Une expertise psychologique avait démontré en effet l'immaturité évolutive de Pelosi au moment des faits. Le ministère public s'était déclaré peu convaincu par cet argument, de même que par la manière dont la défense avait décrit le cinéaste (« un homme de vie violente, extravertie et dissolue ») : il réclamait onze années de prison.

R. S.

Au tribunal de Paris

CONDAMNATION DE TROIS MANIFESTANTS

Trois manifestants arrêtés samedi dernier ont comparu lundi 26 avril devant la 23^e chambre correctionnelle de Paris en audience de flagrants délits. Deux d'entre eux participaient à la manifestation organisée pour protester contre l'expulsion de travailleurs immigrés. Le premier, Bernard Fischer, dix-neuf ans, étudiant, avait dérobé de la confiserie dans un distributeur automatique déjà brisé sur le quel du mètre Barbès : il a été condamné à quinze jours de prison avec sursis pour vol. Le même délit a été retenu contre le deuxième prévenu, Daniel Cambel, dix-huit ans, lycéen, condamné à un an de prison avec sursis et 1 000 francs d'amende : il était entré dans un magasin et s'était emparé d'un bibe-jean.

Le troisième prévenu, un professeur de mathématiques, M. Jean-Philippe Isabelle, vingt-trois ans, participait à la manifestation des Arméniens sur les Champs-Élysées. On l'accuse — ce qu'il a nié — d'avoir donné un coup de poing à un officier de police en tenue civile. Il a été condamné à 300 francs d'amende.

L'INTERDICTION DE PAROLE DE M^{re} HALIMI

Une lettre de M. Berthold Goldman

M. Berthold Goldman, président de l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris II, nous a adressé la lettre suivante, qui, pour nous, élève la controverse :

C'est avec stupéfaction que j'ai pris connaissance, dans le numéro du Monde daté du 21 avril 1976, de la lettre de M^{re} Gisèle Halimi affirmant que, pour M. Christian Pierre, « le président de Paris II se serait personnellement opposé » à sa conférence, et concluant que la preuve est ainsi faite « des mesures arbitraires qui conduisent l'Université à sa désagrégation ».

Personnellement mis en cause — comme M^{re} Halimi prend soin de le souligner — je vous demande d'apporter dans vos colonnes le démenti le plus radical de cette accusation grave et délibérément inexacte. Je n'ai, en effet, l'honneur de connaître ni M^{re} Halimi ni M. Christian Pierre. Je ne les ai jamais rencontrés, et ni l'un ni l'autre ne m'a jamais demandé une autorisation quelle qu'elle soit pour une conférence ou débat quel qu'il soit et quel qu'en soit le sujet. Je n'ai donc jamais prononcé ou suggéré la moindre « interdiction de parole » à l'égard de M^{re} Halimi, pas plus, du reste, que ne l'a fait mon collègue Pierre Raynaud, directeur de l'in-

stitut d'études judiciaires de mon université.

Il est profondément regrettable qu'un membre de barreau dont la première règle devrait être le contrôle rigoureux de ses affirmations, imputé à un président d'université une mesure qui courberait à « désagréger » celle-ci alors que M^{re} Halimi ne pouvait pas ne pas savoir que je ne suis jamais intervenu, en aucune manière, dans l'affaire qui provoque son litige pour empêcher la forme interrogatoire que vous correspondait paraît primer, n'aurait-il pas mieux valu qu'elle vérifiât son propos, plutôt que de l'enrober dans un enlèvement conditionnel ?

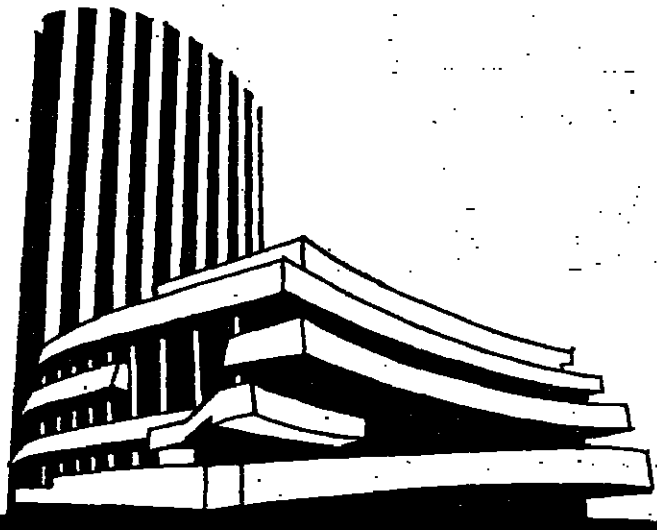
Après un accident d'autocar en Haute-Loire. — Après l'accident de l'autocar parisien (quatre morts, dix-huit blessés) le samedi de Pâques à Saint-Maurice-sur-Lignon (Haute-Loire), M. Pontonnier, juge d'instruction, a été chargé par le parquet du Puy de l'information judiciaire pour homicides et blessures involontaires, ouverte depuis le jeudi 22 avril contre le chauffeur du véhicule, M. Roger Malatesta, quarante-quatre ans, domicilié à Saint-Chéron (Essonne), qui fut lui-même blessé lors de l'accident.

BARÈME INDICATIF D'HONORAIRES CHEF LES AVOCATS DE VERSAILLES

Le conseil de l'ordre des avocats de Versailles vient d'adopter un barème indicatif d'honoraires destiné à protéger le justiciable des tarifications exorbitantes. De son côté, le barreau de Versailles du Syndicat des avocats de France est allée encore plus loin en indiquant qu'elle souhaitait que ses adhérents introduisent dans leurs conclusions un attendu qui appellerait à ses yeux comme une conséquence logique de l'établissement d'un barème d'honoraires.

Les avocats du SAF ont donc proposé à leurs confrères du barreau de Versailles (cent cinquante au total) la rédaction de l'attendu suivant : « Attendu que le demandeur, pour faire valoir ses droits et obtenir un titre exécutoire, s'est vu dans l'obligation d'engager une procédure ayant entraîné le paiement d'honoraires d'avocat qui, au vu des circonstances estimées en vertu du barème indicatif usuellement pratiqué dans le ressort de la cour de Versailles à moins de X... francs ; qu'il échet défendre par l'application de l'article 1382 du code civil au paiement de la somme de X... francs (ici le minimum du barème) à titre de réparation du préjudice en conséquence de condamner le subi ».

La rue la plus "mode" de Paris ne figure pas sur le plan de Paris



...Et pour cause. Cette rue n'est pas une rue ordinaire. Cachée au cœur du Palais des Congrès, elle a réuni tout ce que Paris fait de mieux. Une sélection de boutiques raffinées. Les derniers modèles de Cardin, Courrèges et Féraud côtoient ceux de Saint-Laurent, Lapidus et Lanvin.

Des bijoutiers comme Cartier, Vincara et Van Steen sauront vous accueillir et vous conseiller. Vous y trouverez aussi Armorial, Lancel, Bally... 70 boutiques pour choisir un cadeau original, un objet d'art ou de décoration. Venez donc flâner dans cette rue qui ne figurera jamais sur le plan de Paris, mais qui est déjà l'une des rues les plus raffinées de Paris.

Rue des Boutiques de Paris
Palais des Congrès - Porte Maillot
Métro Porte Maillot. Parking 1.500 places.

VACANCES

13 mai à Grenoble. Les jeunes communistes organisent enfin les samedi 5 et dimanche 6 juin à Ivry une «Fête d'avant-garde».

RELATIONS INTERNATIONALES
100, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS
874-83-66

مجلس الشورى

ÉDUCATION

ET LES LYCÉES

Libres opinions

LA GRÈVE NE SERA PAS BRADÉE

par ANTOINE ARTOUS et FRANÇOIS OLIVIER (*)

Cette grève étudiante, qui n'en finit pas, pose des problèmes à beaucoup de monde. Au pouvoir d'abord. Secoué et mis en minorité lors des cantonales, il est confronté à un mouvement d'ampleur nationale qui frappe de plein fouet sa politique scolaire, et sa politique tout court. Aux partis de gauche ensuite. Alors qu'ils espèrent attendre tranquillement les élections de 1978 en se contentant du maintien d'une légère « pression sociale », ils sont confrontés à une épreuve de force avec le pouvoir qu'ils n'ont aucune envie d'assumer.

Epreuve de force... Ce mot va tout de suite faire apparaître le spectre gauchiste du tout ou rien. L'utopisme généreux mais à courte vue des étudiants révoltés. Pourtant, les choses sont bien plus simples : les réalistes, ce sont plutôt ces étudiants qui veulent faire aboutir leurs revendications par des perspectives de luttes claires. Simples parce qu'il s'agit là d'un sentiment de plus en plus répandu au sein de la classe ouvrière elle-même après les cantonales : « Face à ce gouvernement minoritaire, il faut y aller tous ensemble pour faire aboutir nos revendications ». Le réalisme est là et non du côté des directions réformatrices qui, depuis la grève des P.T.T. en passant par celle de la S.N.C.F., ne nous amènent qu'à des impasses, pour promettre de tout régler, plus tard, quand la gauche sera au pouvoir.

Il est alors quelque peu exaspérant d'entendre dire que les étudiants grévistes sont incapables d'avoir un quelconque débat politique, une quelconque « élaboration stratégique ». Aux étudiants, l'impudence de la révolte, aux professionnels de la politique, le réalisme et le bon sens. Alors que, en vérité, les problèmes politiques réels surpassent de plus en plus des luttes et non des courtois calembours du Parlement. Y en a-t-il meilleure preuve que la leçon de démocratie directe donnée par l'auto-organisation des étudiants en grève ? Quels que soient les balbutiements et les défauts de ce premier apprentissage, l'exemple de ce premier « soviétisme étudiant » est à suivre. Et le devoir d'une organisation révolutionnaire est de tout faire pour que l'ensemble des étudiants décident eux-mêmes de leur lutte, et ainsi de favoriser la démocratie.

Mais revenons un peu en arrière. Les mêmes qui à présent donnent des conseils, hier, ne voyaient rien venir ou croyaient à une simple poussée printanière. Alors que la grève des étudiants, s'accomplissant au lendemain des cantonales, prend racine dans la poussée ouvrière, lente mais sûre, qui ébranle ce régime déconsidéré.

Pour autant, nous ne croyons pas, quels que soient nos désirs, à un nouveau mai 1968, l'éclatante étudiante embrassant la plaine. L'histoire ne se répète pas deux fois, sauf en farce. Nous croyons simplement qu'il est possible de faire aboutir nos revendications face à un gouvernement dépourvu de toute légitimité. Le P.S. et le P.C. en jugent autrement, bloquant toute jonction d'ensemble des étudiants avec les enseignants et les travailleurs, jouant, avec les directions de la C.G.T. et de la C.F.D.T., le jeu de l'isolement du mouvement, au moment même où le gouvernement durcit le ton, réprime et provoque.

Or, voici que dans cette situation, sans dire un mot des responsabilités des directions réformatrices, certains accusent « les groupes trotskistes » d'engager la grève dans une impasse. Parce que, têtus et bornés, à l'image de la majorité des grévistes, nous nous en tenons à l'exigence d'abrogation de la réforme du deuxième cycle. Nous refusons, en effet, de « noyer le poisson », d'additionner les revendications pour mieux escamoter ce qui est l'essentiel : l'abrogation et, pour l'obtenir, la grève générale de l'université.

En revanche, nous savons qu'au travers de ces semaines de mobilisation des milliers d'étudiants ont accumulé des forces pour aller plus loin. Pour mener un combat prolongé contre l'école de classe, au nom d'une formation au service des travailleurs. En ce sens, la discussion des plates-formes de revendications n'en est que plus urgente. De plus, nous croyons qu'à travers ces mobilisations doivent être jetées les bases d'un mouvement étudiant unitaire et démocratique. Ni les deux UNEF, ni le MARC ni tout autre sigle ou appendice d'appareil ne peuvent prétendre en être l'embryon. Il doit surgir des structures unitaires de la lutte actuelle.

Depuis le début de la grève, nous n'avons rien caché de tout cela. Mais une chose est certaine : nous ne sommes pas décidés à brader ces mobilisations pour un plat de lentilles, des opérations d'appareil ou des batailles de sigle.

(*) Responsables étudiants de la Ligue communiste révolutionnaire.

UNESCO

AU CONSEIL EXÉCUTIF

La discussion budgétaire s'annonce délicate

La quatre-vingt-dix-neuvième session du conseil exécutif de l'Unesco s'est ouverte, lundi 26 avril, à Paris. Elle doit durer jusqu'au 28 mai. Le conseil a consacré sa première séance à un hommage à la mémoire de René Maheu, directeur général de l'organisation de 1962 à 1974, décédé en décembre dernier. Au cours d'une séance solennelle, lundi soir, M. Amadou Mahtar Mbow, directeur général de l'organisation, a retracé la carrière de son prédécesseur, dont il a souligné « la foi dans l'unitarisme, dans l'homme et dans la paix ».

M. Edgar Faure, président de

l'Assemblée nationale, parlant au nom du gouvernement français, a notamment déclaré que René Maheu avait initié contre le « mythe selon lequel la seule culture serait la culture occidentale gréco-romaine ».

M. M'bow a annoncé, après avoir consulté le conseil exécutif, la nomination de deux nouveaux sous-directeurs au secrétariat de l'organisation : Mme Martha Hildebrandt (actuellement directrice de l'Institut national de la culture du Pérou, après avoir été responsable des programmes de sciences sociales et de psychologie à l'université San-Marcos de Lima) pour les sciences sociales, et M. Makarim Maricanar (professeur d'écologie humaine à l'Institut d'agriculture de Bogo, après avoir été directeur au ministère de l'éducation et de la culture d'Indonésie) pour la culture et la communication.

Au programme du conseil exécutif figurent des questions délicates, qui risquent de provoquer de nouvelles discussions : les institutions éducatives dans les territoires arabes occupés par Israël et l'application des recommandations concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement risquent d'être l'occasion de vifs débats à propos de l'état d'Israël et du sionisme.

Ces discussions auront des répercussions sur l'examen du budget de l'organisation, qui se trouve déjà en difficulté, par suite de l'inflation et des fluctuations du dollar. En effet, à la suite des résolutions adoptées par la conférence générale de l'Unesco, en novembre 1974, les États-Unis ont refusé de verser leur contribution pour 1975 et 1976, qui représente 25 % des contributions des États membres. Le problème n'est pas encore résolu. Les États-Unis ont versé aussi 3,5 millions de dollars d'arriérés pour les années 1973 et 1974 sans le paiement de ceux-ci. La délégation américaine ne pourrait voter lors de la prochaine réunion de la conférence générale en novembre 1976. Mais le statut américain a déjà approuvé le déblocage de ces crédits, et le gouvernement a bon espoir que la Chambre des représentants en fera autant.

RELIGION

L'Union des athées chez le cardinal Marty

LE MÉDECIN ET LE MALADE

Pour avoir dit, le 8 février à Notre-Dame, que l'athéisme était une « maladie sociale », le cardinal François Marty a accédé au désir de M. Abbat Beauchamp, président de l'Union des athées (1), d'être reçu par l'archevêque de Paris. L'entretien a eu lieu comme prévu le 26 avril.

En sortant de l'archevêché M. Beauchamp, après avoir déclaré qu'il avait été très sympathiquement reçu, a dit, non sans habileté : « Le cardinal Marty continue à penser que l'athéisme est une maladie sociale, et moi je persiste à dire que la religion est un trouble psychique. Je suis allé voir le cardinal, comme un médecin rend visite à un malade sans l'assister de la main, mais sans l'espérer de l'améliorer ».

Rappelons que diverses personnalités athées ont organisé, ce même jour au grand amphithéâtre de la Sorbonne, un débat et que le 17 mai à 20 h. 30 des incroyants et des croyants dialogueront dans la même salle sous la présidence de M. Robert Mallet recteur de l'Académie de Paris.

(1) 03330 Bellanaves.

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVE DE LA RUE DE LIEGE

secrétariat de direction
secrétariat médical

40, rue de Liège
Paris 8^e
Tél. 387.58.83 et 387.52.90

(Publicité)

“BAC Révisions

du programme entier Maths-Physique. Sc. Nat., toutes sections, 3 fois par semaine : 18 h. 30 - 21 h. 20, 3 mai au 12 juin, par équipe de professeurs dirigée par Guy Masek, diplômé Ecole Centrale, docteur ès sciences.

Centre EPSILON, 3, rue Lalo (16^e) 704-40-60

ÉVANGILES

(Quatre Annonces)

traduits et présentés par
André CHOURAQUI.

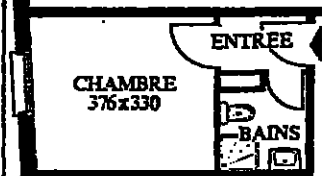
Révision synoptique par
Sr. JEANNE D'ARC o.p.

“A lui seul ce renouvellement constitue un événement spirituel”
Henri Fesquet, LE MONDE

576 pages 48 F

Desclée De Brouwer

Les chambres du Marais Bondeville



Regardez ce plan de chambre. Surface habitable : 18 m² rationnellement utilisés. Avec une salle d'eau. Au Marais-Bondeville, il y a 4 autres types de chambres. Tous différents mais tous aussi confortables. Venez constater sur place la qualité de ce placement.

Du studio au 7 pièces duplex
prix définitifs et non révisables
livraison 2^e semestre 1976

Visite de l'appartement
modèle tous les jours
sauf mardi.



Renseignements et vente :
4, rue des Handicottés
75003 Paris - 272.94.90-91

Etupo S.A. 4, rue de Miromesnil
75008 Paris - 265.53.84

CEGOS

Séle-CEGOS spécialiste dans le Groupe CEGOS du conseil aux entreprises pour les études de fonctions et carrières, pour le recrutement de cadres et dirigeants en France et à l'étranger, recommande les situations présentées ci-dessous.

Directeur Commercial

UN POSTE D'AVENIR

Société de Négociation gros (Produits électroménagers, Fourneaux d'équipement pour l'industrie et le Bâtiment) - 30 M.C.A. - fortement implantée dans sa région (3 et bientôt 4 centres d'exploitation), crée le poste de Directeur Commercial, en raison de son développement et pour succéder le Président Directeur Général.

Il sera chargé de participer à l'élaboration de la politique commerciale et de la mettre en œuvre, de mettre en place les moyens d'action et de contrôle pour suivre la réalisation des objectifs définis en C.A. et en Profit. Il participera largement à la vie de l'entreprise dans son ensemble, à son avenir, à la valorisation de ses hommes.

Ce poste intéresse un homme de terrain, très disponible, 32 ans minimum, de formation supérieure, pouvant justifier d'un passé opérationnel dans le commercial et prêt à prendre des responsabilités de plus en plus importantes.

Lieu de travail : ville agréable de Champagne.

Ecrire à F. FANCHON - réf. M/75.195

SELECTION DE GRAINES

Ingénieur Agronome

(AGRI - AGRO)

MARIBO FRANCE, filiale française d'un groupe sucrier de dimension internationale, spécialisée dans le domaine de la betterave à sucre, crée, dans le cadre de son développement en France, une station de sélection, et recherche un Ingénieur agronome, spécialiste de la génétique.

Il sera personnellement responsable des recherches et son action devra aboutir à la création de nouvelles variétés. Il aura sous sa responsabilité les essais et les expérimentations en cours. Il participera, avec la Direction, à l'installation et l'aménagement de la station et sera responsable de son bon fonctionnement. Il bénéficiera de l'appui scientifique et technique du groupe et aura des contacts fréquents avec les autres stations de sélection menant des recherches similaires. De formation scientifique d'un excellent niveau, il a déjà conduit avec succès des sélections de graines : amatur et organateur, il saura gérer efficacement une station de sélection. Langue anglaise ou allemande très appréciée. Résidence : en province (150 km de Paris).

Ecrire à M.L. GUIMAR - réf. M/22.457

Jeune Cadre Marketing

65.000 F+

Nous sommes une société commerciale spécialisée dans les articles de toilette de jour et de nuit de haute qualité, sur le marché français d'une façon encore modeste, nous sommes rattachée à un solide groupe étranger leader dans son secteur, et avons de très bonnes perspectives compte tenu des investissements en cours.

Agé de 28 ans minimum, vous avez une formation supérieure et déjà l'expérience dans un service marketing, produits de grande consommation, chef de produit junior par exemple. Votre position, en staff à la Direction des Ventes, prévoit les fonctions suivantes : planification commerciale, statistiques et analyse des ventes, études de marché, aide à l'élaboration des campagnes publicitaires et promotionnelles.

Un poste à créer, qui suppose de l'esprit d'initiative, le sens de l'organisation, du dynamisme et de l'ambition.

Lieu de travail : une des villes importantes du Val de Loire.

Ecrire à D. de LARIVIERE - réf. M/11.992

Deux Jeunes Juristes

CONCEPTION ET LANCEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS D'ASSURANCES

Nous sommes l'une des premières Compagnies d'Assurances, en expansion régulière, siège social - Paris 8ème - Nous cherchons pour notre service études et lancement de nouveaux produits, deux jeunes licenciés en droit, ayant éventuellement complété leur formation par l'IEP ou l'IAE. Une expérience d'un an ou deux dans l'assurance, par exemple l'assurance ou service études, est très souhaitée.

Missions confiées : 1^o améliorer et moderniser les contrats actuels ; concevoir de nouveaux produits ; procéder à des études juridiques diverses. Ce travail exige une grande autonomie et fiabilité sur le plan juridique. 2^o assister et former les réseaux commerciaux en province au moment du lancement des nouveaux produits. Ce rôle exige une personnalité affirmée, d'excellents contacts, une disponibilité permettant d'accepter un certain nombre de déplacements.

L'un des deux postes comportera également les relations et négociations avec la branche vie du groupe.

Statut stagiaires cadres. Intégration dans une équipe jeune et de haut niveau.

Ecrire à M.L. TEHET - réf. M/11.993

Adressez lettre man., + C.V. détaillé en indiquant la référence à SELE-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92153 SURESNES qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

Séle
CEGOS

MONTREAL
DE PARIS
A PARIS
1650^F

Ou Québec. Ou New York. Boston. Philadelphie, et Los Angeles.
Plus de 80 Vols Jet Tours Charters vers l'Amérique
d'Avril à Septembre.
Demandez à votre Agent de Voyage le Calendrier des
Vols VARA. (Vols Affrétés avec Réservation à l'Avance).

Jet tours
Charters

NEW YORK
DE PARIS
A PARIS
1700^F

Ou Boston. Philadelphie. Los Angeles. Ou Montréal et Québec.
Plus de 80 Vols Jet Tours Charters vers l'Amérique
d'Avril à Septembre.
Demandez à votre Agent de Voyage le Calendrier des
Vols VARA. (Vols Affrétés avec Réservation à l'Avance).

Jet tours
Charters

PRESSE

Directeur politique de «Paris-Normandie»

M. Wolf estime que la transformation en agence du bureau parisien sera un «enrichissement»

A l'occasion de la réunion du comité d'entreprise de «Paris-Normandie», M. Bernard Wolf — directeur politique et directeur de la rédaction depuis 1972 — fils de P.-R. Wolf, ancien directeur général de la Société éditrice du quotidien rouennais, a fait une longue déclaration au sujet de la transformation en agence (A.G.P.I.) de la rédaction parisienne («le Monde» du 18 avril).

Rappelant que la première information à ce sujet datait du 8 avril dernier, au cours de la réunion ordinaire du comité d'entreprise, M. Wolf a tout d'abord remarqué :

« Contrairement à ce qui a pu être dit et publié, le comité d'entreprise n'ignorait donc rien des projets de la direction de Paris-Normandie. »

« Depuis cette séance du comité d'entreprise, des contacts ont été pris avec les intéressés afin de rechercher les meilleures solutions. Il est très regrettable que ces entretiens aient fait l'objet de communications tendancieuses, diffusées et publiées à l'extérieur, dénaturant l'esprit et le sens de ces conversations exploratoires (...). »

M. Bernard Wolf a ensuite rappelé que le 8 mai 1972, dans la convention signée entre M. Robert Hersant et la majorité des actionnaires de la S.N.P.R. (société éditrice de Paris-Normandie) « il était explicitement prévu qu'à partir de la rédaction parisienne de Paris-Normandie il serait créé une agence d'information ouverte à d'autres journaux (...). »

« Dans les mois qui ont suivi, ce projet de création d'une agence d'information pour les pages nationales a été confirmé aux journalistes (...). »

« C'est dans la perspective de la création de cette agence que, dès le dernier trimestre 1972, la rédaction parisienne de Paris-Normandie, jusqu'alors limitée à cinq journalistes, a été portée, par des mutations et des embauches, à un effectif de onze rédacteurs. Ceci marquait déjà notre volonté d'améliorer nos pages nationales. »

« L'agence elle-même a été créée le 1^{er} mars 1975 et a reçu l'agrément de la commission paritaire. A partir de cette date, les journalistes recrutés par l'agence et les journalistes de la rédaction parisienne de Paris-Normandie (soit au total, à l'époque, dix-neuf personnes), ont travaillé en commun, sous la même direction, pour la réalisation des pages d'informations politiques et générales de Paris-Normandie. Cette collaboration s'est toujours déroulée harmonieusement. »

« Dans le même temps, nous avons installé à Paris des moyens modernes de composition : d'abord des claviers servis par des ordinateurs du Litre venus de Paris-Normandie, ensuite du matériel de photocomposition et de montage. »

« Le but recherché, et qui est proche d'être atteint, vise la conception et la réalisation à Paris de pages complètes de Paris-Normandie transmises vers Rouen, et aussi vers Caen pour l'édition du Courrier de Paris-Normandie, imprimée sur place. »

« Sur le plan pratique, donc, le projet de 1972 est techniquement réalisé. Il est certain cependant que des clarifications, d'ailleurs longuement évoquées lors du dernier comité d'entreprise, sont apparues indispensables, qui conduisent à une régularisation de la situation juridique des journalistes (...). »

« Nous sommes ainsi amenés à proposer à tous les journalistes de Paris-Normandie en poste à Paris d'entrer dans les mêmes fonctions au service de l'A.G.P.I., qui reprendra leur contrat de travail avec le bénéfice de l'ancienneté et de tous les avantages acquis. »

« La S.N.P.R. donnera d'ailleurs sa garantie à l'exécution de cet engagement de l'A.G.P.I. (...) »

« L'objectif poursuivi est d'apporter à un grand journal régional proche de Paris, et en pleine expansion dans la région parisienne, des pages nationales nettement améliorées et étoffées, et de donner ainsi une meilleure information aux lecteurs, comme cela a déjà été réalisé pour la page télévision. »

« Il ne s'agit nullement d'un démantèlement, en dépit de tout ce qui a été dit et écrit à tort à ce sujet. Bien au contraire, le résultat recherché est un enrichissement pour le lecteur de Paris-Normandie, entraînant, par ailleurs, la création d'emplois intéressants. (...) »

« Une fois de plus, les initiatives de la direction — et sans importer qu'elles aillent dans le sens de l'amélioration du journal et des intérêts de la profession — se heurtent à l'hostilité systématique de certains syndicats », a conclu M. Wolf.

DÉFENSE

LE PORTE-HÉLICOPTÈRES «JEANNE-D'ARC» EST PROVISOIREMENT AFFECTÉ EN MÉDITERRANÉE

Brest. — Le porte-hélicoptères «Jeanne-d'Arc» ne rentrera pas le vendredi 30 avril à Brest, où il était attendu après sa croisière annuelle autour du monde pour les enseignes de vaisseau de Navale en école d'application. Le bâtiment a été détourné sur Toulon alors que, venant de Dakar, il devait rejoindre la Bretagne. Seul l'escorte de l'escadre «Forêt», qui l'a accompagné au cours de sa campagne, touchera Brest.

Pourquoi cette décision inattendue ? La marine nationale a été assez avare de précisions à ce propos. Dans un communiqué, le vice-amiral Philippe de Gaulle, commandant l'escadre de l'Atlantique, a toutefois précisé que la «Jeanne-d'Arc» rallierait, à pour des raisons opérationnelles, Toulon, où le porte-hélicoptères demeurera tout le mois de mai. On peut penser que l'état-major de la marine nationale souhaite, en raison des événements du Liban, renforcer ses moyens aéronavals en Méditerranée, où se trouve déjà le porte-avions «Clemenceau».

Ce n'est que le 10 juin, en effet, que le second porte-avions français, le «Foch», doit appareiller de Brest pour Toulon, où il est affecté définitivement après la décision, il y a deux ans, de renforcer l'escadre en Méditerranée. En attendant son arrivée, la «Jeanne-d'Arc» serait chargée d'assurer, en quelque sorte, la continuité aéronavale en Méditerranée. — J. de R.

AÉRONAUTIQUE

LA PLAINTE DU GÉNÉRAL MITTERRAND

Le juge des référés se déclare incompétent

Le général Jacques Mitterrand a été débouté par le juge des référés de Châteauroux dans le procès contre trente-deux délégués syndicaux de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) de Déols (nos dernières éditions datées 27 avril).

Le juge des référés qui a rendu son jugement lundi 26 avril s'est déclaré incompétent, considérant qu'il n'y avait pas urgence, et a condamné la SNIAS aux dépens.

M. ALEXANDRE SANGUINETTI : la réorganisation de l'armée de terre est une imposture.

Après la publication par la revue Terre-Information du projet de réorganisation de l'armée de terre («le Monde» daté 25-26 avril), M. Alexandre Sanguinetti, ancien président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale et ancien secrétaire général de l'U.D.R., nous a déclaré :

« Nous sommes en présence d'une imposture à tendance corporative. Les nouvelles divisions de l'armée de terre sont en fait de grosses brigades dont la plupart sont sans matériel, sans soutien, et sans transmissions. Leur création n'a d'autre but que de maintenir les effectifs de l'armée de terre et de développer les commandements. »

Le plan du général Lagarde, chef d'état-major de l'armée de terre, prévoit d'insérer seize divisions d'active qui ruseront à la mobilisation, quatorze autres divisions mises sur pied avec des effectifs venant des écoles militaires et de la réserve.

CORRESPONDANCE

Le colonel, un chef d'entreprise

Nous avons reçu la lettre suivante du lieutenant-colonel J. Tesson, commandant le 3^e régiment d'infanterie à Rouen :

Dans un article intitulé « La fougue des jeunes cadres brisée par l'administration », dans le Monde du 21 mars, un jeune sergent du 3^e régiment d'infanterie que je commande, le sergent Lemercur, émet un certain nombre de critiques et prétend apporter des solutions originales aux problèmes du commandement d'un régiment, de l'élaboration des programmes d'instruction et des rapports entre cadres et appelés, solutions qui, selon ses dires, devraient radicalement modifier l'efficacité des régiments d'infanterie de D.O.T.

Ces critiques et ces solutions faciles, qui s'apparentent à des lieux communs bien connus, appellent une mise au point. Les responsabilités d'un chef de corps débordent le cadre de la

formation et de l'instruction militaires pour recouvrir tous les aspects de la vie d'un régiment : entretien et gestion des matériels de toute nature (300 véhicules, 3 700 armes de tous calibres, munitions, 285 postes radio, équipements, habillement, etc.), alimentation, soutien santé, gestion administrative et notation des personnels, entretien du domaine immobilier mis à sa disposition, etc. Depuis trois années, le chef de corps établit et gère son budget : à ce titre, il est comparable à un chef d'entreprise qui emploierait mille cent personnes. De ce fait, le commandement d'un régiment comporte obligatoirement une part administrative lourde et souvent contraignante.

Que dire des activités offertes aux jeunes appelés du contingent, quand ces derniers, pour ne citer que ceux de la 3^e compagnie de combat, auront, au cours du premier semestre 1976, participé à un séjour régimentaire de trois semaines à Sissonne, à un séjour de trois semaines au centre d'entraînement commando de Glivet, à un séjour antichar de huit jours à Mully, aux manœuvres régionales de cinq jours dans le nord de la France, aux manœuvres trimestrielles de quarante-huit heures du régiment et aux sorties-normadisation hebdomadaires de trente-six à quarante-huit heures ? Au total, pour ne citer que ces activités, nos jeunes appelés auront, avec leurs cadres officiers et sous-officiers, été absents de la garnison environ quatre-vingt jours, donnant lieu à vingt-cinq bivouacs de nuit. N'y a-t-il pas là de quoi favoriser les rapports entre appelés et cadres ? La satisfaction de nos jeunes au retour de ces activités ne s'apparente-t-elle pas à « désintéressement de tout » dont il est fait état dans l'article. Enfin, si parfois nos moyens sont limités, le chef de corps est le premier à le regretter.

ANCIENS COMBATTANTS

POUR LA CÉLÉBRATION DU 8 MAI

Le Comité national pour la célébration du 8 mai tiendra sa réunion plénière le mercredi 28 avril à l'hôtel Lutetia. Cette réunion sera suivie d'une conférence de presse à 11 h. 30.

Un appel pour la commémoration du 8 mai, lancé par plusieurs personnalités parisiennes, déclare notamment :

Rien ne saurait effacer de notre mémoire ce 8 mai 1945 qui connaît la capitulation de l'hitlérisme (...).

Nous appelons tous les résistants, nos camarades, tous les patriotes parisiens à la célébrer

cette année encore avec plus d'éclat que par le passé.

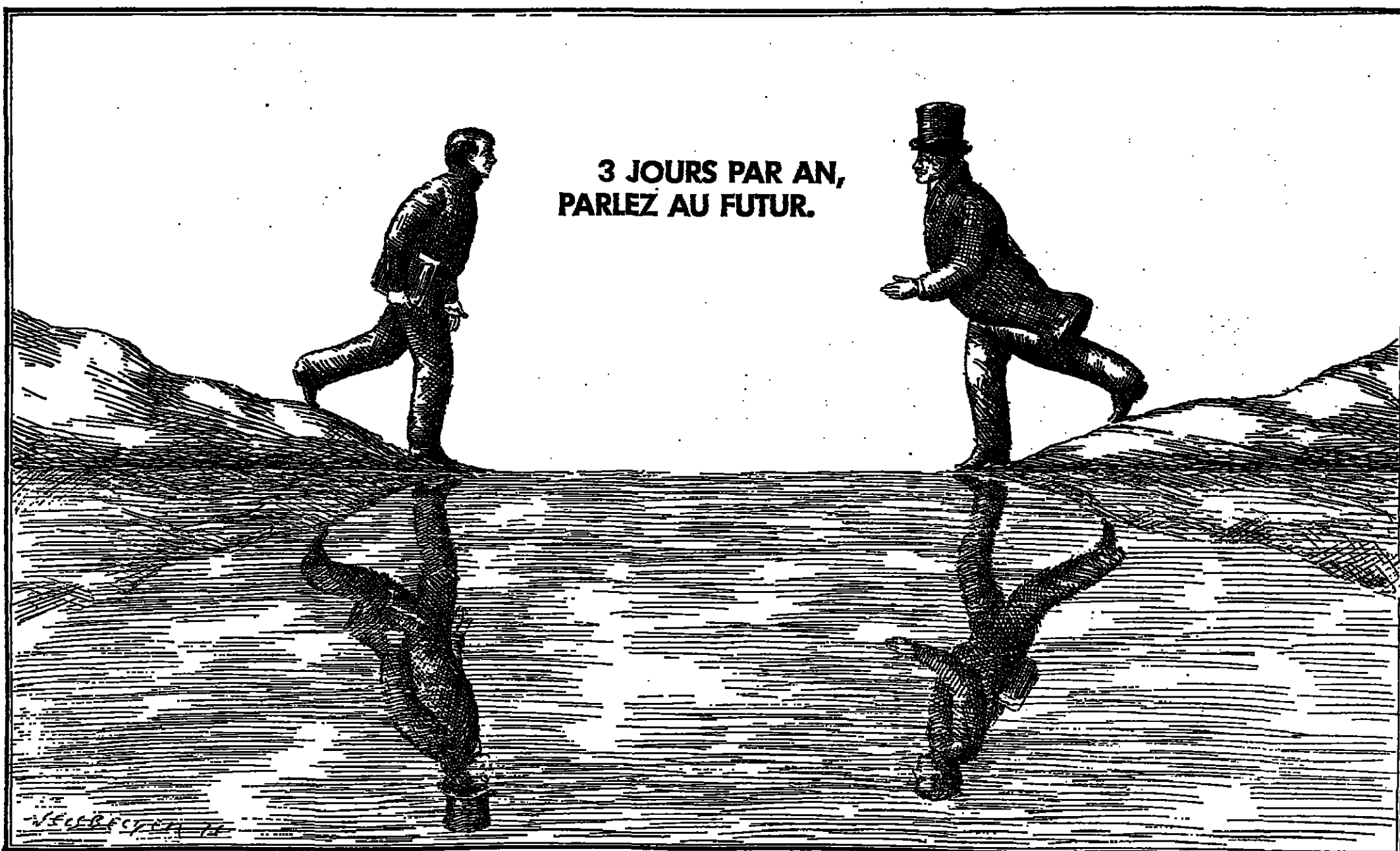
Nous les appelons à répondre, le matin, à l'appel des organisations locales, et, à 16 heures, à celui de l'U.F.A.C. à l'Arc de triomphe, pour que ne s'effacent pas les motifs de notre combat. »

Ont signé ce texte à l'origine : MM. Elie Bloncourt, ancien député ; Maurice Kacouza, compagnon de la Libération ; Léo Hamon, vice-président du C.P.L., ancien ministre ; Joël Le Tac, député de Paris ; Roger Maria, député résistante ; André Tillet, président du comité parisien de libération ; Mme Germaine Arnault-Barjon, déportée résistante.

Les cars-ferries des LINES MARITTIME DELL'ADRIATICO ("TINTORETTO" "TIZIANO") le moyen le plus économique pour découvrir avec votre voiture, le charme discret de la

YUGOSLAVIE

Départs réguliers d'Italie : Pescara/Spil, Pescara/Trinost, Ancone, Dubrovnik, Bari-Dubrovnik. Remise importante sur les tarifs véhicules. Renseignements auprès de votre agence de voyages ou C.G.T.M., 12, bd de la Madeleine - 75009 Paris - tél. : 742.89.29. Documentation complète en français, Yougoslavie à l'Office du Tourisme Yougoslave Dpt./L.M., 31, bd des Italiens - 75002 Paris. Documentation à préciser : mer - montagne - pêche - ski - tourisme.



Le 4^e Forum Étudiants-Entreprises est un salon. Un salon un peu spécial où rien ni personne n'est à vendre.

Écoles et universités parlent de leur originalité. Les étudiants de leurs compétences. Les entreprises de leur politique sociale et humaine.

Étudiants, entreprises, rencontrez-vous. Envisagez vos problèmes de demain. 3 jours par an, parlez au futur.

Les 28, 29, 30 Avril, venez à Forum. Heures d'ouverture : mercredi : 10 à 19 h, jeudi : 10 à 21 h, vendredi : 10 à 17 h. (Entrée libre).

LES 28, 29 ET 30 AVRIL 1976. C.I.P. PORTE MAILLOT. 4^e salon annuel de la formation et de l'entrée dans la vie professionnelle des étudiants.

ETUDIANTS ENTREPRISES

صلى الله عليه وسلم

CARNET

Réceptions

— L'ambassadeur de Yougoslavie a donné une réception, lundi, en l'honneur de la délégation parlementaire yougoslave, qui visite actuellement la France.

Naissances

— M. Jérôme Blanchet et Mme, née Annick Le Lay ont la joie d'annoncer la naissance d'Antoine. Paris, le 15 avril.

Fiançailles

— M. André Jeannet et Mme, née Antonia Tibaut, M. Jean-Paul Leboucq et Mme, née Annie Masson Delouret, ont annoncé les fiançailles de leurs enfants, M. Jean-Christophe et M. Xavier, 201, boulevard Perdre, 75017 Paris, et M. Jean-Christophe, 201, boulevard Perdre, 75017 Paris.

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de Mlle Anne-Valérie Lefèvre, belle-fille et fille de M. Philippe Bouton et de Mme, née Nicole Amblard.

avec M. Bruno Guillemain, fils de M. Michel Guillemain et de Mme, née Françoise Walon, 37, boulevard du Commandant-Charcot, 92200 Neuilly, « Hôtel-Club », 53500 Cavallère.

— Le docteur André Meng et Mme, née Marie Pagot, M. Claude Jourd'he de la Jonellière et Mme, née Madeleine Le Roy, ont annoncé les fiançailles de leurs enfants, M. Nathaniel et M. Olivier, 13, rue de la République, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Décès

— M. et Mme Jean Alabouvette-Donguy et leurs enfants, M. et Mme Paul Alabouvette-Donguy et sa fille, M. et Mme Alabouvette, Châtel, Lambert, Gaudier, Déré, ont la douleur de faire part du décès de M. Henri ALABOUVETTE-DONGUY, président de chambre près du tribunal de grande instance de Beauvais, survenu à Paris, l'inhumation a eu lieu à Pont-de-Vaux (Ain), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part. 75015 Paris.

— M. et Mme Guy Brabant, Michel et Sylvie Brabant, Mme Marcel Brabant, M. et Mme Jean-Pierre Curjel, Agnès, Decostier, Gleiman et Tourner, ont la douleur de faire part du décès de M. Charles BRABANT, grand-officier de la Légion d'honneur, directeur général honoraire des archives de France, président d'honneur du conseil international des archives, leur père, grand-père, beau-frère, oncle et cousin.

survenu le 23 avril 1976, à Paris, dans sa quatre-vingt-huitième année. Les obsèques auront lieu le jeudi 29 avril, à 9 h. 15, au cimetière du Montparnasse, où l'on se réunira.

[La biographie de M. Brabant a paru dans le Monde daté 25-26 août.]

— M. Jean Favier, directeur général des archives de France, et le personnel des archives de France, ont le regret de faire part du décès de M. Charles BRABANT, grand-officier de la Légion d'honneur, directeur général honoraire des archives de France, président d'honneur du conseil international des archives, survenu à Paris, le 23 avril 1976, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 29 avril 1976, à 9 h. 15, au cimetière du Montparnasse, où l'on se réunira.

— M. F.I. Dolgich, directeur général des archives près le conseil des ministres d'U.R.S.S., président du conseil international des archives, M. F. Bilan, directeur des archives de Yougoslavie, président de la conférence internationale de la table ronde des archives.

Et les membres du comité exécutif du conseil international des archives, ont le regret de faire part du décès de M. Charles BRABANT, grand-officier de la Légion d'honneur, directeur général honoraire des archives de France, président d'honneur du conseil international des archives, survenu à Paris, le 23 avril 1976, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 29 avril 1976, à 9 h. 15, au cimetière du Montparnasse, où l'on se réunira.

LA MORT DE L'ALPINISTE CLAIRE-ÉLIANE ENGEL

C'est une figure marquante de l'alpinisme qui vient de disparaître avec Claire-Éliane Engel, dont la mort a été annoncée dans le Monde daté 25-26 avril. Autour d'un titre classique sur le Mont-Blanc et d'une Histoire de l'alpinisme, traductrice des œuvres britanniques de la montagne et de R.L.G. Irving, cette femme inépuisable, au cœur de grise dans une constitution de cheffesse, pratiquant elle-même l'escalade et la parapente. Elle avait notamment effectué l'ascension du Grand-Capucin sur ce massif du Mont-Blanc en compagnie de Gaston Rebuffat.

Pour le Monde, Claire-Éliane Engel avait écrit, au lendemain de la guerre, un reportage périlleux en montant à ski sur le glacier de la Jungfrau, où un glaciériste était naufragé. C'est elle, d'Edimbourg, Claire-Éliane Engel, qui était docteur en lettres et agrégée d'histoire, professa longtemps à Genève.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Marc DUPOUX, ingénieur I.E.G. E.S.M.E., survenu le 23 avril, dans sa soixante-neuvième année, en son domicile, 223, rue de Charenton, Paris-12^e.

De la part de : M. et Mme Nicolas Roth et leurs enfants, M. et Mme Raymond Damet, M. et Mme Jean Fleury et leurs enfants, et de toute la famille. L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière de Champ-sur-Marne (77), 1, place Léon-Blum, 75011 Paris.

— Pierre Garcin, René Perla, ses parents, Olivier, son frère, M. et Mme M.-Th. Martin, sa grand-mère, M. et Mme Léopold Garcin, ses grands-parents, M. et Mme Jean Garcin, ses oncles et tante, Michel et Bernard, ses cousins, prient d'annoncer le décès accidentel de

Pierre GARCIN, âgé de vingt-deux ans, survenu le 18 avril 1976.

Il repose à Saint-Vincent-sur-Mabron 04.

— Le 28 avril s'est endormie dans la pais du Seigneur, dans sa onzième année, Anne-Catherine HAMY, De la part de :

M. Claude Hamy et Mme, née Martini, ses parents, Ses frères, sœurs, beau-frère, belle-sœur, ses grands-mères, et toute la famille.

Les obsèques auront lieu le jeudi 29 avril, à 10 heures, en la cathédrale Notre-Dame d'Amiens, 71, rue des Jacobins, 80000 Amiens.

— Le président Yves Malicot, Les membres de l'Amicale des anciens de l'Organisation de résistance de l'armée,

ont le profond regret de faire part du décès, survenu le 14 avril 1976, de leur camarade et ami

Pierre de HARTING, officier de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, chevalier magistral de l'Ordre souverain de Malte, vice-président national de l'O.R.A., président d'honneur du corps franc Pomme.

Ses obsèques ont eu lieu, le 18 avril 1976, dans la plus stricte intimité.

Selon la volonté du défunt, il n'y aura pas d'autre avis de décès.

[Pierre de Harting, recherché par le Geste des 1941, avait activement participé à la Résistance. En mars 1942, il s'engagea dans le corps franc Pomme, l'organisation de résistance de l'armée, organisant des unités de combat, puis menant un service de renseignements. Il participa aux combats de la libération dans le sud-ouest avant de rejoindre la front des Vosges.]

— M. et Mme Elias Magaram, Ses frères et belle-sœur, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Marc ISRIK, née Luba Magaram, survenue le 22 avril 1973, à l'âge de soixante-trois ans, à Belvès (Dordogne).

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Belvès.

— Mlle Thérèse Leblanc, Mme Jacques Barre, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Louise LEBLANC, née Germaine Courrier, survenue le 21 avril.

Les obsèques ont eu lieu, dans l'intimité familiale, en l'église Saint-Pierre de Dreux, 28 bis, rue Albert-Maignan, 72000 Le Mans.

— Pierre Petersell, André Leynaud, annoncent la mort de leur ami, M. Louis MALABAT, ingénieur conseil, décédé à Casablanca, le 25 avril 1976.

— Aimé et Aimée Melmoux, Henri et Ambroisine Péllissier, Simone Clépède, Lucien et Suzanne Melmoux, Jean et Maurice Bessert, Gabriel et Yvonne Melmoux, André et Claudine Melmoux, Francis et Micheline Morant, Robert, Marie-Jeanne Thaumier, Guy, Noëlle, Sabine et Cécile, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Aimée MELMOUX, née Germaine Courrier, survenue le 21 avril.

Les obsèques ont eu lieu, dans l'intimité familiale, en l'église Saint-Pierre de Dreux, 28 bis, rue Albert-Maignan, 72000 Le Mans.

— Mme Paul Requier, son épouse, M. et Mme Christian Requier, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul REQUIER, docteur en médecine honoraire, médaillé de la Résistance, ancien maire de Brigueuil-le-Chantre, ancien vice-président du conseil général de la Vienne, président d'honneur du Setter-Club, survenu subitement, en son domicile, à Brigueuil-le-Chantre, le 22 avril 1976, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont été célébrées, dans la plus stricte intimité, le 24 avril 1976, à 14 heures, 86290 Brigueuil-le-Chantre.

— Le président et le conseil d'administration du Centre pour le développement de l'information sur la formation permanente (C.I.F.P.P.), Le directeur et le personnel du Centre rendent un hommage respectueux à la mémoire de

M. Jean SARGUET, administrateur de l'Association. [La biographie de M. Sarguet a paru dans le Monde du 27 avril.]

— Le prince et la princesse Jean de Broglie, M. et Mme Patrick Segard, Victor-François, Philippe-Maurice, Louis-Albert de Broglie, Mme Alice Segard, M. et Mme Daniel Destailleur, M. et Mme Pierre Evarad, M. et Mme Jacques Richard, Mme Francis Wartine, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Léon SEGARD, née Edith Guérin de Sossionco, survenue brutalement à Poitiers, le 22 avril 1976.

Les obsèques ont eu lieu à Poitiers, dans la stricte intimité. Un service religieux sera célébré à Paris, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, le vendredi 7 mai, à 11 h. 30. Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Louis-Albert SICARD, assureur conseil, officier de la Légion d'honneur, survenu, le 17 avril 1976, dans sa quatre-vingt-septième année, muni des sacrements de l'Eglise.

De la part de : M. et Mme Jean-Pierre Carret, M. et Mme Charles de Garant et leurs enfants, M. et Mme Bernard Parrot, M. et Mme Marie-Astrid Carret.

M. Jean-Marc Carret, ses enfants, petits-enfants, et arrière-petits-enfants, Les familles Michel-Bachet, La-caille, Bac, Sicard, Aubert, Plaisant, Allermann, Parents et alliés, Mlle Jeanne Gros, Et le personnel de l'ancien bureau Louis Sicard.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, en l'église Saint-Pierre, 13480 Calas.

— Mme Raymond de Valette, M. et Mme Paul Sarrak, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Jacques de Valette et leurs enfants, M. et Mme Jean-Claude de Valette et leurs enfants, Mlle Irène de Valette, Les familles Deham, Ayzac, Sarrak, fidèle entourée, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond de VALETTE, survenu le 17 avril, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité, à Grèzes (Dordogne).

Remerciements

— Mme Pierre CRESSARD, ses enfants, ses petits-enfants, remercient toutes les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie lors de la mort de

Pierre CRESSARD.

— Mme veuve Paul Morer, Les familles Morer, Sourrat, Le-paga, Guilbert, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph-Jean MORER, prient toutes les personnes qui, par leur présence, leurs messages ou envois de fleurs, se sont associées à leur deuil de trouver ici l'expression de leurs très sincères remerciements.

Une messe sera célébrée à son intention le vendredi 30 avril, à 22 h. 10, en l'église Saint-Lambert de Vaugrard, place Gerbert, Paris (15^e).

— Mme Olivier Orban et ses enfants, M. et Mme Jean Pascal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine lors du décès de leur frère,

M. Jacques PASCAL, le 1^{er} avril 1976, 78760 Fontenay-le-Comte.

— La Fédération des anciens des forces françaises d'Allemagne et d'Autriche, 30, rue Cammartin, fera célébrer le dimanche 3 mai, à 10 h. 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, un service solennel à la mémoire des Français et alliés morts en Allemagne et en Autriche.

La chorale de l'église interprétera la « Messe du couronnement » de Mozart.

— En souvenir du peintre GERN, décédé le 30 avril 1975, une messe anniversaire sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Montmartre le vendredi 30 avril 1976, à 9 h. 30. Tous ceux qui l'ont connu et aimé sont invités à assister à cet office ou à s'y unir d'intention.

— La messe traditionnelle du 3 mai, à la mémoire de l'Empereur Napoléon, le 2^e des soldats morts pour la France, sera célébrée en la chapelle du dôme des Invalides, à 18 heures, en présence de M. A.A. II, le prince et la princesse Napoléon.

— Mme Laurence Bourdill, M. et Mme Marcel Amrouche, invitent à se réunir aux amis de

Tos AMROUCHE, disparus le 2 avril 1976, à la mémoire de laquelle sera célébré un office religieux, en l'église Saint-Augustin, à Paris, le lundi 3 mai, à 18 h. 40.

— M. et Mme Jean-Pierre Carret, M. et Mme Charles de Garant et leurs enfants, M. et Mme Bernard Parrot, M. et Mme Marie-Astrid Carret, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond de VALETTE, survenu le 17 avril, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité, à Grèzes (Dordogne).

— M. et Mme Jean-Pierre Carret, M. et Mme Charles de Garant et leurs enfants, M. et Mme Bernard Parrot, M. et Mme Marie-Astrid Carret, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond de VALETTE, survenu le 17 avril, muni des sacrements de l'Eglise.

Souvenir

— Michèle et Marina Picasso informèrent que, le 3 avril 1976, Pablo PICASSO (1894-1973), a été transféré dans le caveau de famille, au cimetière protestant de Cannes, où il reposera auprès de sa grand-mère, Olga Khoklova Picasso. Une tendre pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Communications diverses

— S.O.R. Hier-monde organise le lundi 3 mai, à 20 h. 30, au Palais des congrès de la porte Maillot, une soirée de gala exceptionnelle au profit de ses œuvres pour l'enfance et de la Croix-Rouge française.

Visites et conférences

MERCREDI 28 AVRIL. VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Galerie nationale des arts et des monuments historiques, musée de Boulogne, avenue A.-Moirat, Mme Bachelier : « Le Musée

de la mairie de Boulogne », — 15 h., devant l'Hôtel des monnaies, 11, quai de Conti, Mme Garnier-Ahlberg : « Les rues Dauphine, Marais et de Seine », — 15 h., façade principale, portail central, Mme Penne : « Notre-Dame de Paris et les parties hautes », — 15 h., 107, rue de Rivoli, Mme Saint-Giron : « Exposition Annonciation », — 15 h., 82, rue Saint-Antoine, Mme Zujovic : « Hôtel de Sully », — 15 h., 30, hall gauche, côté parc, Mme Huiot : « Le château de Maisons-Laffitte ».

Réunion des musées nationaux. — Musée du Louvre, 14 h. 10 : « Fêtes de la ville de Paris », — 15 h., 20, rue Pierre-Lescot : « Les Halles, Le Marais, Le centre Beaubourg, Pompidou » (A travers Paris), — 15 h., 2 bis, place Denfert-Rochereau : « Catacombes, Carrières » (Connaissance de Paris), — 15 h., 1, avenue Gabriel : « Sarah Bernhardt et son époque » (Mme Hager), — 15 h., Musée des monuments français : « Les symphonies célèbres » (Histoire et archéologie).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

— 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, dans la salle des fêtes, Mme Jourdan : « La nationalité de l'homme », — 15 h., 30, 30, rue de la République, Mme Jourdan : « La nationalité de la femme mariée » (AFFD).

des MILLIONS de consommateurs de Contrexéville ne peuvent pas se tromper

Si des millions de Français et de Françaises ont découvert l'eau minérale naturelle de Contrexéville, c'est sur la recommandation de leur médecin ou à l'appel de la publicité de la source. Si depuis des dizaines d'années, ils ont continué à en boire, rejoints dans leur habitude par de nouveaux consommateurs, c'est qu'ils s'en trouvent bien. Ils constatent que les effets de Contrexéville satisfont à leur attente. Entre Contrexéville et ses consommateurs, il s'est établi des liens de fidélité et de confiance. Une publicité loyale en est le témoignage : ainsi que le disait Abraham Lincoln : « Vous pouvez tromper tout le monde un certain temps ; vous pouvez même tromper quelques personnes tout le temps ; mais vous ne pouvez tromper tout le monde tout le temps ».

Contrexéville un choix réfléchi une discipline heureuse



chez vous le magnum

au restaurant la demie

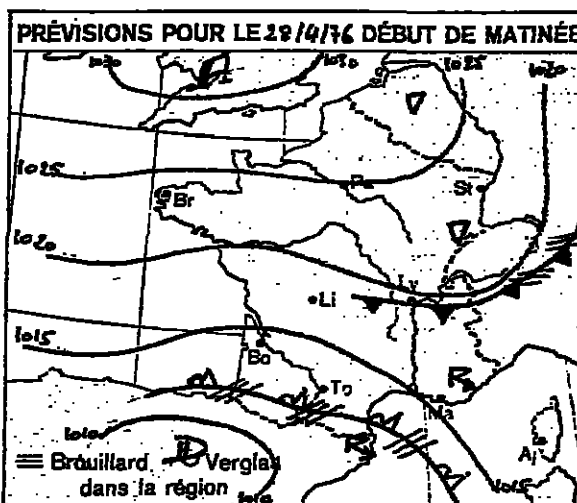
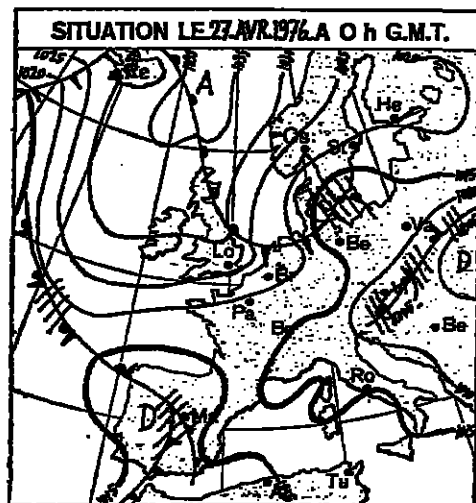
Langlois et Co

78-40

Langlois et Co

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
 // Zone de pluie ou neige ▽ aversees □ orages → Sens de la marche des fronts
 — Front chaud ▲▲▲ Front froid ▲▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mardi 27 avril à 6 heures et le mercredi 28 avril à 24 heures :

Une perturbation évoluant lentement de l'Espagne à la Méditerranée occidentale touchera temporairement nos régions méridionales tandis que les hautes pressions qui s'étendent des îles Britanniques à la mer de Norvège continueront de diriger un flux de secteur nord-est sur le reste de notre pays.

Aléatoires le temps sera frais, surtout le matin, mais assez ensoleillé en général. Quelques faibles averses se produiront sur l'Est et le Nord-Est. Des gelées blanches auront lieu au lever du jour sur le Nord et le Sud-Ouest par ailleurs les vents de secteur nord-est seront assez forts l'après-midi sur les côtes de l'Atlantique ainsi que dans la basse vallée de la Loire.

Mardi 27 avril, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au

niveau de la mer était, à Paris, de 1021,1 millibars soit 765,9 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 avril ; le second, le minimum de la nuit du 26 au 27 avril) : Ajaccio, 15 et 8 degrés ; Biarritz, 14 et 7 ; Bordeaux, 15 et 8 ; Brest, 14 et 6 ; Caen, 11 et 5 ; Cherbourg, 11 et 6 ; Clermont-Ferrand, 8 et 3 ; Dijon, 10 et 4 ; Grenoble, 9 et 0 ; Lille, 15 et 5 ; Lyon, 9 et 1 ; Marseille, 16 et 7 ; Nancy, 10 et 2 ; Nantes, 18 et 7 ; Nice, 14 et 7 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 12 et 3 ; Perpignan, 16 et 6 ; Rennes, 17 et 4 ; Strasbourg, 8 et 1 ; Tours, 17 et 5 ; Toulouse, 13 et 2 ; Pointe-à-Pitre, 27 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 14 et 4 degrés ; Alger, 21 et 14 ; Bonn, 16 et 2 ; Bruxelles, 16 et 8 ; Casablanca, 21 et 16 ; Copenhague, 8 et 3 ; Genève, 11 et 2 ; Lisbonne, 16 et 10 ; Londres, 13 et 6 ; Madrid, 19 et 9 ; Moscou, 6 et 1 ;

New-York, 9 et 6 ; Palma-de-Majorque, 18 et 3 ; Rome, 14 et 7 ; Stockholm, 2 et -2.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel des 26 et 27 avril 1976 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret n° 62-789 du 31 juillet 1963 relatif à l'organisation de la défense dans le domaine alimentaire ;

● Portant nomination dans le cadre des officiers.

UN LISTE

● D'admission aux concours pour l'emploi de chef et de sous-chef de musique des armées en 1976.

ses. — VII. Ode : Opéra. — VIII. Derrières. — IX. Esau : Saa. — X. Ile. — XI. Rétinites.

Verticalement

1. Avril : Odeur. — 2. Na : Andes. — 3. Elle : Aéroport. — 4. Reques : Bu. — 5. Iule : Sol : On. — 6. Era : Nèpes. — 7. Tasserait. — 8. Lieu : Réale. — 9. Corée : As : Es.

GUY BROUTY.

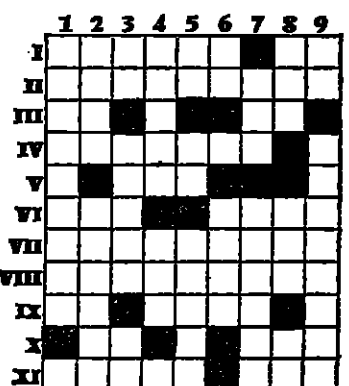
Éducation

● Réunion sur le didactique du français. — L'université de la Sorbonne nouvelle (Paris-III), pour élargir son programme de didactique du français, invite tous les enseignants du secondaire (premier et deuxième cycles, classique, moderne et technique) à une réunion d'information et d'échange le mercredi 28 avril à 15 h., en vue de la rentrée scolaire 1976-1977.

★ Université de la Sorbonne nouvelle, centre Censier, 13 rue de Saint-Jacques, 75005 Paris. Métro Conier-Daubenton. Tél. 587-23-39.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1443



HORIZONTALEMENT

I. Se montre un farouche partisan de la femme au foyer. — II. Reconnu pour le service. — III. Conjonction. — IV. Ne peut garder le silence si on la pince. — V. Se présentent sous plusieurs aspects différents. — VI. Résultat d'une apocope. — VII.

Noircissent ce qu'ils affectent de blanchir. — VIII. Rarement déçus et souvent mécontents. — IX. Souvent lu dans le Coran. — X. Prénom masculin. — XI. Proposition. — XII. Marquèrent une époque ; Elle et lui.

VERTICALEMENT

1. Collection de printemps. — 2. Joux avec le feu ; Pas écrits. — 3. Abréviation : Centre de melon, variété de cornichon. — 4. On peut l'observer sans desserrer les dents ; Nul ne songe à se plaindre de ses débordements. — 5. Divise un terrain : Champions. — 6. Fin de participe : Capitale étrangère. — 7. Commune marseillaise. — 8. Suite de mots humoristiques. — 9. Totalise les doigts d'un Anglais. — 10. Conjonction. — 11. Signe conventionnel ; Peu attirant.

Solution du problème n° 1442

Horizontalement

I. Anerie ; LC. — II. Valeur ; Io. — III. Ecater. — IV. Eue ; Aue. — V. La ; NS. — VI. Nas-

Service national

DE NOUVEAUX CAS DE DISPENSE ET DE LIBERATION ANTICIPÉE

Dans une note d'information, le ministère de la défense donne des précisions sur la dispense du service national et la libération anticipée.

Les jeunes gens, dont la présence est indispensable à la marche d'une entreprise familiale, peuvent, actuellement, être libérés du service par anticipation, mais ils ne peuvent pas être, par avance, dispensés du service. Ils doivent donc répondre à l'appel et c'est seulement après leur incorporation que leur situation est examinée et qu'une décision de libération anticipée est prise, si elle est justifiée.

A l'expérience, il est apparu que cette législation n'était pas parfaite, car le seul fait pour un jeune homme de quitter son activité pendant plusieurs semaines ou plusieurs mois peut mettre l'entreprise en difficulté.

C'est pourquoi le gouvernement vient d'approuver un projet qui prévoit que, dans les cas les plus graves, de telles situations ouvriront droit à dispense, les intéressés n'étant donc pas appelés au service national. Ce sera le cas pour les jeunes gens dont la présence est indispensable à la marche de l'entreprise familiale par suite du décès ou de l'incapacité médicale constatée d'un de leurs parents ou beaux-parents. Cette dispense ne sera bien entendu accordée que si les ressources de l'exploitation ne permettent pas d'assurer le fonctionnement en l'absence de l'intéressé, par exemple en embauchant un employé qui le remplacerait.

Comme dans les cas actuels, les jeunes gens devront présenter leurs demandes soit à la mairie de leur domicile, soit à leur bureau de recrutement. Cette réforme en cours d'approbation par le Parlement, devrait entrer en vigueur durant l'été 1976.

Le même projet de loi introduit une autre modification : il prévoit que tous les jeunes gens qui sont pères de famille avant leur vingt-deuxième anniversaire pourront être dispensés du service sur leur demande. L'âge de vingt-deux ans a été retenu, car c'est celui jusqu'auquel tout jeune homme peut obtenir un report d'incorporation sans avoir de justification à apporter. Au-delà de cet âge, seules certaines catégories de jeunes gens (étudiants poursuivant certaines formes d'études) peuvent obtenir des reports plus longs : donc, si un âge supérieur à vingt-deux ans avait été retenu, seules ces catégories de jeunes gens auraient pu bénéficier de la dispense, ce qui aurait créé des inégalités entre jeunes Français.

En attendant que la loi puisse entrer en application, des dispositions transitoires ont été prises : les jeunes gens qui remplissent ces conditions et qui devaient être appelés pendant le premier semestre de 1976 peuvent demander à être placés en appel différé ; ils bénéficieront définitivement d'une dispense lorsque la loi sera entrée en application.

INSTITUT

Devant l'Académie des sciences morales et politiques

M. Hedi Nouria a présenté le « contrat de progrès » de la Tunisie

M. Hedi Nouria, premier ministre de Tunisie, a présenté lundi 28 avril à la séance de l'Académie des sciences morales et politiques l'œuvre économique et sociale réalisée par son pays en vingt ans d'indépendance.

Le « contrat de progrès », qui est la voie de développement choisie par la Tunisie, implique et associe les antennes de la vie nationale : l'Etat, les organisations socio-professionnelles, qui groupent et engagent les partenaires à la production (...). Ce contrat est évolutif dans son essence et quant à sa réalisation.

De 1956 à 1970, l'Etat a été, par la force des choses, le responsable exclusif de la croissance dans tous les domaines. D'où le développement d'une bureaucratie stérilisante.

Aussi, à poursuivre l'œuvre, nous-nous sommes, depuis le début des années 70, de repenser le rôle de l'Etat et avons-nous réajusté son intervention en conséquence.

Le nouveau rôle assigné à l'Etat consiste à assurer la sécurité économique — le Plan connaissant également des secteurs réservés à l'initiative privée — et à veiller à l'approvisionnement du pays pour l'essentiel de ses besoins, quitte à intervenir directement en cas de nécessité vitale. Quel est le choix fait par la Tunisie ? « Un régime où l'Etat se donne des lois d'orientation, pour tous les secteurs, preside aux conventions régissant les relations entre travailleurs et producteurs, où l'Etat pratique une politique des prix et une politique fiscale incitatrice, est autrement efficace qu'un système qui choisit l'interventionnisme massif et la centralisation paralytante. »

Trois politiques

En outre, l'Etat a la responsabilité exclusive dans la répartition des richesses engendrées par la croissance. Trois politiques inspirent cette tâche de régulation : la recherche du plein-emploi ; une politique de revenus adéquate ; la recherche du meilleur équilibre régional.

En ce qui concerne la revalorisation des salaires, le premier ministre ne minimise pas les difficultés auxquelles a dû faire face

A L'HOTEL DROUOT

A DROUOT - RIVE GAUCHE
Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France

Mercredi

EXPOSITIONS

de 11 heures à 18 heures
S. 8. — Bibliothèque de Sir A. 2. — vente. Livres du XVI^e au XIX^e siècle. M. Guérin. M^{me} Ador. Picard. Tajan. S. 18. — Meubles et sièges. M^{me} Bondu.

VENTE

S. 18. — Tableaux anciens. Sièges et meubles anciens et style. M^{me} Oger.

Le développement rural

Enfin, il a exposé le programme de développement rural : amélioration des conditions de vie, lancement de projets créateurs d'emplois ou améliorant le revenu de familles rurales économiquement faibles, renforcement des programmes de formation professionnelle, assainissement des petites agglomérations.

« Autant dire, a-t-il conclu, après avoir cherché à définir cette recherche d'équilibre, que nous empruntons à la gestion d'entreprise sans esprit d'intérêt, son dynamisme et son efficacité, tout en nous inspirant de l'éthique socialiste quand il s'agit de répartir les richesses créées. » — J.-M. D.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75432 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. — COMMUNAUTÉ (sans Algérie)
90 F 150 F 225 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 273 F 402 F 530 F

ÉTRANGERS
par mandats
L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS — SUISSE
215 F 397 F 597 F 690 F

II. — TUNISIE
125 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets), voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (plus de six semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Lumoprint

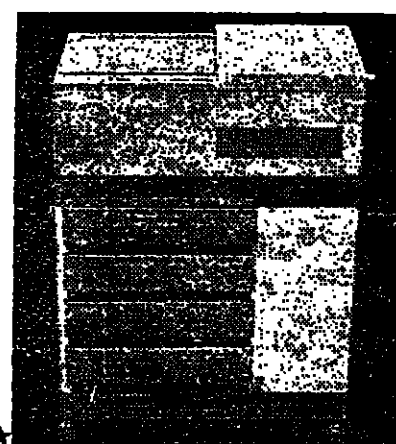
...a pour vous le copieur de bureau idéal



Lumoprint LX 4 Copieur sur papier normal
30 copies bien contrastées par minute/prix imbattable/deux systèmes de copies en un : pour copier des feuilles volantes et des livres/sans préchauffage, fonctionne immédiatement.



Lumoprint LE 4/E Copieur économique
copieur électrostatique avec un rapport prix-performances exceptionnel/copie des feuilles volantes et des livres/système multi-copies/cassettes de papier interchangeables/appareil de table pour utilisation multiple



Lumoprint LE 40/M Unité mobile de copie
Electrostatique mobile, avec tablette de travail/extrêmement rapide : 20 copies par minute/copie feuilles volantes et livres/stream feeding/emplage automatique/système multi-copies.

Envoyez-moi une documentation complète ☐
 Faites-moi une démonstration, sans frais ni engagements de ma part ☐
 Société _____
 Personne à contacter _____
 Adresse _____
 Ville _____
 N° Postal _____
 Lumoprint Zindler France S.A.
 6/8 Rue du 4 Septembre
 92130 Issy-les-Moulineaux, Tél. N° 645.21.31
 Succursales dans toute la France

صكنا في الامم

Le Monde

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

AVEC LA MIRE DE TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE

UNE NOUVELLE MACHINE EUROPÉENNE POUR L'ÉTUDE DE LA MATIÈRE

Vérifiez la qualité de votre téléviseur

UN récepteur de télévision — qu'il soit en noir et blanc ou en couleurs — est un appareil très complexe, qui est facilement mal réglé : l'image n'est pas, ou n'est plus, ce qu'elle devrait être. Par ailleurs, tous les postes de réception ne sont pas de qualité équivalente. Certains, et ce ne sont pas toujours les plus chers, sont meilleurs que d'autres.

Comment choisir un téléviseur ? Comment vérifier que le téléviseur que l'on possède est bien réglé ? Chacune des trois chaînes présente, en dehors des heures normales d'émission, une mire, dont l'examen détaillé permet de répondre à ces deux questions. Cette mire n'est pas une image ordinaire. C'est le résultat d'une succession de signaux électroniques qui, reçus par le téléviseur, dessinent sur l'écran une image dont les caractéristiques sont particulièrement précises (1).

La mire se compose d'un quadrillage régulier dans lequel se trouvent un cercle, A l'intérieur du cercle sont disposés divers rectangles noirs, gris ou colorés. Ces rectangles sont organisés en bandes : — La bande la plus haute (bande A) contient un rectangle noir sur fond blanc (dans lequel est écrit T.D.F.) ;

— La bande située en dessous (bande B), un rectangle noir sur fond blanc ;

— La bande C contient des pavés alternativement noir et gris (gris contenant 25 % de noir et 75 % de blanc) ;

— La bande D contient des pavés de couleur jaune, bleu, vert, mauve, rouge et bleu ;

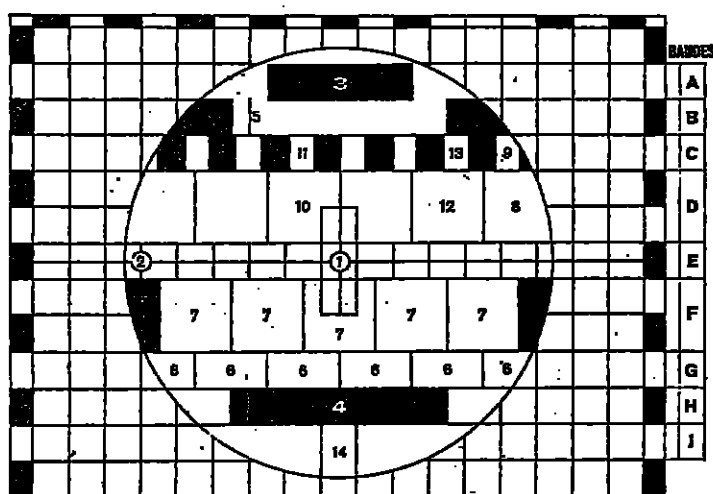
— La bande E, qui passe par le centre de l'image, est formée de bandes alternativement blanches et noires. Le centre de l'image (du cercle) est repéré par une croix blanche ;

— La bande F se compose de traits noirs verticaux donnant à droite une impression colorée bizarre ;

— La bande G comporte six pavés (un noir, quatre gris et un blanc) ;

— La bande H est un rectangle noir contenant un trait blanc. Le nom de la chaîne y est inscrit ;

— La dernière bande (I) comprend un carré rouge sur fond jaune.



L'EXAMEN de la mire commence par son aspect général. Le cercle est centré au milieu de l'écran.

Il est parfaitement circulaire. Sa hauteur est égale à 83 % de la hauteur totale de l'écran. Autour de lui, la grille est composée de lignes horizontales et verticales. Ces lignes sont parfaitement droites et ne présentent aucune sinuosité ni cassure. Le quadrillage est formé de carrés tous égaux. L'écran étant rectangulaire, il y a dix-huit lignes verticales et quatorze lignes horizontales visibles. Fréquemment, l'image reçue est beaucoup moins régulière : cercle ovale, traits irréguliers. Il est facile de remédier à certains de ces défauts : tous les récepteurs comportent des boutons qui permettent d'ajuster en hauteur ou en largeur l'image du cercle. Mais ces irrégularités peuvent avoir une origine plus grave : distorsion de l'électronique, inégalité du balayage, etc. Le particulier ne peut pas y remédier seul.

Le quadrillage est fait de bandes blanches sans irradiation colorée sur toute la surface de l'écran. Dans la cas contraire, le réglage de la convergence du tube est à revoir. La croix blanche (I) placée au centre de l'écran (et aussi du cercle) doit, elle aussi, être dépourvue d'irradiation. Dans le cas contraire, il faut procéder à un réglage de la convergence statique du tube. La ligne horizontale blanche (2) qui passe par le centre du cercle a la même largeur que les autres lignes équivalentes. Une épaisseur divergente de cette ligne implique un défaut d'entraînement. Dans la partie supérieure de la mire, le rectangle noir (3) doit avoir des contours nets. Il ne doit pas y avoir d'empatement de noir dans le blanc ou de blanc dans le noir. Il en est de même pour la bande H (4). Dans le cas contraire, il y a un réglage : le récepteur passe mal les basses fréquences.

Dans la bande B, le trait vertical noir (5) doit être unique. S'il est suivi de traits parallèles plus ou moins foncés, il y a des réflexions quelque part dans la chaîne de transmission : les ondes venant de l'émission se réfléchissent sur des bâtiments ou des collines, à moins que l'antenne soit mal réglée (câbles de transmission trop coulés, par exemple).

La bande G, qui contient diverses nuances de gris (6) en passant du blanc au noir présente une échelle de valeurs parfaitement régulière. Il doit y avoir, à l'œil, la même différence d'une plage grise à l'autre. Toutes doivent être également visibles. En général un réglage du bouton de luminosité permet d'obtenir ce résultat.

La bande F est formée de traits alternativement noirs et blancs (7) qui doivent être aussi contrastés que possible. Si les traits sont plus ou moins nets que les traits larges, le récepteur passe mal les basses fréquences. Quand les traits sont très proches les uns des autres, il apparaît un phénomène normal de « cross-color ». Ce phénomène, s'il n'existe pas, signifie que la bande passant de la partie couleur est insuffisante. Il n'apparaît, bien sûr, que sur les récepteurs couleur.

L'appréciation de la qualité de la couleur est nettement plus délicate : il entre une part de subjectivité dans la sensation qu'elle procure. Aussi de nombreux téléspéctateurs acceptent des images colorées très différentes de la réalité, surtout si l'on sait qu'il est facile de s'habituer à des couleurs déformées : certains téléspéctateurs préfèrent les couleurs faussées de leur téléviseur à celles, exactes, d'un appareil bien réglé !

L'appréciation objective de la qualité de la couleur, avec la mire demandée qu'il y a des manipulations. Elle ne peut pas se faire directement comme l'appréciation des qualités noir et blanc. En comptant deux des trois couleurs primaires (en ne gardant, par exemple, que le bleu, ce qui est facile sur certains téléviseurs pourvus d'un réglage de couleurs, on obtient une image monochrome bleue. Si le récepteur est bien réglé, le pavé de la bande D qui était bleu (8), et qui est bien sûr resté bleu, doit avoir la même luminosité que le pavé de la bande C (qui était originellement un gris) qui le surmonte (9). Cette opération de vérification des couleurs primaires doit être répétée avec le pavé vert (10) et le gris correspondant (11), et le pavé rouge (12) et le gris correspondant (13). Dans ces deux cas, les carrés colorés doivent avoir la même luminosité que les pavés gris qui les surmontent.

L'examen de l'échelle des gris de la bande G (6) permet également un contrôle de la couleur. Il est indirect. Cette échelle des gris ne doit pas changer, que le récepteur soit en couleur ou en noir et blanc. Les récepteurs possédant un bouton permettant de passer de la couleur au noir et blanc permettent de vérifier ce fait.

Enfin, le carré rouge (14) qui se détache sur fond jaune dans la bande I au bas du cercle doit être net. Il ne doit pas y avoir de frange orangée. Dans le cas contraire, il y a un retard anormal de la luminosité (luminosité générale de l'écran), sur la chrominance (qualité de couleur de l'écran).

Les téléspéctateurs qui s'amuseront à vérifier, sur leur récepteur, les différents points cités ci-dessus risquent d'être déçus. Il est fort probable que leur récepteur présentera un ou plusieurs défauts. Il ne leur reste plus qu'à aller chez leur revendeur pour procéder aux réglages nécessaires, s'ils sont possibles. Car les récepteurs vieillissent assez vite, et il n'est pas toujours possible, après quelques années de fonctionnement, de retrouver une image totalement correcte. Par contre, l'image doit être parfaite pour un récepteur neuf au moment de sa livraison, du moins aussi longtemps que des phénomènes parasites de transmission (réflexions sur des immeubles par exemple) n'interviennent pas. Dans ce dernier cas, il n'y a pas de remède.

J.-L. L.

L'accélérateur de 400 GeV

C'EST en principe le 3 mai prochain que les ingénieurs de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire, le CERN, enverront les premières particules dans leur nouvelle machine de 6,9 kilomètres de circonférence installée à Meyrin près de Genève à côté des autres accélérateurs de l'Organisation. Les particules, des protons, finiront par atteindre l'énergie fantastique de 400 milliards d'électrons-volts avant d'aller heurter des cibles de matière, ce qui permettra l'étude détaillée de cette dernière.

Les tout premiers essais de la machine, commencés il y a un mois, ont été assez encourageants pour que le CERN espère pouvoir commencer les premières expériences scientifiques d'ici à la fin de l'année, dans un immense hall d'expérimentation de 15 000 mètres carrés construit du côté ouest. Une seconde zone d'expérimentation nord de 20 000 mètres carrés entrera en service au début de 1978.

Le prix de la nouvelle installation, estimé à 1 150 millions de francs suisses en 1970 pour un programme de huit ans, de 1971 à 1979, soit 1 485 millions de francs courants, aura été respecté malgré l'inflation récente. Sur ce total, près de 600 millions de francs seront consacrés à la réalisation des deux halls d'expérience.

Entre 1968 et 1972 (près de 350 millions de dollars), celle-ci, qui est loin d'être équipée comme le CERN, n'a pas jusqu'ici donné vraiment les résultats attendus.

Le CERN aura construit sa nouvelle machine en cinq ans et en dépensant jusqu'ici quelque 527 millions de francs suisses pour l'infrastructure, y compris les halls d'expérience, 400 millions de francs suisses pour les équipements (aimants, électronique, ordinateurs, câblages) et 400 millions de francs suisses de frais de personnel. Il aura rencontré assez peu de difficultés, sauf en ce qui concerne les aimants et la découverte de poches de méthane dans le sous-sol au moment du creusement du tunnel en 1973-1974. Sur les sept cent cinquante aimants qui guident les particules tout au long de l'anneau, deux cents auront été refaits à cause de projections d'acide qui avaient attaqué la couche protectrice isolante et certains bobinages. Depuis cet incident, survenu à la fin de 1974, la construction s'est achevée sans à-coups, et les premiers essais sont très encourageants.

En plus de la physique nucléaire traditionnelle, le nouvel accélérateur, qui permettra d'atteindre l'énergie de 400 GeV, et non pas 300 comme il avait été primitivement prévu, complètera heureusement les possibilités des anneaux de stockage. A elles deux, ces machines poursuivront l'étude des phénomènes nouveaux découverts depuis deux ou trois ans en partie au CERN et en partie aux Etats-Unis.

D. V.

LES installations du CERN à Meyrin, près de Genève, qui courent à cheval sur la frontière entre la France et la Suisse, constituent probablement le plus complet et le plus moderne laboratoire de physique nucléaire du monde. Créé en 1954, le CERN a dépensé depuis sa création 3 milliards et demi de francs suisses et dispose d'un accélérateur à protons de 26 milliards d'électrons-volts (GeV) entré en service en 1958, de grands anneaux de stockage à protons qui ont démarré en 1970-1971, et bientôt l'accélérateur de 400 GeV comparable à celui qui a été construit par les Américains à Batavia, près de Chicago.

Entre 1968 et 1972 (près de 350 millions de dollars), celle-ci, qui est loin d'être équipée comme le CERN, n'a pas jusqu'ici donné vraiment les résultats attendus.

Le CERN aura construit sa nouvelle machine en cinq ans et en dépensant jusqu'ici quelque 527 millions de francs suisses pour l'infrastructure, y compris les halls d'expérience, 400 millions de francs suisses pour les équipements (aimants, électronique, ordinateurs, câblages) et 400 millions de francs suisses de frais de personnel. Il aura rencontré assez peu de difficultés, sauf en ce qui concerne les aimants et la découverte de poches de méthane dans le sous-sol au moment du creusement du tunnel en 1973-1974. Sur les sept cent cinquante aimants qui guident les particules tout au long de l'anneau, deux cents auront été refaits à cause de projections d'acide qui avaient attaqué la couche protectrice isolante et certains bobinages. Depuis cet incident, survenu à la fin de 1974, la construction s'est achevée sans à-coups, et les premiers essais sont très encourageants.

En plus de la physique nucléaire traditionnelle, le nouvel accélérateur, qui permettra d'atteindre l'énergie de 400 GeV, et non pas 300 comme il avait été primitivement prévu, complètera heureusement les possibilités des anneaux de stockage. A elles deux, ces machines poursuivront l'étude des phénomènes nouveaux découverts depuis deux ou trois ans en partie au CERN et en partie aux Etats-Unis.

D. V.

Mais toutes ces machines ne serviraient à rien si elles n'étaient couplées à des appareils complexes permettant de détecter les particules diverses issues des collisions entre les protons et les cibles de matière. Le CERN détient les détecteurs-scintillateurs, chambres à bulles, chambres à fils — les plus puissants qui existent — et n'a rien à envier à ceux des Américains ou des Soviétiques.

Un avenir flou pour les futures machines

Pas plus que leurs collègues américains ou soviétiques, les physiciens européens n'ont pu rêver à ce qui pourrait être une future machine. Mais qu'il s'agisse d'un très grand anneau de stockage ou d'un accélérateur de protons, entre en service, les projets risquent de devenir vraiment internationaux et de se faire en collaboration avec les Américains ou les Soviétiques, ou les deux. Rien ne presse néanmoins, puisqu'une machine comme le 400 GeV aura une durée de vie de quelque vingt ans. C'est ce qui explique que le CERN ne s'alarme pas trop d'arriver environ quatre ans après le démarrage de la machine de Batavia, construite d'ailleurs pour un coût analogue

Le budget de 600 millions de francs suisses en 1976 et les trois mille six cents personnes qui travaillent en permanence au CERN disent assez la richesse de ces installations. Le CERN n'a pas peu de chercheurs lui-même, soixante-dix environ. Toutes les installations sont à la disposition des physiciens des douze pays européens membres (1), qui viennent y travailler temporairement pendant un temps variant de six mois à deux ans en moyenne. En ce mois d'avril 1976, environ mille trois cents chercheurs visiteurs travaillent ainsi au CERN. Le coût des expériences a suivi l'inflation et la complexité croissante des installations. Il n'est pas rare qu'un dispositif expérimental coupe tout un bâtiment et serve à trois ou quatre expériences successives pendant plusieurs années. Le coût d'une installation expérimentale varie aujourd'hui entre 1,5 et 15 millions de francs suisses.

En 1975, une étude réalisée en interrogeant cent trente sociétés européennes a montré que les 877 millions de francs suisses dépensés par le CERN dans ces installations ont été réalisés malgré le coût croissant des projets. 120 millions de francs suisses en 1969 pour l'accélérateur de 28 GeV, 326 millions de F.S. 1965 pour les anneaux de stockage, 1 150 millions de F.S. 1970 pour le nouvel accélérateur.

En 1975, une étude réalisée en interrogeant cent trente sociétés européennes a montré que les 877 millions de francs suisses dépensés par le CERN dans ces installations ont été réalisés malgré le coût croissant des projets. 120 millions de francs suisses en 1969 pour l'accélérateur de 28 GeV, 326 millions de F.S. 1965 pour les anneaux de stockage, 1 150 millions de F.S. 1970 pour le nouvel accélérateur.

Un certain tournant

Jusqu'ici, les Etats membres n'ont guère refusé les demandes du CERN tant l'organisation a prouvé le sérieux de sa politique de gestion, industrielle et financière, en ne réalisant pratiquement jamais des budgets qui lui étaient alloués et en aidant l'industrie à mettre au point certaines techniques nouvelles. Cette performance a été réalisée malgré le coût croissant des projets. 120 millions de francs suisses en 1969 pour l'accélérateur de 28 GeV, 326 millions de F.S. 1965 pour les anneaux de stockage, 1 150 millions de F.S. 1970 pour le nouvel accélérateur.

En 1975, une étude réalisée en interrogeant cent trente sociétés européennes a montré que les 877 millions de francs suisses dépensés par le CERN dans ces installations ont été réalisés malgré le coût croissant des projets. 120 millions de francs suisses en 1969 pour l'accélérateur de 28 GeV, 326 millions de F.S. 1965 pour les anneaux de stockage, 1 150 millions de F.S. 1970 pour le nouvel accélérateur.

20^e arrondissement à 5 minutes du périphérique

« GAMBETTA VILLAGE »

angle de la rue du Surmelin et de la rue de la Dhuis

2 petits immeubles dans un quartier calme

du studio au 4 pièces

prix fermes et définitifs

EN TOUTE LOGIQUE

Si et seulement si

Un directeur désire augmenter deux de ses trois employés : Antoine, Bernard ou Claude. Il est parvenu à exprimer en une phrase le problème logique que pose son choix :

Si et seulement si l'augmente Antoine ou Bernard ou les deux, et si l'augmente pas Claude, alors l'augmente Antoine, et si l'augmente Bernard, l'augmente Claude.

En respectant cette condition, qui va-t-il augmenter ?

(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)

SOLUTION DU PROBLEME n° 94

Pourquoi 495 est-il un pôle d'attraction pour les nombres de trois chiffres ?

Sait-on un nombre de trois chiffres, où $a \geq b \geq c$, a étant strictement supérieur à c, abc — cba = 495.

Avec les retenues :

$a + b = c + 10$
 $a = 1 + c + A$
D'où : $A + B = 9$
De A et B, soit X le plus grand et x le plus petit. L'étape suivante est :

$9X - xX = 9$
avec $u + v = 9$
Comme $u + v = x + 10$
 $v = x + 1$
 $u = 8 - x$

Ainsi, 9 reste au centre du nombre, tandis que les extrémités progressent vers 4 et 5, 495 sera atteint en cinq étapes au plus.

La démonstration suppose a et c différents. Les neuf nombres ayant trois chiffres égaux sont exclus de l'algorithme.

Le résultat de Kaprekar s'étend aux nombres comportant quatre chiffres et à d'autres bases que 10. Pour quatre chiffres, dans le système décimal, la convergence se fait en 6174.

PIERRE BERLOQUIN.

La revue Radio-Diffusion-Télévision communique un long article à cette question, 9, rue des Fossés Saint-Jacques, 75005 Paris. Le n° 157.

(1) Autriche, Belgique, Danemark, France, Grèce, Italie, Norvège, Pays-Bas, Espagne, Fédération d'Allemagne, Royaume-Uni, Suède, Suisse.

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. (*) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chailiot, 15 h. : Les Aventures de Tili l'espionne, de G. Philippe. 18 h. 30 : Passions Juives, de Nakashita. 20 h. 30 : Nads, de C. Chabrol. 22 h. 30 : La Porte de l'enfer, de T. Kluge. Centre culturel du Marais, 20 h. 30 et 22 h. 30 : Hollywood au Marais.

Les exclusivités

L'IMPAGNEUR (F.) : Rex, 2° (228-81-83) ; Bretagne, 6° (222-57-87) ; U.C.C.-Gobelins, 12° (331-06-18) ; Miroir, 14° (222-71-81) ; Miroir Convention, 15° (222-26-84) ; Paramount-Maillet, 17° (758-24-24) ; 34-25) ; Normandie, 8° (359-41-18). A NOUS LES PETITES ANGLAISES (F.) : Montparnasse, 2° (344-14-27) ; Marignan, 6° (359-92-82) ; France, 9° (770-38-38) ; Fauvette, 13° (331-36-86) ; Clichy-Patbé, 18° (322-37-11). L'ARGENT DE POCHÉ (F.) : Saint-Germain-Buchette, 5° (333-87-59) ; Concordia, 6° (359-92-84) ; Gaumont-Lumière, 9° (770-84-84) ; Diderot, 12° (331-19-20) ; Montparnasse-Patbé, 14° (328-65-13) ; Gaumont-Convention, 15° (222-42-27) ; Clichy-Patbé, 18° (322-37-11) ; Nord-Cinéma, 10° (878-51-91). L'ANASSIN MUSIEN (F.) : Le Seine, 5° (333-92-46) ; à partir de 15 h. 30. COMMENT YU KONG DEPLAÇA LES MONTAGNES (F.) : Saint-Sébastien, 3° (353-50-91) ; Saint-André-des-Arts, 6° (328-48-18) ; Studio Clichy-Corail, 9° (328-80-25) ; Quintette, 9° (323-35-40). LES CONQUISTADORES (F.) : Cinoche de Saint-Germain, 5° (633-10-82). D'AMOUR ET D'EAU FRAICHE (F.) : Gaumont-Théâtre, 2° (331-33-18) ; Montparnasse, 2° (331-33-18) ; Danton, 6° (328-80-18) ; Marignan, 6° (359-92-84) ; Fauvette, 13° (331-36-86) ; Wapler, 18° (387-30-70) ; jusqu'à 22 h. LES DENTS DE LA MER (A. v.o.) : Ermitage, 8° (359-15-71) ; J. J. Gausmann, 9° (770-47-53) ; Bretagne, 6° (222-57-87) ; Royal-Passy, 18° (327-41-16). DOCTEUR FRANÇOISE GAILLARD (F.) : Parny, 6° (374-65-65). DEUX IMBECILES REVEUX (F.) : Studio de la Concorde, 5° (325-78-70) ; Maseville, 9° (770-72-86). L'ENIGME DE KASPAR HAUSER (A. v.o.) : Studio Galand, 5° (833-72-71). LA FEMME DU DIMANCHE (F.) : v.o. Clichy-Patbé, 18° (322-37-11) ; Normandie, 8° (359-41-18) ; v.o. Cinoche-Opera, 9° (770-41-60) ; Miroir, 14° (222-71-81) ; Napoléon, 17° (380-41-48). LES FLEURS DU MIEL (F.) : Quartier-Latin, 5° (359-94-85) ; Saint-Lazare-Passy, 9° (770-38-38) ; 14-Juillet, 18° (357-90-81). LA FLUTE ENCHANTEE (Sue.) : v.o. Vendôme, 2° (373-97-82). HISTOIRE D'UN PÈRE (F.) : v.o. Haute-Seine, 6° (353-79-38) ; Elysée-Lincoln, 6° (359-38-14) ; Bourse-Hospital, 11° (A. v.o.) : Studio de l'Esprit, 17° (380-19-83). JAMAIS PLUS TOUJOURS (F.) : Biarritz, 9° (722-82-23). JE SUIS PIERRE RIVIERE (F.) : Olympia-Europé, 14° (783-67-42).

SPECTACLES POUR ENFANTS

(Du 28 avril au 4 mai.)

Atelier du Chaudron. Cartoucherie de Vincennes (328-07-83), mer. de 14 h à 18 h. Atelier de masques et marionnettes. Café d'Edgar (328-13-88), mer. 14 h. et 18 h. : sam. 16 h. : 12 h. : état une fois une soirée, mer. 14 h. et 16 h. : sam. 15 h. : 12 h. : Circus parodie. Elysee-Montmartre (304-38-79), mer. 14 h. 30. Grati de son. Nouveau Carré (377-50-97), mer. 14 h. : 12 h. : Mercredi vert. Théâtre de la Cité internationale (328-46-73), mer. 14 h. 30 : 12 h. : 14 h. : 16 h. : 18 h. : 20 h. : 22 h. : 24 h. : 26 h. : 28 h. : 30 h. : 32 h. : 34 h. : 36 h. : 38 h. : 40 h. : 42 h. : 44 h. : 46 h. : 48 h. : 50 h. : 52 h. : 54 h. : 56 h. : 58 h. : 60 h. : 62 h. : 64 h. : 66 h. : 68 h. : 70 h. : 72 h. : 74 h. : 76 h. : 78 h. : 80 h. : 82 h. : 84 h. : 86 h. : 88 h. : 90 h. : 92 h. : 94 h. : 96 h. : 98 h. : 100 h. : 102 h. : 104 h. : 106 h. : 108 h. : 110 h. : 112 h. : 114 h. : 116 h. : 118 h. : 120 h. : 122 h. : 124 h. : 126 h. : 128 h. : 130 h. : 132 h. : 134 h. : 136 h. : 138 h. : 140 h. : 142 h. : 144 h. : 146 h. : 148 h. : 150 h. : 152 h. : 154 h. : 156 h. : 158 h. : 160 h. : 162 h. : 164 h. : 166 h. : 168 h. : 170 h. : 172 h. : 174 h. : 176 h. : 178 h. : 180 h. : 182 h. : 184 h. : 186 h. : 188 h. : 190 h. : 192 h. : 194 h. : 196 h. : 198 h. : 200 h. : 202 h. : 204 h. : 206 h. : 208 h. : 210 h. : 212 h. : 214 h. : 216 h. : 218 h. : 220 h. : 222 h. : 224 h. : 226 h. : 228 h. : 230 h. : 232 h. : 234 h. : 236 h. : 238 h. : 240 h. : 242 h. : 244 h. : 246 h. : 248 h. : 250 h. : 252 h. : 254 h. : 256 h. : 258 h. : 260 h. : 262 h. : 264 h. : 266 h. : 268 h. : 270 h. : 272 h. : 274 h. : 276 h. : 278 h. : 280 h. : 282 h. : 284 h. : 286 h. : 288 h. : 290 h. : 292 h. : 294 h. : 296 h. : 298 h. : 300 h. : 302 h. : 304 h. : 306 h. : 308 h. : 310 h. : 312 h. : 314 h. : 316 h. : 318 h. : 320 h. : 322 h. : 324 h. : 326 h. : 328 h. : 330 h. : 332 h. : 334 h. : 336 h. : 338 h. : 340 h. : 342 h. : 344 h. : 346 h. : 348 h. : 350 h. : 352 h. : 354 h. : 356 h. : 358 h. : 360 h. : 362 h. : 364 h. : 366 h. : 368 h. : 370 h. : 372 h. : 374 h. : 376 h. : 378 h. : 380 h. : 382 h. : 384 h. : 386 h. : 388 h. : 390 h. : 392 h. : 394 h. : 396 h. : 398 h. : 400 h. : 402 h. : 404 h. : 406 h. : 408 h. : 410 h. : 412 h. : 414 h. : 416 h. : 418 h. : 420 h. : 422 h. : 424 h. : 426 h. : 428 h. : 430 h. : 432 h. : 434 h. : 436 h. : 438 h. : 440 h. : 442 h. : 444 h. : 446 h. : 448 h. : 450 h. : 452 h. : 454 h. : 456 h. : 458 h. : 460 h. : 462 h. : 464 h. : 466 h. : 468 h. : 470 h. : 472 h. : 474 h. : 476 h. : 478 h. : 480 h. : 482 h. : 484 h. : 486 h. : 488 h. : 490 h. : 492 h. : 494 h. : 496 h. : 498 h. : 500 h. : 502 h. : 504 h. : 506 h. : 508 h. : 510 h. : 512 h. : 514 h. : 516 h. : 518 h. : 520 h. : 522 h. : 524 h. : 526 h. : 528 h. : 530 h. : 532 h. : 534 h. : 536 h. : 538 h. : 540 h. : 542 h. : 544 h. : 546 h. : 548 h. : 550 h. : 552 h. : 554 h. : 556 h. : 558 h. : 560 h. : 562 h. : 564 h. : 566 h. : 568 h. : 570 h. : 572 h. : 574 h. : 576 h. : 578 h. : 580 h. : 582 h. : 584 h. : 586 h. : 588 h. : 590 h. : 592 h. : 594 h. : 596 h. : 598 h. : 600 h. : 602 h. : 604 h. : 606 h. : 608 h. : 610 h. : 612 h. : 614 h. : 616 h. : 618 h. : 620 h. : 622 h. : 624 h. : 626 h. : 628 h. : 630 h. : 632 h. : 634 h. : 636 h. : 638 h. : 640 h. : 642 h. : 644 h. : 646 h. : 648 h. : 650 h. : 652 h. : 654 h. : 656 h. : 658 h. : 660 h. : 662 h. : 664 h. : 666 h. : 668 h. : 670 h. : 672 h. : 674 h. : 676 h. : 678 h. : 680 h. : 682 h. : 684 h. : 686 h. : 688 h. : 690 h. : 692 h. : 694 h. : 696 h. : 698 h. : 700 h. : 702 h. : 704 h. : 706 h. : 708 h. : 710 h. : 712 h. : 714 h. : 716 h. : 718 h. : 720 h. : 722 h. : 724 h. : 726 h. : 728 h. : 730 h. : 732 h. : 734 h. : 736 h. : 738 h. : 740 h. : 742 h. : 744 h. : 746 h. : 748 h. : 750 h. : 752 h. : 754 h. : 756 h. : 758 h. : 760 h. : 762 h. : 764 h. : 766 h. : 768 h. : 770 h. : 772 h. : 774 h. : 776 h. : 778 h. : 780 h. : 782 h. : 784 h. : 786 h. : 788 h. : 790 h. : 792 h. : 794 h. : 796 h. : 798 h. : 800 h. : 802 h. : 804 h. : 806 h. : 808 h. : 810 h. : 812 h. : 814 h. : 816 h. : 818 h. : 820 h. : 822 h. : 824 h. : 826 h. : 828 h. : 830 h. : 832 h. : 834 h. : 836 h. : 838 h. : 840 h. : 842 h. : 844 h. : 846 h. : 848 h. : 850 h. : 852 h. : 854 h. : 856 h. : 858 h. : 860 h. : 862 h. : 864 h. : 866 h. : 868 h. : 870 h. : 872 h. : 874 h. : 876 h. : 878 h. : 880 h. : 882 h. : 884 h. : 886 h. : 888 h. : 890 h. : 892 h. : 894 h. : 896 h. : 898 h. : 900 h. : 902 h. : 904 h. : 906 h. : 908 h. : 910 h. : 912 h. : 914 h. : 916 h. : 918 h. : 920 h. : 922 h. : 924 h. : 926 h. : 928 h. : 930 h. : 932 h. : 934 h. : 936 h. : 938 h. : 940 h. : 942 h. : 944 h. : 946 h. : 948 h. : 950 h. : 952 h. : 954 h. : 956 h. : 958 h. : 960 h. : 962 h. : 964 h. : 966 h. : 968 h. : 970 h. : 972 h. : 974 h. : 976 h. : 978 h. : 980 h. : 982 h. : 984 h. : 986 h. : 988 h. : 990 h. : 992 h. : 994 h. : 996 h. : 998 h. : 1000 h. : 1002 h. : 1004 h. : 1006 h. : 1008 h. : 1010 h. : 1012 h. : 1014 h. : 1016 h. : 1018 h. : 1020 h. : 1022 h. : 1024 h. : 1026 h. : 1028 h. : 1030 h. : 1032 h. : 1034 h. : 1036 h. : 1038 h. : 1040 h. : 1042 h. : 1044 h. : 1046 h. : 1048 h. : 1050 h. : 1052 h. : 1054 h. : 1056 h. : 1058 h. : 1060 h. : 1062 h. : 1064 h. : 1066 h. : 1068 h. : 1070 h. : 1072 h. : 1074 h. : 1076 h. : 1078 h. : 1080 h. : 1082 h. : 1084 h. : 1086 h. : 1088 h. : 1090 h. : 1092 h. : 1094 h. : 1096 h. : 1098 h. : 1100 h. : 1102 h. : 1104 h. : 1106 h. : 1108 h. : 1110 h. : 1112 h. : 1114 h. : 1116 h. : 1118 h. : 1120 h. : 1122 h. : 1124 h. : 1126 h. : 1128 h. : 1130 h. : 1132 h. : 1134 h. : 1136 h. : 1138 h. : 1140 h. : 1142 h. : 1144 h. : 1146 h. : 1148 h. : 1150 h. : 1152 h. : 1154 h. : 1156 h. : 1158 h. : 1160 h. : 1162 h. : 1164 h. : 1166 h. : 1168 h. : 1170 h. : 1172 h. : 1174 h. : 1176 h. : 1178 h. : 1180 h. : 1182 h. : 1184 h. : 1186 h. : 1188 h. : 1190 h. : 1192 h. : 1194 h. : 1196 h. : 1198 h. : 1200 h. : 1202 h. : 1204 h. : 1206 h. : 1208 h. : 1210 h. : 1212 h. : 1214 h. : 1216 h. : 1218 h. : 1220 h. : 1222 h. : 1224 h. : 1226 h. : 1228 h. : 1230 h. : 1232 h. : 1234 h. : 1236 h. : 1238 h. : 1240 h. : 1242 h. : 1244 h. : 1246 h. : 1248 h. : 1250 h. : 1252 h. : 1254 h. : 1256 h. : 1258 h. : 1260 h. : 1262 h. : 1264 h. : 1266 h. : 1268 h. : 1270 h. : 1272 h. : 1274 h. : 1276 h. : 1278 h. : 1280 h. : 1282 h. : 1284 h. : 1286 h. : 1288 h. : 1290 h. : 1292 h. : 1294 h. : 1296 h. : 1298 h. : 1300 h. : 1302 h. : 1304 h. : 1306 h. : 1308 h. : 1310 h. : 1312 h. : 1314 h. : 1316 h. : 1318 h. : 1320 h. : 1322 h. : 1324 h. : 1326 h. : 1328 h. : 1330 h. : 1332 h. : 1334 h. : 1336 h. : 1338 h. : 1340 h. : 1342 h. : 1344 h. : 1346 h. : 1348 h. : 1350 h. : 1352 h. : 1354 h. : 1356 h. : 1358 h. : 1360 h. : 1362 h. : 1364 h. : 1366 h. : 1368 h. : 1370 h. : 1372 h. : 1374 h. : 1376 h. : 1378 h. : 1380 h. : 1382 h. : 1384 h. : 1386 h. : 1388 h. : 1390 h. : 1392 h. : 1394 h. : 1396 h. : 1398 h. : 1400 h. : 1402 h. : 1404 h. : 1406 h. : 1408 h. : 1410 h. : 1412 h. : 1414 h. : 1416 h. : 1418 h. : 1420 h. : 1422 h. : 1424 h. : 1426 h. : 1428 h. : 1430 h. : 1432 h. : 1434 h. : 1436 h. : 1438 h. : 1440 h. : 1442 h. : 1444 h. : 1446 h. : 1448 h. : 1450 h. : 1452 h. : 1454 h. : 1456 h. : 1458 h. : 1460 h. : 1462 h. : 1464 h. : 1466 h. : 1468 h. : 1470 h. : 1472 h. : 1474 h. : 1476 h. : 1478 h. : 1480 h. : 1482 h. : 1484 h. : 1486 h. : 1488 h. : 1490 h. : 1492 h. : 1494 h. : 1496 h. : 1498 h. : 1500 h. : 1502 h. : 1504 h. : 1506 h. : 1508 h. : 1510 h. : 1512 h. : 1514 h. : 1516 h. : 1518 h. : 1520 h. : 1522 h. : 1524 h. : 1526 h. : 1528 h. : 1530 h. : 1532 h. : 1534 h. : 1536 h. : 1538 h. : 1540 h. : 1542 h. : 1544 h. : 1546 h. : 1548 h. : 1550 h. : 1552 h. : 1554 h. : 1556 h. : 1558 h. : 1560 h. : 1562 h. : 1564 h. : 1566 h. : 1568 h. : 1570 h. : 1572 h. : 1574 h. : 1576 h. : 1578 h. : 1580 h. : 1582 h. : 1584 h. : 1586 h. : 1588 h. : 1590 h. : 1592 h. : 1594 h. : 1596 h. : 1598 h. : 1600 h. : 1602 h. : 1604 h. : 1606 h. : 1608 h. : 1610 h. : 1612 h. : 1614 h. : 1616 h. : 1618 h. : 1620 h. : 1622 h. : 1624 h. : 1626 h. : 1628 h. : 1630 h. : 1632 h. : 1634 h. : 1636 h. : 1638 h. : 1640 h. : 1642 h. : 1644 h. : 1646 h. : 1648 h. : 1650 h. : 1652 h. : 1654 h. : 1656 h. : 1658 h. : 1660 h. : 1662 h. : 1664 h. : 1666 h. : 1668 h. : 1670 h. : 1672 h. : 1674 h. : 1676 h. : 1678 h. : 1680 h. : 1682 h. : 1684 h. : 1686 h. : 1688 h. : 1690 h. : 1692 h. : 1694 h. : 1696 h. : 1698 h. : 1700 h. : 1702 h. : 1704 h. : 1706 h. : 1708 h. : 1710 h. : 1712 h. : 1714 h. : 1716 h. : 1718 h. : 1720 h. : 1722 h. : 1724 h. : 1726 h. : 1728 h. : 1730 h. : 1732 h. : 1734 h. : 1736 h. : 1738 h. : 1740 h. : 1742 h. : 1744 h. : 1746 h. : 1748 h. : 1750 h. : 1752 h. : 1754 h. : 1756 h. : 1758 h. : 1760 h. : 1762 h. : 1764 h. : 1766 h. : 1768 h. : 1770 h. : 1772 h. : 1774 h. : 1776 h. : 1778 h. : 1780 h. : 1782 h. : 1784 h. : 1786 h. : 1788 h. : 1790 h. : 1792 h. : 1794 h. : 1796 h. : 1798 h. : 1800 h. : 1802 h. : 1804 h. : 1806 h. : 1808 h. : 1810 h. : 1812 h. : 1814 h. : 1816 h. : 1818 h. : 1820 h. : 1822 h. : 1824 h. : 1826 h. : 1828 h. : 1830 h. : 1832 h. : 1834 h. : 1836 h. : 1838 h. : 1840 h. : 1842 h. : 1844 h. : 1846 h. : 1848 h. : 1850 h. : 1852 h. : 1854 h. : 1856 h. : 1858 h. : 1860 h. : 1862 h. : 1864 h. : 1866 h. : 1868 h. : 1870 h. : 1872 h. : 1874 h. : 1876 h. : 1878 h. : 1880 h. : 1882 h. : 1884 h. : 1886 h. : 1888 h. : 1890 h. : 1892 h. : 1894 h. : 1896 h. : 1898 h. : 1900 h. : 1902 h. : 1904 h. : 1906 h. : 1908 h. : 1910 h. : 1912 h. : 1914 h. : 1916 h. : 1918 h. : 1920 h. : 1922 h. : 1924 h. : 1926 h. : 1928 h. : 1930 h. : 1932 h. : 1934 h. : 1936 h. : 1938 h. : 1940 h. : 1942 h. : 1944 h. : 1946 h. : 1948 h. : 1950 h. : 1952 h. : 1954 h. : 1956 h. : 1958 h. : 1960 h. : 1962 h. : 1964 h. : 1966 h. : 1968 h. : 1970 h. : 1972 h. : 1974 h. : 1976 h. : 1978 h. : 1980 h. : 1982 h. : 1984 h. : 1986 h. : 1988 h. : 1990 h. : 1992 h. : 1994 h. : 1996 h. : 1998 h. : 2000 h. : 2002 h. : 2004 h. : 2006 h. : 2008 h. : 2010 h. : 2012 h. : 2014 h. : 2016 h. : 2018 h. : 2020 h. : 2022 h. : 2024 h. : 2026 h. : 2028 h. : 2030 h. : 2032 h. : 2034 h. : 2036 h. : 2038 h. : 2040 h. : 2042 h. : 2044 h. : 2046 h. : 2048 h. : 2050 h. : 2052 h. : 2054 h. : 2056 h. : 2058 h. : 2060 h. : 2062 h. : 2064 h. : 2066 h. : 2068 h. : 2070 h. : 2072 h. : 2074 h. : 2076 h. : 2078 h. : 2080 h. : 2082 h. : 2084 h. : 2086 h. : 2088 h. : 2090 h. : 2092 h. : 2094 h. : 2096 h. : 2098 h. : 2100 h. : 2102 h. : 2104 h. : 2106 h. : 2108 h. : 2110 h. : 2112 h. : 2114 h. : 2116 h. : 2118 h. : 2120 h. : 2122 h. : 2124 h. : 2126 h. : 2128 h. : 2130 h. : 2132 h. : 2134 h. : 2136 h. : 2138 h. : 2140 h. : 2142 h. : 2144 h. : 2146 h. : 2148 h. : 2150 h. : 2152 h. : 2154 h. : 2156 h. : 2158 h. : 2160 h. : 2162 h. : 2164 h. : 2166 h. : 2168 h. : 2170 h. : 2172 h. : 2174 h. : 2176 h. : 2178 h. : 2180 h. : 2182 h. : 2184 h. : 2186 h. : 2188 h. : 2190 h. : 2192 h. : 2194 h. : 2196 h. : 2198 h. : 2200 h. : 2202 h. : 2204 h. : 2206 h. : 2208 h. : 2210 h. : 2212 h. : 2214 h. : 2216 h. : 2218 h. : 2220 h. : 2222 h. : 2224 h. : 2226 h. : 2228 h. : 2230 h. : 2232 h. : 2234 h. : 2236 h. : 2238 h. : 2240 h. : 2242 h. : 2244 h. : 2246 h. : 2248 h. : 2250 h. : 2252 h. : 2254 h. : 2256 h. : 2258 h. : 2260 h. : 2262 h. : 2264 h. : 2266 h. : 2268 h. : 2270 h. : 2272 h. : 2274 h. : 2276 h. : 2278 h. : 2280 h. : 2282 h. : 2284 h. : 2286 h. : 2288 h. : 2290 h. : 2292 h. : 2294 h. : 2296 h. : 2298 h. : 2300 h. : 2302 h. : 2304 h. : 2306 h. : 2308 h. : 2310 h. : 2312 h. : 2314 h. : 2316 h. : 2318 h. : 2320 h. : 2322 h. : 2324 h. : 2326 h. : 2328 h. : 2330 h. : 2332 h. : 2334 h. : 2336 h. : 2338 h. : 2340 h. : 2342 h. : 2344 h. : 2346 h. : 2348 h. : 2350 h. : 2352 h. : 2354 h. : 2356 h. : 2358 h. : 2360 h. : 2362 h. : 2364 h. : 2366 h. : 2368 h. : 2370 h. : 2372 h. : 2374 h. : 2376 h. : 2378 h. : 2380 h. : 2382 h. : 2384 h. : 2386 h. : 2388 h. : 2390 h. : 2392 h. : 2394 h. : 2396 h. : 2398 h. : 2400 h. : 2402 h. : 2404 h. : 2406 h. : 2408 h. : 2410 h. : 2412 h. : 2414 h. : 2416 h. : 2418 h. : 2420 h. : 2422 h. : 2424 h. : 2426 h. : 2428 h. : 2430 h. : 2432 h. : 2434 h. : 2436 h. : 2438 h. : 2440 h. : 2442 h. : 2444 h. : 2446 h. : 2448 h. : 2450 h. : 2452 h. : 2454 h. : 2456 h. : 2458 h. : 2460 h. : 2462 h. : 2464 h. : 2466 h. : 2468 h. : 2470 h. : 2472 h. : 2474 h. : 2476 h. : 2478 h. : 2480 h. : 2482 h. : 2484 h. : 2486 h. : 2488 h. : 2490 h. : 2492 h. : 2494 h. : 2496 h. : 2498 h. : 2500 h. : 2502 h. : 2504 h. : 2506 h. : 2508 h. : 2510 h. : 2512 h. : 2514 h. : 2516 h. : 2518 h. : 2520 h. : 2522 h. : 2524 h. : 2526 h. : 2528 h. : 2530 h. : 2532 h. : 2534 h. : 2536 h. : 2538 h. : 2540 h. : 2542 h. : 2544 h. : 2546 h. : 2548 h. : 2550 h. : 2552 h. : 2554 h. : 2556 h. : 2558 h. : 2560 h. : 2562 h. : 2564 h. : 2566 h. : 2568 h. : 2570 h. : 2572 h. : 2574 h. : 2576 h. : 2578 h. : 2580 h. : 2582 h. : 2584 h. : 2586 h. : 2588 h. : 2590 h. : 2592 h. : 2594 h. : 2596 h. : 2598 h. : 2600 h. : 2602 h. : 2604 h. : 2606 h. : 2608 h. : 2610 h. : 2612 h. : 2614 h. : 2616 h. : 2618 h. : 2620 h. : 2622 h. : 2624 h. : 2626 h. : 2628 h. : 2630 h. : 2632 h. : 2634 h. : 2636 h. : 2638 h. : 2640 h. : 2642 h. : 2644 h. : 2646 h. : 2648 h. : 2650 h. : 2652 h. : 2654 h. : 2656 h. : 2658 h. : 2660 h. : 2662 h. : 2664 h. : 2666 h. : 2668 h. : 2670 h. : 2672 h. : 2674 h. : 2676 h. : 2678 h. : 2680 h. : 2682 h. : 2684 h. : 2686

MERCREDI

REX VO ERMITAGE VO NAPOLEON VF BRETAGNE VF
DANTON VO UGC Gobelins VF MISTRAL VF MAGIC CONVENTION VF

**QU'EST-IL VRAIMENT ARRIVÉ
AU
HINDENBURG?**

Sur 97 passagers,
huit avaient
une raison
de le saboter.
Un seul
avait un plan.

George C. Scott
L'ODYSSÉE DU
"Hindenburg"

Anne Bancroft

VERSAILLES-CYRANO RUEIL-STUDIO VILLENEUVE-ARTEL LE PERREUX-PALAIS DU PARC PANTIN-CARREFOUR
ENGHIEN-HOLLYWOOD GARGES-LES-GONNESSE-DAME BLANCHE AULNAY-PARINORD ORSAY-ULIS

MERCREDI

UGC BIARRITZ v.o. - UGC ODÉON en v.o. et en v.f. - UGC Gobelins
- RICHELIEU - MONTMARNASSE 83 - VICHY PATHE - 3 MURATS
- LES NATIONS - PARLY 2 - CARREFOUR Pantin - GAMMA ARGENTEUIL
- ARTEL Nogent - ARTEL Villeneuve-Saint-Georges - MELIES Montreuil -
PARINORD Aulnay - ULIS 2 Orsay

Robert MITCHUM • Charlotte RAMPLING

Adieu ma Jolie

le Chef-d'œuvre
de **RAYMOND CHANDLER**

un joyau
du cinéma
policier

TELEGRAMA • ALAIN REMOND

ELLIOTT KASTNER présente
UN FILM DE DICK RICHARDS
avec ROBERT MITCHUM • CHARLOTTE RAMPLING
et ANTHONY ZERBE • HARRY DEAN STANTON
Producteur associé ELLIOTT KASTNER • JERRY BICK • Producteur GEORGE PAPPAS
Scénario de DAVID ZISAG GOODMAN • D'après la roman de RAYMOND CHANDLER
Montage de DAVID SHIRE • MUSIC PRODUCTION
Distribué par **Snuf**

JOHN IRELAND • SYLVIA MILES
et JERRY BRUCKHEIMER
et FAREWELL MY LOVELY

ARTS ET SPECTACLES

Expositions

TAPISSERIES DE CALDER

Certaines organisations leur angloises. Calder organise des expositions heureuses. Il aime bien apparaître, mais avec lui on ne sait jamais, les équilibres que réclame la tapisserie.

En tout cas, depuis les années 60, on voit poindre avec plaisir, ici ou là (Rennes 1962, New-York 1971, Paris, galerie Verrière, 1976) ses compositions naïves, drues, bien rythmées, toniques et gaies. Tous les sujets de la famille optimiste traitent bien pour parler des tapisseries de Calder.

Une vingtaine de petits formats — deux seulement sont moyens, l'un Rink et Rasoir ou Avion, mais ils sont dans un couloir et on ne les voit qu'à travers une longue vitrine — sont réunis dans une longue salle d'Artcurial. Ils éclairent, aidés de la plus brillante sculpture de Giacometti, Commedia dell'arte, une ambiance de luxe noir meublée de palmiers rares. Les couleurs tranches et les formes décidées tissées par Rink compensent à un codage réconfortant. Au beau fixe, il se passe pourtant quelque chose dans ces groupements de spirales, d'étoiles ou de trajectoires arrêtées. Immobilisées dans leur mouvement comme une vue sur des constellations. A moins que ce ne soit sur l'intérieur de l'âme, où des couches de traits, des points de pyramide, des noyaux ou des sortes de cils sensibles circulent sans avoir l'air de rien. Calder, qui les prend au sérieux sans avoir l'air de rien, les nomme distraitement Mes oignons ou Disques de gramophone. Mais finalement tout cela n'a pas du tout l'air de rien.

Il suffit pour s'en convaincre, en dépassant l'agrément de la joyeuse rencontre et le facile point de vue de l'humour, de comparer, par exemple, les trois panneaux sur le thème des pyramides.

On remarquera quels justes rapports sont respectés méticuleusement entre les formats et le graphisme. Tout est passé : le nombre de rayures noires en haut, la direction des points, le fait que le rectangle à remplir est vertical ou horizontal. Enfin, c'est le « remplissage » — s'avent de la surface tel que l'a toujours ressenti la tapisserie.

Même l'indifférence au sujet n'est pas nouvelle dans un genre où l'on passe de l'histoire d'Hercule aux grotesques.

Mais on pense plutôt bien sûr, dans le cas de Calder, aux réussites de Matisse. L'un continuait ses papiers collés, l'autre ses mobiles. L'un rejoignait le calme des mers du Sud, l'autre met à plat les facilités aériennes bleues, rouges et jaunes (jamais vert) de ses plaquettes d'acier aileurs suspendues.

Calder sait garder dans la laine l'élan stoppé des machines ou quelque chose des tourbillons invisibles du ciel nocturne de la Touraine.

PAULE-MARIE GRAND.

* 9, avenue Matignon. Prolongé jusqu'à fin mai.

Chanson

CHEIKH IMAM RETENU EN ÉGYPTE

Le chanteur égyptien Cheikh Imam et le poète Fouad Negm, connus pour leurs idées politiques de gauche, et qui étaient arrivés à Paris cette semaine pour une série de récitals (1), ont été empêchés, samedi 24 avril, de quitter Le Caire. La police de l'aéroport leur a signifié qu'ils n'avaient pas le droit de partir à l'étranger. Selon les organisateurs de la tournée, ils sont restés à l'air en règle avec les autorités de leur pays ; passeport valide avec visa d'entrée en France, et des déclarations d'auto-rites.

Il ne devrait peut-être pas être si difficile avec certains artistes qui ont écrit mal que la chanson arabe politisée voyage.

TAHAR BEN JELLOUN.

(1) Le Monde, daté 4-5 mars 1976, avait publié un portrait de Cheikh Imam et de Fouad Negm.

M. le planiste Arthur Robinstein, qui vient d'être élu à la présidence de la liberté aux États-Unis (le Monde du 8 avril), a reçu le titre de docteur « honoris causa » de l'Institut des sciences Weizmann, de Tel-Aviv, pour sa contribution à la culture humaine.

CULTURE

Le « Ça » sauvage

(Suite de la première page.)

L'exigence et l'expérience sont sans cesse alliées. Et tout d'abord dans une cellule de Montmartre qui est, par le hasard ironique de la résidence, celle du Bateau-Lavoir. Et, à un autre niveau, la compagnie des intellectuels déjà prestigieux, dont Henri Lefebvre à la gloire éclatante, et de ceux de la génération montante : Duras, Assolins, Morin, Roy. Puis viennent le doute et une fois de plus l'événement, la révélation du stalinisme comme exaspération du « grand système ». C'est la sortie sans éclat, sur la pointe des pieds, Duvignaud devient un « terroriste détroqué », un enfant perdu des révolutions que la France rate obstinément depuis la Commune.

Après la grande adhésion, la grande révolte. Elle a pour lieu une revue fondée à cette fin, et dont Francis Ponge a suggéré le titre : Arguments. Morin en a la responsabilité, et nombre de ceux qui aujourd'hui importent l'ont fréquentée et lui ont donné leur collaboration.

en somme, une fusion presque rapportée en termes amoureux. Une camaraderie quelque temps vécue dans une cellule de Montmartre qui est, par le hasard ironique de la résidence, celle du Bateau-Lavoir. Et, à un autre niveau, la compagnie des intellectuels déjà prestigieux, dont Henri Lefebvre à la gloire éclatante, et de ceux de la génération montante : Duras, Assolins, Morin, Roy. Puis viennent le doute et une fois de plus l'événement, la révélation du stalinisme comme exaspération du « grand système ». C'est la sortie sans éclat, sur la pointe des pieds, Duvignaud devient un « terroriste détroqué », un enfant perdu des révolutions que la France rate obstinément depuis la Commune.

Après la grande adhésion, la grande révolte. Elle a pour lieu une revue fondée à cette fin, et dont Francis Ponge a suggéré le titre : Arguments. Morin en a la responsabilité, et nombre de ceux qui aujourd'hui importent l'ont fréquentée et lui ont donné leur collaboration.

Nombre d'idées neuves y ont poussé. Il se mêle à un combat contre les idéologies par agression des faits eux-mêmes, et de la critique qu'ils font constamment naître. Duvignaud est actif, omniprésent, impatient de sortir du « ghetto des intellectuels ». Il en appelle à la vie et au désir. A la relation troublante entre l'Eros et la parole, entre la sexualité et la pensée c'est la leçon d'Abélard, qui paraît cher pour l'avoir donnée. A la fiction qui est révélatrice de la vie, et devient chez Duvignaud passion du théâtre, jusqu'au point d'accuser sa ressemblance avec Jean Vilar.

C'est 1960, et déjà Paris rabâche. L'occasion d'un poste d'enseignement à Tunis permet le départ. Le troisième mouvement s'intitule : « Le grand large ». Jean Duvignaud a consacré à la Tunisie les pages les plus éclatantes de son livre. La guerre, celle du voisin, est encore là, par émissaires et médiateurs ; mais le pays est aussi là, tout ouvert à l'expérience personnelle. C'est à Sidi-Bou-Saïd, où se dresse la promesse du bonheur. Et plus encore le Sud, notamment le village de Chebika, établi dans une montagne austère, sous la protection de son saint, gardien incapable d'arrêter le changement. Duvignaud y découvre, dans l'enquête et la participation, la force d'une sociologie concrète. Une figure symbolise cette rencontre, celle d'une femme : Rima, l'orpheline marginalisée pour cette raison et devenue ainsi le ferment de sa propre communauté. Un beau livre et un film émouvant, les Remparts d'argile, ont fixé cette expérience décisive.

Ces cheminement, et ceux qui ont suivi à travers l'histoire récente, dont mai 1968, et d'autres territoires du dépassement, dont le Brésil, ont permis à Duvignaud de formuler son idée de la société. Et de notre temps. Il trouve en celui-ci les raisons d'une certaine allégresse, parce qu'il secoue les institutions immobilisées, perturbe les intellectuels « devenus des fonctionnaires de l'intelligence », dépouille l'état des habits qu'il avait pris sur Dieu mort et revêtu. Quant à la société, elle n'est pas vue sous l'aspect des pouvoirs, des codes et des routines, mais sous celui de l'effervescence et de la création. D'une certaine manière, elle est un théâtre où des pièces inédites peuvent être imaginées et jouées. Rien n'est réglé, le monde restera à jamais inachevé.

Il faut lire ce récit de Duvignaud, il est la fresque d'une époque et le miroir magique où se reconstruit l'image d'un « moi dispersé ». Celui d'un homme qui s'est voulu « le vicar de l'Abolition » et n'a pu, pas plus que quiconque, en recevoir seulement la monnaie. Celui d'un créateur qui a voulu remanier le discours et la vie. Mettant en cette entreprise sans fin une sorte de fougue violente, en jetant de temps à autre un regard du côté du « célibataire moustachu », Friedrich Nietzsche. Ainsi, Jean Duvignaud trace-t-il ses avenues de solitude, celles où il est « le chat qui s'en va tout seul ».

GEORGES BALANDIER.

* Jean Duvignaud, Le Ça sauvage ; Stock, 284 p., 40 F.

DEUX DISPARITIONS

Le cinéaste britannique Carol Reed

Le cinéaste britannique Sir Carol Reed est mort à Londres dans la nuit de dimanche à lundi. Il était âgé de soixante-neuf ans. Anobli pour services rendus au cinéma britannique, son nom évoque le titre d'un film mondialement célèbre : « Le Troisième Homme ».

C'était en 1949. Dans une Vienna meurtrie, ébranlée en quatre zones d'occupation, en proie à la faim et à la misère, Joseph Cotten, écrivain canadien, recherché des braves d'un ami mort et le retrouvant, bien vivant, dans la peau d'un forban magistralement incarné par Orson Welles. A travers cette aventure policière tendue de métaphysique (l'auteur en était Graham Greene) apparaissait le désenchantement des adultes du temps de la « guerre froide ». Le style post-expressionniste (on n'a pas oublié la rencontre sur la grande roue du Prater et la poursuite dans les égouts) et le thème musical lancinant joué sur la cithare d'Anton Karas valurent au Troisième Homme, Grand Prix du Festival de Cannes 1949, un immense succès.

Né à Londres, le 30 décembre 1906, Carol Reed est acteur de théâtre et de cinéma, devient, en 1932, l'assistant du réalisateur Basil Dean et débute lui-même dans la réalisation, en 1936.

La célébrité hors d'Angleterre vient à Carol Reed en 1947 avec Ebbi Heures de succès. Ce film noir et étonnant — l'ouverture d'un révolutionnaire irlandais traqué par la police dans les rues humides de Belfast — se rattache esthétiquement au « réalisme poétique » de Marcel Carné. Première Désillusion (1948), amère et délicate étude psychologique de l'enfance (d'après Graham Greene), les espoirs mis en lui avant le coup d'état du Troisième Homme.

Après cette trilogie, Carol Reed est lancé dans une carrière internationale. Remarquable technique, créateur d'atmosphères, il ne sera jamais, pourtant, un « auteur » malgré la prédilection qu'il montre pour les héros solitaires et menacés. Le Bannal des

les (1952) est une adaptation assez grandiose d'un roman de Conrad, l'Homme de Berlin (1953) reprend, dans le décor de Berlin partagé en deux zones antagonistes, l'histoire du Troisième Homme, réduit à des clichés.

Après un court film aux résonances dickensiennes, l'Enfant et la Licorne (1956), Carol Reed devient un spécialiste des super-productions à vedettes : Trapeze, la Clé, l'Extase et l'Agonie, Oliver (comédie musicale à grand spectacle d'après Olivier Turi), n'échappent à sa gloire désormais entassée qu'avec une comédie humoristique Notre agent à La Havane (1959), inspirée d'un roman de Graham Greene, décidément son auteur-fétiche.

JACQUES SICLIER.

L'écrivain suisse Jacques Chenevière

L'écrivain suisse Jacques Chenevière est mort jeudi dernier 22 avril 1976, à Genève, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

(Né en avril 1886 à Paris, où il fit ses études, Jacques Chenevière appartenait à cette génération des écrivains suisses qui devaient leur formation à une réaction intellectuelle : celle de Ramuz, de Tzara, de Pourcellet.)

Lui-même poète et romancier, il avait publié, entre autres, des recueils de poèmes : les Souffles, la Chanson et le Jardin, et des romans où, après la curiosité des cas exceptionnels : l'île déserte et l'absence de la chimère, il avait préféré équilibrer les conflits entre les êtres, à petites touches impressionnistes : les Messagers invisibles, Cinq fois, son cœur et, surtout, les Captives.

Il avait reçu le Grand Prix du rayonnement français, décerné par l'Académie française, pour l'ensemble de son œuvre.

صلى الله عليه وسلم

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Secrétariat d'Etat
au Plan

Commissariat National
à l'Informatique

Centre d'études et de recherches en informatique

Etablissement de Formation des Informaticiens
(Programmeurs, Analystes, Ingénieurs)

RECRUTE DES ENSEIGNANTS

- En Technologie des Ordinateurs.
- En maintenance des Ordinateurs (formation Inspecteur de maintenance).
- En Théorie des Langages et Compilation.
- En Système, pour l'enseignement.
 - des concepts généraux des systèmes d'exploitation ;
 - des techniques de mise en œuvre d'un système (SIRIS 7 de préférence) ;
 - de l'Assembleur (du 10070 de préférence).
- En Transmissions de données, Télétraitement et Réseaux.
- En Informatique appliquée à la gestion, pour l'enseignement :
 - des langages évolués (COBOL, PL/1, FORTRAN) ;
 - des Méthodologies d'Analyse et de Programmation (notamment L.C.P., L.C.S., CORIG) ;
 - des Fichiers et des bases de données.
- En Mathématiques.
- En Organisation et Méthodes (Structures, Circuits et Imprimés Administratifs).

Les candidats doivent avoir des titres suffisants (Doctorat de 3^e Cycle ou Diplôme d'Ingénieur d'une Grande Ecole, ou moins), une expérience pratique dans leur spécialité et avoir déjà enseigné. Ils auront des activités d'enseignement et de recherche, et participeront à l'encadrement des élèves dans des projets réels en entreprise.

Les postes offerts seront libres à la rentrée d'octobre 1976.

Les candidats (toutes nationalités, mais parlant français) peuvent être recrutés soit dans le cadre de la Coopération Technique Inter-gouvernementale, soit sous contrat de droit commun.

Les candidatures doivent être adressées au

Joindre un C.V. détaillé et toutes pièces justificatives des titres et de la qualification.

C.E.R.I.
Oued-Smar - ALGER.

MINES MÉTALLIQUES

en AFRIQUE NOIRE francophone, dont le programme d'exploitation prévoit un doublement des productions (7 millions de tonnes en 1975), recherche un

CHEF DIVISION DÉCOUVERTE

chargé de la mise au jour des couches minérales et du mouvement des stériles. Cette responsabilité convient à :

INGÉN. MINES, A.M. (G.C.), T.P., ...

ayant une expérience de 3 à 5 ans en chantiers de gros terrassements.

Situation assortie des avantages et garanties « expatriés ». Scolarisation des enfants jusqu'à 3^e.

Ecrire avec C.V. explicite et réf. DÉCOUVERTE.

CETAGER
30, AVENUE AMIRAL LEMOINE 92100 MARY LE BOIS

HONEYWELL BULL.
recherche, pour sa filiale du MAROC à CASABLANCA un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

chargé de l'assistance technique auprès de sa clientèle.

- Il participera à des actions d'avant-vente dans un réseau commercial en pleine expansion.
- Il devra avoir acquis une réelle compétence des dépannages et applications sur matériel XPS 6/8 et avoir une bonne connaissance du système.
- De nationalité Française ou Marocaine, il sera embauché sous contrat local.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 16 M à ACLES 1 F 107.

HONEYWELL BULL. - 81-83, rue d'Artois - 75008 Paris Cedex 20

acles

ALLIBERT

recherche

LE RESPONSABLE DE FABRICATION

de son usine

d'ABIDJAN

Dans les techniques :

- d'injection,
- d'extrusion,
- de soufflage,
- de thermo-formage

des matières plastiques.

CE POSTE CONVIENT A :

Ingénieur A.M. ou haut-polytechnicien en BTS matières plastiques. Ayant quelques années d'expérience dans l'une ou plusieurs de ces techniques. Expérience africaine souhaitée.

Les candidatures avec C.V. sont à adresser à :

Direction Personnel ALLIBERT EXPLOITATION, B.P. 184, Centre de tel. 38042 GRENOBLE CEDEX.

alta

FILIALE SONATRACH

RECRUTE D'URGENCE

DIRECTEUR DE CHANTIER

(Ingénieur spécialiste de montage unités pétro-chimiques)

RESPONSABLE TUYAUTERIE

(Ingénieur en piping)

Ecrire :

114, rue de Tripoli
HUSSEIN-DEY - ALGER

TRES IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL recherche pour le secteur Océan Indien et Afrique CENTRALE de l'une de ses divisions à succursales multiples

ANIMATEUR DE GESTION

- le candidat choisi, âgé de 30 ans minimum, sera diplômé D.E.C.S. ou équivalent, aura le sens et le goût de la formation, l'expérience des comptables de sociétés et de la fiscalité ;
- des connaissances en informatique seraient appréciées ;
- résidence à Tananarive, avec déplacements dans le secteur d'affectation.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous réf. 3225 à P. LICHIAUX S.A., 30, rue de Louvois, 75002 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Recherchons

INGÉNIEURS OU TECHNICIENS SUPÉRIEURS

- Coordonnateurs de travaux plate-forme off-shore
- Charpentiers
- Chaudriers
- Lieu de travail : HOLLANDE.

Adresser, avec C.V., photo et prétentions : G.A.T. - 54, rue de Richelieu, PARIS-1^{er}, TEL. : 873-83-20 - 266-48-77 - 742-53-52.

Pullman Kellogg

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ENGINEERING AMÉRICAINE

recherche pour réalisation d'un important projet de liquéfaction de gaz naturel en Algérie plusieurs

ingénieurs, cadres et techniciens

francophones ayant une parfaite connaissance de l'anglais et une expérience confirmée dans les domaines suivants :

- Etudes de procédés
 - Coordination de projets
 - Génie civil et montage d'installations
 - Achats, inspection, relance, expédition, transport, dédouanement, relations avec les sociétés nationales Algériennes.
- Les candidats retenus seront appelés à s'installer aux U.S.A. (Houston) et/ou en Algérie pour toute la durée de réalisation du projet. Les candidats intéressés par ces postes sont invités à adresser leur curriculum vitae avec photo et rémunération souhaitée à l'attention du Directeur du Personnel - KELLOGG France - 28, rue Bayard 75008 Paris, qui transmettra. Discretion assurée.

Très Important Groupe Français recherche pour le

NIGERIA

CHEF COMPTABLE

Il aura la pleine responsabilité comptable d'une unité industrielle située à KADUNA. Ce poste convient à un cadre de formation supérieure, ayant eu des responsabilités comptables pendant au moins 5 à 10 ans.

Anglais courant impératif. Poste à tenir plusieurs années au NIGERIA puis évolution au sein du Groupe en France ou à l'Étranger.

Nombréux avantages matériels.

Adresser C.V. et prétentions sous N° 4295 à PARFRANCE P.A.

4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

URGENT
Importante Société de Travaux Publics recherche pour son chantier situé à 400 km de Lagos (Nigeria)

UN RÉPÉTITEUR

ou une répétitrice - chargé d'enseigner une vingtaine de jeunes d'âge scolaire (de 8 à 12 ans). Cette personne devra posséder le niveau maîtrise de mathématiques et, de préférence, parler l'anglais. Le salaire proposé sera au minimum de 50.000 F par an (plus avantages en nature).
Ecr. à L. FRAUD, 1, square J.-Soult, 91300 MASSY.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS DE CAOUTCHOUC

recherche pour l'une de ses unités de production situées en

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE ALÉMANDE

INGÉNIEUR EN CHEF

rattaché directement au Chef de l'Établissement, il lui sera confiée la responsabilité entière des départements matériel et production. Son autorité aura à s'exercer sur 600 personnes (ouvriers, collaborateurs et ingénieurs).

Pour occuper ce poste de niveau élevé, il est indispensable de répondre aux conditions suivantes :
- parfaitement bilingue allemand-français ;
- formation ingénieur de préférence mécanique ;
- avoir occupé des fonctions de commandement d'un niveau élevé pendant au moins une dizaine d'années dans l'industrie.

Il sera offert un niveau de rémunération élevé en rapport avec le haut degré de responsabilité du poste mais aussi avec la qualification du candidat. Possibilités de développement de carrière au sein d'un groupe d'importance internationale.

Les personnes intéressées peuvent faire acte de candidat en ad. C.V. et prêt. n° 2318 à :

LTP 31 Bd. BONNE NOUVELLE
75002 PARIS, qui transmettra

Recherchons pour Société implantée en Afrique Ouest

ELECTROMÉCANICIENS

ELECTROMÉCANICIENS

FRIGORISTES

(B.T. B.T.S. formation marine ou équivalent).

Analyses personnelles appréciées. Prendre contact avec PARIS au 754-90-20.

POUR MOYEN-ORIENT

INGÉNIEURS

ELECTRICIENS

et THERMIQUES

pour installations et démarrage de centrales thermiques.

- Ecrire, stén. indispensable. - Anglais courant.

Envoyer C.V. en préchant orientation et disponibilité sous référence 110/AL.

488 P, 40, rue Olivier-de-Serre 75015 PARIS, qui transmettra.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

3 ans d'expérience minimum. Anglais requis pour mission en ALLEMAGNE. Connaitre C.I.I. 10070 FORTRAN AISA.

SYMBOL sous SIRIS 7 de 8 et/ou CPL-1. Téléph. 989-92-10.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE BATIMENT

recherche pour chantier en

IRAQ

Durée 36 mois

COMPTABLE QUALIFIÉ

- Avoir exp. min. de 10 ans.

- Connaissance de l'anglais (écrit et parlé).

- Connaissance de l'arabe souhaitée.

Ecr. avec C.V., réf. et prêt. n° 5152 CONTESSÉ Publiée 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 8. U.

BUREAU D'ÉTUDES D'ÉVALUATION INTERNATIONALE

recherche

INGÉNIEUR GÉNIE RURAL

CONFIRMÉ

apte à prendre en charge la direction d'équipes de projets d'irrigation et de leur réalisation. L'ingénieur retenu sera disponible pour des missions outre-mer. Anglais nécessaire.

Espagnol souhaité. Les ingénieurs intéressés, peuvent adresser leur candidature (C.V. + photo + salaire) sous réf. 147/104

LTP 31 Bd. BONNE NOUVELLE
75002 PARIS, qui transmettra

directeur général

AMÉRIQUE DU SUD

Grand Groupe Français de Travaux Internationaux (15 000 personnes) recherche DIRECTEUR GÉNÉRAL pour une de ses filiales industrielles et commerciales en Amérique du Sud.

Les candidats doivent avoir une expérience préalable et solide d'une Direction Générale. C'est avant tout un homme de marketing et de gestion qui sera recruté.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous réf. 3054/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Consulting Advertising 3, rue Chateaubriand - 75002 PARIS

JEUNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE recrute pour sa filiale en ALLEMAGNE

Un CHEF DES VENTES

CONFIRMÉ

Agé de 30 ans minimum, il aura déjà fait ses preuves dans l'animation d'une équipe de vente. Nous offrons : une rémunération importante. A terme, la possibilité d'évoluer vers la responsabilité de la filiale.

Lieu de travail : Région FRANCFORT.

Env. C.V. manuscrit, photo, prétentions, n° 33.482, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

emplois internationaux emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	38,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANT ORGANISME DE DISTRIBUTION

recherche pour sa filiale de LYON

LE CHEF DU SERVICE COMPTABILITE

- CE CADRE :
— Agé de plus de 30 ans.
— Titulaire au minimum du D.E.C.S.
— Justifiant de plusieurs années d'expérience, et possible dans une grande entreprise commerciale ou dans un cabinet d'expertise.
 - SERA CHARGE :
— De la tenue, de l'analyse et du contrôle des comptes financiers et y compris le bilan (aspect comptable et fiscal) sous l'autorité de la direction comptable de la société mère.
 - IL FOURRA AINSI :
— Exploiter ses connaissances de méthode, de logique, de rigueur et mettre en œuvre ses aptitudes aux relations humaines.
 - Récompensation intéressante, à la mesure des compétences du candidat retenu.
- Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 2.328, à :
Publicité Dufayel
4, rue de Clignancourt
75018 Paris, qui transmettra.

Important Groupe d'HOPITAUX PRIVES Province.

directeur adjoint

Administration - Gestion - Exploitation.

Situation de premier ordre pour des candidats âgés de 35 ans au moins, ayant une excellente pratique de l'administration de collectivités acquise, par exemple, en milieu hospitalier, hôtelier ou scolaire.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés. Référence 778 65, avenue de Wagram 75017 PARIS

TALCS DE LUZENAC

LEADER EUROPEEN DANS SA BRANCHE

Directeur de son Usine de Traitement

comprendant unités de séchage, concassage, broyage fin et très fin, mixers en œuvre de technologies multiples (Mécanique - Electricité - Automatismes et chaînes de Manutention mécaniques et pneumatiques), et employant près de 200 personnes.

Ce poste conviendrait à Ingénieur Supélec-A & M ou équivalent, ayant impérativement pris en charge la responsabilité d'un personnel important, soit dans des unités de Production Industrielle, soit sur des chantiers.

Les dossiers de candidatures - sous Réf.M.1157 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par DEVELOPPEMENT 10 rue de la Paix, 75002 Paris

BOGNIER BURNET BOYER, filiale "caoutchouc médical" d'un groupe industriel français,

cherche pour son usine (250 collaborateurs) à La Ferté-Bernard (170 km ouest de Paris)

un ingénieur

Adjoint au directeur de l'usine Dans un premier temps, il prend en charge le service Méthodes et reçoit une mission d'optimisation des moyens matériels et techniques pour le développement des produits et procédés.

La réussite à ce poste doit conduire aux fonctions de directeur technique. C'est un ingénieur AM ou équivalent ayant l'expérience du caoutchouc (mélange, calendrage, extrusion, moulage, injection). La connaissance de l'anglais est indispensable.

Ecrire à G. BARDOU sr réf. 3044 LM.

ALEXANDRE TICS S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON - ULLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

REGION RHONE-ALPES IMPORTANTE FABRIQUE CHOCOLATERIE - CONFISERIE

Sommaire Image de Marque, filiale du leader français de la profession recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

Aura pour mission de définir la politique commerciale de la société et de gérer le chiffre d'affaires, de préparer les collections et la publicité, de diriger et de dynamiser le réseau de vente.

Nous souhaitons des candidats expérimentés, de 35 ans minimum, ayant une bonne connaissance du marché des produits sucrés et aptes à prendre en charge l'ensemble des problèmes de développement et de distribution de produits de marque.

Avenir assuré dans le groupe pour un candidat de valeur.

Adresser CV et prêt, sous réf. 121 M 913 30, rue de Mogador 75009 PARIS Discretion assurée

DIRECTEUR GENERAL

Pour la Coopérative agricole d'AGRI-CHEER, 200 millions de chiffre d'affaires - 500 personnes - 3.500 adhérents livrents de 230.000 T. de céréales, acheteurs d'équipement, de produits de traitement, de matériels et articles divers.

Passé les six premiers mois de mise au courant, ce DIRECTEUR GENERAL aura la mission de proposer au Conseil d'Administration la politique générale de l'entreprise, de la faire évoluer en fonction des aspirations des adhérents et des impératifs de gestion de la Coopérative.

Il aura la responsabilité du fonctionnement de l'entreprise.

Agé de 35 ans minimum, il a déjà exercé des fonctions de Directeur Général ou de Directeur Adjoint dans une entreprise coopérative ou commerciale. Une formation agricole supérieure ou une connaissance des milieux agricoles serait appréciée.

Le salaire est en rapport avec les responsabilités importantes du poste et le dynamisme exigé.

Ecrire avec C.V. sous n° 61.594 B. à : Editions BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 93300 VINCENNES, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE DE DISTRIBUTION en pleine expansion

recherche pour METZ

RESPONSABLE DE LA GESTION ET DE L'ADMINISTRATION

Opérant directement en relation avec le président, il assurera le contrôle financier, celui des stocks tant au siège que dans 40 points de vente, ainsi que le fonctionnement des services administratifs.

On recherche un candidat de haut niveau, diplômé de grande école, ayant acquis une solide expérience en gestion d'entreprise moyenne et en économie.

La société possédant une filiale allemande en développement rapide, des notions d'allemand sont fort souhaitables.

ECRIRE SOUS REF. N° 681 avec C.V. et ph. à OREST 5-7, r. P. Ferrat 57000 Metz Discretion assurée

Société immobilière d'importance nationale

pour son SERVICE COMMERCIAL à NICE recherche

1) Vendeur responsable de secteur Qualités professionnelles demandées : Bon vendeur, expérience immob., connaissance des différents types de financ. (prêts d'Etat en particulier), connaissance des méthodes de vente, expérience d'animat. d'une équipe, études de marchés.

2) Animateur (trice) d'une équipe de vente Expérience de l'IMMOBILIER indispensable. Ecrire avec curriculum vitae à HAVAS NICE 649, qui transmettra.

FILIALE IMPORTANTE GROUPE CONSTRUCTION APPAREILLAGE ELECTRIQUE ET ELECTRONIQUE

recherche pour assurer la direction de son agence lyonnaise

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

30 ans minimum Ayant plusieurs années d'expérience dans la maintenance électronique avec des connaissances dans les domaines : techniques de mesure, organisation, gestion, commercial et animation.

Envoyer C.V. manuscrit et photo sous n° 10.586 à HAVAS GRENOBLE 38000.

HAUSERMAN S.A.

Cloisons amovibles crée un poste d'INGENIEUR PRODUIT

Pourquoi ?

Parce que l'objectif n° 1 de notre entreprise est l'adaptation de plus en plus précise de nos produits à la demande spécifique des marchés européens et grande exportation.

Ainsi, la compétitivité technologique et la satisfaction du « CLIENT » restent la base de notre expansion.

Deux impératifs principaux pour le Collaborateur de forte personnalité que nous recherchons : — Être anglais ou avoir travaillé plusieurs années dans les pays anglophones, dans le bâtiment, Bureaux d'Etudes, Bureaux d'Ingéniering ou supervision de travaux second oeuvre.

— Ecrire et parler couramment l'anglais et le français.

Sa fonction : Il sera chargé de l'assistance technique et des problèmes de développement de nos produits dans certains contextes normatifs ou techniques (feu, acoustique, etc.) des pays anglophones, Europe, Afrique ou du Moyen Orient.

Résidence : Sa résidence sera à STRASBOURG, ville universitaire, à proximité des Vosges, permettant la pratique du ski, des promenades en forêt, en plus, bien sûr, de toutes les possibilités offertes par la Ville de STRASBOURG

42, rue de la Brèche aux Loups 67002 STRASBOURG ou 20, rue de la Paix 67000 STRASBOURG

REGION NORD SOCIÉTÉ D'INGENIERIE

Effectif 250 - 40 Ingénieurs - Filiale d'un Groupe industriel puissant, recherche pour son BUREAU D'ETUDES

CHEF du DÉPARTEMENT ÉLECTRICITÉ

INGÉNIEUR SUPELEC 35 ans minimum. Expérience de la responsabilité d'études indispensables - si possible, entreprises et ingénierie.

Secteurs principaux d'activités (dans le présent) : Activités minières - Carbonisation - Transformation matières plastiques - Établissements hospitaliers - Constructions mécaniques lourdes (conception et réalisation de prototypes).

REALISATION A L'ETRANGER Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 2.318 à 65, avenue Euler 75116 PARIS. Discretion absolue.

SUR LITTORAL LANGUEDOCIEN

Société 300 personnes Leader sur son marché

Fabrication de produits industriels du bâtiment

recherche JEUNE INGÉNIEUR DIPLOMÉ

responsable de : — Recherche et Développement ; — Etudes et Méthodes ; — Industrialisation.

Expérience professionnelle indispensable au moins dans l'une de ces fonctions, et esprit orienté vers la recherche et le développement de produits nouveaux.

Les candidatures seront examinées avec la plus grande discrétion.

Adr. curr. vitée, photo et prêt, sous n° 8.899 à « L'ES MOYENS » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9*), qui transmettra.

Le DIRECTEUR SUD-EST d'une société nationale spécialisée en conditionnement d'air, chauffage, plomberie,

cherche pour LYON un

DIRECTEUR COMMERCIAL SUD-EST

100.000 F/an minimum

Sa propre notoriété dans la profession ajoutée aux références de la société lui permettent d'établir des contacts aux échelons supérieurs. Il est informé des moyens et grands projets en préparation et propose à temps les services de la société.

La bonne exécution des contrats fait partie de sa responsabilité. Il coordonne aussi l'action commerciale des agences de la région.

La société fait partie d'un groupe français solide et permettrait des évolutions de carrière.

Les candidatures seront traitées confidentiellement (Ref. 71) par SCHNEIDER RECRUTEMENT 52, rue Molière - 69006 Lyon Tél. (78) 52.37.84

CHEF D'EXPLOITATION

PROFIL : — Ingénieur ou formation universitaire ; — Expérience professionnelle de trois années minimum à ce poste dans un centre de moyenne importance (gamme IRIS 50-80) ; — Pratique du matériel CII souhaitée.

Candidatures et prétentions en C.V. à adresser à : n° 8.891 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9*).

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LA DISTRIBUTION DU MATÉRIEL AUDIO-VISUEL ET DES DISQUES

recherche dans le cadre de l'ouverture d'un magasin à METZ

DIRECTEUR de Magasin

— Il assurera, après des stages dans les magasins, le démarrage de son unité (30 personnes, 100 m²).

— Il sera responsable du personnel, de la gestion, du développement commercial et des relations extérieures.

— Il aura exercé, de préférence dans la région, une fonction similaire, au niveau d'un département ou d'un magasin commercialisant des produits de même nature.

Adr. lettre manusc. C.V., photo et prêt, à P.E.C. RECRUTEMENT, 1, pl. Franklin, 68200 MULHOUSE

IMPORTANTE INDUSTRIE DE TRANSFORMATION DU BOIS en pleine expansion

de la FRANCE recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL EXPORT

TRES HAUT NIVEAU en liaison directe avec la D.G.

Il sera responsable du marketing, de l'animation des ventes et de la distribution d'une gamme de produits industriels destinés principalement aux industries de l'ameublement.

Une solide formation et expérience de la vente et de l'organisation commerciale sont exigées ainsi que la maîtrise des langues anglaise et allemande. La poste implique de nombreux déplacements et une résidence dans une ville de l'Est de la France. Une rémunération de haut niveau est affectée à cette fonction, selon les compétences acquises.

Ecrire avec C.V., détaillé, photo et prêt, à P.M., B.P. 1.560, 54027 NANCY CEDEX sous réf. 5575.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE

recherche 2 RESPONSABLES COMMERCIAUX (Homme ou Femme, jeunes de préférence) :

— UN PROMOTEUR DES VENTES pour suivre et développer sa clientèle de grossistes (Négociants au détail - distributeurs de boîtes - grossistes alimentaires) sur une quinzaine de départements Nord-Est de la France.

— UN INSPECTEUR DES VENTES pour assurer un réseau de représentants multi-cadres sur toute la France et négocier les marchés importants.

Pour les deux postes : — Déplacements : 4 jours par semaine ; — Voiture fournie ; — Résidence Sud Bourgogne.

Adress. C.V. et prêt, à B.P. 103 - 71004 MACON Cedex

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE Région Est (100 km de Paris)

Leader de son marché secteur mobilier recherche

CHEF DE PRODUITS COLLECTIVITES

En liaison directe avec la D.G. et la D.C.

Il aura pour mission : — d'analyser les bes. du marché ; — d'élaborer la gamme des produits avec le bureau d'études et la fabrication ; — de définir, de mettre en place les circuits de distribution ; — d'assurer le développement, rent. de son département en collaborant, av. les services concernés.

Le candidat devra avoir une bonne expér. de la vente et de la négociation, aux collect., av. une solide form. de b. — Rémunérat. de haut niveau. — Résid. ville du S. de la Sé (possib. de log. en pavillon).

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 74-48 à : P.M., B.P. 1500 54027 NANCY Cedex sous n° 5575.

ORGANISME DE PLACEMENT FINANCIER DANS L'IMMOBILIER

recherche pour AIX-EN-PROVENCE

UN CADRE POUR CONTRÔLE DE GESTION COMPTABLE

Ayant une expérience de la fiscalité de l'entreprise et de la législation immobilière.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 74-48 à : P.M., B.P. 1500 54027 NANCY Cedex sous n° 5575.

POUR ENTREE EN FONCTIONS IMMEDIATE A.T.S.

recherche 7 ANALYSTES PROGRAMMEURS

Avant expérience MINI. ORDINATEUR (MIR) ou Y 1000) 2 à 3 a. d'expérience souhaitée.

Pour région Champagne

2 PROGRAMMEURS IBM 7

Connaiss. 3270, langage ASSEMBLEUR expér. 1 à 2 ans minimum.

Envoyer C.V. détaillé.

A.T.S. DIVISION INFORMATIQUE 42, av. Victor-Hugo, Paris-17.

Société ayant créé plusieurs bureaux gratuits recherche VENDEUR AMBIEUX pour LONS-LE-SAUNIER (Jura).

Ecrivez-nous votre expérience, nous vous donnerons des armes de combat, et une vraie situation.

SPEP, 3 bis, rue de Vanhère 39000 LONS-LE-SAUNIER.

سكيا في الامال

offres d'emploi

UN INGENIEUR SYSTEME

Nous sommes chargés de recruter pour un très important organisme équipé de deux IBM 370/158.

Le titulaire aura pour tâche :
- de conseiller la Direction dans le choix des équipements et des systèmes.
- de définir et mettre en pratique les critères d'optimisation d'un équipement très complexe.
- de parfaire la formation du personnel.

Le titulaire devra être diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou posséder une maîtrise d'informatique.

L'expérience requise est de deux ans minimum. La connaissance de V.M. et de C.I.C.S. sera appréciée.

Envoyer C.V. et prétentions à :



Melle LAURENT
91, rue Jean Jaurès
92807 PUTEAUX.

offres d'emploi

MICHELIN

recherche pour son service informatique plusieurs

CHEFS DE PROJETS

débutants ou confirmés
diplômés de grandes écoles ou de l'université

- Les candidats débutants recevront une formation complète concernant le matériel, la programmation et les méthodes d'analyse.
- Les candidats confirmés devront avoir acquis au moins 3 ans d'expérience en informatique de gestion, une bonne connaissance du cobol, et faire preuve d'une parfaite méthodologie d'analyse. La mission qui leur sera confiée consistera à assurer la responsabilité de l'étude et du développement de grands systèmes concernant tous les secteurs de la société, et à animer des équipes d'analyse.
- Les possibilités d'évolution ultérieure sont nombreuses au sein de la société en France ou à l'étranger. Elles sont fonction de la personnalité, des goûts, des capacités et des qualités humaines et techniques révélées.
- Lieu de résidence : Clermont-Fd; facilités de logement.

• Adresser CV à Michelin - Service du Personnel - SP 33-5 146
63040 Clermont-Ferrand Cedex - Discretion assurée

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS

recherche pour l'une de ses unités située en BANLIEUE SUD

un cadre relations sociales

CHARGE DE :

- Recueillir et traiter l'information sur la situation sociale de l'unité.
- Assurer les premiers contacts avec les représentants du personnel et les organisations syndicales.
- Participer aux diverses études concernant les relations sociales.
- Apporter un soutien juridique aux différents responsables.

PROFIL :

- Diplômé de licence en droit, institut d'études politiques.
- 27 ans minimum.
- Connaissance de la législation sociale.
- Première expérience professionnelle exigée.

Adresser lettre, C.V. avec photo et prétentions à No 54211, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Les Editions du Seuil

recherchent un

DIRECTEUR COMMERCIAL

Le poste s'adresse à un candidat âgé de 35 ans au minimum et se reconnaissant des dispositions particulières à travailler dans une maison d'édition

Ecrire avec CV aux Editions du Seuil
Service SD
27 rue Jacob 75261 Paris Cedex 06

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER DE PROMOTION ET DE GERANCE recherche pour son Siège PARIS

ANALYSTE

Au sein d'une petite équipe il devra en particulier :
- étudier et réaliser les nouvelles chaînes de traitement.
- rédiger les dossiers d'analyse et de programmation
- coordonner les opérations confiées aux sous-traitants.

En raison des perspectives de travail, ce poste ne peut convenir qu'à un candidat de formation supérieure possédant une réelle expérience du Cobol et du Fortran appliqués sur matériel de puissance moyenne.

De bonnes connaissances de comptabilité générale et d'un L.G.B.D. seront appréciées.

Envoyer C.V. à No 53.856 - CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

clerc de notaire niveau 1^{re} catégorie

Nous cherchons un juriste ayant la pratique des problèmes immobiliers pour lui confier :

- l'étude juridique
- l'établissement des contrats
- le contrôle des actes des crédits que nous accordons aux promoteurs.

Ce poste comporte aussi un rôle de conseil lors du montage des opérations.

Nous offrons un poste à responsabilité au sein d'un très grand groupe financier français.

Envoyer votre dossier de candidature sous réf. 421 à CARDEL, BP 516, 75761 PARIS CEDEX 16 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE DE SERVICES (6.000 personnes) - très forte expansion recherche

directeur du personnel

Ce cadre (diplômé de l'enseignement supérieur) assure la conception, la mise en place, le suivi et le contrôle d'une politique de personnel en vue de répondre aux exigences de la société (croissance rapide, diversité de situation).

Secondé par une équipe de cadres responsables des problèmes de gestion de l'embauchement d'administration et de formation.

Il assure personnellement les relations avec les partenaires sociaux.

Il assiste les Directeurs opérationnels et leur chef de personnel.

Une expérience de plusieurs années dans la direction du personnel d'un effectif important est indispensable.

Lieu de travail : PARIS.

Rémunération annuelle : 140.000 F. +.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à No 54.323, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ELECTRONIQUE

APPAREILS D'ANALYSE ET DE MESURE GROUPE INDUSTRIEL EUROPEEN RECHERCHE POUR SA FILIALE FRANCAISE DE MOYENNE IMPORTANCE (région PARIS)

DIRECTEUR GÉNÉRAL

qui, outre ses responsabilités de Chef d'Entreprise, contrôlera plus particulièrement le

DÉVELOPPEMENT et la recherche de

NOUVEAUX PRODUITS

INDISPENSABLE

- INGENIEUR DIPLOMÉ AVEC SOLIDE EXPERIENCE ELECTRONIQUE - ANGLAIS fluide
- AYANT DÉJÀ DIRIGÉ AVEC SUCCES UNE P.M.I. sur les plans DÉVELOPPEMENT PRODUCTION - ORGANISATION - GESTION (profit).

GARANTIE DE DISCRETION ABSOLUE

Lettre manuscrite, CV, détail, rémunération et photo ss réf. 283.897 à REGIE PRESSE - 85 BIS RUE REAUMUR 75002 PARIS, qui transmettra.

1^{er} Assureur Français du Bâtiment et des T.P.



LA SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCES

114, avenue Emile-Zola PARIS 15^e

recherche dans le cadre de sa restructuration

informaticiens

CONCEPTEURS ET RÉALISATEURS

- diplômés grandes écoles ou universités, confirmés par deux ans minimum d'exercice professionnel,
- intéressés par le développement d'importantes projets de :

TELE-GESTION et BASES de DONNÉES.

Adresser dossier manuscrit, photo et prétentions à Mlle Vial, C.A.P., 114, avenue Emile Zola, PARIS 15^{ème}.

Nous sommes une importante Société de Services Notre secteur MARKETING cherche à s'attacher la compétence d'un

JEUNE CADRE

• Formation Science Eco. ou Ecole de Commerce avec option Marketing.

Dans le cadre d'une équipe dynamique le poste comporte :
- la constitution et l'approfondissement d'études et de dossiers marketing,
- l'analyse des résultats commerciaux.

Ecrire avec C.V. sous référence 13.893 à

A.N.P.M. 100 av. Ch. de Gaulle, 92522 NEUILLY/SYNE

Chef de Produits

La Société : un grand nom de l'industrie française. Une position mondiale sur le marché de l'équipement de la maison. Le Chef de Produits recherché est le responsable marketing de sa ligne de produits (Ameublement collectifs et résidentiels) pour tout le marché européen.

A ce titre il conçoit une politique marketing, une stratégie de distribution, et est impliqué totalement dans la vie industrielle et commerciale de ses produits.

Il a vis à vis de l'équipe de vente, et des services fonctionnels un rôle d'animation permanente, et est responsable de sa gestion devant la Direction Commerciale.

Pour tenir ce poste, il faut une très bonne formation commerciale (type ESSEC, ESC...) et une première expérience professionnelle acquise au contact d'un produit (étude, lancement etc...).

L'Anglais est indispensable, l'Allemand souhaitable. La dimension de l'entreprise et ses besoins en hommes offrent à un élément de valeur de bonnes perspectives de développement de carrière.

Les personnes que ces responsabilités attirent sont invitées à adresser leur dossier à référence DG 458/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP

7, rue Lincoln 75008 PARIS

LOCATEL

recherche pour son Centre de La Courneuve

UN INGENIEUR-ELECTRONICIEN

Responsable :

- du développement de systèmes comprenant : télévisions, caméras, magnétoscopes, ensembles vidéo...
- des ateliers de maintenance d'un parc national de téléviseurs et d'équipements audio-visuels.

Ayant :

- de solides connaissances en électronique générale
- une expérience pratique dans ces domaines de 5 ans minimum
- le sens du commandement et de la gestion.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :

LOCATEL - Direction Technique
40-42 rue Pierre Curie 93120 LA COURNEUVE

Atlas Copco

"L'air comprimé au travail dans le monde entier"

recherche le concours de

CADRES COMMERCIAUX

pour les emplois suivants

INGENIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX
Paris et Région Parisienne

AM - ICAM - EEMI
ayant pour vocation l'électrotechnique et la capacité de négocier au niveau le plus élevé et le plus spécialisé.

INGENIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL
Région Est (Metz).

E.S.T. Mines d'Als ou de Douai - expériences vécues des Mines - carrières chantiers de TP - comportant du dérochage - rompu aux contacts commerciaux.

AGENTS TECHNICO-COMMERCIAUX

Paris - Région Parisienne -

BT - BTS ou équivalent connaissant le milieu industriel ou connaissant le milieu carrières TP. Expérience réussie de la vente de biens d'équipement.

Si vous avez le tempérament d'un vendeur, en même temps que d'un conseiller technique et que vous êtes attiré par les techniques de pointe en production comme en utilisation de l'air comprimé dans toutes ses applications, adressez votre candidature, en mentionnant l'emploi qui vous intéresse à ACF - Direction du Personnel - B.P. 11 - 95130 FRANCONVILLE Discretion assurée.

Important Groupe Bâtiment - TP recherche pour sa division Travaux Publics

DIRECTEUR DES TRAVAUX Région Parisienne

Il coordonne l'activité des chantiers qui lui sont confiés et en assume de façon autonome l'entière responsabilité technique et financière.

Il a une parfaite connaissance des techniques de pointe de la profession qui lui permet de diriger et d'animer une importante équipe d'ingénieurs et techniciens de haut niveau.

Le candidat retenu sera un ingénieur diplômé d'une grande école ayant l'expérience réelle d'une fonction de cette envergure.

Envoyer C.V. et photo en précisant la référence 5412 sur l'enveloppe à Organisation et Publicité, 2, rue Maréchal, 75001 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

BANQUE D'AFFAIRES
en forte expansion,
recherche

plusieurs employés

Ayant le B.P. de banque ou équivalent, 3 années d'expérience professionnelle au moins sont nécessaires. Adresser C.V. sous référence NIVE (à mentionner sur l'enveloppe) à

EMPLOIS et CARRIERES
30 rue Verneil 75008 PARIS

GROUPE INTERNATIONAL PARIS
recherche pour sa

DIRECTION FINANCIERE

Un CADRE
pour le service Méthodes et Procédures Comptables

Il participera plus particulièrement à la conception et à l'élaboration des normes comptables et financières du Groupe.

Diplômé d'enseignement supérieur commercial (+ DECS si possible), le candidat aura acquis, par exemple au sein d'une grande entreprise, une bonne expérience des techniques comptables, notamment sous leurs aspects financiers, analytiques et méthodologiques.

Un CADRE
pour le service Trésorerie Groupe

Au sein d'une équipe, il participera à la mise en place du système de trésorerie mondial du Groupe, et il sera étroitement associé à la mise au point des normes et procédures de gestion des risques clients à l'échelon du groupe, en liaison notamment avec les principales divisions exportatrices.

Diplômé Grande Ecole (Technique ou de Gestion), le candidat possèdera une formation complémentaire (type MBA) ou une expérience équivalente dans une Société Internationale.

La connaissance de la langue ANGLAISE est nécessaire pour ces deux postes.

Envoyer lettre, curr. vitae et photo sous n° 54050 à CONTEXTE Publ., 30, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES P.T.T. RECRUTE SUR-TITRES

6 DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

(Polytechnique, Normale Supérieure, Centrale, ENSAE, HEC, ESSEC, INSEAD; Doctorats: Eco - gestion - maths appliquées; Droit + 1ère année DEUG mention sciences; Maîtrise de maths + Licence en droit ou sciences éco.)

AGE MAXIMUM 30 ANS

A la sortie de l'Ecole Nationale Supérieure des Postes et Télécommunications, vous exercerez en qualité d'ADMINISTRATEUR vos activités dans des secteurs très variés:

- programmation et études économiques
- organisation de la production
- fonctions financières et comptables
- politique et gestion du personnel
- études commerciales
- informatique

CANDIDATURES REÇUES JUSQU'AU 14 MAI 1976

Pour tous renseignements complémentaires et inscriptions s'adresser:
Secrétariat d'Etat aux Postes et Télécommunications
Direction du Personnel et des Affaires Sociales
Bureau B2
20, avenue de Ségur
75700 PARIS
Tél. 566.31.37 - 566.23.31 - 566.27.59

PRODUCTEUR LEADER SPECIALISTE EN VINS FINS
recherche

DIRECTEUR DES VENTES

TOUS CANAUX DE DISTRIBUTION
basé à PARIS

- très introduit auprès des Grands Distributeurs alimentaires;
- ayant prouvé dans des postes-clés - Production ou Distribution - des qualités hors pair d'animateur, de négociateur et d'organisateur.

REMUNERATION DE DEPART: 150.000 F min.

Adresser C.V. MANUSCRIT détaillé avec photo (ret.) et numéro de téléphone, ss la réf. 9.949; à M. DUBOIS, 12, rue du Cirque. - 75008 PARIS.

DISCRETION ASSUREE

offres d'emploi

société générale de Fonderie

CHAPPEE JACOB DELAFON

recherche

adjoint du directeur du département exportation

En association avec le Directeur et les cadres, il sera chargé de:

- PENSER la politique à suivre dans le cadre d'un plan à 5 ans.
- ELABORER la réalisation, FIXER les objectifs.
- DETERMINER les procédures et CHOISIR les canaux de vente les mieux adaptés.

LE CANDIDAT RECHERCHÉ:
sera diplômé d'une grande école, aura exercé des responsabilités commerciales effectives dans des Sociétés Industrielles à vocation internationale. Il aura l'habitude des négociations à un niveau élevé.

Anglais courant indispensable. Allemand souhaité.

Lieu de travail: PARIS - Déplacements fréquents

Adresser C.V. et présentations à S.G.F. - Service du Personnel - 8, place d'Iéna - 75016 Paris.

CONSTRUCTEUR PROMOTEUR MULTINATIONAL

aménageur d'ensembles de maisons individuelles recherche pour son siège social à Paris un SENIOR ACCOUNTANT

La mission:

- Il est responsable de la réalisation des états financiers mensuels à envoyer aux Etats-Unis;
- Il supervise toutes les opérations de comptabilité générale et assure dans ce domaine la liaison avec le service informatique;
- Il assure toutes les déclarations fiscales et sociales;
- Il assiste la Direction Financière dans la préparation des informations de gestion.

Il faut:

- avoir une solide formation comptable D.E.C.S. ou équivalent;
- avoir acquis 3 à 5 ans d'expérience dans un poste similaire ou en qualité d'adjoint au sein de Société américaine ou anglaise;
- pratiquer l'anglais.

Il est offert:

- une rémunération de l'ordre de 70.000 F selon expérience et capacité. Compte tenu des perspectives d'avenir à moyen terme vers une fonction de Direction du Contrôle de Gestion. Il sera fait grand cas du potentiel du candidat.

Les personnes intéressées doivent envoyer C.V. détaillé, lettre man. photo et résumé, sous: à: GEMAP s.a. - B.P. 248-08, 75304 Paris Cedex 08, qui transmettra.

chef des ventes

90 000 BIENS DE CONSOMMATION

La filiale française d'un groupe multinational, leader dans sa branche recherche pour son département ventes un chef des ventes. Rattaché au Directeur des Ventes, il participera à l'élaboration des objectifs, assure l'application de la politique commerciale, il anime et contrôle l'équipe de vendeurs et traite directement avec les distributeurs exclusifs sur territoire national. La connaissance d'un produit similaire est souhaitée; l'expérience de l'animation d'une équipe et de la vente aux grossistes et grandes surfaces est indispensable. Connaissance de l'anglais appréciée. Envoyer C.V. photo récente (rémunération actuelle sous la référence 23427 M) (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par:

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

SOCIETE D'INSTRUMENTS SCIENTIFIQUES ET DE LABORATOIRE
en pleine expansion, essentiellement axée sur l'exportation recherche

DOCTEUR ou PHARMACIEN
pour lui confier le poste de **DIRECTEUR SCIENTIFIQUE**

Cette fonction requiert une Personnalité jeune, dynamique ayant un sens aigu des responsabilités, les connaissances techniques appropriées et une bonne aptitude aux contacts et aux relations humaines.

Les candidats retenus auront une expérience industrielle réussie de 3 ans, au moins, dans un poste à responsabilité.

Lieu de travail: PARIS. Rémunération selon expérience.

Ecrire n° T 84.612 M REGIE PRESSE 85 bis, rue Méaumur Paris-20.

offres d'emploi

Nous sommes filiale Commerciale d'un groupe international

notre expansion continue - à l'étranger - nous conduit à recruter une collaboratrice.

nous recherchons:

UNE JEUNE H.E.C. J.F. OU EQUIVALENT

SON PROFIL:

- 25 ans minimum, 1 ou 2 années d'expérience professionnelle.
- Parlante fluide français-anglais, STENO DANS LES DEUX LANGUES.
- Excellente technicienne du secrétariat. HAUT NIVEAU.

SON ROLE:

- Participer au secrétariat de notre DIRECTION GENERALE.
- SECONDER efficacement notre RESPONSABLE ADMINISTRATIVE.

Lieu de travail: PARIS (quartier Saint-Lazare)

Les candidates intéressées adressent leur C.V. détaillé, photo à: Danielle TRIAIRE, 32, rue Eugène-Pluchat, 75017 Paris. Téléphone: 388-43-41. A qui nous avons confié cette sélection.

ingénieur de vente GAZ INDUSTRIELS

Société industrielle américaine de grand renom, nous vous proposons d'intégrer le service technique-commercial de notre division gaz industriels.

Cette activité que nous exerçons dans le monde depuis plus d'un demi-siècle n'en est qu'à ses premières années en France.

Vous bénéficiez: chez nous à la fois des avantages de notre technologie, extrêmement avancée, et de l'esprit de pionnier qui anime notre jeune équipe. Vous pourrez donner libre cours à votre initiative, à votre personnalité: vous développerez des contacts nombreux dans des secteurs et à des niveaux divers. Vous aurez la satisfaction de conclure personnellement des affaires.

Métallurgiste de formation, vous avez déjà une première expérience de vente des gaz industriels et vous parlez anglais; venez poursuivre votre carrière avec nous; nous la voulons ambitieuse.

Le poste est à pourvoir à Paris mais nécessite, bien sûr, des déplacements fréquents.

Nous avons confié aux Conseils de Recrutement d'EUREQUIP le soin de réunir les candidatures. Ecrivez-leur sous référence 1011961/M.

EUREQUIP
B.P. 30 - 92420 Vanves

C.T.C.O.E. recherche CADRE

AGE: - 30 ans minimum.

FORMATION:

- Licence Sciences Economiques + formation en gestion ou grande école commerciale;
- expérience textile de type marketing, acquise dans le secteur de la production ou de la distribution d'articles textiles.

MISSION:

- suivi des travaux de la commission;
- liaison avec les entreprises adhérentes;
- mise au point et suivi de l'exécution des contrats à intervenir avec les prestataires de services;
- réalisation d'études sur les conditions dans lesquelles s'organisent les circuits commerciaux, relatifs aux articles textiles au niveau international.

LANGUES VIVANTES: anglais et allemand si possible.

DATE D'ENTREE EN FONCTION: 1^{er} septembre.

Adresser curriculum vitae au C.T.C.O.E., 164, RUE DE VAUGRARD, 75015 PARIS.

NOUS SOMMES UN GROUPE MULTINATIONAL AUX TECHNIQUES AVANCEES DANS NOTRE SPECIALITE: L'ELECTRONIQUE.

Nous cherchons pour notre siège français, en grande banlieue parisienne,

deux ingénieurs responsables de la gestion de la production

Avec le souci de fournir un service client maximal et de respecter les impératifs de coûts, qualité et délais, l'un prend en charge la production série, l'autre la production spécifique. Leur mission: gérer les stocks (matières premières, produits semi-finis et finis), assurer les approvisionnements, définir et planifier les programmes de fabrication. Agé de 25 ans minimum, de formation ENSI ou ENP, ils ont acquis une expérience de fabrication et de gestion de la production dans l'électronique ou l'aéronautique par exemple. Anglaise courant souhaité.

Ecrire à Y. CORCELLE ss réf. 3042 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

offres d'emploi

GLAENZER SPICER

SOCIETE DE MECANIQUE AUTOMOBILE
(2200 personnes)

Filiale d'un très important groupe international (120.000 personnes), recherche pour son Usine de POISSY (Yvelines)

un chef de service ordonnancement lancement

(planning, magasins, réceptions, expéditions, procédures informatiques).

Le candidat devra être de formation mécanique, niveau de préférence ingénieur ou I.U.T., et avoir quelques années d'expérience dans une fonction similaire.

Il devra également posséder le sens de la conduite des hommes, et le goût de l'organisation (larges délégations technique, économique et humaine).

Très bon niveau de rémunération.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et présentations sous réf. O.L. au Chef du Personnel - B.P. No 80 - 78301 POISSY Cedex.

Approvisionnement et Distribution: un secteur qui ne dépendra que de vous.

Vous serez tout de même secondé par une équipe de 80 personnes: ce chiffre vous laisse soupçonner l'ampleur de votre action, ou d'assurer au niveau national, sur un budget de première importance.

Votre activité s'exerce essentiellement en termes de coordination, d'adéquation et de contrôle. Responsables de la gestion de l'ensemble des stocks de l'entreprise, vous élaborerez les programmes d'approvisionnement, vous passerez les commandes aux fournisseurs, et vous assurerez la mise à disposition des matériaux. Tout ceci dans des délais optimaux. Vous êtes également le garant de l'état et de la qualité des stocks.

De formation HEC, ESSEC, ESCP ou grande école, vous avez atteint une maturité professionnelle après une expérience d'un moins 5 ans de cette activité. Il vous faudra également maîtriser les problèmes informatiques. Vous parlez anglais, car nous sommes une société multinationale.

Toutes les candidatures qui parviendront sous réf. 47658 G SAVAS CONTACT 186 bd Haussmann 75008 Paris, seront transmises et étudiées avec la plus grande attention.

GUYO MARCH

ALIMENTS DU BETAIL

recherche

EN FRANCE:

- Jeune Ingénieur Agro ou Agri**
ou assimilé pour poste technico-commercial chargé de l'assistance technique auprès des éleveurs de porcs et ruminants et de l'appui des représentants. Bonnes connaissances pratiques dans les élevages de porcs souhaitées.
- Jeune Vétérinaire**
pour poste technico-commercial chargé de l'assistance technique auprès des éleveurs et de l'appui des représentants.
- Ingénieur Agro ou Agri ou Vétérinaire**
pour prise en charge des travaux de formulation. Connaissances en zootechnie et nutrition animale indispensables; en économie, informatique et espagnol souhaitées.

RESIDENCE:

- Postes 1 et 2: Vannes - Déplacements fréquents à prévoir.
- Poste 3: Madrid.

Adresser curriculum vitae et photo à: GUYO MARCH - Service Commercial B.P. 235 - 56006 VANNES CEDEX.

Société Industrielle de la banquette Est
charge HONEYWELL SUI du recrutement, pour son Service Informatique, un

ANALYSTE FONCTIONNEL

Après plusieurs années d'expérience de l'analyse et de la programmation dans un milieu industriel, la personne retenue devra se consacrer aux problèmes administratifs liés à l'informatique et mettre en œuvre, avec les services utilisateurs, de nouvelles applications.

- Matériel: IBM 138 devant évoluer prochainement vers le 9400, - orientation mégaséjour.
- une expérience de la série 100 ou 2000 serait appréciée.

Horaires souples.

Lieu de travail: 25 km Est de Paris (77).

Adresser C.V. et présentations sous réf. 17 M à ACLES 1 F 107.

HONEYWELL SUI - 61-53, rue d'Avron - 75800 Paris Cedex 20

acles

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉCANIQUE
Leader dans l'exportation de biens industriels
recherche
pour l'un de ses unités en Région Parisienne

JEUNE INGÉNIEUR COMMERCIAL

Responsable de la vente à l'exportation de turbines à gaz pour centrales électriques et d'ensembles de compression ou de pompage équipant des sites pétroliers.
Ce poste concerne un ingénieur Grandes Ecoles (Centrale, Mines, AM...) présentant plusieurs années d'expérience de la vente d'équipements industriels (si possible dans un secteur gazier ou pétrolier), ayant le sens des affaires, motivé par la compétition internationale, apte à de fréquents déplacements.
Anglais écrit et parlé indispensable.
Adresser lettre, C.V. avec une photo et prêt, sous le N° 53.350 à CONTEXTE Publicité 20, Avenue Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

TRAVENOL

FILIALE - ARTIFICIAL ORGANS - TRAVENOL HYLAND
Filiale française de BAXTER LABORATORIES INC. (Produits et matériels pour hôpitaux, laboratoires, centres de transfusion), 5 continents, 18.000 personnes, 20 nationalités. Nous sommes une société jeune, dynamique, ouverte aux personnes de valeur.
Poursuivant un développement remarquable de nos activités, nous recherchons :

UN TECHNICIEN pour service après vente

Le candidat, 25 ans minimum, doit posséder le niveau BTS Electronique ou Electronique ou encore une expérience réussie de plusieurs années dans ce domaine.
Il doit être disponible pour des déplacements de courte durée dans toute la France.
Nous offrons un salaire compétitif, un véhicule fourni par la société, une ambiance de travail performante et motivante.
Adresser C.V. détaillé, prêt photo (retournée) à M.C. VERNE, Directeur du Personnel, LABORATOIRES TRAVENOL, boîte postale 25 - Pleisier-en-Yvelines 78370.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

PARIS F 100 000

est recherché par la filiale française d'un important groupe américain qui commercialise des produits chimiques.

La fonction : • Planifier, organiser et contrôler les opérations des services dont il assume la direction : la comptabilité générale, l'information, le personnel ; • Participer à l'élaboration des différents plans nécessaires au développement de la direction générale locale et pour la maison mère ; • Suivre les mouvements de trésorerie, les paiements des fournisseurs à l'étranger et les recouvrements des créances clients ; • Intégrer des systèmes d'information en adaptant les procédures établies par le groupe et respecter les délais imposés ; • Assurer la coordination lors de l'établissement des budgets.

L'homme : Ce poste conviendrait à un homme âgé de 30 ans minimum, pratiquant couramment l'anglais et ayant acquis au moins 5 années d'expérience dans une société de distribution multinationale utilisant des techniques anglo-saxonnes à l'aide de moyens informatiques.

La rémunération de l'ordre de 7 100 000 sera négociée en fonction de la valeur du candidat.

Les personnes intéressées doivent env. C.V., lettre manuscrite, photo et références à : M. C. VERNE, 3, rue de la Harpe, 75005, qui transmettra.



La Générale Informatique d'Exploitation
recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du téléprocéssing, des

chefs de projets

le matériel actuellement installé se compose de :
- DEUX 370/158 - 4000 K,
- UN 370/158 - 3000 K,
- 450 terminaux téléprocéssing.

Envoyer C.V. (sous réf. 10.513 M) Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11 92081 - Paris-La Défense.



A.T.S.

- 8 INGÉNIEURS-SYSTÈME diplômés ISEP - INSA, etc., expériences 2 ans minimum sur BTR 15 ou Mini-Calculateur équivalent.
- 10 INGÉNIEURS-INFORMATIENS diplômés, orientés PROGRESS, connaissant gamme CII télécommunication.
- 4 INGÉNIEURS-ELECTRONIENS connaissant circuits logiques, bon niveau mathématique.

Adresser C.V. détaillé, A.T.S. Division Informatique 42, avenue VICTOR-HUGO, PARIS (16°).

SOCIÉTÉ 2.000 PERSONNES INSTRUMENTS DE PRÉCISION TECHNIQUE AVANCÉE
recherche à PARIS

INGÉNIEUR CONCEPTION INSTRUMENTS

Ce poste conviendrait à INGÉNIEUR AM - ITA - ESO ou similaire ayant quelques années d'expérience de MÉCANIQUE DE PRÉCISION

Il s'agit d'instruments d'optique militaires pour lesquels nous sommes leaders.

Les fonctions de l'intéressé seront d'étudier les solutions de principe et la conception générale des instruments. Il orientera les travaux du bureau d'études dans le sens de la faisabilité des prototypes et ceux de l'usine pour les difficultés de fabrication. Il sera en liaison étroite avec les services techniques des administrations françaises et même étrangères pour lesquels ses qualités de contact humain seront appréciées.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Vous avez prouvé votre compétence comme INGÉNIEUR DE PROJET dans une Société d'Ingénierie.

Une expérience de la négociation et de la gestion des approvisionnements sur de grands projets, en France et à l'étranger, vous paraît maintenant nécessaire.

Nous vous proposons un poste d'

INGÉNIEUR en approvisionnement

140.000 F

Notre conception de ce poste répond à votre souci d'élargir votre expérience pour vous préparer à des responsabilités plus étendues.

Interlocuteur du Chef de Projet, vous serez responsable de l'ensemble des opérations d'approvisionnement

Adresser C.V. détaillé, prêt photo (retournée) à M.C. VERNE, Directeur du Personnel, LABORATOIRES TRAVENOL, boîte postale 25 - Pleisier-en-Yvelines 78370.

Pierre Lichou s.p.



directeur d'agence

Nous sommes un groupe de sociétés de services spécialisées dans l'industrie pharmaceutique. La développement de nos activités nous amène à créer une nouvelle cellule.

Nous recherchons un homme ayant une mentalité de Chef d'entreprise, capable de développer une clientèle, de concevoir des plans de campagne, de gérer des budgets. Il disposera de l'infrastructure du groupe. Pour réussir, le candidat doit joindre à des qualités d'homme d'action une solide expérience marketing acquise dans un laboratoire pharmaceutique ou en agence.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence : 1007/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, rue DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

olivetti

Rendre "intelligents" les systèmes informatiques

Les systèmes informatiques OLIVETTI sont modulaires, extensibles et modifiables : ils s'adaptent aux nécessités et aux dimensions de chaque entreprise.

Toutefois, l'intégration de ces systèmes dans l'entreprise implique, en complément de l'action des ingénieurs commerciaux, une étude et un soutien techniques qui seront le rôle d'un

analyste système

La formation de type universitaire, ses connaissances pratiques du téléprocéssing (et de l'assembleur type IBM 360), et surtout son expérience, lui permettront de traiter les problèmes de compatibilité et de connexion de ces terminaux avec les gros systèmes.

Adresser C.V. et présentations à Monsieur LAJEAT, sous réf. S 08, OLIVETTI FRANCE, Direction du Personnel et des Relations Humaines, 51, rue du Faubourg-St-Honoré, 75008 PARIS.

Env. curric. vitae à M. LAJEAT, 51, rue du Faubourg-St-Honoré, 75008 PARIS.

CHEF DE LABORATOIRE

EQUIPEMENTS SPECIAUX TELECOMMUNICATIONS

La Société étudie et construit des équipements spéciaux pour les télécommunications à grande distance par câbles radio-estrelles. Elle recherche, pour lui confier la responsabilité de son Laboratoire - Bureau d'Etudes, un ingénieur de plus de 30 ans, diplômé ESE, d'Electricité, ou similaire, connaissant bien les techniques de traitement du signal et ayant déjà animé une équipe d'ingénieurs de projets.

Lieu de travail : Banlieue Ouest.

Adresser C.V. et prêt photo (retournée) à M. LAJEAT, sous réf. S 08, OLIVETTI FRANCE, Direction du Personnel et des Relations Humaines, 51, rue du Faubourg-St-Honoré, 75008 PARIS.

Env. curric. vitae à M. LAJEAT, 51, rue du Faubourg-St-Honoré, 75008 PARIS.

LA PREMIERE CHAÎNE FRANÇAISE DE GRANDS MAGASINS
recherche pour assurer la réalisation de nouvelles applications

ANALYSTES ANALYSTE ORGANIQUE ANALYSTE PROGRAMMEUR

Les Candidats devront avoir une expérience de 3 ans et connaître le PL/1 et la méthode L.C.P. pour travailler sur 2 IBM 370/145 sous OS.

Adresser lettre manuscrite, C.V. avec photo et rémunération actuelle et présentations à DIRECTION DU PERSONNEL, NOUVELLES GALERIES 86, Rue des Archives 75150 PARIS CEDEX 03.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Conseiller de gestion

Nous sommes un important groupe industriel d'environ 15.000 personnes (C.A. plus de 3 milliards de francs).

Nous recherchons un cadre financier (H.E.C., E.S.C.P., E.S.S.E.C. Ingénieur) ayant déjà acquis, par une première expérience industrielle, une bonne connaissance des techniques du contrôle de gestion en entreprise.

Au sein de la direction du budget, il sera plus particulièrement chargé de la centralisation de l'ensemble des budgets de la société et de leur analyse, du suivi des résultats prévisionnels à court terme et visera à améliorer en permanence les techniques et les méthodes de gestion existantes.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous réf. NAUL (à mentionner/enveloppe) à

EMPLOIS et CARRIERES

30 rue Vernet 75008 PARIS

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.

Env. curric. vitae à SOPELUX à l'attention de M. SIBERT, 102, rue Chapelle, 92008 LEVALLOIS-PERRET.</

offres d'emploi

UN INGENIEUR MECANICIEN

pour une fonction développement
de procédés de fabrication

Vous êtes ingénieur (Contrôle, A et M...), vous avez une expérience d'au moins cinq années acquise soit dans la fabrication mécanique fine, soit dans un bureau d'études ou des méthodes.

Société de renommée internationale sur le plan scientifique et industriel, nous créons une activité développement de procédés de fabrication et méthodes et nous vous proposons d'en prendre la charge.

Votre objectif : contribuer à l'optimisation de la fabrication d'un produit de haute technicité. Cela en relation avec notre service de conception ainsi qu'avec nos fabricants et nos sous-traitants.

Ecrire : No 55.385 - Contesse Publicité
20 av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui tr.

Dans le cadre de sa politique de diversification

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche

INGÉNIEURS

AGRO, AGRI

ou équivalent

Spécialistes des questions zootechniques et plus particulièrement des problèmes d'élevage bovin.

Connaissance approfondie du milieu agricole.

Sérieuse expérience dans le commandement et solides capacités de gestion.

Esprit d'initiative et de décision ; en un mot : leaders.

Après avoir participé à la phase d'étude et de lancement d'unités de production de viande, ils en seront responsables.

Env. C.V. manuscrit et photo sous n° 553.034 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2°, q. tr.

GROUPE D'ASSURANCES A FORME MUTUELLE

recherche
pour son Service Organisation

2 CHARGES D'ETUDES DE HAUT NIVEAU

Mission :

- analyser et formaliser en "fonctionnel" les besoins Informations du Groupe.
- élaborer un cahier des charges "utilisateur" et le transmettre en Analyse Informatique en vue de fournir les éléments nécessaires au service logiciel pour mise en forme organique, et
- vérifier la conformité des résultats obtenus par rapport aux besoins analysés et assurer la maintenance des caractéristiques spécifiques du "produit".

Profil : 30 ans minimum, formation supérieure, connaissance indispensable du milieu des Assurances complétée d'une expérience dans une fonction similaire de 3 ans minimum.

Des qualités d'ordre, de précision, de méthode, sont nécessaires ainsi qu'une habitude des contacts à tous niveaux. Il faudra des facultés d'adaptation, être convaincant, savoir "vendre" ses idées, et les faire accepter.

Statut Cadre.

Lieu de travail : PARIS (Rég. 186 J1)
CHARENTAIS (Rég. 187 J1)

Adresser lettre manuscrite + C.V. avec photo et références sous référence correspondante à

9, RUE VIGNON
75008 PARIS

ATTACHÉS COMMERCIAUX

Nous sommes une Société de Services et nous offrons à des jeunes ayant une formation supérieure (de préférence technique) des postes de représentation auprès d'importantes entreprises de Paris.

Une expérience de la vente de l'ordre d'un an est souhaitable.

Promotion certaine pour des candidats de valeur.

Envoyer C.V. photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2.537 M à la mentionnée sur l'enveloppe.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 PARIS cedex 06

Siège Social PARIS 19°

CERGY-PONTOISE fin 1976 offre poste

chef de groupe

dans services financiers, financièrement à la clientèle et recouvrement de créances.

à diplôme Ecole Supérieure de Commerce ou de Gestion ayant à la fois bonne technicité comptable et financière, sans humilité aiguë et tempérament de négociateur.

Envoyer C.V. et références au Service O.P. 135 bis Sérurier, 75019 PARIS s/réf. 27 J0 2

offres d'emploi

WABCO- WESTINGHOUSE

ETS de SEVRAN (93270)
recherche pour son DISPENSARE

INGENIEUR (E) D.E.

du "studier" (en) médecine de année, pour assurer l'horaire suivant : du lundi au jeudi, 8 h. 15, à 7 h. du matin ; le vendredi, de 6 h à 7 h. du matin. Env. C.V. détaillé à Mme GROSSE WABCO-WESTINGHOUSE S.P. n° 2 - 93270 SEVRAN.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

C.A. 200 M. 240 personnes
SITUÉE

PARIS - LA DÉFENSE

recherche d'urgence

CADRE ADMINISTRATIF

Licencié en droit - 28 ans min. qui sera chargé au sein de la Direction des Personnes et des Services généraux du siège ;

- de l'ensemble des contrats d'assurances ;
- du contentieux du droit du travail ;
- de la gestion administrative de la formation continue, des immeubles et du parc automobile.

Adresser C.V. détaillé à : M. 54.825 CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1°, q. tr.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE

Comptable - Home
Remunération importante pour candidat expérimenté

Tél. pr. réf. : 55.49.17-78.87.

COMPTABLE

Site Fournitures Industrielles pour l'imprimerie

recherche pour son siège à Paris

TECHNICIEN IMPRIMERIE

possédant une bonne connaissance de l'impression offset, pour un poste sédentaire de responsable à caractère technique-commercial, convenant plus particulièrement à un homme de fabrication.

Formation Esthétique appréciée, placé sous l'autorité du Directeur des Ventes, il aura la responsabilité d'un secrétariat commercial, et pour ce faire devra posséder l'expérience des problèmes administratifs, respect d'équipe, le sens de la méthode et de la précision.

Le salaire sera fonction des capacités et de l'adaptation.

Ecrire sous référence : 4679 à S.F.P. Société Française de Psychotechnique, 51, rue Vivienne, PARIS (2°).

Joindre enveloppe à votre adresse. Discrétion assurée.

Société recherche

RESPONSABLE

d'un bureau d'études d'archives de plans. Expérience 10 ans minimum. S.O.E.P., 2, r. des Quatre-Fils, Paris-9°.

IMPT GROUPE FRANÇAIS

de dimension internationale recherche

pour son siège social : PORTE SUD PARIS

LE RESPONSABLE DU SERV. GESTION DES PRIX

Les principales activités de ce service recouvrent :

- Les inventaires ;
- La gestion des stocks ;
- Le suivi des fichiers ;
- L'élaboration des prix nouveaux analysés et assurés la maintenance des caractéristiques spécifiques du "produit".

Les candidats : Ingénieurs diplômés, devront avoir une expérience industrielle de plusieurs années dans des fonctions de gestion.

Adresser C.V. détaillé à SWEETS S.P. 206 75424 Paris Cedex 09, sous réf. 312/86, qui transmettra.

Établissement public Etat à Paris-19° recherche :

ADJOINT AU CHEF SERVICE

JURIDIQUE

ayant plusieurs années d'expérience rédaction administrative pour secrétariat

de service : Étude et achats de produits alimentaires

Diplôme Licence Sciences Eco. Emoluments 40.000 à 50.000 F annuels. Ecrire avec C.V. et photo à : Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1°, q. tr.

VIMIPRIX

recherche pour SUPERMARCHÉS REGION PARISIENNE

DIRECTEURS

DE DÉPARTEMENT

responsables du groupe alimentaire

CHEFS DE GROUPE TEXTILE

CHEFS DE GROUPE

BAZAR

EXPERIENCE INDISPENSABLE LIBRES RAPIDEMENT

Ecrire en joignant C.V. détaillé, photo et références à :

Monsieur MALEY, S.E.V.B., 1, rue des Transports 93400 RUNGIS

Site titulaire d'un très important groupe multinationale recherche

UN CADRE

Age min. 20 ans, expérience confirmée en transports internationaux transfr.

Bonne connaissance des milieux maritimes. Anglais courant exigé. Sans des responsabilités sans du commandement, capable d'assumer la responsabilité du service : Étude et achats de transports : surfaces, maritimes et aériens. Relations correspondances étrangères.

Rémunération en fonction de l'expérience. Véhicule de service fourni. Envoyer C.V. manuscrit et références sous le n° 36.430 B, à BLEU Publicité, 17, r. Lebel, 93400 Vincennes

offres d'emploi

PROCE BANTIEUX PARIS EST

DIPE STE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE C.A. : 200 millions

équipée d'un 370/115 - 192 R - DGS - VS (développement implant d'applications nouvelles) recherche

CHEF DU SERVICE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

- Age 30 ans minimum ;
- bonne formation générale ;
- expérience indispensable de la direction d'équipe analyse et programmation ;
- connaissances : DOS - VS et langage RPG II souhaité.

Recherché en département organisation et informatique, il bénéficiera de la plus large délégation pour l'animation et le développement de l'efficacité de son service.

Adresser C.V. avec photo et références au réf. LS 1 CONSEIL EN RECRUTEMENT 10, rue Louvois 75003

ORDIS

13, rue André - 75009 PARIS.

COMPAGNIE AMÉRICAINE

BANQUE SUD, PARIS

ASSISTANT DE PERSONNEL

- Parler et écrire parfaitement anglais.
- Se charger des formalités et questions administratives et sociales du personnel cadre américain.
- Expérience d'un poste similaire souhaitable.

Adresser C.V. et lettre en anglais sous réf. 6.890 à P. LICHOU S.A. Paris CEDEX 02 qui transmet.

COMPAGNIE AMÉRICAINE

BANQUE SUD, PARIS

ASSISTANT DE PERSONNEL

- Parler et écrire parfaitement anglais.
- Se charger des formalités et questions administratives et sociales du personnel cadre américain.
- Expérience d'un poste similaire souhaitable.

Adresser C.V. et lettre en anglais sous réf. 6.890 à P. LICHOU S.A. Paris CEDEX 02 qui transmet.

COMPAGNIE AMÉRICAINE

BANQUE SUD, PARIS

ASSISTANT DE PERSONNEL

- Parler et écrire parfaitement anglais.
- Se charger des formalités et questions administratives et sociales du personnel cadre américain.
- Expérience d'un poste similaire souhaitable.

Adresser C.V. et lettre en anglais sous réf. 6.890 à P. LICHOU S.A. Paris CEDEX 02 qui transmet.

COMPAGNIE AMÉRICAINE

BANQUE SUD, PARIS

ASSISTANT DE PERSONNEL

- Parler et écrire parfaitement anglais.
- Se charger des formalités et questions administratives et sociales du personnel cadre américain.
- Expérience d'un poste similaire souhaitable.

Adresser C.V. et lettre en anglais sous réf. 6.890 à P. LICHOU S.A. Paris CEDEX 02 qui transmet.

COMPAGNIE AMÉRICAINE

BANQUE SUD, PARIS

ASSISTANT DE PERSONNEL

- Parler et écrire parfaitement anglais.
- Se charger des formalités et questions administratives et sociales du personnel cadre américain.
- Expérience d'un poste similaire souhaitable.

Adresser C.V. et lettre en anglais sous réf. 6.890 à P. LICHOU S.A. Paris CEDEX 02 qui transmet.

COMPAGNIE AMÉRICAINE

BANQUE SUD, PARIS

ASSISTANT DE PERSONNEL

- Parler et écrire parfaitement anglais.
- Se charger des formalités et questions administratives et sociales du personnel cadre américain.
- Expérience d'un poste similaire souhaitable.

Adresser C.V. et lettre en anglais sous réf. 6.890 à P. LICHOU S.A. Paris CEDEX 02 qui transmet.

COMPAGNIE AMÉRICAINE

BANQUE SUD, PARIS

ASSISTANT DE PERSONNEL

- Parler et écrire parfaitement anglais.
- Se charger des formalités et questions administratives et sociales du personnel cadre américain.
- Expérience d'un poste similaire souhaitable.

Adresser C.V. et lettre en anglais sous réf. 6.890 à P. LICHOU S.A. Paris CEDEX 02 qui transmet.

COMPAGNIE AMÉRICAINE

BANQUE SUD, PARIS

ASSISTANT DE PERSONNEL

- Parler et écrire parfaitement anglais.
- Se charger des formalités et questions administratives et sociales du personnel cadre américain.
- Expérience d'un poste similaire souhaitable.

Adresser C.V. et lettre en anglais sous réf. 6.890 à P. LICHOU S.A. Paris CEDEX 02 qui transmet.

COMPAGNIE AMÉRICAINE

BANQUE SUD, PARIS

ASSISTANT DE PERSONNEL

- Parler et écrire parfaitement anglais.
- Se charger des formalités et questions administratives et sociales du personnel cadre américain.
- Expérience d'un poste similaire souhaitable.

Adresser C.V. et lettre en anglais sous réf. 6.890 à P. LICHOU S.A. Paris CEDEX 02 qui transmet.

COMPAGNIE AMÉRICAINE

BANQUE SUD, PARIS

ASSISTANT DE PERSONNEL

- Parler et écrire parfaitement anglais.
- Se charger des formalités et questions administratives et sociales du personnel cadre américain.
- Expérience d'un poste similaire souhaitable.

Adresser C.V. et lettre en anglais sous réf. 6.890 à P. LICHOU S.A. Paris CEDEX 02 qui transmet.

COMPAGNIE AMÉRICAINE

BANQUE SUD, PARIS

ASSISTANT DE PERSONNEL

- Parler et écrire parfaitement anglais.
- Se charger des formalités et questions administratives et sociales du personnel cadre américain.
- Expérience d'un poste similaire souhaitable.

Adresser C.V. et lettre en anglais sous réf. 6.890 à P. LICHOU S.A. Paris CEDEX 02 qui transmet.

COMPAGNIE AMÉRICAINE

BANQUE SUD, PARIS

ASSISTANT DE PERSONNEL

- Parler et écrire parfaitement anglais.
- Se charger des formalités et questions administratives et sociales du personnel cadre américain.
- Expérience d'un poste similaire souhaitable.

offres d'emploi

INGÉNIEURS- INFORMATIQUES

intéressés par les problèmes de formation et de spécialisation en

PLI. Cobi assembleur.

Connaissances en C.I.C.S., D.M.I., M.S., (Rég. G 102)

ANALYSTES

De formation supérieure ayant plusieurs années d'exp.

(Rég. G 101)

ANALYSTES- PROGRAMMEURS

I.U.T. et équivalent avec pratique d'au moins un langage (PLI, Cobi assembleur, A.C., etc.)

Connaissances en C.I.C.S., D.M.I., M.S., (Rég. G 102)

Adresser C.V. photo et lettre au réf. 35.346, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1°, qui tr.

INGÉNIEUR

Grande école ou équivalent, ayant une bonne expérience de la méthode des éléments finis, ainsi que de ses applications, Anglais indispensable.

Adresser C.V. photo et lettre au réf. 35.346, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1°, qui tr.

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Arts et Métiers ou équivalent, ayant une bonne expérience de la méthode des éléments finis, ainsi que de ses applications, Anglais indispensable.

Adresser C.V. photo et lettre au réf. 35.346, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1°, qui tr.

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Arts et Métiers ou équivalent, ayant une bonne expérience de la méthode des éléments finis, ainsi que de ses applications, Anglais indispensable.

Adresser C.V. photo et lettre au réf. 35.346, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1°, qui tr.

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Arts et Métiers ou équivalent, ayant une bonne expérience de la méthode des éléments finis, ainsi que de ses applications, Anglais indispensable.

Adresser C.V. photo et lettre au réf. 35.346, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1°, qui tr.

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Arts et Métiers ou équivalent, ayant une bonne expérience de la méthode des éléments finis, ainsi que de ses applications, Anglais indispensable.

Adresser C.V. photo et lettre au réf. 35.346, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1°, qui tr.

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Arts et Métiers ou équivalent, ayant une bonne expérience de la méthode des éléments finis, ainsi que de ses applications, Anglais indispensable.

Adresser C.V. photo et lettre au réf. 35.346, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1°, qui tr.

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Arts et Métiers ou équivalent, ayant une bonne expérience de la méthode des éléments finis, ainsi que de ses applications, Anglais indispensable.

Adresser C.V. photo et lettre au réf. 35.346, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1°, qui tr.

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Arts et Métiers ou équivalent, ayant une bonne expérience de la méthode des éléments finis, ainsi que de ses applications, Anglais indispensable.

Adresser C.V. photo et lettre au réf. 35.346, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1°, qui tr.

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Arts et Métiers ou équivalent, ayant une bonne expérience de la méthode des éléments finis, ainsi que de ses applications, Anglais indispensable.

Adresser C.V. photo et lettre au réf. 35.346, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1°, qui tr.

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Arts et Métiers ou équivalent, ayant une bonne expérience de la méthode des éléments finis, ainsi que de ses applications, Anglais indispensable.

L'immobilier

constructions neuves

Résidence du Lac St-Fargeau 19°

319/325 rue de Belleville (607.78.90)
• 2 immeubles de standing avec jardin
• 63 logements du studio au 5/6 pièces
• Excellent rapport qualité/prix
• Prix fermes et non révisables
• Garantie: BFIM/SOAVAC

M° Porte des Lias



UNE CLÉ POUR VOUS LOGER OU POUR INVESTIR 525 25-25

Centre Etoile
Centre Nation : 371-11-74 - Centre Maine : 538-22-17
— 30.000 appartements et pavillons neufs à l'achat.
— une documentation précise sur chaque programme.
— un entretien personnalisé par un spécialiste.
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.
Sans aucun engagement de votre part.
Service gratuit de la Compagnie Bancaire
INFORMATION LOGEMENT

17° Entre porte Champerret et porte Maillot
2 et 3 P. livrables été 76
Visite sur place, tous les jours, de 10 h. à 18 h.
Tous les jours, sauf mardi, 10 h. à 18 h. - T. 387-55-09 à 350.

20° PRES NATION
Deux immeubles pierre de taille massive. Studios, 2, 3, 4 pièces. Balcons et jardins. Prix fermes et définitifs. Livraison immédiate. Bureau de vente sur place ouvert 10 h. à 18 h. - T. 387-55-09 à 350.

SAINT-GEORGES 5, rue Cluzel
Tr. beau 3/4 P. 72 m². Garage. NERET
SAL. 62-20

PAVILLONS SOUS-BOIS
Livraison immédiate
2 et 3 P. dans immeuble
de 150 m² à 240.000 F.
Rénovés et commercialisés
50% ALIQUOT, 6 bd de Chanzy,
93190 Livry-Garçon
Tél. 372-52-27 ou 372-16-32

APARTS NON REVISABLES
— 2 p. 45 m² + balcon 197.000 F.
— 3 p. 65 m² + balcon 215.000 F.
Habitable 7° trimestre 1976

COURBOIS
— 2 pièces + balcon 197.000 F.
— 3 pièces + balcon 215.000 F.
Habitable 1° trimestre 1976

ROSNY 5 km PARIS
— 3 pièces 189.000 F.
— 4 pièces 208.000 F.
Habitable 1° trimestre 1976

Métro MAIRIE MONTEUIL
— 3 pièces 219.000 F.
— 4 pièces 243.000 F.
Habitable 1° trimestre 1976

IMMOBILIERE FRIEDLAND
41, av. Friedland, 225-93-49

appartements occupés
ACHETES DE SUITE
App. occupés. Urgent
734-44-88

BOULOGNE
Près Eglise
1° avenue et jardin
Immeuble rénové. Occupé.
2 pièces cuites, dépendances.
Tél. : 622-40-37, poste 26.

15° Pres CONVENTION
Immeuble rénové
sur avenue, cour et jardin
App. occupés, 1, 2, 3 pièces.
Tél. 622-76-45, poste 26.

NEUILLY-MAIRIE
Immeuble Pierre de 1925
APARTS OCCUPÉS
5 P. 110 m² env. + ch. + ch. c. central imm. + asc.
Pr. r. et vis. : 735-95-37.

Immobilières
LOCATIONS SANS AGENCE
PAR PLURI CONTACTS
OFFICE DES LOCATAIRES
18, r. la Michodière N° 024, 8° P. Ph. Danegau, Versailles.
Frais Abon 300 F. 72-73-70

maisons de repos
MAISON DE RETRAITE
47-SEVRES. 7 ch. libres.
dames valides. 38 et 53 F.
quartier résidentiel. O.S. 06-26.

bureaux bureaux

dans le Centre d'Affaires CLICHY-PARIS PERIPHERIQUE A LOUER 10 000 m² DE BUREAUX

diversibles
loyer raisonnable - charges modérées
climatisation - parking - restaurant
SAF 622.10.10 - Poste 64

PALAIS-ROYAL
2 beaux bureaux X 22 m², ensemble ou séparés. Equipés ou non. Tél. 387-55-09 à 350.

A vendre à la Défense
un étage de 720 m² de bureaux dans petite opération de 2000 m². Capacité d'environ 30 personnes. Restaurant dans l'immeuble. 22 lignes téléph. + central. Prix très intéressants.

BUREAUX TOUS QUARTIERS.
LOCATION OU VENTE
AG. MAILLOT, ST-LAZARE, 224-45-35 - 52-11-18

7° - RAPP A LOUER 1.272 M²
3 BUREAUX A LOUER
Tél. 240-41-40 - 42-70

BUREAUX A LOUER
— 1° WAGRAM, 122 m².
— 1° ITALIE, 515 et 275 m².
— 1° MONTEVIDEO, 115 m².
— 1° GARE DU NORD, 200 m².
— 1° GAMBETTA, 178 m².
— 1° Clichy, 288 m².
— 1° SEVRES, 750 m².
— 1° BOULOGNE, 215 m².
— 1° MARY-LE-BOY, 200 m².
IMMOCO - 256-35-50

PROPRIÉTAIRE
Loue un ou plusieurs bureaux
Régul. neu. Tél. : 752-12-40

PROX. GARE DU NORD
Imm. ancien hôtel, 2 étages
10 bureaux, vid. lavab. et
l'étag. Tél. TELEX 704-82-20

propriétés
Pais cot. pnt style Mansart
7/9 P. 5/1500-2500 m² terrain,
près bois Nogent, Fontenay, EC.
200 m² P. 1500 F. 120, rue St.
Richelieu, Paris-2°, qui trans.

Collectivité vend propriété de
7.000 m², comprenant grande
maison, 30 m² de terrain, 12
lit. 12 m², plusieurs salles com-
munes, cuisine équipée, Ailli-
sue 200 m², bois, 100 m², clim.
excellent. Convient pour
particulier ou collectivité.
Centre de formation, etc.

Particulier vend propriété. Ter-
rain 1.500 m². Vue mer et St-
paul. 30 m² de terrain, 12 lit.
12 m², plusieurs salles com-
munes, cuisine équipée, Ailli-
sue 200 m², bois, 100 m², clim.
excellent. Convient pour
particulier ou collectivité.
Centre de formation, etc.

FOURNAUX-AUX-ROSES
Vente par lots
Belle propriété
dans jardin 1.500 m² planté d'ar-
bres, constructions récentes, tout
confort, 200 m² de terrain, 12
lit. 12 m², plusieurs salles com-
munes, cuisine équipée, Ailli-
sue 200 m², bois, 100 m², clim.
excellent. Convient pour
particulier ou collectivité.
Centre de formation, etc.

PARTEIL VEND 40 KM. PARIS
AUTOR. QUEST. 10 KM. MAN-
TAXES. Calme, vue sur la Seine.
100 m² de terrain, 12 lit. 12 m²,
plusieurs salles communes, cuisine
équipée, Aillisue 200 m², bois,
100 m², clim. excellent. Convient
pour particulier ou collectivité.
Centre de formation, etc.

FORET D'HALATTE
30 km. PARIS, près pont SAINT-
MAXENCE. Exceptionnelle pro-
priété, 1.500 m² de terrain, 12
lit. 12 m², plusieurs salles com-
munes, cuisine équipée, Ailli-
sue 200 m², bois, 100 m², clim.
excellent. Convient pour
particulier ou collectivité.
Centre de formation, etc.

SAINT-GERMAIN-LE-VEUVE
2, rue Jeanne-d'Arc. Propriété
plantée de 1.500 m², séjour
marbre, décoration raffinée. Px
1.500.000 F. 100 m² de terrain, 12
lit. 12 m², plusieurs salles com-
munes, cuisine équipée, Ailli-
sue 200 m², bois, 100 m², clim.
excellent. Convient pour
particulier ou collectivité.
Centre de formation, etc.

SAINT-GERMAIN-LE-VEUVE
2, rue Jeanne-d'Arc. Propriété
plantée de 1.500 m², séjour
marbre, décoration raffinée. Px
1.500.000 F. 100 m² de terrain, 12
lit. 12 m², plusieurs salles com-
munes, cuisine équipée, Ailli-
sue 200 m², bois, 100 m², clim.
excellent. Convient pour
particulier ou collectivité.
Centre de formation, etc.

SAINT-GERMAIN-LE-VEUVE
2, rue Jeanne-d'Arc. Propriété
plantée de 1.500 m², séjour
marbre, décoration raffinée. Px
1.500.000 F. 100 m² de terrain, 12
lit. 12 m², plusieurs salles com-
munes, cuisine équipée, Ailli-
sue 200 m², bois, 100 m², clim.
excellent. Convient pour
particulier ou collectivité.
Centre de formation, etc.

SAINT-GERMAIN-LE-VEUVE
2, rue Jeanne-d'Arc. Propriété
plantée de 1.500 m², séjour
marbre, décoration raffinée. Px
1.500.000 F. 100 m² de terrain, 12
lit. 12 m², plusieurs salles com-
munes, cuisine équipée, Ailli-
sue 200 m², bois, 100 m², clim.
excellent. Convient pour
particulier ou collectivité.
Centre de formation, etc.

SAINT-GERMAIN-LE-VEUVE
2, rue Jeanne-d'Arc. Propriété
plantée de 1.500 m², séjour
marbre, décoration raffinée. Px
1.500.000 F. 100 m² de terrain, 12
lit. 12 m², plusieurs salles com-
munes, cuisine équipée, Ailli-
sue 200 m², bois, 100 m², clim.
excellent. Convient pour
particulier ou collectivité.
Centre de formation, etc.

SAINT-GERMAIN-LE-VEUVE
2, rue Jeanne-d'Arc. Propriété
plantée de 1.500 m², séjour
marbre, décoration raffinée. Px
1.500.000 F. 100 m² de terrain, 12
lit. 12 m², plusieurs salles com-
munes, cuisine équipée, Ailli-
sue 200 m², bois, 100 m², clim.
excellent. Convient pour
particulier ou collectivité.
Centre de formation, etc.

SAINT-GERMAIN-LE-VEUVE
2, rue Jeanne-d'Arc. Propriété
plantée de 1.500 m², séjour
marbre, décoration raffinée. Px
1.500.000 F. 100 m² de terrain, 12
lit. 12 m², plusieurs salles com-
munes, cuisine équipée, Ailli-
sue 200 m², bois, 100 m², clim.
excellent. Convient pour
particulier ou collectivité.
Centre de formation, etc.

SAINT-GERMAIN-LE-VEUVE
2, rue Jeanne-d'Arc. Propriété
plantée de 1.500 m², séjour
marbre, décoration raffinée. Px
1.500.000 F. 100 m² de terrain, 12
lit. 12 m², plusieurs salles com-
munes, cuisine équipée, Ailli-
sue 200 m², bois, 100 m², clim.
excellent. Convient pour
particulier ou collectivité.
Centre de formation, etc.

SAINT-GERMAIN-LE-VEUVE
2, rue Jeanne-d'Arc. Propriété
plantée de 1.500 m², séjour
marbre, décoration raffinée. Px
1.500.000 F. 100 m² de terrain, 12
lit. 12 m², plusieurs salles com-
munes, cuisine équipée, Ailli-
sue 200 m², bois, 100 m², clim.
excellent. Convient pour
particulier ou collectivité.
Centre de formation, etc.

RADIO-TÉLÉVISION

DES RÉSISTANTS PROTESTENT CONTRE LA « TRIBUNE LIBRE » ACCORDÉE A M^r ISORNI

Plusieurs fédérations de résistants et de déportés ont protesté contre la tribune libre accordée à M^r Isorni sur FR 2, le lundi 26 avril, au cours de laquelle il a exprimé le point de vue de l'association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain. Ainsi, la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes, qui considère que « cette émission est une insulte à la mémoire des disparus cruellement ressentie par les familles et les rescapés des camps et prisons », était intervenue auprès du garde des sceaux et de la présidence de FR 2 pour que cette émission soit supprimée. Pour l'Association nationale des anciens combattants de la résistance, « cette émission constitue une infraction aux dispositions de la loi du 5 janvier 1951 réprimant l'apologie des crimes collaborationnistes et de l'attitude de Pétain vis-à-vis des juifs (elle) constitue également une infraction à la loi interdisant la propagande raciste ». Les anciens résistants demandent que les auteurs de cette « tribune libre » soient poursuivis.

D'une chaîne à l'autre

— Le P.S.U. (parti socialiste unifié) s'exprime à la tribune libre de FR 3 à 19 h 40.
— M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, est le « grand témoin » du magazine « C'est à dire » sur Antenne 2, à 21 h 30.

L'AUDIENCE DE FRANCE-MUSIQUE CONTINUE D'ÊTRE EN HAUSSE

D'après un sondage du Centre d'étude des supports de publicité (C.E.S.P.), l'audience de France-Musique a progressé de 7,1 % en octobre-novembre à 7,4 % en mars 1976. L'audience de France-Musique serait passée de 2.400.000 personnes en mars 1975 à 2.750.000 en février 1976.

SIDÉRAL ET SIDÉRANT

Difficile de parler de science-fiction sans évoquer les luttes et les passions. Disons pour être prudent qu'à la lumière du débat qui a suivi Danger, planète inconnue, le film de Robert Parrish nous a paru plus comme une aïre de lancement. Franchement, comparés aux savants, les scénaristes manquent singulièrement de poids, d'imagination et de largeur de vues : de vrais cultes de l'attente de la strabisme convergent. Il n'y avait là pourtant que des gens sérieux, des professeurs à l'université, au Collège de France, et des astronomes de l'observatoire de Meudon. On nous avait heureusement épargné l'anthropomorphisme enthousiaste et militant de ceux qui parodient l'univers de petits hommes verts. On a parlé d'anti-matière. Une anti-terre réplicque exacte de notre planète cachée derrière le Soleil, ça non. L'hypothèse en est totalement exclue par les données actuelles de la science. Mais ces galaxies entières, des dizaines et des dizaines de milliards d'étoiles, en, oui, l'univers, c'est que la matière et l'anti-matière ayant exactement les mêmes propriétés, elles émettent la lumière de la même façon, nos télescopes sont incapables de nous dire ce qu'il en est. Le seul moyen de la savoir serait d'y envoyer une fusée en matière. Si elle explosait, il s'agit bien d'anti-matière. L'ennui, là encore, c'est qu'il faudrait cent millions d'années pour qu'elle nous soit renvoyée. Le flash de la déflagration. Les résultats de l'expérience se feraient un peu attendre, évidemment. A voir à cette hauteur et à cette vitesse, on en avait la tête comme un pulsar, une étoile à neutrons tournant à cent tours par seconde. Mais quand on nous a dit qu'on parlait (phénomène prévu par Laplace et confirmé par Einstein), trou où s'engouffrait et se perd la matière, pour correspondre par en dessous un trou blanc d'où la matière serait expulsée, vers où ? vers quel anti-univers ? on s'est cramponné aux bras de nos fauteuils. Il y avait de quoi perdre pied dans ces espaces minis, en continuant l'expansion, dont la science, au train où elle va, nous révélera un jour peut-être la finitude. CLAUDE SARRAUTE.

MARDI 27 AVRIL

CHAÎNE I : TF 1
20 h. 30. Documentaire : Tziganes sans frontières. de Cl. Vernick. Les Roms : 21 h. 50. Chronique historique : Ces années-là (1959). de M. Dor. 22 h. 40. Emission littéraire : De vive voix (Gobolus voit le vin est bon). Avec MM. Bernard Giraudeau (la Boutille bordelaise), notre collaborateur Pierre-Marie Bouchard (les Bons Vins et les autres), Edouard Bressan (Guide des vins et des vignobles), André Pierre Bosc (la Via de la nœlle).

CHAÎNE II : A 2
20 h. 30. Les dossiers de l'écran. Téléfilm : La Rumeur (dans la série « La Saga des Français »). de M. D. de Castille, réal. M. Paillet. Avec M. Trillat, avec F. Dyrck, C. Laborde, A. Bellec, M. Trillat.
A Orléans, en 1960, à Amiens, en 1970, de Chalon-sur-Saône, en 1974, des jeunes filles auraient, dans certains, été enrôlées dans des magasins de périmètre, puis envoyées en Algérie du Sud. Les commerçants bordelais ont, à 89 %, répondu La rumeur s'enfuit.

CHAÎNE III : FR 3
20 h. Les leux de 20 h : Ce soir à Lyon : 20 h. 30. Westworld. Films policiers : « L'Homme de Berné » de R. Mulligan (1962), avec R. Hudson, B. Ives, G. Rowlands, G. Keen. Dans les années 30, un médecin hollandais matérialiste travaillait dans la jungle des îles de la Sonde sous un pseudonyme dont il ne comprenait pas les connotations, et se heurtait à la magie indigène. Pénalités romanesques et conflits ethniques.
22 h. 35. Journal.

FRANCE-CULTURE
20 h. Poésie : 20 h. 3. Dialogues : Formation des caores et reformes de l'écriture, avec F. Bouch-Laine et R. Labouret ; 21 h. 20. Musique de notre temps : 22 h. 35. Entretiens avec H. Guillemin ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE
20 h. Présentation du concert : 20 h. 30. Echanges internationaux de Radio-France. Musiques de la radio autrichienne, direction R. Oudot. « Per Sestina (ai-Yen Cheng » pour bande magnétique et trois groupes d'orchestre (H. Nono, « Pasce » pour grand orchestre (P. Carli), « Holi-day Symphony » (C. Vess) ; 23 h. 30. Chant contre chant ; 24 h. Musiques algériennes ; 1 h. Autour du fantastique.

MERCREDI 28 AVRIL

CHAÎNE I : TF 1
De 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 13 h. 35 (S.J.), Les visiteurs du mercredi. 20 h. 30. Divertissement : Le Siècle des Lumières, de Cl. Brulé, mise en scène F. Villiers, avec M. Boudet, P.-E. Deber, M. Duchaussoy, Cl. Dauphin, B. Alane, H. Cremieux. Un voyage dans le Siècle des Lumières, à la rencontre de Marianne Voltaire, Diderot, Rousseau, et d'une revue littéraire créée, sur scène, d'inspiration des deux continents. Remontée du Palais-Royal, et rétrospective pour le petit écran.
Vers 22 h. Emission philosophique : Interrogations (La responsabilité), de D. Huisman et M.-A. Mailray.
Avec la participation de MM. Raymond Polin (président de Paris IV), Jean-Claude Collet (député aux Energies nouvelles), Pierre Boulez, Maurice Goldring et Jean-Pierre Collet.

CHAÎNE II : A 2
De 14 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 16 h. 20. Un sur cinq.
20 h. 30. Série : L'homme de fer (Solitaire).

CHAÎNE III : FR 3
20 h. 30. Un film, un auteur (R.I.) : « Première victoire », d'O. Preminger (1955), avec J. Wayne, K. Douglas, P. Neal, T. Trvon P. Prentiss. (N.) Les crises psychologiques de marins américains préparant une opération contre la flotte japonaise après l'attaque de Pearl Harbor. Superproduction à grand spectacle décorée par de simplistes études de caractère.
23 h. Journal.

FRANCE-CULTURE
20 h. Poésie : 20 h. 5. Jazz : Nouvelle-Orléans, de J.-C. Averty ; 21 h. 35. Musique de chambre (Milhaud, Philippon, Balit, Lalo), par le quatuor Parron ; 22 h. 35. Entretiens avec H. Guillemin ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE
20 h. Prestige de la musique : Trio J. Suk : « Trio en mineur op. 1 » (Beethoven), Trio « Dumky » (Dvorak), « Trio en la mineur » (Ravel) ; 22 h. 30. K. Schuster ; 24 h. Non écrites ; 1 h. Autour du fantastique.

TELEFUNKEN

colorimage...
une gamme de
6 téléviseurs couleur

FABRICATION ALLEMANDE
COMMANDE A DISTANCE - 2 PAL SECAM.

سكنا في العمل

Les régions

PROJET

Le Verdon, un port « hors les murs »

Bordeaux joue la haute mer

« On veut croire que 1975 restera comme un malheureux accident dans l'histoire du port de Bordeaux et que 1976, avec une grande première au début du mois de juin, marquera pour longtemps la reprise de l'optimisme. »

C'est ainsi qu'on analyse, sur les bords de la Gironde et parmi les responsables du port autonome de Bordeaux, les données de la conjoncture actuelle. Bien sûr 1975 fut, comme partout, l'année de la régression du trafic (-15 %), et celle du déficit financier (8 à 9 millions de francs). Mais le premier trimestre de cette année le trafic, essentiellement celui des riches marchandises diverses, a augmenté de 44 % autorise tous les espoirs. Dans les premiers jours de juin, surtout, on attend au Verdon, à 100 kilomètres en aval du qual des Chartrons, le premier navire à manutention moderne qui accostera aux nouvelles installations aménagées dans les sables de la pointe de Grave, en face du Royan.

Trois mois après, les grands porte-conteneurs pourront y utiliser le portique en cours de montage. Ce sera une date à marquer d'une pierre blanche pour le capitaine d'Aquitaine. Le port d'estuaire, devenu désormais incommodé, sera métamorphosé en port de mer véritable.

table, ce qui n'obligera plus les navires à faire un détour de 100 kilomètres pour y charger ou y décharger leurs cales.

Le Verdon, c'est — comme Fos pour Marseille, ou l'avant port ouest pour Dunkerque, ou Saint-Nazaire et Montoir pour Nantes, ou Antifer pour Le Havre — le « port hors les murs ». A l'embouchure de la Gironde les ingénieurs rencontraient bien des atouts favorables à une politique d'expansion : profondeur des chenaux, plan d'eau calme, des centaines d'hectares disponibles, et, non loin, des sites touristiques attrayants.

Dans l'euphorie du pétrole, vers 1965, c'est d'abord vers les appointements pour les grands tankers qu'on s'est tourné. Mais, désormais, la veine de l'or noir s'épuise. Les « chevaliers des mers », ce sont les grands porte-conteneurs qui relient l'Amérique, l'Asie, l'Afrique, l'Australie, l'Extrême-Orient à l'Europe.

Dans un premier temps, c'est à Bassens qu'on a aménagé dans ce

but des installations. Mais celles-ci se révélèrent vite inadéquates et ne traitaient toujours que 140 000 tonnes. Mais au Verdon, dans deux ans et demi, les responsables du port tablent sur un trafic de 450 000 tonnes de marchandises en conteneurs.

Bordeaux-Le Verdon se vante en outre d'être beaucoup plus proche que Marseille-Fos des riches marchés américains et canadiens : trois jours de moins pour un navire qui fait la rotation New-York - Europe - New-York. Il y a donc une belle carte à jouer.

Or il se trouve que le port aquitain, parmi les quarante et une lignes régulières qu'il revendique vers soixante et onze pays du monde, n'exploite pratiquement pas de liaisons par porte-conteneurs vers le continent nord américain. « C'est notre grande faiblesse et notre grande lacune », dit M. Pierre Debayle, directeur général. Pas étonnant donc que les vins et les cognacs prennent la route du Havre ou les produits manufacturés celle de Marseille.

Le franchissement de la Gironde

Avec l'outil moderne du Verdon (dont le coût total pour le port et pour l'Etat aura représenté de 1973 à 1977 plus de 300 millions de francs), on espère donc enfin ouvrir la voie sacrée de l'Amérique. Dans un premier temps, des navires porte-conteneurs de taille moyenne chargeront du fret qui serait centralisé à Havre, à Rotterdam ou à Cadix, qui sont les têtes de ligne des grands transatlantiques. En même temps, un effort va être fait pour consolider les positions de Bordeaux à l'égard des lignes qui desservent l'Afrique occidentale et l'Australie.

Le Verdon a toutefois besoin de beaucoup d'améliorations encore pour emporter la conviction des transporteurs et des chargeurs. Première urgence : le renforcement de la route entre Le Verdon et Bordeaux, actuellement « indigne » d'un port qui se veut de réputation interna-

tionale. Quant aux autoroutes qui élargiront vers tout le Sud-Ouest et le Massif Central la zone d'influence de Bordeaux, il faudra attendre 1980-1982 pour les voir achevées. Enfin, la construction d'un pont entre les deux rives de l'embouchure de la Gironde apparaît, à l'évidence, comme une nécessité de premier ordre, même si son coût fait frémir. Mais les moyens accablent — trois bacs, puis en juin 1978 un quatrième — sont visiblement inadéquats aux progressions escomptées. S'il en est ainsi, le Verdon-Bordeaux, peu utilisé actuellement, qui pourrait pourtant acheminer 3 millions de tonnes par an.

Dans l'immédiat, il faut que Le Verdon devienne le débouché et la porte de la route économique du Midi-Pyrénées. Depuis longtemps en effet les transporteurs du Midi-Pyr-

nées conduisent jusqu'à Bordeaux les céréales de la vallée de la Garonne et de la Dordogne, les fruits de l'Agenais et les taupes de l'Artois, les armagnacs du Gers, les beurres et fromages de la Haute-Garonne, les matériaux pondéreux provenant de l'industrie métallurgique et des constructions aéronautiques. En sens inverse, Bordeaux reçoit et réexporte vers la région Midi-Pyrénées du minerai de fer pour les usines métallurgiques de Decazville, des peaux tannées pour Mazamet, des pâtes à papier, des agrumes, des produits exotiques.

Un concurrent

du Havre et de Marseille ?

Les équipements ne suffisent pas. Il faut que les armateurs trouvent leur compte au Verdon. Assez récemment de faire toucher moins souvent à leur navire Le Havre ou Marseille ? Quelle sera la contre-offensive de ces deux grandes portes de la France, et comment arbitreront le ministre de l'équipement ou le secrétaire d'Etat aux transports ? Les autorités portuaires de Bordeaux parviendront-elles à faire en sorte que le « complexe d'escaliers » d'un navire au Verdon soit moins coûteux que celui des ports concurrents ?

Bordeaux entend, après l'ère des grands travaux d'infrastructure, démontrer ses capacités commerciales. Récemment a été reçue dans le Médoc une importante délégation canadienne. Dans quelques jours c'est avec les Brésiliens que des négociations vont être ouvertes. Bordeaux ne compte pas seulement sur l'appui de Paris pour faire pencher la balance en sa faveur, mais aussi sur l'aide de son puissant voisin du sud, Bilbao. Une sorte de pacte commercial et d'entente cordiale ont été conclus entre les deux ports. On négociera désormais ensemble, on parlera d'une seule voix, on partagera les succès et les déceptions.

Pour les ports d'Aquitaine et de Biscaye il n'y a plus de Pyrénées...

FRANÇOIS GROSCHARD.

DÉBAT

De nouveaux rails entre Paris et Lyon ?

UN MAL-AIMÉ

L'HEURE est aux économies : il faut préserver le temps des loisirs, l'espace, l'énergie. Dans le domaine des transports, où le gaspillage est si répandu, on a annoncé l'an passé de « bonnes résolutions » : priorité aux transports en commun, mesures en faveur de la voie d'eau, aide au renouveau du rail. De fait, l'axe navigable Rhin-Rhône est chose acquise. Ce n'est que justice après tant d'otémolements. Et la ligne à grande vitesse (T.G.V.) Paris-Lyon entre dans la phase des réalisations.

Or voici qu'un comité de sauvegarde, animé d'intentions écologiques et économiques, part en guerre contre le nouvel axe ferroviaire (« le Monde » du 10 janvier). Faut-il penser que le projet de la S.N.C.F. est à ce point simple affaire de prestige, irrespectueux de l'environnement, plus destructeur que le percement des autoroutes ou des pistes d'aéroport pour susciter semblable levée de bouilliers ? C'est peu probable.

Formulons une hypothèse : n'y a-t-il pas dans les attaques acharnées lancées contre le projet Paris-Lyon depuis plusieurs années des motivations subconscientes ? Il faut alors chercher des causes plus profondes, plongeant leurs racines dans nos habitudes de vie, notre psychologie, notre histoire. Le chemin de fer est en France un mal-aimé. C'est presque un vieux démon qu'il faut exorciser. Cela remonte loin. Méfiance et querelles l'ont accablé au dix-neuvième siècle, des villes par dizaines ont refusé ou éloigné vers des faubourgs excentriques. Les armateurs du Second Empire n'y ont vu qu'un enjeu électoral, sans grand souci de réaliser un tracé rentable des lignes. Plus près de nous, nos cités se sont empressées d'éliminer leurs tramways. Des départements ont « défermé » des lignes entières,

ne rêvant que d'en faire des dévotions ou ruelles routières. Il n'est pas jusqu'au graphisme des plans et des cartes qui ne révèle cet ostracisme envers le rail : sur les représentations traditionnelles, la voie ferrée est signalée par une ligne à barreaux (on serait tenté de dire « à barbelés »), dans les schémas d'aménagement modernes, elle devient un mince filet face au trait gras des routes et autoroutes. Transcription combien révélatrice : le rail, tout d'abord, est un gêneur ; aujourd'hui, il n'est là que « pour mémoire ».

Sans évoquer, comme on le fait toujours, la pression des groupes pétroliers et automobilistes, on peut simplement voir d'ans l'attitude antiferroviaire le résultat de l'individualisme, d'habitudes égoïstes, un certain manque de civisme. Après quelques mois de sagesse, les Français ont repris avec franchise leurs voitures, comme pour effacer le spectre de la crise et « consumer » avant les restrictions de demain.

A l'heure des économies, de la rentabilisation des équipements, il y a là une attitude paradoxale. On devrait valoriser l'outil remarquable qu'est le rail français. On songe à des solutions simples : multiplier les voitures de voyageurs modernes et confortables, doter la production accrue pour occuper des ouvriers en chômage ; retracer des lignes en profitant de nouveaux axes autoroutiers (on voit par la voie sur Lyon - Grenoble) ; revaloriser les tronçons ferroviaires et mieux localiser les stations dans les zones urbaines ; reprendre les projets de ce moyen de transport « bi-mode » que fut l'autorail-autobus ; développer pour les marchandises les transport rail-route, dont la souplesse est aujourd'hui évidente ; abaisser les tarifs train-auto pour désengorger les routes des vacances...

Quel gouvernement saura faire des Français des promoteurs du rail chez eux, et pas seulement à l'étranger, où nos techniques dans ce domaine font merveille ? Si l'on conçoit qu'il faut associer de plus en plus le citoyen à l'urbanisme, on doit aussi réconcilier le Français avec cet outil national qu'est « son » chemin de fer.

JEAN-FRANÇOIS TROIN, maître de conférences à l'université de Tours.

La route du Bourbonnais

L' principal argument mis en avant par la S.N.C.F. en faveur du projet de train à grande vitesse Paris-Lyon réside dans une saturation de la ligne passant par la Bourgogne. Pourquoi ne pas porter remède à cet état de choses en utilisant plus rationnellement la ligne Paris-Lyon par le Bourbonnais dont le trafic est jugé insuffisant pour justifier l'électrification ? Cette ligne, de même longueur, épouse sensiblement le tracé de la nationale 7 et dessert directement ou indirectement, le Nivernais, le Bourbonnais, le Forez, l'Auvergne, etc., dont les pouvoirs publics pronont le désenclavement. Elle pourrait être électrifiée à partir de Moret et recevoir la plus grande partie du trafic marchandises ou voyageurs qui encombre la ligne de Bourgogne. Elle fait d'ailleurs actuellement l'objet d'améliorations destinées à porter à 160 km/heure la vitesse des rapides Paris-Clermont-Ferrand.

D'autre part, la ligne de Bourgogne pourrait, sans investissements importants, être aménagée en voie de câbles à piques ou supérieures à 300 km/heure sur une bonne partie du parcours. Elle permettrait alors des temps de trajet Paris-Lyon proches des deux heures prévues pour le T.G.V.

On évaluerait ainsi d'englober des sommes énormes — plus de 8 milliards — dans un projet dont l'utilité n'apparaît nullement. Pour la première fois la S.N.C.F. jouerait un rôle équilibrant dans l'aménagement du territoire qu'elle a si souvent, dans le passé, contribué à contrarier.

ALBERT BESSE, maître de conférences (Puy-de-Dôme).

PROCÈS

ASSOCIATIONS CONTRE PROMOTEURS

A LA BAULE : le plan d'occupation des sols ne sera pas annulé

Le tribunal administratif de Nantes a rejeté le recours de l'Association pour la protection et l'embellissement du site de La Baule qui demandait l'annulation du plan d'occupation des sols de la ville balnéaire. Le tribunal a estimé qu'en l'absence d'« erreur manifeste » il ne pouvait substituer à l'appréciation des autorités celle de l'Association concernant les hauteurs et les densités retenues, notamment en front de mer.

Il a jugé d'autre part que, la composition du groupe de travail qui prépare le POS n'étant pas fixée par la loi ou les règlements, le préfet

Lors de l'audience du 19 mars, l'association avait précisé les griefs qu'elle fait au plan d'occupation des sols : il permet la construction d'immeubles d'une hauteur de 40 mètres alors que le plan d'urbanisme antérieur précisait qu'ils ne devaient pas dépasser 18 mètres sur le front de mer. On est arrivé à ce résultat selon les requérants parce qu'ont été introduites dans le groupe de travail chargé de l'élaboration des personnes ayant un intérêt personnel, et notamment le promoteur d'un immeuble visé par ces dispositions ainsi que des entrepreneurs de bâtiment de la commune.

Pour les avocats des requérants, M^{rs} Rouvière et Dubail, du barreau de Paris, au vu des documents fournis par l'administration à la demande du tribunal sur la composition et la manière de travailler des commissions, l'illégalité apparaît « flagrante et permanente » dans la mesure où de procès-verbal des réunions de

avait un pouvoir d'appréciation sur la composition du groupe et sur son fonctionnement, à condition qu'il respecte le principe de l'« élaboration conjointe » élus-administration, voulu par le législateur.

Enfin, pour ce qui concerne les représentants des professions du bâtiment, accusés par l'Association d'avoir fait pression sur le groupe de travail, il ne ressort pas, selon le tribunal, des pièces fournies « qu'ils aient fait autre chose qu'exprimer les intérêts de leur profession ». Le maire de La Baule est M. Olivier Guichard.

ces groupes montrant qu'à chaque rencontre leur composition, fixée par décret préfectoral, n'a pas été respectée.

Le directeur départemental de l'équipement, qui représentait en personne l'administration, est venu confirmer qu'il n'avait pas été établi de procès-verbal des réunions de cette sous-commission, qui n'avait d'ailleurs pas de pouvoirs de décision. Mais le commissaire du gouvernement soulignera qu'il ne ressort d'aucun des éléments du dossier que « des pressions aient été exercées sur les fonctionnaires de l'équipement, pas plus que sur les représentants des collectivités locales » et que seul a protesté, avec la plus grande constance, le délégué de l'association aujourd'hui requérante.

Pour ce qui est de l'irrégularité de la composition du groupe de travail, le commissaire du gouvernement a fait valoir qu'aucune disposition législative ni réglementaire n'interdit

de consulter les représentants d'organismes qualifiés. Il a admis toutefois quelques « bavures » ou « imperfections », qui, selon lui, ne sont pas de nature à constituer des irrégularités.

« Un plan d'occupation des sols établi sur mesure pour assurer le maximum de profit et la plus grande rentabilité aux promoteurs. » C'est ainsi que les avocats des requérants ont qualifié le document d'urbanisme de La Baule en indiquant que les résultats obtenus montraient à l'évidence l'intervention déterminante des intérêts privés au cours de son élaboration.

C'est une autre explication qu'a avancée le représentant du ministère de l'équipement, affirmant que ce POS était plus restrictif que l'ancien règlement d'urbanisme, en ce sens qu'il préservait des zones agricoles. Quant aux hauteurs des immeubles du front de mer qui sont la source fondamentale du litige, il a précisé : « Pour des raisons architecturales, il n'est pas bon d'avoir des hauteurs uniformes. Depuis des années les responsables de l'urbanisme souhaitent rompre la monotonie et constituer certains points forts. La Coupole (un des immeubles élevés attaqués par les associations) en est un exemple, et votre tribunal avait considéré que ce projet était compatible avec l'environnement. »

Le Conseil d'Etat a, par la suite, jugé différemment en annulant ce permis de construire. Le plan d'occupation des sols prévoit deux hauteurs dans lesquelles les hauteurs pourraient être dépassées : celui du casino et celui de La Baule — centre dans la limite de 40 mètres.

« La Baule est un immense front de mer dont nous avons essayé de rompre la monotonie en permettant aux architectes de s'exprimer. » C'est dans cet esprit, affirmant en conclusion le directeur de l'équipement, qu'ont été prises les options du plan d'occupation des sols.

JEAN-CLAUDE MURGALÉ.

A ANGERS : 84 logements neufs sont menacés de démolition

Le tribunal administratif de Nantes vient d'annuler le permis de construire d'un immeuble de quatre-vingt-quatre logements dont la construction, avenue Patton, à Angers, est pratiquement terminée. Va-t-on le démolir, alors que ses premiers occupants ont déjà emménagé ?

En octobre 1974, les riverains de l'avenue Patton, située à la sortie d'Angers, vers Nantes, voient un chantier s'ouvrir, là où s'élevaient précédemment quelques masses croulantes, avec une satisfaction qui se changea bientôt en inquiétude : un immeuble de sept étages, d'une trentaine de mètres de long, aligné au ras de la rue, va être édifié ; une masse compacte couvrant de son ombre les modestes pavillons d'« entourage » ; une bâtisse fort laide.

Bien que la loi l'exige, le permis de construire n'est pas affiché sur le chantier, et les administrations concernées refusent l'accès des dossiers aux habitants du quartier. Ceux-ci se groupent alors en Association de défense de l'environnement, Paton-Montesquieu (A.D.E.P.M.). Et la guerre commença entre l'A.D.E.P.M. et les administrations, le promoteur se contentant de compter les coups, tout en activant les travaux.

Le 3 juillet 1975, le tribunal administratif de Nantes ordonne le sursis à l'exécution. Mais les travaux, après une pause de quarante-huit heures, repartent de plus belle. Somme toute par huisser au promoteur, au maire, et au préfet. Celui-ci annule, le 22 juillet, le premier permis de construire, mais quelques jours plus tard en signe un autre : le promoteur, pour « descendre » le COS (Coefficient d'occupation des sols), a acheté un terrain de 900 mètres carrés, qui est ajouté au terrain « d'assiette ». « Parfait », rétorque l'Association de défense, mais : 1) ce terrain est situé de l'autre côté de l'avenue ; 2) le transfert ne pouvait être accordé que par un arrêté ministériel qui n'a pas été pris ; 3) le permis de construire comporte un nombre excessif de dérogations. — C'est, dit son avocat, M^{rs} Jean-Pierre James, le gigantisme par dérogation.

Nouveau recours au tribunal administratif qui aboutit, le 22 mars dernier, alors que plâtriers et peintres mettaient les bouchées doubles, à l'annulation pure et simple du permis. Le tribunal a retenu le vice de forme, il a dit que « l'administration a

excédé ses pouvoirs ». Mais il a aussi très clairement reconnu aux pétitionnaires, le « droit au soleil » qu'une réparation pécuniaire ne saurait compenser.

Peut-on aujourd'hui démolir un immeuble de sept étages ? A l'A.D.E.P.M. on s'affirme décidé à l'obtenir : « C'est un immeuble qui n'existe pas juridiquement. De plus, pas d'espace vert, parking sur gazon, fenêtres sur la verticale sur les voisins, etc. » — c'est le vice-président qui parle.

Alors maintenant ? « Nous allons constater la fin des travaux et l'occupation des locaux, et demander au tribunal s'il n'y a pas eu de dérogation à l'application de l'arrêté du tribunal administratif. » — Donc la démolition ? — « Oui... En tout cas, d'au moins deux étages côté ouest, et un étage côté est. »

En dernier ressort, l'Association et ses membres concernés accepteraient peut-être d'être indemnisés. Mais alors, la facture approcherait du million. Qui paierait ? Le promoteur ? Port connu sur la place d'Angers, où il a construit d'importantes ensembles, en général de « grand standing », il dit en substance : « On m'a défilé un permis de construire, je m'y suis conformé, ce n'est pas moi qui ai été condamné, mais l'administration. »

L'administration ? Elle est sans doute bien embarrassée. Elle pourrait se pourvoir en appel devant le Conseil d'Etat, mais il ne semble pas qu'elle en ait l'intention.

CHARLES DUTEYEU.

LENTILLES DE CONTACT : des millions d'utilisateurs conquis. Pourquoi pas vous ?

Ne dites plus « je n'ose pas » : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus « ce n'est pas pour moi » : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles. Ne dites pas « lesquelles choisir ? » : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accoutumance rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.



YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Décontamination et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

Consultez

JEAN-CLAUDE MURGALÉ.

Paris-Anneey

5 vols quotidiens au départ de Paris-Maillot

Renseignements : 266.57.40

AIR ALPES

DE NOUVELLES LIAISONS REGIONALES

صحنه من العمل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

La protection de la nature et la défense de l'emploi

Les travailleurs de l'environnement

« La pollution et l'emploi », tel a été le thème de deux manifestations récentes. La première, mercredi 14 avril, était une conférence de presse donnée par la fédération « chimie » de la C.F.D.T. La seconde, un débat-débat organisé mardi 20 avril, réunissait autour de M. Paul Granet, secrétaire d'Etat à l'environnement, plusieurs dizaines d'industriels de l'antipollution.

Jusqu'ici, le dilemme polluer ou licencier plongeait les syndicats et les pouvoirs publics dans l'embarras. Du côté des salariés, on choisissait le travail à tout prix. Pour la première fois, la C.F.D.T. dit : « Nous ne pouvons pas accepter n'importe quel emploi pour faire n'importe quoi, n'importe comment. Nous préférons un chômeur bien portant à un travailleur intoxiqué. »

Position courageuse, qui s'appuie sur l'expérience des ouvriers de l'industrie chimique. Ils en ont fourni deux exemples. Les rejets de phosphogypse, liquide des fabrications d'engrais de Rouen, salissent la baie de Seine. Plusieurs solutions existent. L'une d'elles consiste à incorporer dans le produit vendu aux agriculteurs une part au moins de ce qu'on jette à la mer. Les bous rouges, résidus acides de fabrication du bicarbonate de soude, empoisonnent la mer. On peut parfaitement les neutraliser et en combler d'anciennes carrières. Ces opérations, loin de provoquer des licenciements, nécessitent de nouveaux emplois.

Conclusion des syndicalistes : loin de se faire la guerre par patrons interposés, les travailleurs concernés doivent se concerter pour lutter contre la pollution et multiplier les emplois. La C.F.D.T. va même plus loin : « Certains produits sont dangereux à fabriquer, à rejeter et à consommer. Leur utilisation compense-t-elle vraiment leurs nuisances ? Les travailleurs sont aussi des consommateurs. »

Réflexions auxquelles répondent les propos tenus par M. Paul Granet, le 20 avril. « Les Français veulent à la fois des emplois et un environnement satisfaisant. Désormais, l'industrie moderne sera propre ou ne sera pas. Certains patrons l'ont compris, d'autres, contraints par les règlements et l'opinion publique, sont obligés d'en convenir. Pendant le VII^e Plan (1976-1980), les industriels vont investir environ 6 milliards de francs pour rendre leurs entreprises moins polluantes. La moitié de ces sommes ira à la préservation

de l'eau, un quart aux procédés d'assainissement de l'air, un quart au traitement des déchets. Pendant le même temps, les collectivités locales vont investir 22,7 milliards : 4 pour l'épuration des eaux, 17 pour les réseaux d'égouts, 17 pour les ordures ménagères. Le fonctionnement de ces nouvelles installations privées et publiques coûtera, à la fin du VII^e Plan, 2 milliards par an. Tout cela exigera des moyens en matériels et en hommes, a constaté le ministre. D'où une embauche de personnels de toutes catégories : ouvriers, contremaîtres, techniciens, ingénieurs. Au total, cinquante mille emplois au cours du VII^e Plan. »

Cette charge — réputée impropre parce qu'on ne sait pas comptabiliser les coûts sociaux de la pollution — est-elle supportable ? Selon M. Granet, elle représente pour les industriels moins de 0,8 % de leurs investissements. « En moyenne oui, lui ont répondu les patrons, mais pour certains d'entre nous plus : jusqu'à 25 et même 30 % ». « Dans ces cas particuliers, on vous aidera, a promis le ministre. »

Au bilan des emplois créés par l'anti-pollution, M. Granet a oublié d'ajouter ceux qui va susciter la protection de la nature, désormais obligatoire dans les grands aménagements publics et privés. Pour « prendre en compte l'environnement », il faudra davantage d'écologistes, de paysagistes, d'urbanistes, d'ingénieurs.

Non, pour sauver la nature en France, ce n'est pas le travail qui manque ni les hommes prêts à s'y consacrer. Ce sont les crédits, et il est constant que le plan de relance n'en ait pas tenu compte. Aux Etats-Unis, une vigoureuse politique d'environnement a supprimé dix-sept mille emplois en quelques années. Mais, en contrepartie, elle en a créé plus d'un million !

Une grande politique qui concilie la création d'emplois avec l'amélioration de la qualité de la vie reste à définir.

AMBRIOISE RENDU.

Bretagne

APRÈS L'ÉLECTION DE M. ANDRÉ COLIN

La décrispation n'est pas à l'ordre du jour dans cette région

constate la gauche

De notre correspondant

Rennes. — « La décrispation n'est pas à l'ordre du jour en Bretagne », c'est en ces termes, et après avoir dénoncé, chez la majorité, un ostracisme politique anticommuniste, que le groupe communiste et le groupe communiste ont quitté, samedi 24 avril, la séance du conseil régional de Bretagne. L'élection de M. André Colin, sénateur, successeur de M. René Plevin, a été l'occasion pour les représentants de cette majorité d'affirmer leur cohésion. Présidée par les présidents des conseils généraux du Morbihan et d'Ille-et-Vilaine, M. Raymond Marcellin (républicain indépendant) et M. François Le Douaric (U.D.R.), la candidature du président du conseil général du Finistère (centre démocrate) a été envisagée par M. Marcellin comme la condition même de l'efficacité : cinquante-huit voix pour M. Colin, quinze pour M. Louis Le Pen (P.S.), majorité et minorité faisaient bloc.

Le ton a brusquement monté lorsqu'il a fallu procéder à l'élection des représentants. M. Le Pen, conseiller général communiste des Côtes-du-Nord, protestait au nom des deux cent mille électeurs communistes de Bretagne. De son côté, M. Charles Josselin, socialiste, nouveau président du conseil général des Côtes-du-Nord, et qui devait être présenté par la gauche pour un poste de vice-président du conseil régional, déclarait : « Il m'aurait paru normal d'être présent au bureau. Votre refus d'accepter les communistes entraîne le refus des socialistes. Vous brisez l'harmonie de la représentation des départements dans ce conseil régional. »

Communistes et socialistes qui- taient alors la séance pour protester contre l'attitude de la majorité. Les communistes déclaraient de ne pas se rendre à la réception organisée à la préfecture de région en l'honneur de M. René Plevin, tandis que les socialistes présents à cette réception déclaraient, dans un communiqué : « L'opinion bretonne ne manquera pas de constater que la majorité a refusé de reconnaître la légitimité des déclarations du président de la République sur la démocratie politique et régionale. La décrispation n'est pas à l'ordre du jour en Bretagne. » (Intérim.)

QUALITÉ DE LA VIE

PLUSIEURS ASSOCIATIONS SOULIGNENT LA NÉCESSITÉ D'UN SYNDICALISME DU CADRE DE VIE

Sur le thème « socialisme et cadre de vie », plusieurs associations ont mis en commun, le 24 et le 25 avril, à Gif-sur-Yvette (Essonne), leurs expériences en matière de problèmes locaux et de cadre de vie. Cette rencontre rassemblait des représentants des Groupes d'action municipale (G.A.M.), de l'association Vie nouvelle, du Conseil national des associations familiales laïques (C.N.A.F.L.), du Conseil national des associations populaires familiales (C.N.A.P.F.) et de la Confédération syndicale des familles (C.S.F.).

Les participants ont confronté leurs actions en matière de consommation, de logement, d'aménagement ou d'environnement. Donnant au mot « cadre de vie » un sens élargi et politique, ils sont tombés d'accord sur la nécessité de rompre avec le système économique et social actuel. Dans cette optique, le développement des luttes doit passer, selon eux, par un syndicalisme du cadre de vie « de masse et de classe » qui défendra les travailleurs hors de l'entreprise. Ce syndicalisme s'inspirera du socialisme autogestionnaire.

Le colloque a proposé quelques thèmes d'actions. Il s'agira d'abord de rassembler aux partis de gauche et aux organisations syndicales que le syndicalisme du cadre de vie est, pour eux, un partenaire indispensable. Se situant dans la perspective d'une prise de pouvoir par la gauche aux élections municipales, les associations présentes ont rappelé qu'elles apporteraient à celle-ci leur « soutien critique ».

Paris

« Le Petit Bar » réclame justice

« Le Petit Bar » est en grève, en grève de la faim. Sur la vitrine du 32, rue du Rol-de-Sicile (4^e), les affiches qui, depuis deux ans, racontent aux passants les maux de ce patron affaibli qu'aujourd'hui la grève de la faim est leur ultime action pour que « justice soit faite ».

« Notre malheur a commencé en 1971, explique la patronne. Un promoteur a acheté l'immeuble et s'est mis à tout casser : il a même enlevé la toiture. Tous les locataires ont pris peur et ils sont partis les uns après les autres ; nous sommes restés seuls. Un jour d'orage, l'eau est entrée dans notre café, nous avons été évacués par la police, on nous a envoyés chez les clocharde. Le lendemain, la commission de sécurité nous a autorisés à retourner chez nous, mais je ne pouvais plus supporter de vivre ainsi et j'ai fait une dépression nerveuse. On m'a alors envoyée « chez les fous. »

Après quatre ans de péripéties judiciaires, les patrons du « Petit Bar », qui avaient attaqué le promoteur pour « privation de jouissance commerciale », ont gagné leur procès. En novembre 1975, un jugement leur promettait 320 000 F de dommages et intérêts. Mais le promoteur a fait faillite et la première vente en adjudication n'a pas rapporté assez d'argent pour payer ses dettes.

La seconde vente devait avoir lieu en avril, mais elle a été repoussée. « Cela ne peut plus durer, dit la patronne. Nous ne pouvons plus vivre dans ce lieu et cela peut encore durer longtemps. Nous sommes décidés à en finir. »

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

PÊCHE

LA C.F.D.T. : les salaires des marins stagnent ou diminuent fortement.

« La crise de la pêche a, notamment, pour conséquence une aggravation de la situation sociale des marins-pêcheurs », indique l'union fédérale de la pêche C.F.D.T. dans une note remise à M. Jacques Chirac.

« Les salaires stagnent et pour beaucoup diminuent (jusqu'à 50 %). Il arrive que des marins soient sans rémunération pendant plusieurs mois. Ainsi à Saint-Jean-de-Luz, depuis trois mois, certains marins n'ont perçu que 320 francs. »

« A titre d'exemple, ajoute la C.F.D.T., les salaires moyens mensuels en 1975 pour la grande pêche (morue) atteignent 2 555 francs. Pour la pêche côtière en Bretagne du Sud, on ne dépense pas 1 800 francs. Pour la pêche au thon dans les eaux tropicales, les salaires moyens « touristiques » autour de 3 500 francs. »

La C.F.D.T. conclut : « Les conditions de vie et de travail restent insupportables : seize heures par jour en moyenne pour la durée du travail, il arrive que des marins restent jusqu'à soixante-douze heures consécutivement sans dormir. La sécurité est insuffisante. La couverture sociale régresse par rapport aux travailleurs de terre. (...) »

Corse

LE FRONT PAYSAN DE LIBÉRATION ANNONCE SA DISSOLUTION EFFECTIVE

Le Front paysan corse de libération (F.P.C.L.), mouvement autonomiste clandestin, a annoncé, dans un communiqué adressé, lundi 26 avril, aux agences basiliennes des quotidiens Nice-Matin et le Provençal, que le comité directeur du F.P.C.L. avait décidé la dissolution effective de ce mouvement. Le F.P.C.L. indique dans le communiqué que cette dissolution a été décidée par suite de « l'utilisation à des fins personnelles des actions engagées (par le F.P.C.L.) par des individus dont le but semble être la création d'un nouveau clan », et met en cause particulièrement l'Association des patriotes corses (A.P.C.), issue de l'Action pour la renaissance de la Corse (A.R.C.), dissoute le 27 août 1975 par le conseil des ministres, au lendemain des événements d'Aléria.

Le F.P.C.L. qui s'était manifesté pour la première fois le 8 octobre 1973, avait été lui-même dissous par décision du conseil des ministres le 29 janvier 1974 (le Monde du 30 janvier 1974). Passé à la clandestinité, ce mouvement n'avait pas moins continué son action, revendiquant près de deux cents attentats à l'explosif.

SEPT CENTES SIGNATURES CONTRE UN C.E.S. — Pour conserver intact le bois-Textier, les riverains ont adressé, le 24 avril, au ministre de Chantilly (Oise), une pétition de sept cents signatures, qui critique le projet de construire à cet endroit un C.E.S. et une halle des sports. « La population ne comprendrait pas qu'on lui impose la destruction de cette zone forestière protégée », écrivent-ils.

(PUBLICITE)

PRÉFECTURE DE PARIS
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN

Direction de l'Urbanisme et du Logement
Service technique d'aménagement urbain
17, boulevard Morland - 75181 PARIS CEDEX 04
La Préfet de Paris.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 123.1, L. 123.2, L. 123.3, L. 123.4, L. 123.5, R. 123.1, R. 123.2, R. 123.3, R. 123.4, R. 123.5, R. 123.6, R. 123.7, R. 123.8, R. 123.9, R. 123.10, R. 123.11, R. 123.12, R. 123.13, R. 123.14, R. 123.15, R. 123.16, R. 123.17, R. 123.18, R. 123.19, R. 123.20, R. 123.21, R. 123.22, R. 123.23, R. 123.24, R. 123.25, R. 123.26, R. 123.27, R. 123.28, R. 123.29, R. 123.30, R. 123.31, R. 123.32, R. 123.33, R. 123.34, R. 123.35, R. 123.36, R. 123.37, R. 123.38, R. 123.39, R. 123.40, R. 123.41, R. 123.42, R. 123.43, R. 123.44, R. 123.45, R. 123.46, R. 123.47, R. 123.48, R. 123.49, R. 123.50, R. 123.51, R. 123.52, R. 123.53, R. 123.54, R. 123.55, R. 123.56, R. 123.57, R. 123.58, R. 123.59, R. 123.60, R. 123.61, R. 123.62, R. 123.63, R. 123.64, R. 123.65, R. 123.66, R. 123.67, R. 123.68, R. 123.69, R. 123.70, R. 123.71, R. 123.72, R. 123.73, R. 123.74, R. 123.75, R. 123.76, R. 123.77, R. 123.78, R. 123.79, R. 123.80, R. 123.81, R. 123.82, R. 123.83, R. 123.84, R. 123.85, R. 123.86, R. 123.87, R. 123.88, R. 123.89, R. 123.90, R. 123.91, R. 123.92, R. 123.93, R. 123.94, R. 123.95, R. 123.96, R. 123.97, R. 123.98, R. 123.99, R. 124.00, R. 124.01, R. 124.02, R. 124.03, R. 124.04, R. 124.05, R. 124.06, R. 124.07, R. 124.08, R. 124.09, R. 124.10, R. 124.11, R. 124.12, R. 124.13, R. 124.14, R. 124.15, R. 124.16, R. 124.17, R. 124.18, R. 124.19, R. 124.20, R. 124.21, R. 124.22, R. 124.23, R. 124.24, R. 124.25, R. 124.26, R. 124.27, R. 124.28, R. 124.29, R. 124.30, R. 124.31, R. 124.32, R. 124.33, R. 124.34, R. 124.35, R. 124.36, R. 124.37, R. 124.38, R. 124.39, R. 124.40, R. 124.41, R. 124.42, R. 124.43, R. 124.44, R. 124.45, R. 124.46, R. 124.47, R. 124.48, R. 124.49, R. 124.50, R. 124.51, R. 124.52, R. 124.53, R. 124.54, R. 124.55, R. 124.56, R. 124.57, R. 124.58, R. 124.59, R. 124.60, R. 124.61, R. 124.62, R. 124.63, R. 124.64, R. 124.65, R. 124.66, R. 124.67, R. 124.68, R. 124.69, R. 124.70, R. 124.71, R. 124.72, R. 124.73, R. 124.74, R. 124.75, R. 124.76, R. 124.77, R. 124.78, R. 124.79, R. 124.80, R. 124.81, R. 124.82, R. 124.83, R. 124.84, R. 124.85, R. 124.86, R. 124.87, R. 124.88, R. 124.89, R. 124.90, R. 124.91, R. 124.92, R. 124.93, R. 124.94, R. 124.95, R. 124.96, R. 124.97, R. 124.98, R. 124.99, R. 125.00, R. 125.01, R. 125.02, R. 125.03, R. 125.04, R. 125.05, R. 125.06, R. 125.07, R. 125.08, R. 125.09, R. 125.10, R. 125.11, R. 125.12, R. 125.13, R. 125.14, R. 125.15, R. 125.16, R. 125.17, R. 125.18, R. 125.19, R. 125.20, R. 125.21, R. 125.22, R. 125.23, R. 125.24, R. 125.25, R. 125.26, R. 125.27, R. 125.28, R. 125.29, R. 125.30, R. 125.31, R. 125.32, R. 125.33, R. 125.34, R. 125.35, R. 125.36, R. 125.37, R. 125.38, R. 125.39, R. 125.40, R. 125.41, R. 125.42, R. 125.43, R. 125.44, R. 125.45, R. 125.46, R. 125.47, R. 125.48, R. 125.49, R. 125.50, R. 125.51, R. 125.52, R. 125.53, R. 125.54, R. 125.55, R. 125.56, R. 125.57, R. 125.58, R. 125.59, R. 125.60, R. 125.61, R. 125.62, R. 125.63, R. 125.64, R. 125.65, R. 125.66, R. 125.67, R. 125.68, R. 125.69, R. 125.70, R. 125.71, R. 125.72, R. 125.73, R. 125.74, R. 125.75, R. 125.76, R. 125.77, R. 125.78, R. 125.79, R. 125.80, R. 125.81, R. 125.82, R. 125.83, R. 125.84, R. 125.85, R. 125.86, R. 125.87, R. 125.88, R. 125.89, R. 125.90, R. 125.91, R. 125.92, R. 125.93, R. 125.94, R. 125.95, R. 125.96, R. 125.97, R. 125.98, R. 125.99, R. 126.00, R. 126.01, R. 126.02, R. 126.03, R. 126.04, R. 126.05, R. 126.06, R. 126.07, R. 126.08, R. 126.09, R. 126.10, R. 126.11, R. 126.12, R. 126.13, R. 126.14, R. 126.15, R. 126.16, R. 126.17, R. 126.18, R. 126.19, R. 126.20, R. 126.21, R. 126.22, R. 126.23, R. 126.24, R. 126.25, R. 126.26, R. 126.27, R. 126.28, R. 126.29, R. 126.30, R. 126.31, R. 126.32, R. 126.33, R. 126.34, R. 126.35, R. 126.36, R. 126.37, R. 126.38, R. 126.39, R. 126.40, R. 126.41, R. 126.42, R. 126.43, R. 126.44, R. 126.45, R. 126.46, R. 126.47, R. 126.48, R. 126.49, R. 126.50, R. 126.51, R. 126.52, R. 126.53, R. 126.54, R. 126.55, R. 126.56, R. 126.57, R. 126.58, R. 126.59, R. 126.60, R. 126.61, R. 126.62, R. 126.63, R. 126.64, R. 126.65, R. 126.66, R. 126.67, R. 126.68, R. 126.69, R. 126.70, R. 126.71, R. 126.72, R. 126.73, R. 126.74, R. 126.75, R. 126.76, R. 126.77, R. 126.78, R. 126.79, R. 126.80, R. 126.81, R. 126.82, R. 126.83, R. 126.84, R. 126.85, R. 126.86, R. 126.87, R. 126.88, R. 126.89, R. 126.90, R. 126.91, R. 126.92, R. 126.93, R. 126.94, R. 126.95, R. 126.96, R. 126.97, R. 126.98, R. 126.99, R. 127.00, R. 127.01, R. 127.02, R. 127.03, R. 127.04, R. 127.05, R. 127.06, R. 127.07, R. 127.08, R. 127.09, R. 127.10, R. 127.11, R. 127.12, R. 127.13, R. 127.14, R. 127.15, R. 127.16, R. 127.17, R. 127.18, R. 127.19, R. 127.20, R. 127.21, R. 127.22, R. 127.23, R. 127.24, R. 127.25, R. 127.26, R. 127.27, R. 127.28, R. 127.29, R. 127.30, R. 127.31, R. 127.32, R. 127.33, R. 127.34, R. 127.35, R. 127.36, R. 127.37, R. 127.38, R. 127.39, R. 127.40, R. 127.41, R. 127.42, R. 127.43, R. 127.44, R. 127.45, R. 127.46, R. 127.47, R. 127.48, R. 127.49, R. 127.50, R. 127.51, R. 127.52, R. 127.53, R. 127.54, R. 127.55, R. 127.56, R. 127.57, R. 127.58, R. 127.59, R. 127.60, R. 127.61, R. 127.62, R. 127.63, R. 127.64, R. 127.65, R. 127.66, R. 127.67, R. 127.68, R. 127.69, R. 127.70, R. 127.71, R. 127.72, R. 127.73, R. 127.74, R. 127.75, R. 127.76, R. 127.77, R. 127.78, R. 127.79, R. 127.80, R. 127.81, R. 127.82, R. 127.83, R. 127.84, R. 127.85, R. 127.86, R. 127.87, R. 127.88, R. 127.89, R. 127.90, R. 127.91, R. 127.92, R. 127.93, R. 127.94, R. 127.95, R. 127.96, R. 127.97, R. 127.98, R. 127.99, R. 128.00, R. 128.01, R. 128.02, R. 128.03, R. 128.04, R. 128.05, R. 128.06, R. 128.07, R. 128.08, R. 128.09, R. 128.10, R. 128.11, R. 128.12, R. 128.13, R. 128.14, R. 128.15, R. 128.16, R. 128.17, R. 128.18, R. 128.19, R. 128.20, R. 128.21, R. 128.22, R. 128.23, R. 128.24, R. 128.25, R. 128.26, R. 128.27, R. 128.28, R. 128.29, R. 128.30, R. 128.31, R. 128.32, R. 128.33, R. 128.34, R. 128.35, R. 128.36, R. 128.37, R. 128.38, R. 128.39, R. 128.40, R. 128.41, R. 128.42, R. 128.43, R. 128.44, R. 128.45, R. 128.46, R. 128.47, R. 128.48, R. 128.49, R. 128.50, R. 128.51, R. 128.52, R. 128.53, R. 128.54, R. 128.55, R. 128.56, R. 128.57, R. 128.58, R. 128.59, R. 128.60, R. 128.61, R. 128.62, R. 128.63, R. 128.64, R. 128.65, R. 128.66, R. 128.67, R. 128.68, R. 128.69, R. 128.70, R. 128.71, R. 128.72, R. 128.73, R. 128.74, R. 128.75, R. 128.76, R. 128.77, R. 128.78, R. 128.79, R. 128.80, R. 128.81, R. 128.82, R. 128.83, R. 128.84, R. 128.85, R. 128.86, R. 128.87, R. 128.88, R. 128.89, R. 128.90, R. 128.91, R. 128.92, R. 128.93, R. 128.94, R. 128.95, R. 128.96, R. 128.97, R. 128.98, R. 128.99, R. 129.00, R. 129.01, R. 129.02, R. 129.03, R. 129.04, R. 129.05, R. 129.06, R. 129.07, R. 129.08, R. 129.09, R. 129.10, R. 129.11, R. 129.12, R. 129.13, R. 129.14, R. 129.15, R. 129.16, R. 129.17, R. 129.18, R. 129.19, R. 129.20, R. 129.21, R. 129.22, R. 129.23, R. 129.24, R. 129.25, R. 129.26, R. 129.27, R. 129.28, R. 129.29, R. 129.30, R. 129.31, R. 129.32, R. 129.33, R. 129.34, R. 129.35, R. 129.36, R. 129.37, R. 129.38, R. 129.39, R. 129.40, R. 129.41, R. 129.42, R. 129.43, R. 129.44, R. 129.45, R. 129.46, R. 129.47, R. 129.48, R. 129.49, R. 129.50, R. 129.51, R. 129.52, R. 129.53, R. 129.54, R. 129.55, R. 129.56, R. 129.57, R. 129.58, R. 129.59, R. 129.60, R. 129.61, R. 129.62, R. 129.63, R. 129.64, R. 129.65, R. 129.66, R. 129.67, R. 129.68, R. 129.69, R. 129.70, R. 129.71, R. 129.72, R. 129.73, R. 129.74, R. 129.75, R. 129.76, R. 129.77, R. 129.78, R. 129.79, R. 129.80, R. 129.81, R. 129.82, R. 129.83, R. 129.84, R. 129.85, R. 129.86, R. 129.87, R. 129.88, R. 129.89, R. 129.90, R. 129.91, R. 129.92, R. 129.93, R. 129.94, R. 129.95, R. 129.96, R. 129.97, R. 129.98, R. 129.99, R. 130.00, R. 130.01, R. 130.02, R. 130.03, R. 130.04, R. 130.05, R. 130.06, R. 130.07, R. 130.08, R. 130.09, R. 130.10, R. 130.11, R. 130.12, R. 130.13, R. 130.14, R. 130.15, R. 130.16, R. 130.17, R. 130.18, R. 130.19, R. 130.20, R. 130.21, R. 130.22, R. 130.23, R. 130.24, R. 130.25, R. 130.26, R. 130.27, R. 130.28, R. 130.29, R. 130.30, R. 130.31, R. 130.32, R. 130.33, R. 130.34, R. 130.35, R. 130.36, R. 130.37, R. 130.38, R. 130.39, R. 130.40, R. 130.41, R. 130.42, R. 130.43, R. 130.44, R. 130.45, R. 130.46, R. 130.47, R. 130.48, R. 130.49, R. 130.50, R. 130.51, R. 130.52, R. 130.53, R. 130.54, R. 130.55, R. 130.56, R. 130.57, R. 130.58, R. 130.59, R. 130.60, R. 130.61, R. 130.62, R. 130.63, R. 130.64, R. 130.65, R. 130.66, R. 130.67, R. 130.68, R. 130.69, R. 130.70, R. 130.71, R. 130.72, R. 130.73, R. 130.74, R. 130.75, R. 130.76, R. 130.77, R. 130.78, R. 130.79, R. 130.80, R. 130.81, R. 130.82, R. 130.83, R. 130.84, R. 130.85, R. 130.86, R. 130.87, R. 130.88, R. 130.89, R. 130.90, R. 130.91, R. 130.92, R. 130.93, R. 130.94, R. 130.95, R. 130.96, R. 130.97, R. 130.98, R. 130.99, R. 131.00, R. 131.01, R. 131.02, R. 131.03, R. 131.04, R

MATTEI

Le moins cher des grands loueurs

Tarif 1976 :

	La Journée	+ le km
FIAT 127	39,60	0,30
RENAULT 5 TL		
PEUGEOT 104 GL	40,80	0,36
SIMCA 1100 ES		
FIAT 131 "S" - SIMCA 1307 "S"	46,80	0,39
RENAULT 12 Break		
FIAT 132 GLS Bte Aut. et Radio	50,40	0,45
PEUGEOT 504 GL ou GLE		

prix T.T.C.

Comparez...

★ Du vendredi 17 heures au lundi 09 heures, les locations de voitures particulières ne sont facturées que pour 2 journées.

12^e - 205, Rue de Bercy 346.11.50 • 18^e - 102, Rue Ordener 076.32.90
12^e - 108, Bd Diderot 628.27.50 • 11^e - 82, Bd Voltaire 355.39.17
ET 60 AGENCES EN FRANCE

LA VIE ÉCONOMIQUE

Seize ans de politique agricole ambiguë

(Suite de la première page.)

En 1958, au moment où s'ouvre le Marché commun, la France doit importer plus de viande, de poisson, de fruits, de légumes, de céréales, de produits laitiers, d'œufs qu'elle n'en exporte. L'agriculture ne produit pas assez. Pourtant, on compte alors deux millions trois cent mille exploitations, fournissant du travail à

quatre millions cinq cent mille personnes : plus du quart de la population active. Au même moment, ce pourcentage est de 38 % en Italie mais ne dépasse pas 15 % en Allemagne fédérale, aux Pays-Bas et en Belgique. Les économistes officiels considèrent alors que le nombre élevé de personnes travaillant la terre est caractéristique du sous-développement industriel.

Le plan Monnet

Le mouvement de concentration, de modernisation et d'intensification de la production agricole a cependant été amorcé avec le plan Monnet dès 1948. Mais, à l'exception d'un petit nombre d'exploitations — environ 8 %, qui produisent 30 % des récoltes, — essentiellement situées dans le Bassin parisien et le nord de la France, d'un haut niveau de tech-

nicité et spécialisées dans les cultures végétales, la masse des paysans est dans la misère.

Parce que les fermes sont trop petites : quatre sur cinq ont moins de 20 hectares ; près de huit cent mille exploitations ont une superficie inférieure à 5 hectares, couvrant au total moins de 5 % du territoire agricole, pour faire vivre deux millions deux cent mille personnes.

Misère aussi, parce que neuf agriculteurs sur dix n'ont reçu aucune formation agricole. Lorsqu'un fils de paysan passe le B.E.P.C. ou le bac, ses parents lui disent : « Au moins toi, tu ne seras pas paysan ». Être agriculteur ce n'est pas un métier ! La mécanisation est elle aussi

insuffisante. On compte moins de sept cent mille tracteurs, moins de soixante-dix mille moissonneuses-batteuses. On utilise à peine plus d'engrais qu'avant guerre.

Entre ces gros bataillons traditionnels, qui ne peuvent rattraper le retard économique et technique accumulé depuis des lustres, et les quelques exploitants au fait des techniques agro-nomiques, se situent des « commandos » s'efforçant de moderniser des fermes souvent trop petites. Chacun de ces trois groupes se retourne vers l'État pour trouver une solution à ses problèmes.

Les paysans sont inorganisés, excepté dans le secteur céréalière et betteravière. Autant, sinon plus que les autres catégories sociales, ils sont victimes de l'inflation qui ronge alors l'économie. Les salaires ont obtenu le SMIG. Les viticulteurs du Languedoc, les éleveurs de Bretagne et du Centre, les arboriculteurs de la vallée du Rhône, barrent les routes, entraînant avec eux les cultivateurs des autres régions de polyculture. A force de manifestations, ils obtiennent de la IV^e République qu'aggravant l'indexation des prix agricoles. Trois mois après, la V^e République la supprime.

Un objectif unique

Dès lors, tous les efforts des organisations paysannes sont tendus vers un objectif unique : obtenir la garantie juridique que le revenu paysan ne diminuera pas. Pour les plus conservateurs cela signifie que les prix agricoles doivent être augmentés régulièrement. Pour une couche de jeunes responsables syndicaux, la politique des prix ne suffit plus, il faut moderniser les structures de production, accroître le pouvoir économique des producteurs face aux intermédiaires. Le débat entre professionnels est vif. Les « jeunes turs » ont finalement l'oreille de M. Edgar Pisani, installé rue de Varenne en 1961 par le premier ministre Michel Debré, qui a été jusqu'alors le véritable ministre de l'agriculture de la V^e République.

Le gouvernement entame, sur la base des propositions des Jeunes Agriculteurs, une œuvre législative abondante qui déferle en trois vagues. Deux lois d'orientation fixent le cadre juridique de l'organisation des producteurs et des marchés, du regroupement des terres, de l'encouragement au départ des agriculteurs âgés. Une loi développe l'enseignement agricole. Puis trois textes assurent à la paysannerie la sécurité dont bénéficient les autres catégories sociales. Un autre institue le développement de l'élevage. Enfin, de nouveaux projets modèlent le statut du fermage, prévoient la conclusion d'accords interprofessionnels. Au total, une vingtaine de lois. L'œuvre législative est encore plus volumineuse.

Une grande partie de ces textes — qui donnent aux spécialistes l'occasion de jongler avec des sigles aux résonances curieuses (I.V.D., C.N.A.S.E.A., F.A.S.A.B.A., S.A.F.E.R., F.O.R.M.A., G.P.A., S.I.C.A., O.N.I.B.E.V., C.N.I.E.L.) — trouve son prolongement dans les engagements pris à Bruxelles et à Luxembourg par les ministres de l'agriculture des Six, puis des Neuf. Sur la base d'une politique de prix garantis élevés pour la plupart des produits, les membres de la C.E.E. vont s'efforcer de promouvoir des exploitations rentables, en proposant aux agriculteurs dynamiques des plans de développement.

Pour mener à bien cette politique, l'État a engagé des sommes importantes : 149 milliards de francs au total pour la seule période du VI^e Plan (1971-1975) en crédits d'investissement, de soutien ou d'orientation des marchés, en interventions publiques diverses, en dépenses sociales, en frais d'administration. Durant ces cinq années, 100 000 indemnités viagères de départ — sorte de retraite allouée aux exploitants qui cèdent leurs terres — ont été attribuées. Les S.A.F.E.R. ont redistribué quelque 400 000 hectares pour agrandir ou restructurer les exploitations restantes. Plus de 2 millions d'hectares ont été ramassés pour pallier le morcellement des terres.

Au besoin, lorsque la conjoncture économique ou politique est (1) Respectivement : Indemnité viagère de départ, Centre national pour l'aménagement des structures d'exploitation agricole, Fonds d'accès sociaux pour l'aménagement des structures agricoles, Société d'aménagement foncier et d'établissement rural, Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles, Groupement foncier agricole, Société d'intérêt collectif agricole, Office national interprofessionnel du bétail et des viandes, Centre national interprofessionnel de l'économie laitière.

de 20 hectares chacune. Seule parmi les Neuf, la Grande-Bretagne a des structures agricoles plus concentrées.

L'agriculture s'est, en outre, largement mécanisée. On compte actuellement quelque 1,5 million de tracteurs, plus d'un par exploitation en moyenne, et près de 400 000 moissonneuses-batteuses. La production s'est aussi intensifiée : plus de 5,3 millions de tonnes d'engrais sont répandues chaque année sur les champs. Les aliments du bétail ont été enrichis. L'insémination artificielle est de pratique courante pour sélectionner le cheptel. Un vache donne facilement 5 000 litres de lait par an. Un hectare produit couramment 60 quintaux de blé. La France est maintenant largement excédentaire en denrées agricoles : le quart de la production part à l'étranger. Seuls les États-Unis exportent plus de produits agricoles que notre pays.

Quant aux revenus, les économistes calculent que l'agriculture se trouve, dans l'ensemble, « à parité » avec les autres secteurs économiques : un agriculteur gagne en moyenne 32 000 F par an.

La « révolution silencieuse », chère à M. Michel Debatisse, qui préside aux destinées du syndicalisme agricole depuis de longues années, aurait-elle abouti ? Sans doute, si l'on n'y regarde qu'à gros traits. Et pourtant, les viticulteurs manifestent toujours bruyamment, les céréaliers grognent, les betteraviers s'inquiètent, les jeunes rurent dans les brandards, les aviculteurs font faillite. Souvent, les tracteurs barrent les routes. Pour le parti communiste, la « crise agricole » frappe de plein fouet les campagnes. Comme au début des années 60 !

Le « peuple paysan » aurait-il finalement peu gagné à la disparition de la moitié des exploitations en dix-huit ans, à l'intensification de la production ?

ALAIN GRAUDO.

Prochain article :

**LA PAYSANNERIE
SAISIE PAR L'INDUSTRIE**

2^{es} JOURNÉES D'INFORMATION

expo SUR LA FORMATION PERMANENTE

Information 5-8 MAI 1976

200 EXPOSANTS, UNE ANIMATION NON-STOP, 4 GRANDS DÉBATS

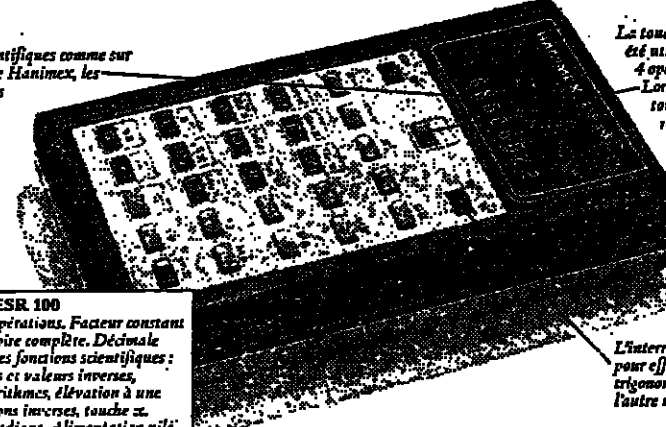
Pour :

- informer et sensibiliser le public sur ses droits et ses possibilités en matière de Formation
- promouvoir la Formation par des conférences et des débats
- établir un contact direct entre prescripteurs de Formation et organismes de Formation

5-8 MAI - 10 h.-19 h. - PALAIS DES CONGRÈS - Porte Maillot - PARIS

Calculatrices.

Profitez de la baisse des prix. Mais pas trop.



Sur les calculatrices scientifiques comme sur tout les modèles de poche Hanimex, les grands chiffres verts, plus lisibles. Pour le prix des petits chiffres rouges.

La touche E : tant qu'elle n'a pas été utilisée, la machine effectue les 4 opérations classiques. Lorsqu'elle est enclenchée, les touches numériques représentent les fonctions scientifiques.

LA ESR 100
Capacité 8 chiffres, 4 opérations. Facilité d'insertion automatique. Mémoire convertie. Décimale flottante. Ensemble des fonctions scientifiques : trigonométrie et valeurs inverses, exponentielle, logarithmes, élévation à une puissance, opérations inverses, touche z. Interrupteur degrés/radians. Alimentation pile au secour.

L'Interrupteur degrés/radians pour effectuer les fonctions trigonométriques dans l'une ou l'autre unité.

La ESR 100 Hanimex.

4 opérations, mémoire, fonctions scientifiques : 298 F.

Ce qui est bien, c'est que le prix des calculatrices baisse.

Ce qui est moins bien, c'est que quelquefois la qualité baisse aussi : trop souvent, les prix les plus bas s'appliquent à des produits non suivis ou démodés, dans un domaine où la technologie progresse constamment.

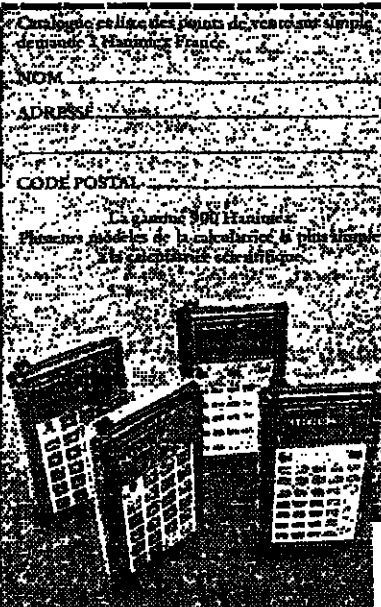
Déjà implanté dans la plupart des grands pays industriels du monde, Hanimex est un groupe multinational qui vous fait profiter non seulement de la baisse des prix, mais aussi de son avance technologique : un exemple, la ESR 100 : si vous trouvez une calculatrice scientifique moins chère, assurez-vous qu'elle a bien des caractéristiques comparables :

- les grands chiffres verts, plus lisibles.
- le correcteur d'erreur.
- un service après-vente aussi efficace que celui qui est assuré - en direct - par Hanimex France au Blanc-Mesnil.

HANIMEX

Les innovations et la sécurité d'un groupe multinational.

116, avenue Aristide-Brizard,
93150 Le Blanc-Mesnil.



Caractéristiques de la poche Hanimex ESR 100 : Capacité 8 chiffres, 4 opérations, Facilité d'insertion automatique, Mémoire convertie, Décimale flottante, Ensemble des fonctions scientifiques : trigonométrie et valeurs inverses, exponentielle, logarithmes, élévation à une puissance, opérations inverses, touche z. Interrupteur degrés/radians, Alimentation pile au secour.

LA ESR 100

à NANCY, face à la gare

"Les Thiers"

des bureaux-fonctionnels accessibles à toutes les sociétés, disponibles immédiatement

vente ou location

Bourdais Bureaumatique

Nancy - "Les Thiers" - 4 rue Proux - Tél. 24.31.64
Lyon - Le Bismarck - La Part-Dieu - Tél. 380644
20 bd E.-Drouot - Tél. (78) 71.00.35 +
Paris - 140 à 164 bd Haussmann - 75008
Tél. JBS 660978 F - Tél. 22.11.89 +

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Comité d'Etat de Coopération
avec les Pays d'Amérique
et les Organismes Internationaux

Ministère des Travaux Publics, des Mines et Géologie

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le Ministère des Travaux Publics, des Mines et Géologie lancera prochainement un Appel d'Offres pour la fourniture de matériels et d'équipements destinés à la route en état et à l'entretien d'environ 2.500 km de routes en terre et de routes bitumées comprenant les lots suivants :

- Lot 1 Matériel de terrassement ;
- Lot 2 Matériel de compactage ;
- Lot 3 Véhicules (camions et véhicules légers) ;
- Lot 4 Compresseurs ;
- Lot 5 Bétonnières et matériel de concassage, de lavage et de triage d'agregats ;
- Lot 6 Matériel d'asphalage ;
- Lot 7 Outillage et matériel divers.

Les soumissionnaires ont la faculté de faire offre pour un ou plusieurs lots.

La République de Guinée a obtenu un crédit de l'Association Internationale de Développement (IDA) et elle a l'intention d'utiliser des fonds provenant de ce crédit pour le paiement des sommes dues dans le cadre de l'exécution des contrats pour lesquels cet Appel d'Offres sera lancé.

Les paiements par l'Association seront effectués à la demande de la République de Guinée et après approbation par l'Association en accord avec les termes et conditions de l'accord de crédit.

Les biens et services couverts par les contrats devront provenir de pays membres de la Banque Mondiale ou de la Suisse.

Les dossiers d'Appel d'Offres pourront être consultés à partir du 17 mai 1976 au Ministère des Travaux Publics, des Mines et Géologie à Conakry et auprès des Ambassades de la République de Guinée à Washington, Paris, Rome et Tokyo. Les dossiers pourront être retirés moyennant paiement de 30 \$ U.S. ou de 400 Sfrs aux mêmes adresses que ci-dessus et auprès des consultants Louis Berger International Inc., 100 East 57th Street - EAST GRANGE - New Jersey (U.S.), ou Tractonel, 31, rue de la Science - 1000 BRUXELLES (Belgique).

صكنا في العمل

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

ARTISANAT

Le XXII^e congrès de la CNAM : une agressivité inhabituelle

De notre correspondant régional

Lyon. — Le XXII^e congrès de la Confédération nationale de l'artisanat et des métiers s'est achevé, après trois jours de débats, le 26 avril, à Lyon, en présence de M. Vincent Auzanier, ministre du commerce et de l'artisanat. Ce congrès a marqué un tournant dans l'attitude de cet organisme professionnel, qui revendique cent mille adhérents et est généralement considéré comme « modéré » dans ses revendications.

La politique a largement occupé le devant de la scène. Dans la motion de synthèse, cette préoccupation a même été prise en compte par les questions professionnelles. Certes, les quelque deux cents délégués représentant à peu près toutes les professions artisanales dépendant de la CNAM n'ont pas analysé en profondeur les différents régimes politiques. Ils se sont placés sur un terrain plus modeste, mais sans doute plus sensible : celui des prochaines consultations électorales.

Les termes de la motion de synthèse, soulignés dans le débat de clôture par le président de la CNAM, M. Léon, sont d'une agressivité inhabituelle pour les représentants d'un groupe socio-professionnel qu'on toujours effarouché par les méthodes violentes du CIO-UNAT. La CNAM, se référant aux résultats des élections depuis 1973, estime que l'artisanat est « un groupe (...) qui constitue la charnière nécessaire à tout éventuel gouvernement soucieux de défendre le pouvoir » et affirme que « l'artisanat sera l'artère pour déparager la majorité et la minorité ». La motion appelle à « mobiliser tous les artisans et leurs militants (...) afin d'obtenir le vote des lois et la publication par décret des textes réglementaires avant le 1^{er} janvier 1977 (année des élections municipales) ».

Ce discours, qui apparaît à certains comme un « challenge », traduit, semble-t-il, un mécontentement réel et général de la profession. « Les artisans sont en colère », a dit le président de la CNAM. Ce ne sont pas des démagogues ni des contestataires. Il faut qu'ils leur revendications répondent une volonté d'aborder les réformes obligatoires susceptibles d'assurer la pérennité de l'artisanat. L'attitude des artisans n'est pas une menace, c'est une réaction naturelle de défense. Les revendications défendues par la CNAM ont, pour l'essen-

IMMIGRATION

EN VISITE A STRASBOURG

M. Dijoud insiste sur les actions de formation en faveur des travailleurs étrangers

De notre correspondant

Strasbourg. — « Faciliter l'insertion des travailleurs immigrés, favoriser leur promotion humaine et sociale dans la communauté nationale, impliquer l'effort de tous, c'est la mission de la formation », a déclaré M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, à l'occasion d'une conférence de presse à la préfecture de Strasbourg, après un bref séjour dans la capitale alsacienne, « pour examiner les conditions d'accueil et de formation offertes aux immigrants résidents dans la région ».

Au programme de cette journée strasbourgeoise de M. Paul Dijoud ont figuré successivement les visites du bureau d'accueil départemental des travailleurs étrangers, d'un foyer-hôtel de la SONACOTRA de l'exposition de la peinture franco-allemande, puis de travail avec les fonctionnaires régionaux et les partenaires sociaux ; enfin, une réunion de la délégation permanente du comité régional de la formation professionnelle.

Pour le secrétaire d'Etat, il s'agissait aussi de faire le point sur l'élaboration du plan régional pluriannuel de formation des immigrants. Les objectifs de ce plan sont ambitieux. Il s'agit, en effet, de « rétablir l'égalité des chances entre Français et étrangers devant la formation permanente » et de « faire accéder aux mêmes catégories les plus défavorisées des travailleurs ».

Pour les seules actions des cours d'initiation à la langue française, financées par le Fonds

EUROPE

Le nouveau prêt communautaire à l'Italie atteindrait 1 milliard de dollars

La Communauté européenne va accorder à l'Italie un nouveau prêt substantiel, dont le montant pourrait être de l'ordre de 1 milliard de dollars ; il s'ajouterait aux deux autres concours financiers déjà octroyés à Rome au cours des dix-huit derniers mois. Au total, l'effort consenti collectivement par les Neuf se situera alors entre 3,5 et 4 milliards de dollars.

La décision de principe a été prise le 26 avril par les ministres des finances de la C.E.E. réunis à Luxembourg. Les modalités d'application seront mises au point par les gouvernements des banques centrales au cours des prochaines semaines. Les ministres ont, d'autre part, pris acte du redressement opéré au Royaume-Uni, considéré avec M. Healey, le chancelier de l'Echiquier, que l'actuel fléchissement de la livre est économiquement inévitable et doit donc être imputé à la seule spéculation. Ils ont constaté qu'en l'état actuel des choses c'est la dégradation continue de la situation en Italie qui menaçait le plus gravement la cohésion communautaire.

Mardi matin, sur le marché des changes, la lire, comme la livre, s'est légèrement redressée.

De notre envoyé spécial

Luxembourg. (Communauté européenne). — Il existe trois sortes de mécanismes de soutien communautaire : à court terme, à moyen terme et à long terme. Avec, pour chacun d'eux, des possibilités de tirage pré-établies, et par conséquent limitées. Le gouvernement de Rome s'est vu ouvrir, en décembre 1974, un crédit à moyen terme (cinq ans) de 1,5 milliard de dollars. Au début de l'année, les ministres des finances, faisant appel pour la première fois à la procédure autorisant la Communauté à émettre des emprunts sur le marché international dans la limite de 3 milliards de dollars (intérêts compris), ont décidé de consentir à l'Italie un prêt à long terme de 1 milliard de dollars. En même temps, la C.E.E. accordait un prêt de même nature (500 millions de dollars) à l'Irlande.

Il reste à faire jouer maintenant le soutien financier à court terme. Il s'agit dans ce cas de prêts ouverts pour trois mois, renouvelables pour trois autres mois, qui sont considérés comme des « swaps ». Mais les ministres sont conscients qu'il ne serait guère intéressant pour l'Italie, compte tenu de sa situation de trésorerie, de recevoir de la Communauté si elle était tenue de la rembourser au bout de six mois.

Un montage envisagé par certains ministres des finances du Marché commun consisterait donc à consentir à l'Italie un crédit à court terme, avec l'idée de le consolider au bout de six mois en le transformant alors en prêt à moyen terme ou long terme. Selon un haut fonctionnaire de la Commission, les possibilités de mobilisation sous cette double forme pourraient encore atteindre 1,5 milliard de dollars. En fait, après l'échange de vues de lundi, il ne semble pas que tous les ministres soient disposés à aller aussi loin. Il est vraisemblable que l'ouverture d'un crédit à l'Italie, avec promesse de ralaix en prêt à long terme, se situera entre 800 millions et 1 milliard de dollars.

Refus des billets de 50 000 et de 100 000 lires

Pour appuyer les efforts du gouvernement de Rome contre la fuite des capitaux, les gouvernements des Banques centrales des Neuf ont décidé de recommander à leur réseau bancaire respectif de ne plus accepter l'achat de billets de 100 000 et de 50 000 lires. Cette mesure se contenterait de faire respecter la loi italienne, puisqu'il est écrit sur ces grosses coupures qu'elles ne peuvent être négociées hors du territoire. Cette mesure de dissuasion, déjà appliquée par les autorités helvétiques, vise ce qu'on est tenté d'appeler la spéculation à l'italienne. Cette mesure qui franchit une frontière avec des valeurs pleines de billets. La portée est en fait inévitablement limitée ; son intérêt est surtout d'ordre psychologique.

Aucune relance de la coopération monétaire

Par ailleurs, les ministres des finances, conformément aux directives qui leur avaient été données par le Conseil européen des 1^{er} et 2^e avril, ont examiné s'il y avait lieu d'envisager une relance de la coopération économique et monétaire. Leurs conclusions confirment l'impression négative qui résultait des discussions, des chefs de gouvernement.

La Commission, lors du Conseil européen, avait présenté des propositions visant, d'une part, à mieux encadrer les efforts entrepris par les Etats membres pour rendre plus convergents leurs politiques économiques, d'autre part à tenter, malgré la sortie du franc du « serpent », et la glissade accélérée de la livre et de la lire, d'assurer un minimum de cohésion en matière de politique de change. Le Monde des 4 et 5 avril). Le chancelier Schmidt avait indiqué le plus clairement du monde qu'il n'était pas question de faire d'urgence de la relance des liens entre les monnaies de la C.E.E. en particulier entre celles du « serpent » et celles qui flottent librement.

SÉCURITÉ SOCIALE

La C.G.T. suspend sa participation aux conseils d'administration des caisses

Les mille trois cents administrateurs de la C.G.T., qui représentent la confédération dans les divers conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale (régimes maladie, famille, vieillesse) ont décidé de suspendre leur participation pour une durée de trois mois.

Durant cette période, a indiqué Mme Jacqueline Lambert, secrétaire confédérale, la C.G.T. « va engager une intense campagne d'information, d'explication et de mobilisation des travailleurs pour la défense de la Sécurité sociale », au moment où le patronat réclame un allègement des charges sociales et où le gouvernement prépare un débat, l'Assemblée nationale, le 26 mai, et des réformes sur le financement des régimes sociaux.

Des assemblées, des meetings et des réunions au niveau départemental sont prévus avec l'ensemble des assurés sociaux », a déclaré la C.G.T. ayant annoncé qu'elle consulterait les vingt-cinq associations, partis et syndicats qui ont signé la « plate-forme de défense de la Sécurité sociale ».

Interrogé sur les rapports avec la C.F.D.T., M. Henri Krasucki, secrétaire régional, a répondu que la C.G.T. avait pris contact avec la centrale de M. Edmond Maire, mais que ces démarches n'avaient pas abouti. « La situation gestionnaire au sein des caisses est beaucoup plus forte pour les administrateurs de la C.F.D.T. », a précisé M. Krasucki, en précisant que la C.G.T. avait pris contact avec la centrale de M. Edmond Maire, mais que ces démarches n'avaient pas abouti.

PLUS-VALUES

M. EDGAR FAURE : la pensée du chef de l'Etat a été trahie.

Dans une interview publiée par le Nouveau Journal, M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, déclare : « Le texte du projet que nous connaissons ne correspond pas à ce que M. Général de Gaulle a expliqué au cours de sa dernière réunion de presse : tacer l'enseignement sans cause. Le texte gouvernemental entraîne le risque de complications pour un minimum de réajustement au point de vue du rendement et de l'équité. Le projet de la Rue de Rivoli crée des complications pour un minimum de réajustement au point de vue du rendement et de l'équité. (...) La pensée claire et simple du chef de l'Etat a été trahie par un texte obscur, compliqué et inadapté. »

Nouvelle intervention de la police dans un foyer à Nanterre

De nouvelles interpellations ont été effectuées par la police lundi soir 26 avril dans un foyer d'immigrés, celui de l'Association pour le développement des foyers du bâtiment et des métaux (ADEF), rue Rouget-de-l'Isle à Nanterre.

La semaine dernière, au cours de deux assemblées générales, les trois cents résidents de cet établissement, refusé par un vote majoritaire, de suivre leurs délégués, qui leur demandaient d'arrêter une grève des loyers commencée il y a trois mois. Lundi, des voisins et des membres de l'union locale C.F.D.T. s'étaient joints aux immigrés, qui discutaient à l'intérieur du foyer avec le gérant.

A l'appel de ce dernier, la police est intervenue et a appréhendé une douzaine de personnes, dont M. Jean-René Derrien, l'un des dirigeants de l'union locale C.F.D.T., et cinq immigrés. Tous ont été libérés vers 22 heures, alors qu'une centaine de personnes venaient de manifester en leur faveur devant la préfecture, en présence du maire et de plusieurs élus communistes.

De nouvelles réactions ont enregistré après l'expulsion de seize dirigeants d'immigrés, le 16 avril dernier. Cent cinquante universitaires, avocats et journalistes — dont Mme Simone de Beauvoir, MM. Edgar Morin, Pierre Dax, Georges Montaron, M^{lle} Henri Lelièvre, Jean-Jacques de Félice, Irène Terrel et Michèle Beauvillain — ont signé une pétition lancée par l'équipe de recherche ethnologique sur la main-d'œuvre immigrée du C.N.R.S., qui déclare : « Lorsque la liberté est menacée, elle l'est pour tous. »

Une vingtaine de Français, notamment des enseignants et des coopérants résidents à Annaba (Algérie), nous adressent une lettre exprimant leur profonde émotion et leur indignation face aux mesures d'expulsion brutales et arbitraires dont certains travailleurs immigrés, en majorité algériens, ont été victimes. »

A L'ÉTRANGER

DU FAIT DE LA REPRISE

Le déficit commercial américain s'est aggravé en mars

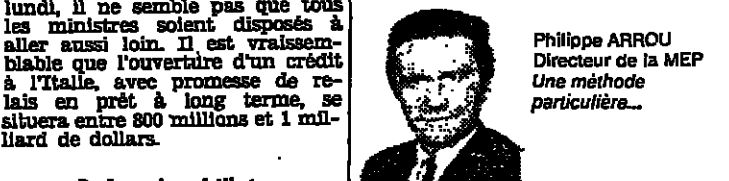
Washington, (Agefi, A.F.P.). — Le déficit de la balance commerciale des Etats-Unis s'est aggravé en mars : 851 millions de dollars contre 141 millions en février. Ce troisième déficit consécutif est le plus élevé depuis août 1974 (890 millions). Il provient d'une hausse de 1,4 % des importations (+ 30 % par rapport à mars 1975), alors que les exportations n'ont progressé que de 1,8 % (+ 3 % en un an). Pour le premier trimestre les échanges extérieurs américains sont déficitaires de 864 millions de dollars ; ils étaient excédentaires de 1 800 millions durant la même période de 1975.

L'aggravation du déficit commercial est liée à la vigueur de la reprise aux Etats-Unis. Alors, les commandes de machines-outils ont augmenté de 13 % en mars, s'établissant à 164 millions de dollars, plus du double du chiffre de mars 1975. Ce résultat est le fruit de la reprise de l'activité industrielle, qui a entraîné une hausse de 17 % par rapport à mars de l'an dernier.

Cependant, la grève dans l'industrie du pneumatique qui s'est déclenchée le 21 avril se pour-

En publicité les budgets moyens sont-ils actuellement efficaces ?

D'après une récente enquête, cette question semble être une des préoccupations des chefs d'entreprises françaises. Les responsables se demandent s'il n'existe pas un seuil minimum déjà élevé en dessous duquel tout effort est gaspillé. A cette interrogation, nous répondrons par des exemples précis, choisis parmi les clients acheteurs, nouveaux et anciens de la MEP :



Philippe ARROU, Directeur de la MEP. Une méthode particulière...

Dans un secteur en récession de l'alimentation notre client a été le seul producteur à augmenter ses ventes en quantité (+ 8 %) grâce à une action publicitaire et promotionnelle, dont les résultats spectaculaires ont été mesurés précisément.

En bonneterie, avec un budget publicitaire passé progressivement de 200 000 à 1 200 000 F, la C.A. de notre client est passé de 7 à 54 millions de F en 8 ans.

En papeterie, la vente d'un produit stagnait depuis deux ans. Les actions publicitaires et promotionnelles que nous avons appliquées l'an passé avec notre client ont amené le doublement des ventes en quantité.

Nous pourrions citer beaucoup d'autres exemples concernant des budgets de 400 000 à 2 millions de F dans d'autres branches professionnelles, telles que l'équipement ménager, la parfumerie, les cadeaux, les produits d'entretien, les biens industriels, etc.

A quoi doit-on attribuer le rendement de ces budgets moyens.

Tout simplement à l'exploitation de méthodes particulières que nous avons mises au point dans leurs détails et qui agissent avec force sur le comportement des revendeurs. Par le gonflement des carnets de commandes, la publicité ainsi entreprise par nos clients s'autorenforce dans l'exercice et permet chaque année la poursuite de l'action publicitaire. Parallèlement, au niveau du public, nous avons les preuves de l'efficacité de ces budgets sur la demande du consommateur.

Il est probable que dans votre branche nous pourrions vous détailler une expérience vécue. Pour cela, précisez bien votre activité sur le bulletin-réponse ci-joint.

Je souhaiterais recevoir, sans engagement, des précisions sur des expériences concernant ma branche professionnelle.

M.
Titre
Ets
Activité
Adresse
Tél.

MEP - Marketing et Publicité
9, avenue Maignon 75008 Paris
Téléphone : 256.70.70

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 26 AVRIL

Marché maussade et peu actif

Le mouvement de reprise amorcé vendredi par les valeurs françaises a fait place à un certain fléchissement en ce début de semaine. Une grande brigue, rité a régné sur le marché, qui s'est montré maussade, les baisses l'emportant finalement sur les hausses. A 13 heures, l'indice Michelin-Triard accusait un recul moyen d'un demi pour cent. Parmi les valeurs les plus touchées, L.M.T., Eic. Citron, C.S.F., Redoute, Générale des Eaux, Pricel, Paris-France.

En revanche, les hausses semblent s'être principalement concentrées sur les compartiments du bâtiment et des banques (Générale d'Entreprises, Chimique routière, C.O.P.A. et Suez, C.C.F., B.C.T. Suez, Cetelem), mais l'on a cependant remarqué le progrès des pétroles B.P., Sogefy et Sio Rossignol.

Ces quelques hausses se sont jointes sans les concours des organismes de placements collectifs dont on a constaté l'absence quasi totale du marché.

Les carnets des intermédiaires étaient à ce point vides d'ordres que les deux tiers des cotations étaient expédiées en trois quarts d'heure.

Le marché parisien commença-t-il sa traversée du désert? Certains boursiers ne sont pas loin de le croire. Tant que l'épée de Damoclès constituée par le projet de taxation des plus-values restera suspendue au-dessus de leurs têtes, on peut craindre que les initiatives restent, elles aussi, suspendues.

Sur le marché de l'or, le nationalisme reprend entièrement son mouvement de progression et gagne 1,60 F à 240,10 F après un premier cours de 241 F. Le lingot est resté inchangé à 19 200 F.

Les valeurs étrangères, enfin, ont été quasi totalement effrayées à l'été qu'un, une nouvelle fois, progressent vivement.

Taux du marché monétaire
Effets privés... 7 1/8 %

LONDRES

Redressement
Les valeurs industrielles sont de nouveau en progrès à l'ouverture de la Bourse. Les actions de la British Petroleum ont été particulièrement favorisées, les hausses atteignant 127 75 contre 127 50 à la clôture.

VALEURS	CLOTURE	27/4
War Lane 3 1/2 %	24 3/4	25 5/8
British Petroleum	357 1/2	357 1/2
Imperial Chemical	425	428 1/2
Imperial Oil	195	195
Imperial Chemical	195	195
Imperial Chemical	195	195
Imperial Chemical	195	195
Imperial Chemical	195	195
Imperial Chemical	195	195
Imperial Chemical	195	195

NEW-YORK

Léger mieux
Après le repli de 7 points accusé vendredi, le marché de Wall Street a enregistré un léger redressement, l'indice Dow Jones terminant la séance à 1 000,75, en hausse de 2,05 points.

L'activité s'est encore ralentie; 15,22 millions de titres ont changé de mains contre 17 millions vendredi et 20 millions la veille.

Les boursiers américains restent préoccupés par l'augmentation sensible de la monnaie monétaire enregistrée en avril. Certains craignent un durcissement de la politique de la Réserve Fédérale (F.R.B.) à l'égard du crédit. D'autres, les plus nombreux, pensent que, dans la mesure où la demande des crédits bancaires ne dégage pas de nouvelles inquiétudes, l'augmentation constante des commandes de matériel militaire (à 1,2 % en mars) a exercé une influence positive sur le climat boursier.

Sur le plan des valeurs, les actions de la General Motors (G.M.) ont été particulièrement favorisées, gagnant 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

NEW-YORK

Léger mieux
Après le repli de 7 points accusé vendredi, le marché de Wall Street a enregistré un léger redressement, l'indice Dow Jones terminant la séance à 1 000,75, en hausse de 2,05 points.

L'activité s'est encore ralentie; 15,22 millions de titres ont changé de mains contre 17 millions vendredi et 20 millions la veille.

Les boursiers américains restent préoccupés par l'augmentation sensible de la monnaie monétaire enregistrée en avril. Certains craignent un durcissement de la politique de la Réserve Fédérale (F.R.B.) à l'égard du crédit. D'autres, les plus nombreux, pensent que, dans la mesure où la demande des crédits bancaires ne dégage pas de nouvelles inquiétudes, l'augmentation constante des commandes de matériel militaire (à 1,2 % en mars) a exercé une influence positive sur le climat boursier.

Sur le plan des valeurs, les actions de la General Motors (G.M.) ont été particulièrement favorisées, gagnant 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

Les actions de la General Electric (G.E.) ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00. Les actions de la Westinghouse ont gagné 1,00 dollar, soit 34,00 contre 33,00.

Les actions de la General Motors (G.M.) ont gagné 1,10 dollar, soit 122,45 contre 121,35. Les actions de la Ford Motor ont gagné 1,00 dollar, soit 40,00 contre 39,00.

VALEURS

Cours	Dernier
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50

VALEURS

Cours	Dernier
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50

VALEURS

Cours	Dernier
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50

VALEURS

Cours	Dernier
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50

VALEURS

Cours	Dernier
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50
Alcatel (L.)	122 50

BOURSE DE PARIS - 26 AVRIL - COMPTANT

VALEURS	% du coupon	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	36 00	1 713	198	198
3 %	36 00	1 713	198	198
3 %	36 00	1 713	198	198
3 %	36 00	1 713	198	198
3 %	36 00	1 713	198	198
3 %	36 00	1 713	198	198
3 %	36 00	1 713	198	198
3 %	36 00	1 713	198	198
3 %	36 00	1 713	198	198
3 %	36 00	1 713	198	198

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 1er jan. 1970)

Indice général... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 1er jan. 1970)

Indice général... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 1er jan. 1970)

Indice général... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs... 24,4

Indice des valeurs

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCÈS-ORIENT
 - LIBAN : M. Raymond Eddé est officiellement candidat à la présidence de la République.
2. DIPLOMATIE
 - La visite en France du président Geisel.
2. AMÉRIQUES
3. ASIE
 - JAPON : Tokyo s'inquiète des projets de vente de matériel militaire américain à la Chine.
- 3.6. EUROPE
 - ITALIE : socialistes et communistes vont refuser la confiance au cabinet Moro.
 - UNION SOVIÉTIQUE : le maréchal Jakoubovitch et le général Koulikov sont les candidats les mieux placés au poste de ministre de la défense.
 - PORTUGAL : les résultats des élections législatives ; bonnes feuilles : le point de vue d'un communiste français sur la révolution portugaise.
- 6-7. AFRIQUE
 - TCHAD : le général Malloum accuse les partis de gauche français d'aider la rébellion.
 - La Rhodésie à vingt contre un (II), par Jean-Claude Pomont.
- 8-9. POLITIQUE
 - M. Mitterrand précise la portée et les limites d'une « expérience socialiste à la française ».
10. POLICE
 - « Nous avons relevé 80 % d'étudiants parmi les éléments incontrôlés », indique M. Michel Poniatowski.
- 10-11. JUSTICE
 - COUR D'ASSISES DE LA SOMME : les psychiatres ont constaté une « évolution considérable » de la personnalité de Pierre Goldman depuis son arrestation.
- 12-13. ÉDUCATION
 - L'agitation dans les universités et les lycées.
13. UNESCO
 - Les problèmes budgétaires.
13. RELIGION
 - L'Union des athées chez le cardinal Marty.
- 19-22. ARTS ET SPECTACLES
 - CINÉMA : L'homme qui voulait être roi.
31. L'ÉVÈNEMENT
 - Quels loisirs demain ?
32. LES RÉGIONS
 - Bordeaux joue la haute mer
 - A La Baule, le plan d'occupation des sols ne sera pas omnié.
33. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
 - QUALITÉ DE LA VIE : la protection de la nature et la défense de l'emploi.
- 34-36. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - ARTISANAT : le vingt-deuxième congrès de la C.N.A.M.
 - IMMIGRATION : nouvelle intervention de la police dans un foyer à Nemours.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (30)
Annonces classées (23 à 30) ;
Aujourd'hui (16) ; Carnet (15) ;
Journal officiel (18) ; Météo-
logie (18) ; Notes croisées (18)
Bourse (37).

NOUVELLES COLLECTIONS

Avec la garantie
d'un maître tailleur

COSTUMES
MESURE

dans un choix
de 3.000 draperies
à partir de 695 F

Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR
27, rue de la République, PARIS 10ème.

En cas de refus de la révision du procès de Roland Agret

M. Jean Lecanuet fera connaître publiquement les raisons de la commission chargée de l'enquête

La commission chargée d'examiner le dossier de l'affaire Agret afin de décider d'une éventuelle révision du procès devait remettre, ce mardi matin 27 avril, son avis motivé à M. Jean Lecanuet, ministre de la Justice, auquel il appartient seul de trancher. Le garde des sceaux pourrait faire connaître très rapidement sa décision. S'il estimait que les éléments réunis au cours de l'enquête sont suffisants pour justifier une révision, il remettrait aussitôt le dossier au procureur général de la Cour de cassation, qui le transmettrait, à son tour, à la chambre criminelle de la Cour suprême.

Sinon, M. Lecanuet s'est publiquement engagé à faire connaître les raisons pour lesquelles la révision est refusée.

Les diverses réactions suscitées par cette affaire ont, ces derniers jours, particulièrement mis en cause le rôle — encore mal éclairci — que le Service d'action civique (SAC) aurait pu jouer dans les événements qui sont à l'origine de la condamnation et de la détention de Roland Agret. Au micro d'Europe 1, M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a dénoncé l'existence d'une « police parallèle » et déclaré, lundi 26 avril, que le ministre de l'Intérieur « devait mettre fin au plus tôt aux agissements du SAC ». M. Michel Poniatowski devait répondre, le soir même sur R.T.L., que « le SAC n'est pas une police parallèle » et qu'il « n'est donc pas justiciable d'une dissolution plus qu'un autre mouvement politique ».

De son côté, M. Pierre Debeiz, secrétaire général du SAC, a publié une mise au point dans laquelle il assure qu'« aucun des noms cités dans l'affaire Agret ne correspond à des personnes appartenant ou ayant appartenu au Service d'action civique ». M. Debeiz dénonce les « manœuvres qui, dans le but de

disculper des repris de justice, tendent à faire passer le SAC pour une association de malfaiteurs », et il affirme être « à la disposition des autorités compétentes afin qu'une fois pour toutes la vérité soit faite et que cessent les campagnes mensongères ».

L'action du SAC est néanmoins de nouveau mise en cause, ce mardi 27 avril, par l'humanité. Dans un éditorial intitulé « De SAC et de corde », M. René Audier écrit : « Ce n'est pas la première fois que le SAC, dont M. Poniatowski a proclamé hier la parfaite respectabilité, défraie, directement ou non, la chronique judiciaire, et nul n'ignore qu'il recrute volontiers ses membres parmi les truands, petits ou grands. Il n'est pas certain que nous connaissions un jour les noms des véritables coupables du meurtre du « parapapier », mais il est évident que ce qui est acquis, en revanche, c'est qu'il existe dans la France de 1976 une organisation de police parallèle liée aux cercles du pouvoir et qui règle ses comptes à coups de revolver ».

LA MAJORITÉ DES ANESTHÉSIOLOGISTES DES C.H.U. SONT APPELÉS À FAIRE GREVE DU 28 AU 30 AVRIL

Les mille cinq cents médecins anesthésiologistes du cadre hospitalier temporaire qui assurent 90 % des tâches d'anesthésie et de réanimation dans les centres hospitaliers universitaires ont décidé de cesser le travail les 28, 29 et 30 avril prochains. Les urgences seront assurées. Comme l'a expliqué, lundi 26 avril, au cours d'une conférence de presse tenue à Paris, le docteur Chacornac, président de leur syndicat, ils réclament la création d'un statut mono-appartenant définitif qui établirait notamment des conditions de travail « normales » : une couverture sociale et une retraite identiques à celles de la fonction publique dont ils ont « les devoirs sans bénéficier des avantages » ; des perspectives d'avancement suffisantes pour assurer le recrutement des futurs anesthésiologistes des hôpitaux publics.

Actuellement, les anesthésiologistes du cadre temporaire des hôpitaux publics bénéficient, en effet, d'un « statut provisoire » établi en 1966, reconduit en 1972, et qui doit prendre fin en 1977. Ce statut avait été mis en place pour compenser les difficultés de recrutement des soins, l'essentiel de la formation étant assuré par les hôpitaux universitaires, aujourd'hui un nombre de deux cent cinquante.

MORT DE M. CAILLÉ DÉPUTÉ U.D.R. DU FINISTÈRE

M. Antoine Caillé, député U.D.R. de la cinquième circonscription du Finistère, est décédé lundi 26 avril des suites d'une congestion cérébrale.

(Né le 7 février 1923 à Plouégat, Finistère), comme député U.D.R. de la cinquième circonscription du Finistère, il avait été élu député U.N.R. du Finistère (Landivisiau) le 25 novembre 1963, puis réélu le 12 mars 1967, le 23 juin 1968 et le 11 mars 1972.

Il sera remplacé à l'Assemblée nationale par son suppléant, M. Yves Michel, employé de bureau, maire de Plouégat (Finistère-Nord).

Paradis sous-marins de l'Océan Indien

Découvrez les attraits sauvages de l'Océan des Mascareignes, avec notre organisation spécialisée, dans l'exploration sous-marine. 14 jours 5.200 F.P. + 10 participants 6 semaines printemps-été 1976. Informations : tél. 226.65.24 ou écrire à : Service Plongée AIR MADAGASCAR 7, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

TEXAS INSTRUMENTS calculatrices électroniques

LA TREILLE
SON RAYON
GRAND TAILLEUR

Coupe « CREATION », 3 essayages
Costumes et pardessus
de 1.850 à 2.200 F

62, r. St-André-des-Arts, 6^e
Parking attenant nos 4 magasins

COURS RICHELIEU

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ

75, avenue des Ternes - 75017 Paris

Renseignements : Tél. 380.53.00 et 754.26.05

JEUNES GENS - JEUNES FILLES
Externat - Demi-Pension

M. BONNET PRÉSIDENT LA PREMIÈRE RÉUNION DE L'OFFICE DES VINS DE TABLE

M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, a présidé, ce mardi 27 avril, la première réunion du conseil d'administration de l'Office national interprofessionnel des vins de table (O.N.V.T.).

La composition du conseil a été publiée au Journal officiel du 27 avril. Outre M. Jean-François Breton, directeur général de la SOPEXA, qui occupe la présidence, on compte dix représentants du ministère de l'Agriculture, six représentants du ministère de l'Économie et des finances, un représentant du ministère du Commerce et de l'Industrie, cinq représentants des négociants, MM. Belodin, Boisset, Dugas, Gardet et Vergne, deux représentants des consommateurs, un représentant des professionnels de la vigne, MM. Guillaume pour la fédération des exploitants, et Lauga pour les jeunes agriculteurs, et six pour les viticulteurs proprement dits, MM. Benet, Chandou, Courret, Guizard, Maffre-Baugé et Verdale.

Au cours de cette première réunion, le conseil d'administration devait décider de l'attribution globale de 60 millions de francs aux viticulteurs ayant souscrit des contrats de qualité. Ceux-ci prévoient notamment de développer l'utilisation des cépages hybrides, cultivés de la vigne sur au moins 5 % de leur exploitation, n'ont pas un revenu impossible non agricole supérieur à 30 000 francs, produisant moins de 80 hectolitres par hectare, récoltant moins de 3 000 hectolitres au total. Ces conditions remplies donneront droit, pour 400 hectolitres, à une garantie de prix minimum de 10,50 francs par degré hectolitre et de 11,50 francs pour les vingt premiers avec des cépages recommandés.

Enfin le conseil d'administration devait décider de la constitution de plusieurs groupes de travail intéressant des domaines spécifiques de l'agriculture.

● M. Valéry Giscard d'Estaing devait recevoir, mardi après-midi 27 avril, M. Raymond Marcellin, ancien ministre, sénateur (rép.) du Morbihan.

● M. Chirac a reçu, mardi 27 avril, en fin de matinée, M. Hédi Nouria, premier ministre tunisien.

SUR LA DEMANDE DE M. JACQUES MÉDECIN

L'O.G.C. Nice déclare forfait devant Bastia pour le match à rejouer en Coupe de France

L'O.G.C. Nice a décidé, ce mardi 27 avril, de déclarer forfait pour le match de Coupe de France des huitièmes de finale que le club devait rejouer contre Bastia. Cette décision a été annoncée en fin de matinée par M. Roger Lacout, président de l'O.G.C. Nice.

La veille, M. Jacques Médecin, secrétaire d'État au tourisme et maire de Nice, avait demandé aux joueurs de ne pas se rendre à Nancy, le 30 avril, et de déclarer forfait devant Bastia.

M. Jacques Médecin s'était expliqué dans le communiqué suivant : « En raison de l'exploitation politique scandaleuse qui est aujourd'hui faite des événements survenus sur le stade Furiani de Bastia à l'occasion du match retour des quarts de finale de la Coupe de France, dans le but de ramener la sérénité, afin de ne pas ternir le déroulement de l'épreuve sportive et afin que le déchaînement de violence inadmissible dans les matches et dans les rues cesse de porter préjudice au sport le plus populaire, j'ai demandé au président, aux dirigeants, à l'entraîneur et aux joueurs de l'équipe O.G.C. Nice de ne pas se rendre à Nancy pour le match à rejouer et de déclarer forfait, quelle que puisse être la décision de la commission d'appel de football ».

« Je me réjouis que le public, les Corses et les Nîçois en particulier, comprennent qu'il ne s'agit nullement d'une dérobade de ma part ni d'un renoncement inspiré par la cruauté ou la lâcheté, mais le climat créé par les agressions réelles et prouvées dont ont été victimes les joueurs de l'équipe nîçoise, tant sur le terrain de Bastia que dans leurs biens et leur personne hors stade, m'incite à penser que le match à rejouer ne pourrait en aucun cas se dérouler selon les règles de correction les plus élémentaires ».

« Les sportifs, spectateurs et joueurs, auront apprécié, je l'espère, cette attitude qui n'est motivée que par le respect que je leur porte. »

« Je me réjouis, bien entendu, de discuter avec la Fédération française de football des suites à donner à cette affaire, car je considère comme inadmissible de créer sans cesse par raison d'État devant le développement de la violence. Les responsables devront prendre les mesures qui s'imposent pour que de tels faits ne se reproduisent plus ».

LES GRÈVES TOURNANTES A L'E.G.F. : DES DÉSTABILISÉS DE L'ORDRE DE 20 %

Les grèves tournantes organisées du 27 au 29 avril à l'E.G.F. par la fédération C.G.T. ont affecté ce mardi la région parisienne, le Nord et la Normandie. Les déstabilisateurs étaient de l'ordre de 20 % dans le courant de la matinée selon la direction de l'E.G.F., de 15 à 30 % selon la C.G.T. Ils ont notamment entraîné une interruption de trafic du métro d'une quinzaine de minutes peu après 9 heures et quelques perturbations sur le réseau S.N.C.F. sud-ouest de la banlieue parisienne (un train sur deux sur les lignes Orly, Roissy, Juvisy).

La direction évaluait à 40 % la proportion des grévistes, la C.G.T. ne disposant pas encore d'estimation (les cégétistes ont recueilli un peu plus de 55 % des suffrages lors des élections professionnelles). Les grèves devaient toucher mercredi les régions Ouest et Sud-Est, ainsi qu'une partie du Centre, et jeudi les régions Sud-Ouest et Est.

Rappelons que la C.G.T., qui, seule, appelé à ces arrêts de travail, réclame une augmentation des salaires de base de 15 % avec un acompte immédiat de 300 francs mensuel.

L'augmentation spectaculaire de ces dépenses ces dernières semaines nécessitera sans doute l'inscription de crédits supplémentaires au budget agricole européen.

La Commission, qui avait déjà envisagé au début d'avril de modifier le mécanisme d'application des montants compensatoires, a tenu une réunion spéciale lundi après-midi à Bruxelles, pour examiner l'évolution alarmante de ce secteur. — (A.F.P.)

En Malaisie

UN HELICOPTÈRE ABATTU PAR LES COMMUNISTES

Kuala-Lumpur (A.F.P.) — Un hélicoptère de l'armée malaisienne a été abattu, lundi 26 avril, par des guérilleros communistes le long de la frontière entre la Thaïlande et la Malaisie. Onze personnes ont été tuées. L'hélicoptère qui transportait huit soldats et trois membres d'équipage, effectuait une mission le long de la frontière. C'est la première fois que des guérilleros détruisent un appareil militaire en opération.

Cet incident intervient quatre jours après l'attaque par une unité malaisienne, appuyée par l'aviation, de camps de communistes dans une forêt proche de la frontière thaïlandaise.

je ne veux pas bronzer idiot,
je vais en Tunisie
ou FESTIVAL DE TABARKA.

A Tabarka, on change les vacances. Tabarka, ce n'est pas un club, c'est la vie et le fête d'un vrai village de pêcheurs tunisiens. Le festival de Tabarka vous offrira cet été en même temps que les plus grandes vedettes internationales une foule de spectacles tunisiens dont vous ne soupçonniez même pas l'existence. Il vous restera bien du temps pour les virées en mer, les balades à pied, à cheval ou à vélo dans les forêts des Kroumiria, et même pour bronzer idiot sur la grande plage de sable.

Extrait du programme du 4^e festival.
Vous aurez à choisir chaque soir parmi 3 ou 4 spectacles différents.

DES VEDETTES : Keith Jarrett, Art Blakey, Gerry Mulligan, Jo Jones, Milt Buckner, Momme Le Forestier, Henri Tachon, Anne Sylvestre, Poca Ibáñez, Myriam Moleba...

DU CINÉMA : 150 films dont un festival Lakkar Homma...

DU THEATRE ET DES BALLETS : Troupe nationale tunisienne, le Grand Maglo Circus, Troupe du Kef, El Pacha, Teyssé Soudik, Ibn Rachid, ballets tunisiens, Powder Theater...

DES CONCERTS : folk et musique classique.

DES ATELIERS : poterie, tissage, danse, peinture, photo...

DES SPORTS : équitation, voile...

UN FESTIVAL ENFANTS : UNE UNIVERSITÉ D'ÉTÉ : introduction à la civilisation arabe et cours intensifs de langue arabe.

2 semaines PARIS/PARIS : 1278 F. Départ de Lyon, Toulouse et Marseille. Avion, transfert, logement, spectacles et ateliers compris.

En Belgique : Top Travel, 25 A rue du Lombard, 1000 Bruxelles, tél. 512.80.15. En Suisse : Voyage Voy Box 500, 1002 Leuven, tél. 021.20.48.45.

3^e SEMAINE GRATUITE en juin et septembre, voile et équitation gratuites. En collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien.

GRANDES VACANCES
1, rue du Louvre, Paris 1^{er} (métro Louvre) Tél. : 260.34.35

Je désire recevoir le programme du festival de Tabarka
Nom _____ M.T. 3
Adresse _____

STENOGRAPHIE

Française et Anglaise
formation, perfectionnement
Méthode audio-visuelle
rapide, exclusive, originale

école pallas
ÉCOLE PRIVÉE DE
FORMATION PROFESSIONNELLE

105, rue St-Lazare
75 - Paris 8^e - 874.79.84
de 8 h 30 à 20 h

Autres disciplines enseignées
DACTYLOGRAPHIE
ORTHOGRAPHE

Le numéro du « Monde »
daté 27 avril 1976 a été tiré à
616 906 exemplaires.

سكنا من الامل